

J. publ. e. 633 t

La

Russie et la Pologne,

Esquisse historique

par

Th. de K.



C. F. C.

Vis consili expers mole ruit sua.

Horatius.

Berlin,

Chez Nauck libraire.

1834.

Russie et la Pologne.

Histoire historique



Bayerische
Staatsbibliothek
München

Berlin

Chez Neack libraire

1834

81/43500

Dans ces temps agités où les événements se succèdent avec tant de rapidité, des révolutions qui auraient rempli autrefois la vie d'une génération et les souvenirs d'un siècle, sont presque oubliées en peu de jours. Le présent réclame impérieusement toute notre attention et toutes nos forces; les intérêts du moment occupent toutes nos facultés; et nous n'avons presque plus le temps d'accorder une pensée fugitive ni aux souvenirs de la veille, ni même aux espérances du lendemain.

Cependant parmi tant de scènes de troubles et de malheurs qui ont excité tour à tour les passions les plus diverses, quelques-unes, trop importantes pour être vouées sitôt à l'oubli, méritent un examen plus sérieux, même au sein de l'agitation. Il nous importe de nous éclairer sur la nature des événements qui nous ont étonnés, et sur leurs véritables causes; d'autant plus qu'il ne s'agit pas ici

d'une théorie abstraite, d'une controverse oiseuse, vain jeu de l'esprit dont la décision est indifférente puisqu'elle n'exerce aucune influence sur la destinée des mortels. Les idées fausses en politique ne deviennent que trop réellement fatales lorsqu'elles sont adoptées par l'opinion publique; causes fréquentes d'inimitiés et de nouveaux troubles elles ne flétrissent que trop le bonheur, le bien-être des nations; et souvent leur funeste influence, s'étendant même aux siècles à venir, ne laisse aux générations futures que des souffrances et de pénibles souvenirs. C'est dire assez combien il importe de rechercher la vérité; et certes, l'homme qui se rappelle une seule fois combien de sang et de larmes une pareille erreur peut faire verser, ne voudra plus écouter ses penchants ou ses passions, il n'osera plus décider par ces phrases banales auxquelles les partis se reconnaissent; il n'osera dès lors se fier qu'à la sobre réflexion.

Une lutte opiniâtre, prolongée au-delà de ce qui avait paru probable, a attiré surtout nos regards vers les bords de la Vistule, et durant cette guerre déplorable bien des voix se sont élevées en faveur des Polonais. Ora-

teurs, pamphlétaires et journalistes, tous paraissaient d'accord; la question de droit était décidée d'avance; on ne la discutait plus; la cause de la Russie était injuste, c'était convenu! — mais personne ne s'est encore donné la peine de rattacher l'histoire du présent à celle du passé. Il paraît que les grands événements de nos jours ont effacé tous les souvenirs; pour les hommes du *mouvement* surtout l'univers n'existe que depuis quarante ans, et la prise de la Bastille marque pour eux le jour de la création. Cet oubli parfait des siècles passés nous égare souvent; aucune ère de l'histoire n'est isolée et sans rapports avec une époque antérieure; des liens sacrés nous rattachent encore à des temps plus anciens, et des intérêts bien chers nous ont été légués par nos aïeux. C'est parce qu'ils l'oublient que nos orateurs s'obstinent à regarder le partage de la Pologne comme un fait isolé, comme une injustice dont ils accusent surtout la Russie; tandis que par un examen même superficiel de l'histoire des deux pays ils auraient pu apprendre que la querelle était plus ancienne; ils auraient vu dans le partage la ca-

tastrophe inévitable des guerres qui duraient depuis tant de siècles; ils auraient appris également que les Polonais avaient été les agresseurs, et qu'à l'époque de leur supériorité ils s'étaient montrés assez peu généreux.

Mais une seconde erreur se lie à la première, et l'on se trompe encore plus sur la tendance de l'insurrection polonaise lorsqu'on l'appelle de bonne foi un combat pour la liberté. Si l'aristocratie de quelque autre pays, une noblesse fière de ses privilèges, s'était prononcée en faveur de cette révolution, rien ne serait plus naturel: mais il n'est pas également facile d'expliquer quel intérêt les libéraux pouvaient y avoir. Serait-il donc vrai, qu'animés de l'espoir de trouver dans une guerre les moyens de révolutionner encore une fois leur pays, peut-être l'Europe, ils ne voulaient que troubler la paix n'importe à quel prix? — et toute révolte est-elle donc sacrée à leurs yeux? — Si c'est, au contraire, l'ordre, la justice, le bonheur des peuples et la civilisation qu'ils voudraient propager, en ce cas la cause des Polonais aurait dû avoir bien peu d'attraits pour eux. N'est-il donc pas évi-

dent que, surtout dans un pays tel que la Pologne, tout ce qui est libéral, dans la belle acception de ce mot, tout ce qui peut tendre à avancer le bien-être des masses et leurs progrès intellectuels, ne peut émaner que du trône? — Et supposant même un gouvernement qui se bornerait sans détour à des vues intéressées, pourrait-il ne pas protéger la classe industrielle, son appui le plus ferme? — En effet, on peut aisément se convaincre, qu'en parlant d'oppression les insurgés entendaient par ce mot les mesures du gouvernement en faveur des classes laborieuses; et si à leur tour ils élevaient le cri de liberté, ils ne réclamaient que celle d'agir en maîtres — l'empire des privilégiés! Pour l'humanité et la civilisation il n'y avait rien à espérer de cette révolte; non, il ne s'agissait pas d'une amélioration de l'état social, ni des droits que chaque membre de la société pourrait réclamer ou des devoirs qu'il aurait à remplir, mais simplement de savoir qui règnerait en Pologne: le souverain magnanime qui l'avait comblée de bienfaits, ou bien quelques factieux à qui leur audace criminelle tenait lieu de titres.

Pour rétablir la question sur sa véritable base, il faut surtout éclaircir deux points; d'abord, quel esprit animait cette aristocratie polonaise, quels résultats l'Europe civilisée pouvait se promettre de ses efforts; et puis, quelle avait été l'origine de ces guerres entre la Russie et la Pologne qui remplissent en grande partie l'histoire des deux empires.

Première Partie.

Lorsque Rome eut asservi la plus grande partie de l'Europe, lorsque les sables ardents de l'Afrique et de l'Arabie marquaient au loin les limites de son empire, elle ne voyait nulle part des ennemis dignes de la combattre; le monde connu lui était soumis. Mais elle avait acheté sa grandeur au prix de ses antiques vertus; la même valeur ne défendait plus ses conquêtes; et des peuples nouveaux, sortis de régions inconnues, ébranlèrent bientôt sa puissance. C'étaient les Allemands et les Slaves; leur arrivée opéra une révolution prodigieuse dans les destinées du genre humain — et pourquoi avaient-ils quitté leurs anciennes habitations? — quel était le motif de leur marche vers l'Europe? — vers Rome? — c'est l'énigme de l'histoire! — Rome résista long-temps à ces torrents de barbares; épuisée, elle succomba à la fin, et les Allemands triomphèrent de ses citoyens dégénérés.

Les Slaves ou Slavons, erraient probablement depuis un grand nombre de siècles sur les confins de l'Asie et de l'Europe, confondus peut être avec les Scythes. Plus tard ils suivirent la trace des peuples germains dans leur émigration vers le couchant; di-

visés en tribus peu nombreuses; trop faibles pour être conquérants, ils occupèrent les plaines de la Russie, les forêts de la Pologne, et les rives incultes de l'Oder et de l'Elbe, à mesure que les Allemands, entraînés vers des climats plus doux, abandonnaient ces lieux.

A l'époque où l'histoire des Slaves commence, ils habitaient une immense étendue de pays entre le Volga l'Elbe, la mer Baltique et le Danube; plusieurs tribus s'étaient même établies au-delà de ce fleuve, à l'est du golfe adriatique et au pied du Balcan. La civilisation de l'ancienne Europe n'avait pu atteindre les contrées lointaines que ces nations habitaient autrefois en Asie, ils apportèrent dans leur nouvelle patrie un culte et des mœurs barbares. Ignorés longtemps des Grecs et des Romains; manquant eux mêmes de lettres et de monuments, ils ne pouvaient perpétuer la mémoire de leurs exploits: leur histoire, surtout celle des Polonais jusqu'au dixième siècle, est pour le moins aussi fabuleuse que celle de la Grèce avant la guerre de Troie.

Enfin la religion chrétienne se fit jour jusqu'à eux; le voile tombe aussitôt, les ténèbres sont dissipées: les Slaves, presque inconnus jusqu'à ce moment, ne sont plus étrangers au reste du monde; l'intérieur de leur pays devient accessible; nous y voyons des progrès rapides et un commencement de culture. Du temps de l'invasion des barbares, les souvenirs de l'antiquité, et les germes d'une nouvelle civilisation avaient trouvé un refuge au pied de la croix à Rome et à Byzance; de ces deux foyers les lumières se répandaient de nouveau, éclairant peu à peu un cercle toujours plus étendu. Les Slaves touchaient à l'Europe latine d'un côté, à l'empire grec de l'autre; des

rapports divers les attiraient vers ces deux centres de la chrétienté, comme vers deux pôles différents; une moitié de ce peuple s'appuya sur Rome dans sa civilisation naissante, l'autre sur Byzance: de là les premières divisions. Ainsi que la Bohême qui l'avait précédée, la Pologne adopta la religion catholique et l'alphabet latin, elle reconnut la suprématie de l'empereur d'Allemagne, et imitant les formes des états d'occident elle devint un royaume féodal. C'est à la Grèce au contraire que la Russie doit son culte et ses lettres; et son gouvernement patriarcal n'eut jamais le moindre rapport avec les monarchies chevaleresques du moyen âge. Rourik, et ses compagnons promulguèrent, il est vrai, quelques lois calquées sur celles de leur pays natal; mais le petit nombre de Normands venus avec eux, se fondit bientôt dans la masse des Slaves: les relations avec Constantinople étaient toujours les plus importantes, et ces premiers principes d'une législation germanique, au lieu d'être développés, s'effacèrent de plus en plus.

Malheureusement le christianisme ne pénétra que bien tard au centre des vastes territoires habités par les Slaves; la Lithuanie resta païenne, inculte et sauvage, jusqu'à la fin du quatorzième siècle. C'est un fait dont l'importance n'a jamais été suffisamment relevée par les historiens; cette province séparait les Russes et les Polonais, entre lesquels toutes les relations cessèrent, excepté celles d'une politique hostile; et le système social des uns et des autres, différent dans son origine, le devint encore plus dans ses progrès.

En 965, ou 66, Mieczyslas I, Duc de Pologne, abjura la croyance de ses pères et fit arborer la croix

latine sur le faite des temples consacrés jadis à des rites cruels; la main de Dombrowka, fille du Duc de Bohême, lui était promise à ce prix, et il l'obtint. Quelques années plus tard, un motif semblable décida Vladimir le grand, souverain de Russie, à recevoir le baptême et à adopter les dogmes de l'église byzantine, lorsqu'une princesse grecque lui accorda sa foi: ces guerres interminables et sanglantes, qui désolèrent plus d'une fois les deux états éclatèrent presque à la même époque.

Peu de temps après sa conversion, Mieczyslas vint à Quedlinbourg pour rendre hommage à l'empereur Otton le grand. Une espèce de fierté nationale, qu'on a peine à comprendre, a égaré quelques historiens polonais jusqu'à vouloir rayer de leurs annales un événement si important et si bien avéré. L'idée d'une dépendance quelconque blesse trop leur orgueil; n'osant nier le fait, ils ont tâché du moins d'en affaiblir et d'en limiter les conséquences. Ils oublient qu'au dixième siècle, le pape et l'empereur étaient les chefs spirituel et temporel du monde catholique, et cet acte de soumission, une suite nécessaire de la conversion de Mieczyslas. Les monarchies de l'Europe occidentale n'accordaient à l'empereur qu'une simple préséance, mais il ne pouvait en être de même relativement aux peuples slaves qui inquiétaient les limites orientales de l'Allemagne; on les regardait comme placés en dehors du droit des gens, droit qu'ils violaient eux mêmes à chaque instant; la guerre contre eux était continuelle et légitime, et ils ne furent admis à prendre rang parmi les nations européennes, qu'en reconnaissant l'autorité suprême du pape et de l'empereur. Plusieurs de leurs princes — p. e. les rois de

Bohème etc. — se soumirent à différentes époques; jusqu'à nos jours leurs domaines ont continué de faire partie de l'empire. Si le lien qui rattachait la Pologne à cette grande confédération d'états s'est relâché de plus en plus, s'il a fini par être rompu tout-à-fait, c'est qu'elle était plus vaste et plus forte, sur tout plus éloignée du centre de l'empire, et plus indépendante par sa position.

L'influence des empereurs, quelquefois plus efficace et plus directe, l'était certainement beaucoup moins lorsque un prince guerrier et d'un caractère énergique présidait aux destins des Polonais; cependant les relations tantôt amicales, tantôt hostiles, que ce peuple eut avec l'Allemagne, ne furent plus interrompues. La Pologne dut à ce commerce son caractère de monarchie féodale.

Nous n'entendons pas donner un sens de reproche à cette appellation; la manie de nos historiens et de nos philosophes, de juger les siècles passés en partant des idées du nôtre, est la source de bien des erreurs; c'en est une sans doute, de croire qu'un système d'institutions et d'usages qui s'est soutenu pendant des siècles, ait pu ne pas être conforme aux véritables besoins de la société d'alors; et si les lois du moyen âge nous paraissent aujourd'hui oppressives, c'est simplement une preuve des changements qui se sont opérés dans nos mœurs, dans nos habitudes — dans toute notre manière d'être et de penser.

Le souverain d'un état féodal, était entouré d'un sénat, où ses nobles vassaux, chefs de ses armées, prenaient place à côté des dignitaires de l'église. Les villes avaient des institutions municipales, des magistrats élus, des privilèges qui soumettaient leurs inté-

rêts presque entièrement à la décision des habitants, et d'une manière plus ou moins directe leurs députés étaient admis aux conseils des rois. La classe agricole était partout exclue des droits politiques; il suffit de se rappeler à quel point les moyens de s'instruire étaient limités et peu accessibles pour en deviner la cause; son travail était plus pénible et moins productif, et l'instruction ne pouvait s'étendre jusqu'à elle.

L'agitation continuelle de ces temps ne permettait guère de se livrer à la méditation; la vie était une suite d'actions: moins habitué à s'occuper de raisonnements abstraits, on manquait souvent de précision dans les idées, surtout dans la manière de les exprimer, et par conséquent jusque dans les lois. Peut-être même ce vague qui nous frappe dans la législation du moyen âge, était-il l'effet d'une cause encore plus puissante, et fondé dans la tendance générale de l'époque; — dans cet esprit qui la distingue. La qualité de l'âme, qui faisait la valeur de l'homme dans l'opinion des Romains, qui était la base de leur caractère, de leur existence morale, et la source de leur grandeur, ils l'exprimaient par ce mot *virtus*, qu'on traduirait fort mal par celui de vertu, dont le sens est plus étendu et moins sévère. Les vertus du citoyen étaient les seules qui eussent quelque prix aux yeux des Romains; les seules qui fussent honorées de ce titre; pour eux l'individu n'était rien; leur patriotisme austère exigeait que l'homme ne fût et ne voulût être qu'un des éléments dont se composait l'état; la patrie réclamait de droit toutes ses affections et sa vie entière; toute inclination qui n'avait pas Rome pour objet était une faiblesse honteuse: c'est de Rome qu'il s'agissait et d'elle seule!

Le principe des siècles de chevalerie tendait au contraire à tout isoler, et à tout rapporter à l'individu. On ne concevait alors ni le cosmopolitisme de nos jours, ni même l'amour de la patrie dans l'étendue que nous donnons à ce terme; développer et faire valoir toutes les facultés personnelles, tel était le but des efforts les plus généreux. L'homme concentrait ses affections sur un petit nombre d'objets rapprochés auxquels l'attachaient des liens véritables et sacrés, et ses sentiments en avaient d'autant plus d'intensité. Ces braves citoyens de Calais, célèbres par la courageuse défense de leur ville et par leur noble dévouement, n'auraient certainement pas fait les mêmes sacrifices pour la France en général; et les simples pâtres des Alpes, tant de fois vainqueurs d'une noblesse brillante et guerrière, voyaient avec indifférence et la grandeur, et les dangers de cette nation allemande, dont ils faisaient eux mêmes partie; ils ne voulaient partager ni sa prospérité, ni ses revers; quelques vallons hérissés de rochers, quelques chaumières, modestes habitations de leurs familles, renfermaient tout ce qui était cher à leur âme. Sans doute nous rencontrons souvent dans l'histoire de ces temps l'exemple d'une parfaite abnégation de soi-même; à cet égard le moyen âge ne le cède en rien aux plus belles époques de l'antiquité; mais le motif du sacrifice était alors un noble égoïsme excité par l'attrait d'une récompense idéale. Beaucoup plus indifférent sur la grandeur de son pays, on aspirait surtout à une gloire individuelle que nul autre ne partageât; et un roi même s'enorgueillissait beaucoup plus des succès que son épée lui avait valu que des victoires remportées par ses armées.

L'organisation sociale devait être empreinte du caractère universel de l'époque; en effet, on y chercherait en vain un principe d'uniformité, ou de centralisation: partout la préférence était accordée aux intérêts immédiats, et la législation s'en occupait presque exclusivement. Chaque bourgade avait ses lois particulières, dont le principe était local; elle avait ses usages, ses privilèges, qui ne ressemblaient peut-être pas à ceux de la ville voisine: on pourrait dire, que toutes les seigneuries, les évêchés, abbayes et villes dont se composait la monarchie, ne formaient pas un seul corps politique; c'étaient plutôt autant de petits états isolés, soumis au même souverain mais séparés du reste, et le roi n'exerçait pas la même autorité sur toutes les parties; au contraire, en chaque endroit elle était modifiée d'une manière différente par des immunités locales.

Quant à la législation sur l'ensemble d'une pareille mosaïque d'états, il y régnait, surtout dans les commencements, beaucoup d'incertitude; et en réalité l'énergie ou la faiblesse du monarque et de ceux qui l'entouraient, décidaient de la nature de leurs rapports.

L'étendue du pouvoir royal n'était pas définie avec précision; la compétence du parlement ne l'était pas non plus; souvent il sut ravir à un prince faible presque tous les attributs du pouvoir suprême; et pourtant il était à peine consulté, lorsqu'un successeur doué de qualités plus mâles, saisissait les rênes du gouvernement. Le génie et la valeur du roi fixaient les limites de son autorité, souvent absolue, quelquefois illusoire! Le droit de succession, également vague dans ces monarchies féodales, nous laisse dans le doute si le principe héréditaire y prédominait, ou bien celui d'é-

lection. Le plus souvent le fils aîné succédait à son père; mais malgré un titre incontestable, il ne pouvait occuper le trône sans le consentement des vassaux; ce qui approche de l'élection. Quelquefois un fils puîné s'emparait du sceptre; quelquefois un souverain divisait même ses états pour donner sa part à chacun de ses enfants; et lorsque la famille régnante s'éteignait, le droit de choisir une nouvelle dynastie n'était pas douteux. Des lois expresses et formelles réglèrent, comparativement assez tard, des usages confirmés par plusieurs exemples.

Ces vassaux formant le conseil du roi, essayaient, plus ou moins directement, de rendre la monarchie absolument élective; si l'empire en devenait plus faible, s'il était exposé à des dangers plus pressants, en revanche chaque électeur y gagnait beaucoup par rapport à sa position personnelle et à la grandeur de sa famille, premiers objets de son ambition! Leurs empiètements provoquaient une réaction naturelle de la part des rois qui s'efforçaient d'atteindre un but opposé; raffermir le principe d'hérédité, le rendre positif, et en faire la loi fondamentale, c'était là leur politique obligée, et le sort de l'état dépendait en très-grande partie de la manière dont cette question était résolue.

L'histoire d'Allemagne, de France et d'Angleterre étale à nos yeux tous les développements et les progrès en sens divers dont un pareil système était susceptible; on est même surpris de voir que toutes les chances et toutes les combinaisons y paraissent épuisées.

Dans un état insulaire et limité tel que l'Angleterre, la vigilance du roi pouvait tout embrasser; tous

les nobles relevaient directement de la couronne, et il n'y a guère eu d'arrière-fiefs. Là, les domaines des barons du royaume étaient moins vastes que ceux des ducs et des comtes en France et en Allemagne, et leur puissance matérielle était moins grande, en comparaison de celle du roi. Le commerce maritime et l'industrie donnèrent bientôt une grande importance à la classe moyenne, et les souverains en apprécièrent de bonne heure les progrès; surtout depuis cette révolte de noblesse connue sous le nom de la guerre des barons, Edouard I et ses successeurs, s'empressèrent d'accorder aux cités et aux bourgades, des privilèges et une influence toujours croissante sur la marche du gouvernement. En Angleterre les différents pouvoirs se sont toujours balancés; excepté quelques écarts dont on est bientôt revenu, le développement des institutions sociales y a été uniforme et régulier; la législation y a suivi la marche du temps; les lois ont été modifiées de manière à embrasser les intérêts nouveaux à mesure qu'une civilisation plus avancée les faisait naître; et la Grande-Bretagne est encore aujourd'hui une monarchie féodale, modifiée selon les besoins de la génération actuelle.

La France a été moins heureuse, quoique l'hérédité du trône y fût érigée assez tôt en principe inviolable. Plusieurs parmi les grands feudataires, devenus plus puissants que le roi lui-même, s'entouraient de parlements où les affaires des différentes provinces gouvernées par eux étaient expédiées: isolés de la sorte ils étaient bien près de l'indépendance, et la France courait risque d'être divisée à jamais. Elle doit son salut à la sagesse de ses rois qui détournèrent le danger en réunissant les grands fiefs à la

couronne, dès que l'occasion s'en présentait, et au principe d'hérédité qui leur permit de suivre cette politique, puisqu'il les dispensait du besoin de s'assurer des votes précieux en faisant des concessions aux électeurs. Après la réunion, le monarque régnait sur chaque province par le double droit de souverain et de seigneur immédiat, les Etats - généraux tombèrent en désuétude, les Etats-provinciaux ne pouvaient s'occuper des affaires du royaume; la monarchie devint absolue, et demeura telle jusqu'à l'époque de la révolution terrible qui effaça jusqu'aux moindres traces de son ancienne organisation.

En Allemagne le développement progressif d'institutions analogues prit une direction tout opposée; les grands vassaux de l'empire étaient bientôt parvenus à le rendre décidément électif; et dès-lors ils profitèrent de chaque vacance du trône pour s'émanciper davantage. Des restrictions imposées au souverain affaiblissaient les liens de vasselage; cette longue querelle des investitures entre les empereurs et les papes fut ce qui y contribua le plus, en autorisant la révolte au nom de la religion. L'impulsion étant donnée, chaque membre de la confédération était entraîné vers un isolement plus complet, surtout depuis ce schisme dans l'église qui les divisait d'intérêts. Languissant depuis des siècles, n'existant presque que de nom, l'Empire tomba enfin en ruines, et un grand nombre d'états indépendants s'élevèrent sur ses débris.

Le système féodal devait être bien plus funeste encore à la Pologne. En Allemagne et en France il y avait des villes considérables dont l'origine datait du temps des Romains et qui avaient conservé les formes d'un gouvernement municipal. Des princes

éclairés les protégeaient; nommément les empereurs saxons se sont plu à fonder une quantité de villes, et à en assurer l'avenir par des franchises. Un commerce actif les enrichit; l'opulence en fit des foyers de civilisation et les mit en état de balancer souvent l'influence des nobles. C'est cette classe d'industriels qui a toujours manqué à la Pologne; le roi y était isolé vis - à - vis d'une aristocratie turbulente, et lorsqu'elle s'efforçait d'envahir les droits du trône et d'en anéantir la prérogative, il ne trouvait nulle part un appui contre elle. En effet, si la Pologne a péri au milieu de voisins beaucoup moins forts qu'elle n'était elle-même à l'apogée de sa grandeur, cela n'a pu arriver que par sa faute, et son histoire le prouve assez.

Nous y trouvons l'influence de l'aristocratie presque à la première page, et nous la voyons croître et grandir sans interruption.

Boleslas chrobry (le brave) 992 — 1025 — fils de Mieczyslas s'entoura déjà d'un conseil permanent de douze nobles; nous ignorons quelle en était la compétence; cependant il faut croire que, sous un roi du caractère de Boleslas, le pouvoir de ce conseil était très limité.

Sous le faible règne de Mieczyslas II. 1025 — 1034 son fils et successeur, l'influence des grands commençait à se faire sentir davantage; sous la régence qui suivit sa mort elle devint excessive. Son fils Kasimir étant en bas âge, Rixa, la reine veuve, fut déclarée régente de l'état; mais dans ces siècles de combats le sceptre dut échapper facilement à une main trop faible pour saisir un glaive; cette princesse, allemande de naissance, fut accusée de protéger ses compatriotes, et de leur donner toutes les places.

Voulant le bien du pays, elle était peut-être forcée d'avoir recours aux étrangers, parce qu'elle ne trouvait guère parmi les Polonais des hommes capables d'entrer dans ses vues et disposés à la seconder. Bientôt son autorité est méconnue, la Pologne est sous les armes; même le palais des rois retentit de cris de sang et de vengeance. Rixa parvient à peine à se soustraire aux dangers qui la menacent, et son fils la suit dans son exil; la haine des Polonais s'étend jusqu'à lui!

Dès lors leur pays fut en proie aux guerres civiles et à l'anarchie; la croix fut renversée, les anciennes idoles des Slaves reparurent à sa place, et avec elles l'ancienne barbarie. L'oppression et la révolte marchaient de front, les Seigneurs guerroyaient entre eux: les paysans se soulevèrent contre tous, et le tyran d'aujourd'hui, tombait peut-être le lendemain victime d'un rival plus heureux. Mais enfin le délire même se fatigue et s'épuise; lassés de carnage et de ces combats sans fin; abattus par les pertes cruelles et presque égales des vainqueurs et des vaincus, les Polonais ne demandaient plus qu'un moment de repos, et à une assemblée que le primat avait convoquée, ils convinrent de se donner un maître. Aucun des seigneurs ne paraissait digne de porter la couronne; chacun avait la haine de ses rivaux à craindre, et le primat prononça alors le nom de l'infortuné Kasimir. Sa naissance lui donnait sans doute des droits à la succession; néanmoins ses titres furent discutés avec indifférence; les nobles ne doutaient pas de leur droit de l'exclure, et le primat crut devoir ajouter d'autres raisons pour gagner leurs suffrages. Enfin ce digne prélat, à qui la Pologne dut alors son salut, parvint

à faire agréer son choix; une ambassade alla chercher Kasimir au sein de la retraite où il cachait son nom et ses malheurs. Ce prince qui avait choisi l'état ecclésiastique ne se décida pas sans peine à quitter sa cellule pour rentrer au palais de ses aïeux; il y retourna pourtant sous les auspices de l'empereur d'Allemagne; et la nation entière le salua du nom de restaurateur. — 1040. —

L'histoire ne nous apprend pas quelle était l'organisation intérieure de la Pologne durant le règne de ce monarque ami de la paix, ni quel degré d'influence ses vassaux avaient su conserver: du temps de son successeur immédiat, Boleslas l'intrépide — 1058 — 1080, il en est assez peu question. Ce fils de Kasimir, libre apparemment dans l'exercice de ses fonctions, n'en subit pas moins le sort que l'église toute-puissante réservait aux rois réfractaires, et il apprit par une funeste expérience combien le pouvoir du Saint-Père était réel et terrible. Lorsque Boleslas, vainqueur en maintes batailles, voulut enfin se reposer, les loisirs de la paix lui devinrent fatals: recherchant le plaisir avec toute l'ardeur de son caractère, il se laissa entraîner à des excès honteux. Stanislas, évêque de Krakovie, trop zélé peut-être, essaya de le rappeler à ses devoirs; voyant que ses conseils n'étaient pas écoutés, il osa l'excommunier. Boleslas, égaré par ses passions, s'oublia au point de l'assassiner de sa propre main, au pied de l'autel, et Rome ne tarda guère à l'accabler de sa vengeance. Ce prince était la terreur de ses ennemis; et pourtant, il suffit d'un seul mot pour anéantir sa puissance, et pour le vouer lui-même à l'exil; atteint de l'anathème, abandonné de ses guerriers et de ses amis, il quitta le trône et

son pays pour aller mourir sur une terre étrangère; on ne sait même point en quel lieu il termina son existence flétrie. Son fils, bien qu'innocent, excommunié comme lui, l'accompagna dans sa fuite, et du consentement des grands la couronne passa à Wladislas I, frère de Boleslas.

L'état de désorganisation et de faiblesse dans lequel la Pologne fut plongée par une secousse si violente, offrait à l'empereur une occasion de faire valoir les droits qu'il avait sur ce pays, aux nobles les moyens de renouveler leurs anciennes prétentions, et Wladislas était peu propre à s'y opposer. C'était un prince sage et modéré, mais timide et indolent: sa politique bienveillante tendait uniquement à conserver la paix; il aimait mieux céder que combattre, et, attaqué jusque dans ses foyers, il cherchait encore à se soustraire au devoir de se défendre. Pour prouver son autorité suprême Henry IV, empereur d'Allemagne, conféra la couronne de Pologne à Wratislaw, roi de Bohême; quoique ni l'un ni l'autre ne fût dans le cas de faire reconnaître ses droits par la force, Wladislas jugea nécessaire d'apaiser l'infortuné Henry; il se réconcilia avec lui en épousant sa soeur, et il n'exigea pas même que l'arrêt qui le privait de sa couronne fût révoqué dans les formes. La Pologne eut à gémir plus tard de cette négligence qui laissa aux rois de Bohême un prétexte de l'envahir, lorsqu'ils jugeraient le moment favorable, et ce moment fatal arriva bientôt. Pendant que le débonnaire Wladislas passait ses jours dans l'oisiveté et la mollesse, le commandement de l'armée était confié à Sieciech, palatin de Krakovie; cet homme orgueilleux, fier d'une immense fortune et de quelques succès à la guerre, exer-

çait au nom du roi une autorité tyrannique. Les mécontents, dont le nombre augmentait de jour en jour, émigrèrent en Bohême, où ils furent reçus à bras ouverts; brûlant de rentrer dans leur patrie les armes à la main ils trouvèrent aisément un chef. Zbigniew, fils naturel de Wladislas, banni de la cour depuis le mariage de son père et destiné à la vie monastique, fut tiré de sa retraite pour marcher à la tête d'une armée rebelle soutenue par les Bohémiens. Il rencontra celle de son père sur les rives du lac de Goplo, dont les ondes, teintées de sang et infectées de cadavres, furent long-temps après un objet de dégoût et d'horreur pour les habitants du pays: Zbigniew fut vaincu, son armée périt presque en entier, et il tomba lui-même au pouvoir de ses ennemis.

Wladislas aurait dû punir l'attentat de ce fils indigne; les grands de son royaume s'y opposèrent, et il n'en eut pas la force. Martin, archevêque de Gnezne, invita le prince, tous les évêques et la plupart des seigneurs, à assister à la consécration de son église; cette réunion nombreuse ressemblait déjà à une séance du sénat. On y convint de ne point se séparer avant d'avoir obtenu le pardon de Zbigniew; Wladislas eut l'extrême faiblesse de l'accorder: oubliant également les crimes de ce malheureux et les véritables intérêts de son pays, il partagea ses états entre lui et Boleslas son fils légitime, le soutien et l'espoir de la patrie; il leur céda même de son vivant le gouvernement de quelques provinces. De pareils sacrifices ne contentèrent cependant ni ses fils, ni ses vassaux, parce que l'infortuné vieillard osait conserver son amitié à Sieciech, également détesté de tous. On demandait le sang de ce favori, ou du moins son exil, et, as-
siégé

siégé dans son château, Wladislas s'aperçut trop tard qu'il n'avait plus rien à refuser. Sieciech dut s'enfuir en Russie.

Lors de la réunion de Gnezne — 1097 — les nobles, y compris le clergé, avaient pour la seconde fois décidé du sort de l'état, et dès ce moment leur influence fut consolidée. Avant cette époque l'étendue du pouvoir royal dépendait presque entièrement du caractère de celui qui l'exerçait, et du temps des deux Boleslas il était à peu près illimité: depuis, l'aristocratie a su maintenir ses droits: la division du pays, la faiblesse et les troubles qui en résultèrent, favorisaient tellement ses projets, que Boleslas III krzywousti, (bouche-de-travers), ne pouvait plus la dompter, quoiqu'il ne montrât ni moins de valeur ni moins d'énergie que ses prédécesseurs du même nom. Lorsque Zbigniew se révolta contre lui, les grands jugèrent les jours de Boleslas, qui n'avait pas encore d'héritiers, trop précieux pour être exposés dans les combats, et il céda, quoique à regret, le commandement de son armée au comte Zélislaw. Il se vit ainsi, dès le commencement de son règne, dans la nécessité de suivre leurs conseils! et plus tard il leur accorda par un acte formel une autorité exorbitante. Menacé d'une guerre de la part de l'empereur Henry V, Boleslas craignait Zbigniew malgré une réconciliation apparente, ou peut-être précisément à cause du pacte passé entre eux; cet homme remuant et dangereux avait été forcé d'acheter la paix au prix de sacrifices imposés à son orgueil et à sa cupidité; on devait supposer qu'à la première occasion il chercherait à se venger. Souffrir un traître dans l'intérieur, au moment d'une invasion, n'eût pas été sûr; pourtant l'idée

de l'attaquer ouvertement répugnait à Boleslas, et il soumit le sort de son frère à la décision de ses vassaux qui prononcèrent l'exil de l'accusé.

Déjà l'influence que la noblesse exerçait collectivement ne contentait plus l'ambition de tous; quelques-uns parmi les grands profitèrent d'une grande fortune et du désordre général pour prendre une attitude menaçante. Skarbimir, palatin de Krakovie, était au nombre de ceux qui osèrent mépriser l'autorité du monarque et braver son courroux, oubliant jusqu'aux liens de l'amitié qui les avaient unis autrefois; Swatopelk, castellan de Naklo ne répondit guère mieux à la confiance de son souverain. Ils succombèrent l'un et l'autre après une longue résistance; le dernier surtout ne fut pas vaincu sans difficulté: une victoire si bien disputée trahit plus qu'elle ne cache la faiblesse du gouvernement.

Après l'exil de Zbigniew, Boleslas était parvenu à réunir la monarchie sous sa domination directe, et il aurait pu trouver dans cette réunion les moyens de rendre au gouvernement son ancienne force. Malheureusement il ne profita guère de la triste expérience du passé quoique la Pologne eût assez souffert des suites d'une première division: à son décès il renchérit même, en morcelant ses états, sur la faute de son père. En 1139 il en forma quatre duchés qu'il donna à ses fils; Kasimir, le plus jeune, fut seul exclu du partage; cette division donne une idée exacte des provinces dont se composait alors la Pologne.

Wladislas II, fils aîné du prince défunt, eut les provinces de Krakovie, de Leczyça, de Sieradz, de Silésie et de Poméranie, et en sa qualité d'aîné il devait exercer une espèce d'autorité suprême sur ses frères, obligés de lui prêter serment d'obéissance.

La Mazovie, la Kujavie, les terres de Dobrzyn et de Kulm, tombèrent en partage à Boleslas IV. le crépu. Mieczyslas III. à qui son maintien grave et réservé valut dès son enfance le surnom de vieux, obtint les provinces de Gnezne, Posen et Kalisz; celles de Lublin et de Sandomir formèrent l'apanage de Henry.

Les troubles qui suivirent la mort de Boleslas III. et qui remplissent presque deux siècles de l'histoire de Pologne, méritent notre attention, et quoique le récit des guerres civiles, et des invasions hostiles, soit monotone et fatigant, il faut vaincre le dégoût qu'il nous inspire, parce que les malheurs dont la Pologne fut accablée durant cette époque servirent à développer sa monstrueuse constitution: c'était là le plus grand de ses malheurs, celui auquel il n'y avait pas de remède.

Nous avons vu jusqu'à quel point l'autorité souveraine était déjà limitée par les empiètements des grands feudataires; la division de la Pologne rendit ces fiers vassaux, de jour en jour, plus puissants et moins soumis. Aucun des princes apanagés n'était assez fort à lui seul pour s'en faire respecter; et, au besoin, un seigneur opulent pouvait aisément ramasser plus de troupes qu'il n'en fallait pour résister avec succès à un prince qui n'avait plus à sa disposition les forces réunies du royaume. Loin de pouvoir les réduire à l'obéissance, les princes étaient obligés de s'en faire un appui; dès qu'ils se voyaient menacés d'une attaque, il leur fallait acheter, par des concessions et des privilèges, le secours

de ces nobles dont ils se disaient les maîtres. L'ordre équestre, classe nombreuse, composée de tous ceux qui jouissaient de quelque petite propriété, à la charge de servir à cheval dans les armées du roi, trouvait dans cet état de choses l'occasion d'élever aussi ses prétentions. Auparavant, quelques immunités personnelles qui n'avaient rapport qu'à leur position civile n'autorisaient nullement les membres de cette milice à s'immiscer dans les affaires du royaume; désormais ils ne se contentaient plus d'être des propriétaires libres; mais réclamant une partie des privilèges de la grande noblesse, et trop faibles pour faire valoir eux-mêmes les droits qu'ils s'arrogeaient, ils se groupaient autour des seigneurs, dont ils fortifiaient ainsi l'autorité, pour s'enrichir, et pour augmenter leurs franchises sous l'égide d'une protection puissante. Bientôt chaque noble était entouré d'une clientèle nombreuse de gens armés.

Le partage du royaume favorisait déjà assez les progrès du pouvoir aristocratique; les circonstances, sur tout le peu d'union qui régnait entre les frères, en hâtèrent encore les développements. Immédiatement après la mort de Boleslas III. tous les princes se montrèrent impatients d'entrer en possession de leurs apanages: afin de prévenir les discordes qui pouvaient en résulter, il fallut convoquer la noblesse, pour s'entendre de concert avec elle sur les dernières volontés du souverain défunt, et sur le mode d'administration. On ne se dit peut-être pas qu'en se reposant sur elle du soin de régler les affaires du royaume on accordait dans le fait à la haute noblesse tous les droits de la souveraineté. A Kruswica, lieu de l'assemblée, l'autorité suprême sur la Pologne entière, le droit de

déclarer la guerre, et de conclure la paix, furent réservés à l'aîné de ces cinq frères.

Cet accord apparent fut troublé presque aussitôt par l'ambition de Wladislas, ou plutôt par l'orgueil de son épouse Agnès ou Christine *). Fièrre d'être alliée aux empereurs d'Allemagne, elle trouvait sa position au-dessous de sa naissance; un royaume partagé ne pouvait lui suffire; elle ne cessait d'exciter son faible époux à étendre sa puissance par quelque entreprise hardie contre ses frères, et en rappelant les dangers auxquels une malheureuse division exposait la Pologne, et l'évidente faiblesse qui en était la suite, elle pouvait appuyer ses perfides conseils de raisons irrécusables. Influencé par elle, Wladislas ne voulut pourtant pas risquer une agression armée; il aimait mieux convoquer la noblesse à Krakovie, dans l'espérance que son entreprise serait autorisée par le suffrage de ses vassaux. Les passions l'aveuglèrent sur les dangers d'une pareille démarche; et pourtant, faire du clergé et des palatins les arbitres de son sort, soumettre à leur décision, et ses droits, et les intérêts de la Pologne, c'était reconnaître un pouvoir au dessus du sien. Agnès fut présente à la discussion; elle parla

*) Nous sommes dans l'incertitude sur la parenté de cette princesse; presque tous les auteurs polonais la disent fille de Henry V. empereur d'Allemagne; mais d'après le témoignage d'Otton de Freisingen qui est d'un grand poids, et de bien d'autres annalistes allemands, cela ne paraît guère possible; Naruszewicz soutient qu'elle était soeur de l'empereur Konrad III., et Zielinski veut qu'elle ait été fille de Henri et soeur de Konrad, ce qui est un peu difficile à concilier, vu que Henri descendait des ducs de Franconie, et Konrad, de la famille de Hohenstauffen.

avec beaucoup d'éloquence sur la nécessité de réunir la monarchie démembrée, et les arguments qu'elle alléguait en faveur de ses propositions, auraient sans doute persuadé un auditoire mieux disposé. Mais on ne la crut pas sincère; son caractère impérieux inspirait des inquiétudes, et on n'eut garde de lui confier un pouvoir plus étendu. Quoique déçu dans son attente, Wladislas ne renonça pas aux projets que la noblesse avait refusé de sanctionner. Les promesses et l'or furent prodigués à un grand nombre de seigneurs pour les engager individuellement à ne point s'opposer aux desseins de leur souverain; plusieurs d'entre eux eurent la faiblesse de céder.

Wladislas se flattait alors d'avoir aplani toutes les difficultés: il imposa d'abord des contributions très fortes aux provinces soumises à ses frères, peut-être dans l'intention d'amener une rupture par cet acte illégal. En ce cas ses vœux ne furent pas exaucés: soit calcul, soit qu'ils ne fussent pas en mesure de résister, les princes ne s'opposèrent pas à l'exécution de ses ordres; en sacrifiant ainsi leurs intérêts, ils ne laissèrent à leur frère aucun prétexte pour les poursuivre. Ce frère n'avait contre eux nul sujet d'accusation; s'il voulait donner suite à ses projets, l'odieux d'une guerre civile et d'une agression injuste retomberait sur lui. Le sort en était jeté, Wladislas n'hésita plus, il déclara la guerre, et renforcé par une armée auxiliaire que son parent Vsevolod Olgovitch, grand-duc de Russie, lui avait envoyée, il vint assiéger ses frères à Posen, où le malheur et le besoin de s'entraider mutuellement les avaient réunis. Un succès inattendu couronna leurs efforts; l'armée de Wladislas, repoussée plusieurs fois avec perte, déserta sa

cause, et il suffit d'un seul échec pour le renverser du trône. La haine que ses exactions lui avaient attirée, éclatait de toutes parts; et ce prince, naguère si orgueilleux, se vit forcé de chercher un asile sur une terre étrangère, lorsque le clergé se rangea du côté des opprimés.

L'interrègne menaçait de devenir d'autant plus dangereux, qu'on s'attendait à voir l'empereur venir au secours du fugitif; les seigneurs et les évêques, assemblés à Krakovie — 1148 — confièrent à Boleslas IV., le crépu, l'autorité suprême sur l'ensemble de la Pologne, en lui donnant les provinces qui formaient autrefois l'apanage de son frère exilé; disposant à leur gré de la couronne, ils s'arrogèrent ainsi de fait le droit d'élection.

L'événement justifia les craintes des Polonais: l'empereur Konrad, à peine de retour de la terre sainte, s'occupa des intérêts d'Agnès et de ceux qui tenaient à elle *). C'était pour lui une belle occasion de faire revivre les anciens droits de l'Allemagne sur le pays des Sarmates; droits que les empereurs saliques, luttant péniblement contre les papes, n'avaient pu maintenir dans leur intégrité. Boleslas fut sommé, comme vassal de l'Empire, de restituer à son frère les provinces dont il l'avait dépouillé; il refusa d'obéir à cet ordre. Le nonce du pape, chargé d'une mission semblable, ne fut guère mieux reçu, et, ne pouvant fléchir les Polonais, il lança l'interdit contre eux. La mort de Konrad interrompit à peine momentanément

*) L'intérêt que les empereurs de la maison de Hohenstauffen portaient à cette princesse, prouve en faveur de l'opinion de Naruszewicz sur son origine.

ses démarches en faveur de ses protégés; Frédéric Barberousse, à qui on ne résistait pas sans danger, et qui le remplaça sur le trône impérial, ne montra pas moins de zèle pour leur cause. Une nouvelle députation de l'Empire porta à Boleslas l'ordre de remettre à son frère le sceptre de la Pologne et son patrimoine; les ambassadeurs réclamaient en même temps, au nom de leur maître, des tributs arriérés. Boleslas répondit par un simple refus à l'une et à l'autre demande: aussitôt, pour venger cet affront, les phalanges de l'empereur s'élancèrent contre la Pologne. Boleslas et ses frères avaient fait leurs préparatifs; ils n'en furent pas moins terrassés sans peine, leurs armées dispersées, leurs états envahis, et bientôt ils se virent à la merci du vainqueur. Frédéric imposa à son adversaire vaincu des conditions extrêmement dures; Boleslas fut obligé de paraître devant lui nu-pieds, tenant un glaive au dessus de sa tête, et de lui faire amende honorable. D'ailleurs il s'engageait à remplir désormais ses devoirs de vassal avec plus d'exactitude et à payer comptant des sommes très fortes. Il promit en outre de se rendre à Magdebourg pour se réconcilier avec Wladislas.

Ce traité, trop humiliant pour être rempli, ne le fut jamais; et Boleslas ne risquait rien en violant ses promesses, parce que les guerres d'Italie empêchaient le terrible Frédéric de renouveler ses attaques. Wladislas étant mort peu de temps après, l'empereur, que les circonstances avaient rendu moins exigeant, demanda seulement la Silésie pour les fils de son ami; le souverain de Pologne jugea nécessaire de céder cette belle contrée; en échange, les nouveaux ducs renoncèrent à leur droit de primogéniture. Les suites

de ce nouveau partage furent très importantes. Les fils d'Agnès, exclus du trône paternel, élevés en Allemagne et alliés aux empereurs, ne pouvaient être polonais de cœur malgré leur descendance. Ils tâchèrent de germaniser le duché soumis à leurs ordres, et d'y attirer des colons; ils s'entouraient d'une noblesse allemande, et les villes protégées par eux devinrent riches et florissantes. D'un côté les relations se multiplièrent, de l'autre elles devenaient moins fréquentes; en peu de générations la Silésie, transformée en province allemande, était étrangère à la Pologne; il suffit alors d'un léger prétexte pour l'en séparer tout-à-fait. C'était le terme auquel l'ancienne et vague dépendance du royaume l'avait conduite; une partie fut réellement incorporée à l'Allemagne, le reste s'en détacha entièrement.

Boleslas IV. mourut en 1173; s'il conserva son autorité jusqu'à la fin de ses jours, il le dut à la modération de son frère Kasimir auquel la noblesse avait fait l'offre de la couronne. Lesco, fils de Boleslas, ne fut pas jugé digne de régner; le prince Henri avait péri dans une bataille désastreuse contre les Prussiens, et Mieczyslas III., le vieux, monta au trône avec l'assentiment des agnats, du clergé et des nobles. Leur suffrage était devenu indispensable, et non contents d'avoir élu ce monarque, les seigneurs le déposèrent peu de temps après. Son maintien réservé les avait trompés sur ses qualités; avare et rusé il prit à tâche d'anéantir l'influence menaçante de l'aristocratie; et les moyens qu'il choisit nous donnent une idée de son caractère. Jugeant que les immenses richesses des nobles étaient la source de leur pouvoir, il essaya de les ruiner par toutes sortes d'exactions; il

leva de forts impôts; il se réserva la chasse dans toute l'étendue du royaume; et les moindres transgressions furent sévèrement punies. La justice même fut mise à prix; et bien souvent on accusa des hommes innocents, de crimes imaginaires, afin d'en extorquer une amende, ou du moins les frais de la procédure. Mais les temps n'étaient plus où le souverain pouvait l'emporter sur la noblesse. Au bout de quatre ans, Gédéon, évêque de Krakovie, avait organisé une conspiration contre Mieczyslas; ce prince, plus rusé que sage, fut détrôné sans peine et sans combats; trahi même par son fils Otton qui s'empara de son apanage, il fut obligé de s'enfuir en Silésie; et Kasimir II. le juste, appelé à régner, céda enfin aux instances des conjurés.

Le nouveau monarque trouva le royaume dans un état de décomposition complète, et tout ce qu'il fit dans sa bienveillante sollicitude, pour y rétablir l'ordre, contribua en dernière analyse à augmenter les franchises de ses vassaux: son autorité était leur ouvrage; qu'aurait-il pu entreprendre contre eux? — Opprimés eux-mêmes par Mieczyslas, les nobles opprimaient à leur tour le peuple, sur lequel tombait tout le poids de cette double tyrannie. Dans ces temps, les rois parcouraient souvent les provinces, pour y administrer la justice, et pour veiller aux intérêts des habitans; ces utiles voyages se faisaient aux frais des villes et des communes. Les grands qui accompagnaient le souverain dans ses tournées, s'attendaient d'abord à être défrayés de même, et bientôt ce fut le privilège incontestable des grands, d'exiger des pauvres, des laboureurs et des artisans, le logement, la nourriture, des chevaux, enfin tout ce qu'ils pouvaient désirer, partout où ils passaient suivis d'un

cortége nombreux et brillant. Si un malheureux osait refuser de pareils services, sa chaumière était la proie des flammes, et lui-même le jouet de la cruauté de ces nobles brigands. Cette espèce de corvée était surtout et, à juste titre, odieuse.

Kasimir voulait le bien; néanmoins il fallait de la prudence, et de l'adresse même, pour avancer les projets qu'il méditait: il n'osa rien faire en faveur du peuple avant d'avoir aboli toutes les charges qui pesaient sur la noblesse, et lorsqu'il se flattait de l'avoir gagnée par des concessions, il n'osa encore agir de son chef. Toujours obligé d'appuyer son autorité du suffrage des vassaux, il convoqua cette assemblée de Lenczyça, — 1180 — qui fut, selon Lelewel, la première époque du sénat et de la législation polonaise. On pourrait à la rigueur remonter à des temps plus anciens; mais il est vrai que la réunion de Lenczyça prit le caractère d'assemblée constituante, et des formes plus régulières. Le clergé y présida; des lois qui garantissaient les biens ecclésiastiques et la propriété des paysans contre l'avidité des grands; lois revêtues de la signature du souverain, de tous les évêques, des nobles présents, et notamment des membres de l'ordre équestre, furent promulguées de la manière la plus solennelle. Les prêtres menacèrent les transgresseurs d'anathème; et pour rendre ces institutions encore plus sacrées aux yeux de la nation, Kasimir demanda la sanction du pape, qu'il obtint. Dans l'espérance que son gouvernement en paraîtrait plus légitime, il pria aussi le chef de l'église latine, d'annuler le testament de Boleslas bouche-de-travers qui assurait au fils aîné la souveraineté sur la Pologne; il fut encore ex-

aucé. Le royaume devint dès-lors plus tranquille; la condition des paysans et des citadins fut un peu moins malheureuse; pourtant l'aristocratie venait de faire un grand pas, le monarque lui avait accordé un pouvoir législatif; et ces concessions formelles étaient bien plus dangereuses que des privilèges usurpés. Kasimir, qui ne soupçonnait peut-être pas jusqu'où l'autorité du sénat pouvait aller désormais, dut s'apercevoir à la première occasion qu'il ne lui était plus possible d'en régler l'action.

Connaissant le caractère généreux de ce prince, Mieczyslas osa le prier de lui rendre ses états, ou du moins quelques provinces; il fit valoir les bienfaits et les soins dont il prétendait avoir comblé l'enfance de Kasimir, qui aurait cédé sans doute, si le sénat ne s'y était opposé par des réclamations très énergiques. On lui dit qu'il ne pouvait, qu'il ne devait pas le faire! le roi n'était plus le maître de la noblesse!

Plus tard, lorsque Kasimir s'empressa, après une expédition heureuse, de remettre Vladimir duc de Halicz en possession de ses états, il faillit payer cher de l'avoir fait sans le consentement du sénat. On en murmura tout haut; Mieczyslas sut en profiter. Il s'était réconcilié avec son fils, et quoique le palatin et l'évêque de Krakovie s'opposassent à son entreprise, une insurrection subite l'éleva momentanément au trône. L'absence de son frère qu'une seconde expédition retenait loin de la capitale, et la nouvelle répandue à dessein que ce prince était mort empoisonné faisaient toute la force de Mieczyslas; sa puissance imaginaire s'évanouit à l'approche de Kasimir, qui, trop généreux pour le punir de sa perfidie, n'exigea de lui que la promesse de renoncer à ses ambitieux projets.

Après un règne comparativement heureux et tranquille, Kasimir-le-juste mourut — 1194 — trop tôt pour son pays, laissant deux fils en bas âge. Lesco-le-blanc, (appelé ainsi à cause de sa chevelure blonde) qui devait lui succéder, et Conrad duc de Mazovie. Jusqu'ici la Pologne avait encore eu un centre commun; mais après la mort de Kasimir l'autorité suprême des ducs de Krakovie devint à peu-près illusoire, et la monarchie fut réellement morcelée. D'ailleurs l'extrême jeunesse des deux princes, et l'ambition des collatéraux concouraient également à revêtir les nobles d'un pouvoir suprême sur eux et sur le pays; Kasimir y avait contribué lui-même, en faisant annuler le testament de Boleslas III. par un décret du pape. Le même acte décernait bien le droit de succession aux descendants de Kasimir, mais de quelle autorité cette décision papale pouvait elle être aux yeux des Polonais, puisqu'elle violait, et le droit naturel, et une loi plus ancienne? De fait il n'y avait aucune loi réellement obligatoire; la souveraineté tout entière était dévolue aux Etats. Aussi la noblesse ne tarda-t-elle point à se réunir à Krakovie; on y décida qu'aucune ordonnance impériale ou papale n'était obligatoire en Pologne; que le trône était héréditaire, et que le monarque gouvernait la république *avec un pouvoir de lieutenant*. Après avoir balancé long-tems entre Mieczyslas le vieux, le duc d'Oppeln et Lesco-le-blanc, la majorité se prononça enfin en faveur de ce dernier, appelé en conséquence au duché de Krakovie et à une souveraineté nominale. La régence, durant sa minorité, fut confiée à sa mère Hélène, à Nicolas palatin de Krakovie, et à l'évêque de cette ville. Ainsi on avait commencé par reconnaître le principe d'héré-

dité, pour finir par une élection! Ce principe ne pouvait plus prendre racine; l'usage déjà établi, et la volonté arbitraire de l'aristocratie l'emportèrent sans cesse.

Bientôt la guerre civile éclata derechef: Mieczyslas, outré de la préférence donnée à son neveu, souleva son parti, ses fils et ses vassaux; son armée envahit les états du nouveau souverain; une bataille sanglante, sur les rives de la Morava, ne fut pas décisive. Ne pas être vaincu, c'était un succès pour Mieczyslas; l'égalité des chances lui suffit pour arriver à ses fins. Il parla à la princesse Hélène des malheurs de la patrie, et de la nécessité d'y mettre un terme; il ajouta la promesse d'un apanage très riche, et celle d'adopter les fils de Kasimir et d'en faire ses héritiers; intimidée et déçue, Hélène se laissa fléchir; cédant Krakovie, et le trône de son fils, elle se retira avec lui à Sandomir. La conduite de son perfide beau-frère la détrompa presque aussitôt: malgré ses serments Mieczyslas ne s'empressa pas de réaliser ses promesses; tout annonçait au contraire l'intention de laisser le sceptre à ses propres enfants; la princesse employa dès-lors la force et la ruse pour faire valoir les droits de son fils. Nicolas, palatin de Krakowie, ami jadis de Kasimir le juste, parvint à replacer Lesco-le-blanc sur le trône de son père; ce n'était que pour un instant! Goworeck, ami de Lesco et le puissant Nicolas, ne s'aimaient pas: ce dernier, croyant son influence menacée, prêta son appui au parti opposé; Krakovie et la Pologne changèrent derechef de maître, Lesco et les siens furent obligés de céder encore, et Mieczyslas mourut sur le trône où il était monté pour la quatrième fois — 1202.

Son décès exposa la Pologne à de nouveaux dé-

ordres: le palatin de Krakovie et la noblesse convoquée dans la capitale, se déclarèrent prêts à rétablir Lesco sur le trône, à condition pourtant que son ami Goworek serait exilé! C'était la première élection conditionnelle, le prélude des fameux *pacta conventa*! Lesco eut trop de fierté ou trop peu d'ambition pour s'y soumettre; malgré les instances de son vertueux ami, il refusa un pouvoir qu'il aurait fallu acheter par l'ingratitude, et par une soumission humiliante. Le fils de Kasimir le juste dut céder au palatin Nicolas; les États, influencés par celui-ci, remplacèrent Lesco par Wladislas laskonogy, (jambes-déliées), fils de Mieczyslas le vieux. Le commencement de son règne paraissait d'abord promettre des jours plus sereins; mais cette illusion ne dura guère; la mort de Nicolas le priva de son appui le plus ferme, et il eut l'imprudence d'offenser le clergé, tandis que d'un autre côté Lesco attirait l'attention de l'armée et de la nation par la valeur brillante qu'il déploya dans les guerres de Halicz. Bientôt la voix unanime de tous les Polonais appela ce prince à régner de nouveau: il ne fut pas élu dans les formes, son droit héréditaire ne fut pas reconnu, mais partout on le reçut aux acclamations; Krakovie lui ouvrit ses portes; personne ne résista; aucune réclamation ne fut élevée, et Wladislas lui-même se retira spontanément — 1205. —

Cependant malgré les qualités brillantes qui avaient valu à Lesco les suffrages de la nation, il ne réussit pas à rétablir la paix dans l'intérieur: il manquait peut-être de cette énergie qu'exigeaient de lui les circonstances: sans aucun doute sa position était très-difficile et son pouvoir trop limité. Une foule de princes du sang régnaient sur autant de petits duchés; ils

guerroyaient presque toujours avec leurs voisins, souvent entre eux, et méprisant eux-mêmes les ordres du souverain, ils ne savaient pas non plus se faire obéir de leurs vassaux.

La Pologne eut à cette époque un ennemi nouveau à combattre; un ennemi dangereux et terrible. La Lithuanie, la Prusse, la Courlande et une partie de la Livonie étaient habitées par la nation lithuanienne ou lette dont l'origine est fort douteuse. L'idiome dont elle se sert a bien quelque analogie avec les langues slaves; mais on y remarque aussi un grand nombre de mots qui leur sont parfaitement étrangers: des mots latins, allemands, d'autres qu'on ne saurait dériver d'aucune de ces langues. En totalité ce langage diffère du russe et du polonais au point, qu'il sera toujours douteux si les lithuaniens sont une nation slave parlant un dialecte excessivement corrompu, ou bien s'ils sont un peuple d'une origine différente, et dans ce cas inconnue, auquel l'usage dans ses fréquentes relations avec ses voisins a fait adopter un certain nombre de mots slaves. Déjà les Prussiens s'étaient montrés vaillants; mais les habitants de la Lithuanie, demeurant au milieu de vastes marais et au sein de forêts silencieuses, n'avaient presque pas été remarqués. Divisés en petites tribus, étrangers à la civilisation et presque à l'agriculture, ils devaient une indépendance partielle à leur extrême pauvreté. La Russie, qui en avait soumis une partie sur ses frontières, se contentait d'un tribut en écorces d'arbres et en pelleteries. Tout-à-coup une impulsion inconnue réveilla la valeur de ce peuple; il sortit de sa profonde obscurité. Réunis en masses plus nombreuses, montés sur des chevaux légers, les Lithuaniens envahirent souvent les provinces limitrophes;

phes; le feu et le sang, marquaient-partout leur passage. Enrichis du butin, ils pouvaient bientôt aspirer à des conquêtes plus solides.

D'un autre côté la Poméranie fut définitivement détachée de la Pologne: Swatopelk, duc tributaire de cette province, s'affranchit de toute dépendance du trône de Krakovie; il voulut être souverain ou du moins prendre rang parmi les princes de l'empire, en se soumettant, sans intermédiaire, à l'empereur d'Allemagne. Lesco, ne pouvant le réduire les armes à la main, l'invita à une conférence à Gonzawa, mais il y fut assassiné par Swatopelk qui s'y était rendu avec un grand cortège — 1227. —

Boleslas V. son fils qui mit plus tard toute son ambition à mériter le surnom de chaste, quoique âgé de sept ans seulement, succéda sans opposition à son père: il n'est pas même question à ce sujet du consentement formel de la noblesse; apparemment on espérait plus de licence sous le faible règne d'un enfant, et personne ne voulut mettre le moindre obstacle à son avènement. La Pologne n'en fut pas plus tranquille. Conrad, duc de Mazovie, oncle de Boleslas, et Henri-le-barbu, duc de Breslau, se disputèrent la régence; la guerre qui s'engagea entre eux tourna encore à l'avantage de l'aristocratie; ils étaient l'un et l'autre dans la nécessité de se créer un parti en prodiguant à l'envi des donations et des privilèges. Ils parurent l'emporter tour à tour; quelques seigneurs formèrent un troisième parti qui se proposait de s'emparer de la personne du prince, pour le déclarer majeur, et disposer de son autorité; mais Conrad, jaloux de conserver son influence, jugea nécessaire de mettre en prison le jeune monarque, dont il pré-

tendait être le défenseur! — Cependant il fut forcé de céder à son illustre rival; Henri administra la Pologne jusqu'à la fin de ses jours, et lorsqu'il mourut, Boleslas avait déjà atteint l'âge de majorité. Le reste de son règne, marqué seulement par l'anarchie, les querelles des princes apanagés et des nobles, et les incursions des barbares, serait peu digne d'attention, si l'extrême faiblesse de la Pologne à cette époque ne nous frappait d'étonnement. Conrad de Mazovie n'espérait plus de pouvoir résister aux attaques réitérées des Prussiens; il appela à son aide l'ordre des chevaliers teutoniques. Ces moines guerriers, chassés récemment de la Palestine, s'empressèrent de venir combattre les païens du Nord; le duc, qui croyait ne pouvoir acheter trop cher des secours si précieux, leur céda volontiers la terre de Kulm. Ainsi la Pologne, ce pays vaste et belliqueux, était obligé de réclamer la protection de quelques centaines de chevaliers allemands!

Des malheurs plus grands lui étaient réservés. Les Tatars, sortis du centre de l'Asie, menaçaient dans ces temps la civilisation européenne. Les Polonais étaient avertis; seize ans s'étaient écoulés depuis la désastreuse bataille sur les rives de la Kalka: déjà la Russie avait succombé, et pourtant ils n'avaient pas encore songé à la défense. Soudain des hordes innombrables de ces barbares s'élancent vers les bords de la Vistule, ils parcourent le pays avec la rapidité de l'éclair; on ne peut dire que les Polonais furent vaincus: ils ne se défendaient pas! A l'approche de ces redoutables ennemis, le coeur manqua partout aux habitants, qui cherchaient leur salut dans une fuite souvent trop lente; atteints, ils étaient massacrés ou

chargés de fers ; les villes, les hameaux mis en cendres, les récoltes anéanties, et le sang répandu à grands flots attestaient partout la fureur des Tatars. Au milieu de la terreur universelle, Vladimir, palatin de Krakovie, parvint à peine à ramasser une poignée de braves qui osèrent du moins combattre ; son armée, trop peu nombreuse, succomba bientôt ; Boleslas n'avait pas même attendu l'instant d'un véritable danger pour s'enfuir en Hongrie ; les habitants de la capitale le suivirent, et Krakovie déserte, livrée sans défense aux barbares, devint la proie des flammes. Enfin cette Pologne, que quelques écrivains ont voulu nommer *le boulevard de l'Europe civilisée*, fut traversée d'un bout à l'autre, sans presque avoir retardé d'un seul jour la marche des hordes asiatiques, qui arrivèrent au centre de l'Europe, sur les rives de l'Oder ! Le duc de Breslau vint à leur rencontre à la tête des Silésiens, d'un grand nombre d'Allemands, de chevaliers teutoniques, et de réfugiés Polonais. Il périt et son armée fut défaite. Heureusement les vainqueurs ne songeaient pas à faire des conquêtes stables ; leur intention n'était autre que de revenir chargés de butin aux environs de la mer Caspienne, et aux prairies du Don où ils avaient laissé les tentes de leurs familles. Ils s'en retournèrent par la Hongrie.

Pendant l'absence de Boleslas, quelques seigneurs, blâmant sa conduite, avaient choisi un nouveau souverain dans la personne de Boleslas-le-chauve, duc de Breslau : ce prince, mal appuyé, ne put se maintenir, et Boleslas le chaste rentra bientôt à Krakovie. Les mêmes scènes de désolation se reproduisent sans interruption durant le reste de ses jours, et un seul fait nous paraît digne d'être signalé : Boleslas accor-

da à sa capitale des institutions municipales, en y établissant la loi de Magdebourg; il tâcha d'y attirer des colons, et la ville, exempte de contributions, eut encore le droit d'élire ses magistrats. Ce prince faible et timide aurait-il compris, que protéger les villes, créer une classe moyenne qui manquait à la Pologne, était le seul moyen de contrebalancer l'influence toujours croissante des nobles? il n'en était plus temps! Et néanmoins les événements du règne de Lesco - le - noir prouvèrent combien, s'il eût été possible de les naturaliser, de pareilles institutions auraient pu être utiles à la Pologne. Lesco, petit-fils de Conrad de Mazovie, duc lui-même de Sieradz et de Kuyavie, succéda à Boleslas qui l'avait nommé. Pendant les dix années de son administration — 1279-1289 — les troubles et les guerres civiles ne cessèrent jamais un instant; le duc de Mazovie et l'évêque de Krakovie en étaient surtout les auteurs: chacun s'occupait de ses intérêts personnels ou de ceux de sa caste; chacun voulait avancer la grandeur et la puissance de sa famille, la Pologne dût elle en périr! — Sur tous les points du royaume on se battait avec acharnement, et lorsque les Tatars l'envahirent de nouveau, personne ne songea à les combattre; Lesco s'enfuit en Hongrie, et les ennemis ravagèrent son pays d'un bout à l'autre. On est vraiment surpris en voyant avec quelle facilité les Tatars ont tant de fois traversé la Pologne sans y éprouver une ombre de résistance! Las enfin de succès sans dangers, et chargés de butin, ils s'en retournèrent chez eux: Lesco revint de son exil, et, comme si nulle interruption n'avait eu lieu, on reprit les guerres intestines du point où on les avait laissées! Dans ses malheurs le monarque eut l'occasion d'ap-

précier la constance et la valeur des habitants de Krakovie, les seuls qui ne l'abandonnaient jamais; en témoignage de sa reconnaissance, ou du dégoût peut-être que lui inspiraient les dispositions turbulentes de ses compatriotes, Lesco adopta le costume allemand.

Il mourut sans laisser d'héritiers, et le désordre arriva à son comble. Tous les princes de la maison de Piast (roi fabuleux dont la famille régnante dérivait son origine) tous ces princes briguèrent maintenant l'honneur de succéder à Lesco, en faisant valoir différents titres; quelques uns, les droits du sang; d'autres, le suffrage de la nation. Quels que fussent ces titres, il fallait toujours les soumettre à la décision des nobles, se créer un parti assez fort pour en maintenir le chef, et, en dernière analyse, c'était encore l'aristocratie qui disposait du trône. Boleslas, duc de Mazovie; Henri, duc de Breslau; Wladislas-le-bref, frère de Lesco, duc de Sieradz, se succédaient avec rapidité. Henri mourut presque au moment où il l'emporta sur ses rivaux: il fut remplacé par Przemislas, duc de la grande Pologne, qui tomba bientôt après sous les coups des assassins; et lorsque rien ne paraissait s'opposer à l'élévation de Wladislas-le-bref, de nouveaux malheurs l'obligèrent à s'exiler. Griffine, veuve de Lesco, avait produit un testament de son époux, faux selon toute apparence, qui la constituait seule héritière de ses états; en sa qualité de légataire universelle, elle en fit donation à Wenceslas, roi de Bohême. Ce prince essaya plusieurs fois de se faire reconnaître en soumettant ses nouveaux sujets les armes à la main. Quelques actes de cruauté attirèrent à Wladislas la haine des habitants de la grande Pologne; les nobles de ce duché, réunis

à Posen, choisirent pour maître Wenceslas, qui, fort de son double droit, s'empara bientôt du pays — 1300. Après sa mort seulement, cinq ans plus tard, Wladislas trouva moyen de rentrer en Pologne, et de remonter au trône de ses ancêtres.

La Pologne eut à Wladislas-le-bref des obligations bien plus réelles qu'à plusieurs de ses rois honorés du surnom de grand. Son avènement s'annonçait d'une manière heureuse; on pouvait espérer qu'il rendrait à son pays sa première force et qu'il saurait mettre un terme aux divisions qui en avaient fait le malheur: les circonstances paraissaient favorables. Wladislas réunit au duché de Krakovie, celui de Sieradz, son ancien apanage; le trône ducal de la grande Pologne devenu vacant depuis la mort de Przemislas, formait un héritage d'autant plus considérable, que le duc indépendant de la Pomérélie — petite Poméranie — mort sans enfants, avait appelé Przemislas fils de sa soeur à lui succéder, au préjudice de ses collatéraux, les ducs de Wolgast et de Stettin. Une assez grande étendue de territoire se trouvait donc réunie sous le même sceptre; toutefois le prétendu testament de Lesco exerça encore une influence funeste sur les destinées de la Pologne. D'abord les ducs de Silésie, ennemis personnels de Wladislas, le traitèrent d'usurpateur; ils firent hommage aux rois de Bohême, et la Silésie fut définitivement séparée de la monarchie des Piasts. La grande Pologne n'avait pas encore oublié les anciennes oppressions du nouveau souverain; elle lui refusa son suffrage, et pendant que Wladislas était occupé à la réduire à l'obéissance, les chevaliers teutoniques trouvèrent le temps de s'emparer de la Pomérélie, et de s'y établir de manière à ne pas redouter les attaques.

Le monarque, parvenu enfin à rétablir la tranquillité dans l'intérieur de ses états, en trouva les limites bien rétrécies. Ce n'était plus la Pologne conquérante des anciens Boleslas : le grand-duché de Posen, la Pologne d'aujourd'hui dans l'étendue que le congrès de Vienne lui a donnée, et le territoire de Krakovie, composaient à peu près la monarchie d'alors ; et encore la Mazovie était-elle sur le point d'en être démembrée ; elle avait des ducs qui inclinaient pour le roi de Bohême. D'ailleurs combien l'autorité du monarque n'était-elle pas faible et limitée ! et les institutions municipales qui, en créant un pouvoir nouveau dans l'état auraient pu en changer le mécanisme : ces institutions ne prospéraient pas. Les dépenses de la guerre forcèrent Wladislas à violer les immunités de la ville de Krakovie, en lui imposant des taxes arbitraires ; et pour punir la résistance armée des habitants, un arrêt du monarque les priva du droit d'élire leurs magistrats. Cette mesure, peut-être nécessaire, peut-être aussi une faute, était dans tous les cas un malheur.

La sage politique de Wladislas mérite des éloges ; il se proposait de faire revivre la dignité royale, dans l'espérance de trouver en elle les moyens de rendre au gouvernement son ancienne splendeur. Otton III. avait autorisé Boleslas I. à prendre le titre de roi, que ses successeurs n'osèrent bientôt plus porter ; il tomba en désuétude surtout depuis la division du royaume. Maintenant les ambassadeurs de Wladislas sollicitèrent auprès du pape une couronne, que celui-ci n'osait accorder de crainte d'offenser Jean, roi de Bohême ; et les prétentions d'un souverain étranger, quoique fondées sur une donation frauduleuse, devinrent

un obstacle réel au bien-être de la Pologne. Le chef de l'église se contenta d'accompagner son refus d'excuses et de quelques phrases générales, donnant à entendre aux Polonais, qu'une nation a toujours le droit de satisfaire à ses besoins, pourvu qu'elle ne porte point préjudice à une autre — et immédiatement après — 1320 — dans une assemblée solennelle à Krakovie, Wladislas fut couronné roi de Pologne. C'était un événement de la plus grande importance : ce titre nouveau éleva le monarque au rang des autres souverains de l'Europe, et l'indépendance du royaume en était mieux constatée. Les projets qu'il faut supposer à Wladislas n'en avaient pas moins échoué en partie. En s'adressant au pape pour obtenir de lui le titre de roi, il voulut apparemment se revêtir d'une dignité, qui ne lui serait point conférée par les nobles, qui serait au contraire indépendante de leur suffrage, et calculée pour rendre son autorité plus sacrée aux yeux de ses vassaux; mais dès qu'il se trouvait obligé d'accepter la couronne des mains de l'aristocratie, l'éclat du diadème n'ajoutait rien au pouvoir réel qu'il exerçait dans l'intérieur du pays; la cérémonie pouvait servir plutôt à relever la grandeur des nobles, qui disposaient de la royauté.

En effet nous voyons leur influence croître à chaque instant; voulant donner des lois uniformes aux différentes parties de la Pologne, Wladislas convoqua une assemblée à Checiny — 1331 — ce fut selon Lelewel la première diète de la représentation nationale; c'est à dire qu'elle y prit les formes dans lesquelles elle a subsisté jusqu'à la fin du dix-huitième siècle. Les prélats, les grands et l'ordre équestre s'y réunirent sous la présidence du roi; les villes seulement

n'y envoyèrent point de députés! — Jusqu'alors c'étaient les grands seigneurs qui avaient dirigé les affaires du royaume; et si, depuis quelque temps, l'influence de la petite noblesse se faisait remarquer parfois, c'était une exception à la règle. Dès-lors les nobles, s'étant servis de l'ordre équestre pour fonder leur propre grandeur sur les débris de la prérogative royale, ne pouvaient refuser à ces auxiliaires une part à la dépouille; et depuis cette époque, le droit de la petite noblesse, de paraître aux diètes du royaume, ne fut jamais révoqué en doute. D'ailleurs les grands, trop sûrs de l'ascendant qu'une énorme inégalité de fortune leur assurait, ne pouvaient guère en être jaloux; ces gentillâtres étaient en très grande partie des paysans récemment affranchis; ils avaient besoin de secours et de protection, et l'habitude de s'attacher à quelque homme puissant.

Ainsi la représentation nationale ne fut pas divisée en deux chambres comme le parlement d'Angleterre; dès le commencement, le sénat, c'est à dire la haute aristocratie, et l'ordre équestre, s'assemblèrent dans la même enceinte pour délibérer et pour voter ensemble; cependant ils formaient deux corps distincts; les membres de l'ordre équestre ne partageaient ni tous les privilèges, ni toute l'autorité des sénateurs.

Outre quelques lois promulguées à Checiny, on y vota des impôts pour couvrir les frais d'une guerre contre la Prusse; ce fut la première loi de finance soumise à la discussion de la diète.

Wladislas acquit surtout des titres à la reconnaissance des Polonais par sa politique à l'égard des Lithuaniens, ennemis redoutables et voisins. On n'avait songé encore qu'à les combattre; Wladislas eut le pre-

mier la pensée de s'en faire des alliés fidèles; et en mariant son fils Kasimir à la fille de Gedymin duc de Lithuanie, il travailla à la réunion future des deux états.

Quoique son fils Kasimir le grand lui succédât — 1333 — il pouvait d'autant moins se passer de l'assentiment des nobles, que le roi de Bohême n'avait pas encore abandonné ses prétentions, et le règne de ce prince marque une époque mémorable dans l'histoire de Pologne; celle qui lui prépara son malheureux avenir. Kasimir, occupé d'abord à pacifier le royaume, fut contraint d'acheter le repos au prix de pénibles sacrifices. Il engagea le roi de Bohême à le reconnaître, en cédant définitivement à ce souverain la Silésie: il rétablit la paix avec les chevaliers teutoniques, moyennant une cession formelle de la Pomérélie; et les stipulations du traité prouvent assez jusqu'à quel point l'autorité d'un roi de Pologne était précaire aux yeux des étrangers. Les chevaliers ne crurent pas pouvoir s'y fier à moins que ce pacte ne fût garanti par la diète. Cependant si Kasimir avait perdu d'un côté des provinces vastes et fertiles, il sut de l'autre agrandir ses états; il s'empara du royaume de Halicz, de la Russie rouge, de la Wolynie et de la Podolie: pour mieux y établir son autorité, il ne donna point à ces provinces une administration séparée, et il tâcha d'y coloniser des bourgeois allemands, et des nobles polonais. Il sut également se faire respecter des ducs de Mazovie, et bientôt la Pologne avait repris assez de forces pour résister avec succès à une invasion des Tatars.

Ces changements de limites et d'étendue n'étaient pourtant que d'une importance secondaire; la loi fondamentale de l'état, le principe de son existence même, devait subir un changement bien plus grand et plus

décisif. Jusqu'ici nous avons remarqué dans la succession ce vague qui paraît propre aux gouvernements féodaux dans leur origine : si le droit d'hérédité n'était pas positif, si le concours du sénat était nécessaire, du moins on avait toujours cru le choix, limité aux membres de la famille régnante. Malheureusement Kasimir n'avait pas d'enfants mâles ; il n'aimait point ses cousins les ducs de Silésie et de Mazovie ; et voulant faire passer la couronne à Louis, prince de Hongrie, fils de sa soeur, il sacrifia à ce projet les véritables intérêts de son pays ! Une élection pouvait seul autoriser Louis à usurper l'héritage des Piasts : pour réaliser un plan favori, Kasimir, d'ailleurs si sage, n'hésita pas à reconnaître aux nobles le droit illimité de nommer un roi ; et il les gorgea d'or et de richesses afin de les disposer en faveur de son candidat. Les nobles s'aperçurent alors combien leur vote était précieux dans cette circonstance : résolus de le vendre au plus haut prix possible, ils convinrent aussitôt d'imposer au roi futur des restrictions qui assurassent leur indépendance. Louis fut nommé enfin — 1339 — à Wyszogrod, successeur éventuel de Kasimir, mais aux conditions suivantes : 1) Louis s'engageait à recouvrer à ses frais, tous les pays qui auraient été ravés à la Pologne ; 2) il promettait de ne conférer à aucun étranger ni les dignités, ni les starosties ; 3) et de ne pas établir de nouveaux impôts sur l'ordre équestre : non seulement les droits et les franchises de cet ordre seraient conservés intacts, mais même les privilèges qui lui auraient été injustement ravés lui seraient rendus. — Tous les seigneurs s'engagèrent à prêter serment de fidélité et d'obéissance à Louis, à condition qu'il remplirait ses promesses ; dans le cas peu probable que la reine donnât encore

un fils à Kasimir, Louis perdait ses droits ; les filles du roi furent exclues de la succession, et la préférence accordée jusqu'alors aux mâles fut confirmée comme principe général. Oubliant que c'était reconnaître les droits du duc de Mazovie, on croyait justifier, en proclamant ce principe, l'exclusion des princesses et l'élevation de Louis, qui n'était cependant allié aux Piasts que par les femmes.

C'étaient là les premiers *pacta conventa*, quoiqu'on ne les désignât pas alors par ce nom inventé beaucoup plus tard. La Pologne étant élective, aucun roi ne pouvait espérer désormais d'être élu à moins d'accepter une espèce de capitulation. La prérogative royale, resserrée de règne en règne, devait cesser bientôt d'être une réalité, et la souveraineté ne reposait plus sur le monarque, mais sur la noblesse qui le nommait.

Malgré quelques succès heureux, Kasimir n'aimait pas la guerre : il s'appliqua surtout à tranquilliser la Pologne et à lui donner des lois. Dans cette vue il convoqua à Wislica une diète à laquelle il fit adopter une série d'institutions législatives ; la sollicitude qu'il y montra pour la classe agricole, lui valut le surnom de roi des paysans. La servitude établie presque universellement dans tous les états féodaux s'explique aisément : presque tous ces royaumes avaient été fondés par la conquête, les soldats du conquérant formèrent la noblesse du pays et s'érigèrent en maîtres des vaincus. En Pologne il ne pouvait en être de même ; une noblesse indigène ne possédait pas ses terres par droit de conquête. Tous nous prouve qu'originellement les paysans y étaient libres ; et plus tard seulement, les seigneurs, abusant de leur pouvoir, profitèrent des troubles pour les assujettir. Par le statut de Wislica, le laboureur attaché à la glèbe depuis plusieurs générations, obtint du moins la permission

de quitter un maître qui l'aurait maltraité, ou qui aurait outragé sa femme ou sa fille: il fut également défendu aux seigneurs de donner des paysans comme ôtages ou pour caution. Cette classe était sans doute opprimée; mais une fois affranchi, le paysan pouvait aisément s'anoblir: un juif baptisé, y parvenait aussi à peu de frais, et cette extrême facilité d'être reçu membre de l'ordre équestre contribua beaucoup à empirer l'état de la Pologne. En conséquence de ce système il ne se forma jamais une classe moyenne; on était ou noble ou esclave; le même affranchi qui se serait voué à l'industrie et aux travaux utiles s'il n'avait pas acquis les droits de noblesse, jugeait dès-lors le travail au dessous de sa dignité, et aimait mieux vivre dans la dépendance en qualité d'écuyer ou de domestique d'un grand seigneur. Souple, intrigant, vénal, hautain avec ses inférieurs, et avide de jouissances, il avait le droit de prendre part à la direction des affaires de l'état, sans que son éducation l'eût rendu capable de les comprendre.

Kasimir protégea également les villes; il les peupla de colons, et il accorda à plusieurs la loi de Magdebourg, en se réservant toutefois le droit d'y nommer les magistrats supérieurs. Il établit en outre à **Krakovie** un tribunal suprême pour toutes les communes qui suivaient la loi allemande; les appellations au tribunal de Magdebourg, en usage jusqu'alors, furent abolies. Malheureusement ces institutions tardives ne pouvaient plus créer dans l'état les éléments qui lui manquaient: quant aux habitants des villes, comment auraient-ils été naturalisés, dans un pays où ils ne trouvaient point d'égaux? jamais ils ne devinrent une classe, une partie intégrante de la na-

tion; c'était toujours un corps à part; des étrangers venus en Pologne pour y exercer leur métier, vivant sous une loi particulière, et placés sous la protection du roi. N'étant pas de fait incorporés à la nation, ils n'avaient nécessairement pas le droit d'envoyer des députés à la diète, où l'on en discutait les intérêts; la position de ces industriels étrangers ressemblait beaucoup à celle des Juifs, qui furent également protégés par les monarques, et dont le nombre s'accrut prodigieusement.

Il est vrai pourtant que, deux fois par exception, les députés des villes parurent à la diète; mais ces deux fois seulement, et encore à des diètes qui avaient le caractère d'assemblée constituante, et qui modifièrent essentiellement la constitution de l'état; ce fut d'abord à celle de Krakovie où le statut d'Alexandre fut promulgué; plus tard à Lublin, lorsque la réunion de la Lithuanie et de la Pologne fut accomplie. Les députés des villes ne figurèrent pas dans les débats; ils furent appelés plutôt pour être informés des changements apportés à la législation que pour prendre part à la discussion.

Sous ce règne la constitution polonaise avait donc pris des formes plus déterminées; le roi avait reconnu à l'aristocratie le droit d'élire un souverain, celui de statuer sur les cessions de territoire, celui de régler les impôts, et le pouvoir législatif — 1338-1370. —

Jusqu'à cette époque les privilèges usurpés par la noblesse avaient été exercés de fait bien long-temps avant d'être rédigés en forme de lois; depuis elle a fait des progrès plus rapides, par des voies en apparence légales.

De même que son illustre prédécesseur, Louis, roi de Hongrie et de Pologne, n'avait pas de fils; voulant assurer la succession dans ce dernier royaume à sa fille Cathérine, il eut recours aux expédients employés par Kasimir; quelques sacrifices pécuniaires, et une réduction dans les impôts lui obtinrent le consentement des Etats. Cependant Cathérine mourut, et lorsque le roi voulut lui substituer Marie, sa seconde fille, mariée à Sigismond de la maison de Luxembourg, il éprouva d'abord plus de résistance. Enfin à l'assemblée de Koszisce il acheta de nouveau l'assentiment des nobles, mais par des concessions extravagantes — 1382: — la nation adoptait pour héritière celle de ses filles qui serait désignée par lui — de son côté le roi prêtait le serment de maintenir le royaume indivisible dans son intégrité, et de conserver toutes les franchises de la noblesse. Pour récompenser ses vassaux de leur complaisance il promit en outre de n'accorder les grandes dignités qu'aux régnicoles, et ce qui est bien plus important, il dispensait à perpétuité toutes les villes, les châteaux, bourgs et villages appartenants aux grands ou à la noblesse, de tout impôt, de toute charge, ainsi que de tout service personnel ou d'une autre nature; et lorsque dans ses voyages il aurait à passer par les terres des nobles, il y vivrait à ses dépens. Dans le cas d'une invasion hostile, toute la noblesse était obligée de monter à cheval pour la défense du pays, mais à Koszisce l'obligation de prêter des services gratuits fut limitée à l'intérieur du royaume; dès que l'armée dépasserait à l'avenir les frontières à la poursuite de l'ennemi, le roi serait tenu de l'indemniser des frais et des dommages. Enfin, pour sauver les apparences, la noblesse voulut bien s'engager

à payer une taxe de deux grots par arpent de terre, comme signe de soumission.

Auparavant, cette taxe avait été d'un boisseau d'avoine et de bled, et de douze grots par arpent. Jusqu'à l'époque actuelle ce revenu et ceux des domaines royaux, suffisaient aux besoins d'un gouvernement qui n'avait de dépenses que celles d'une liste civile; l'armée étant une milice féodale, les guerres mêmes coûtaient fort peu d'argent; la position du roi était donc alors assez indépendante, du moins en théorie; mais maintenant qu'en le chargeant de fortes dépenses, on le dépouillait de son revenu, toutes les charges devaient nécessairement retomber sur les habitants de ses propres domaines, sur ceux des villes qui relevaient directement de lui; et en revanche les places, les emplois et les honneurs étaient réservés à la noblesse.

Malgré un traité si avantageux pour les Etats, Marie et Sigismond ne régnèrent pourtant jamais sur la Pologne. Immédiatement après la fin de Louis de Hongrie — 1382 — la noblesse de la grande Pologne forma une *confédération* contre eux, et dans l'espérance d'obtenir d'un nouveau maître, de nouvelles concessions, elle éleva Hedwige, soeur cadette de Marie, au trône de Krakovie. Cette princesse brillante de jeunesse, de beauté, de grâces et de vertus y fut abreuvée d'amertume; à peine l'aristocratie avait-elle couronné sa victime, qu'elle mit la main de la reine à l'enchère. Ziémowit, duc de Mazowie, aurait pu être préféré, si Jagellon, souverain de la Lithuanie ne s'était mis sur les rangs. Sous les rapports de la politique, l'alliance de ce prince paraissait préférable à toute autre, et les offres avantageuses faites par ses ambassadeurs décidèrent le sénat

nat en sa faveur. Il promit d'abjurer le paganisme avec ses frères et toute la nation, de réunir à perpétuité son duché à la couronne, de reprendre toutes les provinces enlevées à la Pologne et de respecter les privilèges de Koszisce; enfin il offrait ses trésors pour dédommager la Pologne des pertes qu'elle avait éprouvées durant ses guerres. L'infortunée Hedwige, fiancée dès son enfance à Guillaume d'Autriche qui méritait sa tendresse — Hedwige n'osait briser des liens chers à son cœur et sacrés à ses yeux. L'homme d'un âge déjà avancé auquel on la destinait était un barbare, un païen! Surveillée comme une prisonnière, elle voulut voir au moins celui qu'elle aimait et lui dire un éternel adieu: ses humbles sujets lui refusèrent jusqu'à cette dernière consolation; et ce fut en vain qu'elle arma d'une hache sa main délicate pour ouvrir elle-même la porte de la ville dont l'entrée resta interdite à son malheureux amant.

Enfin Hedwige consentit à se dévouer à l'intérêt de l'état; gémissant sous le double poids du diadème et de la couronne nuptiale, elle engagea sa foi à Jagellon, qui prit le nom de Vladislav en embrassant la religion catholique — 1386.

Malgré une constitution qui vouait la Pologne à l'anarchie et préparait sa perte, la réunion des deux états assurait encore à la monarchie de Jagellon la suprématie dans le nord; ni la Prusse, ni la Suède, ni surtout la Russie, affaiblie et divisée, n'avaient des forces égales à lui opposer. Cette supériorité devint funeste d'abord aux chevaliers teutoniques qui éprou-

vèrent une défaite signalée — 1410 — à Tanneberg; quoique l'ordre obtînt encore un traité de paix assez avantageux, il ne put jamais réparer ses pertes.

Des négociations entamées et rompues plusieurs années avant cette grande victoire, amenèrent des modifications notables dans l'organisation de l'Etat et dans les fonctions des différents corps politiques. Le roi voulait alors acheter des chevaliers la terre de Dobrzyn, moyennant une somme de 30,000 florins: n'étant pas en fonds, obligé par conséquent de s'adresser aux Etats, il ordonna de convoquer dans les provinces des diétines où la noblesse proposerait ce qui serait discuté à la diète générale qu'elles précédaient; depuis ce temps l'usage de réunir ces assemblées préliminaires et partielles fut constamment suivi. — Toute la noblesse parut à la diète de Korczyn — 1404; on y convint de payer, pour cette fois seulement, 10 grots de Prague par arpent outre les deux grots de l'impôt ordinaire. C'était peut-être à cause de ce subside que le sénat se crut autorisé à prendre une part directe aux négociations. Dans tous les temps et chez tous les peuples, le roi, quelque limitée que fût d'ailleurs sa prérogative, fut toujours regardé comme seul représentant de la nation et de l'état dans ses relations extérieures. La Pologne fait exception: nous y voyons le sénat recevoir des ambassadeurs, accepter ou rejeter leurs propositions; et l'influence personnelle de Jagellon s'y fait remarquer si peu, qu'on pourrait douter s'il fut même consulté.

La réunion de la Lithuanie et de la Pologne n'était cependant pas une fusion complète; la première, ancien héritage de Jagellon, conserva encore ses ducs; d'abord Skirgello, frère du roi, ensuite Witowt ou

Witolt, son cousin germain, héros trop célèbre, et redoutable par sa valeur. Quoique vassaux du roi, ils exerçaient un pouvoir beaucoup plus réel que le sien : leur puissance pouvait devenir dangereuse, et Witolt surtout aspirait à se parer d'une couronne indépendante. Pour déjouer ses projets il fallait s'attacher la Lithuanie par quelque lien indissoluble : et pour y parvenir l'on imagina en effet un moyen assez ingénieux. A la diète de Horodlo — 1413 — on arrêta que la Lithuanie n'élirait point de grands-ducs sans le consentement du sénat et du monarque, et que la Pologne n'élirait point de rois sans le concours de la Lithuanie. On accorda à tous les nobles catholiques de la Lithuanie, les droits et les privilèges qui faisaient l'orgueil de l'aristocratie polonaise, et il fut statué que la Lithuanie aurait à l'avenir des magistrats et un sénat à l'imitation de ceux de Pologne.

Toute la noblesse de cette nouvelle partie du royaume en témoigna sa joie ; elle avait intérêt maintenant à ne plus se séparer de la monarchie ; beaucoup de familles adoptèrent les armes et les noms polonais, et la puissance des grands-ducs fut ébranlée jusque dans ses fondements. En Lithuanie le service du souverain avait été jusqu'à cette époque le seul moyen d'acquérir de l'importance et des richesses ; les efforts de tous se concentraient sur un seul point, et le chef en disposait. Le statut de Horodlo ouvrait une nouvelle carrière à l'ambition ou à la cupidité, en leur donnant les moyens de fronder le pouvoir, et de le limiter ; il y avait maintenant beaucoup plus à gagner par l'opposition que par les services, et il était à prévoir que bientôt les ducs et cette aristocratie de nouvelle création, en viendraient à s'observer avec jalou-

sie, à se contrarier mutuellement, au lieu de marcher réunis à la grandeur et à l'indépendance. Les débats qui devaient en résulter assureraient d'ailleurs l'influence du roi, ou plutôt du sénat de Pologne, appelés à intervenir comme juges suprêmes.

Au reste, les décisions de la diète de Horodlo nous prouvent assez jusqu'à quel point les provinces russes — la Volhinie etc. — furent traitées en pays conquis. Les habitants appartenaient à l'église grecque, et néanmoins tous les droits politiques furent réservés aux seuls catholiques.

Cependant Witolt n'abandonna pas entièrement ses projets; il conçut l'espérance de les réaliser, sinon par la force, du moins par l'intrigue, et d'obtenir la couronne, de l'aveu de Jagellon. Dans ce but, il fit convoquer une diète à Luck, où Sigismond, empereur d'Allemagne, son allié, vint en personne pour lui prêter l'appui de son autorité. Et, chose étrange! Witolt ne paraissait guère se soucier du consentement de Jagellon, qui, toujours faible et prêt à céder, n'aurait peut-être pas été contraire à ses intentions. Ce fut devant le sénat qu'il plaida sa cause, employant tour-à-tour des menaces, et les promesses les plus séduisantes. A l'en croire, il ne désirait du diadème que l'honneur. Il jura surtout de ne rien changer aux relations réciproques des deux peuples. L'idée d'avoir un roi pour vassal souriait à l'aristocratie polonaise; aussi Witolt l'aurait-il presque entraînée à une décision favorable, si Zbigniew Olesnicki, évêque de Krakovie, ne s'y était opposé. Ce prélat qui exerçait une grande influence sur le sénat, arrêta le duc de Lithuanie sur les marches du trône: les délibérations de Luck n'amènèrent aucun résultat, et la mort de l'am-

bitieux Witolt mit bientôt après fin à ses menées. Il fut remplacé par Swidrigello, frère du roi, lequel méritait fort peu une pareille distinction, et qui poussa l'ingratitude jusqu'à s'assurer de la personne du roi pour lui arracher encore la cession de quelques provinces. La diète de Sandomir le destitua, et nomma Sigismond, prince de Starodoub, neveu de Witolt, son successeur. Swidrigello fit plusieurs tentatives pour ressaisir le sceptre, et les guerres civiles déchirèrent la Lithuanie.

Sur le déclin de ses jours, Wladislas-Jagellon avait encore un devoir à remplir; il voulait assurer la succession à son fils aîné: au prix de nouveaux privilèges la noblesse se déclara prête à l'accepter pour roi, mais elle formait des demandes qui paraissaient exorbitantes; et Jagellon osa le dire à la diète de Lenczyça. Des murmures, des cris séditieux, des sabres tirés qui brillèrent à ses yeux, lui prouvèrent combien il était dangereux de résister ou de déplaire à ses sujets; et plus tard, à la diète de Jedlin — 1430 — il consentit à tout ce qu'on lui avait demandé. Le roi confirma de nouveau les privilèges de Louis; il fut stipulé en outre, qu'à l'avenir les charges et les dignités ne seraient plus données à des étrangers ou aux princes de la maison royale, et que la noblesse indigène aurait seule le droit d'y aspirer. Pour obtenir un emploi, il faudrait même posséder des propriétés foncières dans la province où il devait être exercé, et le roi promit de n'en pas disposer avant la vacance. Un autre article portait que la noblesse ne servirait hors du pays que moyennant une solde de cinq marcs par cavalier, et que le roi rachèterait à ses frais tous les prisonniers, même ceux que l'ennemi ferait dans le

pays! — De plus le roi s'engageait à ne faire battre aucune espèce de monnaie sans l'assentiment des Etats. La propriété de chaque citoyen fut déclarée inviolable, et la noblesse exempte de tout impôt soit en nature soit en argent — enfin aucun noble ne devait être ni emprisonné ni puni à l'avenir, s'il n'était pris en flagrant délit ou convaincu juridiquement.

A en juger par l'article des prisonniers, l'aristocratie polonaise, peu disposée à s'imposer des sacrifices, même dans le cas d'une invasion hostile, mit beaucoup de modération dans son patriotisme; et toutes les capitulations précédentes pourraient la faire soupçonner d'avoir préféré des intérêts personnels ou de caste à ceux de son pays.

Cependant le fils mineur de Jagellon, Wladislas, surnommé le Varnois, ne lui succéda pas sans peine — 1434. Plusieurs nobles de marque s'opposèrent à son élection, parce qu'un enfant était inhabile à prêter les serments exigés, et que, suivant leur opinion, les promesses faites par d'autres en son nom, ne l'engageant à rien, ne pouvaient être de sûres garanties de la constitution. L'illustre Zbigniew Olesnicki sut vaincre toutes les difficultés, et Wladislas fut couronné, à condition de prêter serment lorsqu'il aurait atteint l'âge de majorité. On proposa de confier la régence au duc de Mazovie, de l'ancienne famille royale; mais l'aristocratie décida qu'un pareil arrangement ne pouvait convenir à sa dignité, le duc étant lui-même vassal du sénat; et l'on convint de nommer autant de régents qu'il y avait de provinces: chacun de ces régents fut chargé de l'administration, et de la justice dans l'étendue de son territoire; mais il n'avait pas le droit de faire la moindre innovation, et les affaires qui in-

téressaient le royaume dans sa totalité, étaient au-dessus de sa compétence ; le sénat s'en occupait exclusivement. Certes, l'histoire ne présente guère d'exemples, ni d'une pareille organisation, ni de la confusion d'idées qu'elle suppose. Ainsi l'assemblée des nobles concentrait en elle-même et exerçait sans intermédiaire tous les pouvoirs, toutes les fonctions nécessaires au mécanisme d'un gouvernement ; elle s'emparait même du pouvoir exécutif.

De là naissait un désordre qui n'a eu d'égal nulle part ailleurs qu'en Pologne. Heureusement le jeune roi donnait les plus belles espérances ; même avant l'âge, on le jugea capable de gouverner par lui-même, et il jura de maintenir les privilèges de la noblesse. Le trône de Lithuanie venant à vaquer à-peu-près en même temps, Wladislas donna ce duché à son frère Kasimir. Ce fut presque le seul acte remarquable de son administration. Appelé bientôt après à régner sur la Hongrie, il trouva dans ses nouveaux états des troubles qui l'empêchèrent de retourner en Pologne ; et à peine arrivé à l'âge de vingt ans, il tomba près de Varna sous les sabres des Turcs — 1444.

Un roi jeune et vaillant est toujours aimé ; aussi ni les Hongrois ni les Polonais ne voulaient croire à sa mort ; on le disait prisonnier des infidèles, ou errant de pays en pays ; et Zbigniew Olesnicki profita de ces bruits confus pour assurer l'élection de Kasimir. Olesnicki représenta au sénat qu'il n'y avait aucun inconvénient à élire le duc de Lithuanie, et que si jamais l'infortuné héros de Varna reparaisait, son frère serait sans doute plus disposé que tout autre à lui rétrocéder la couronne. Son opinion prévalut ; il

persuada tons les partis: la reine-mère le remercia de son zèle; mais il rencontra des difficultés lorsqu'il devait le moins s'y attendre. Kasimir aimait la Lithuanie; il croyait la noblesse de ce pays plus disposée à l'obéissance, et l'autorité ducale plus réelle que ne l'était celle d'un roi de Pologne; il fit une réponse évasive, qui ressemblait plutôt à un refus; et par un caprice étrange, ce prince ne voulait ni accepter lui-même la couronne, ni souffrir l'élévation d'un rival. Ce diadème, refusé d'abord, devint l'objet de tous ses vœux, du moment où la noblesse parut vouloir en orner le front du duc de Mazovie.

Elu et couronné, Kasimir IV refusa encore de prêter serment sur les statuts du royaume: l'article qui lui ordonnait de réunir à la Pologne toutes les provinces démembrées, lui paraissait être en contradiction avec ses devoirs envers la Lithuanie, dont la Podolie, la Volhinie, l'Ukraine etc. faisaient maintenant partie. Son obstination excita le courroux du sénat; le roi fut outragé en public, accablé de reproches, et on l'aurait probablement déposé, sans l'opposition de Zbigniew Olesnicki. Ce grand homme ne put empêcher pourtant une confédération des nobles contre le monarque; tous s'engageaient à prendre les armes pour la défense des biens de l'état et des privilèges de l'aristocratie; on résolut également de donner au roi quatre conseillers au choix de la noblesse, sans le consentement desquels aucun ordre du souverain ne serait reconnu valide. A la diète de Petrikau, les serments d'usage dans le cas d'une confédération furent prêtés en présence du roi, aux pieds du trône, et Kasimir n'osant plus tenir tête à l'orage, consentit enfin à remplir les formalités exigées — 1453.

Ces débats étaient à peine terminés, lorsqu'une occasion se présenta de réunir à la monarchie quelques-unes de ses anciennes provinces. La position de la noblesse prussienne ne valait pas à beaucoup près celle de l'aristocratie polonaise : en Prusse l'ordre teutonique régnait exclusivement ; les nobles du pays, ses vassaux, n'avaient aucune part à la direction des affaires, et la fierté des chevaliers blessait souvent leur orgueil. Ces nobles contemplaient d'un oeil d'envie les brillants privilèges de leurs égaux en Pologne ; le désir de se joindre à ceux-ci, de partager une existence si agréable — enfin de devenir souverains, de sujets qu'ils étaient, — ce désir bien naturel les entraîna à la révolte. La noblesse de la Prusse porta d'abord ses plaintes au pied du trône impérial : l'empereur Frédéric III ayant décidé la question à son désavantage, elle prit la résolution d'offrir son hommage au roi de Pologne et de réclamer ses secours. Kasimir s'empressa de lui promettre sa protection, et lui accorda tous les droits dont la noblesse du royaume s'enorgueillissait : les chevaliers de l'ordre, peu disposés à céder sans combattre, opposèrent une vigoureuse résistance. Une guerre terrible et cruelle s'engagea entre eux et la Pologne ; sur vingt et un mille villages de la Prusse, trois mille et treize seulement échappèrent à la dévastation générale ; pendant treize années les combats se succédèrent sans interruption, et quoique inférieurs en nombre, les chevaliers remportèrent souvent des avantages.

Cette lutte inégale inquiétait l'empereur, ainsi que les princes de l'Allemagne qui se trouvaient réunis à Ratisbonne : craignant l'anéantissement de l'ordre, ils envoyèrent des ambassadeurs à Kasimir, pour le détour-

ner de son entreprise. Ils se flattaient de l'engager à tourner ses armes contre les Turcs, au lieu de profiter des mouvements d'une noblesse révoltée. Les Turcs venaient de soumettre Constantinople; le Péloponnèse ne pouvait résister à ce peuple belliqueux qui menaçait l'Europe entière. Le sénat polonais répondit par le refus le plus net à la proposition d'une alliance contre les Moslems.

La guerre contre les chevaliers avait un but national: l'article des statuts par lequel le roi s'engageait à recouvrer toutes les provinces démembrées, lui imposait le devoir de l'entreprendre. — D'ailleurs c'était le sénat, et non pas le roi, qui avait reçu les députés de la Prusse et qui les avait excités à la révolte, en leur promettant des secours; et néanmoins la noblesse refusa d'y concourir. Ce roi sans revenus, tenu d'après les lois de faire la guerre à ses frais, et obligé sans cesse d'avoir recours à la diète, ne put jamais en obtenir de modiques subsides qu'en les payant de nouvelles concessions. Les intérêts de la patrie en souffraient; une guerre qu'il aurait fallu terminer le plus tôt possible, traîna en longueur parce qu'elle fut mal nourrie; elle en coûta d'autant plus de sang et de larmes; mais qu'étaient toutes ces considérations au prix des avantages que retirait de son inaction la caste dominante!

La faiblesse de Kasimir encourageait tellement l'arrogance des nobles, qu'ils se dispensèrent bientôt d'avoir pour lui les moindres égards. Le roi était souvent insulté en public, et à chaque propos on lui adressait les discours les plus acerbes. A la diète de Pétrikau, Jean Rytwanski, staroste de Sandomir, lui reprocha d'avoir causé tous les malheurs publics par ses défauts personnels; il l'accusa de traiter ses fidèles su-

jets en ennemis, parce qu'ils défendaient les intérêts de la république; la préférence accordée aux Lithuaniens ne fut pas oubliée; il taxa même le souverain de fabrication de fausse monnaie, et il termina son discours en lui rappelant son ingratitude et les nombreux bienfaits de la nation polonaise, qui avait tiré ses ancêtres de leur état d'obscurité pour les élever au trône. Enfin il engagea fortement le roi à se corriger, s'il désirait qu'on lui payât des subsides. Kasimir, ayant écouté cette virulente oraison avec beaucoup de sang-froid, prit le parti le plus sage; il combla Rytwanski de présents et d'honneurs, et dès ce moment ce Caton polonais devint son partisan dévoué et le plus ardent de ses défenseurs.

La loi suivante fut promulguée à la diète de Nieszawa: „Nous (le roi) promettons de ne faire aucune loi nouvelle, et de n'ordonner à la noblesse de monter à cheval qu'avec le concours de la diète.” — La première partie de cette constitution confirmait seulement un privilège de l'aristocratie exercé depuis longtemps; par la seconde, beaucoup plus importante, le roi renonçait de fait au droit de faire la guerre et la paix, et il autorisait la noblesse à conduire directement les relations extérieures du royaume. Les nobles ne se contentèrent pas d'étendre leur puissance en limitant celle du roi: ils l'agrandissaient également aux dépens des paysans. Un article du statut de Wislica permettait au laboureur de quitter un maître qui l'avait opprimé: cette clause fut rapportée, et le paysan asservi sans réserve; celui qui osait encore s'éloigner pouvait être réclamé comme déserteur, et de plus, le recéleur d'un fugitif était puni d'une amende de trois marcs d'argent.

Enfin la manière dont l'ordre équestre devait prendre part au gouvernement fut définitivement réglée — 1468 — à la diète de Korczyn. On arrêta que chaque terre et chaque district enverrait à la diète deux *nonces terrestres*, élus dans les diétines, auxquelles tous les nobles domiciliés dans la province avaient droit de voter. Cette loi contribua à morceler la souveraineté, dont la diète n'était plus l'unique dépositaire, puisqu'elle reposait maintenant, en très-grande partie, sur les réunions provinciales qui arrêtaient d'avance quelles propositions les députés du district devaient faire ou appuyer à la diète générale, et qui s'assemblaient de nouveau après la clôture de la diète, pour entendre le compte que les nonces avaient l'obligation de rendre de la manière dont ils s'étaient acquittés de leur mission.

Après bien des efforts inutiles, le légat du pape parvint enfin à mettre un terme à la guerre contre les chevaliers teutoniques. La paix fut signée à Torne — 1466. — L'ordre céda à la Pologne, la Pomérélie, la terre de Kulm et plusieurs autres districts; réduit, de plus, à faire le sacrifice de son indépendance pour conserver la Prusse orientale, il consentit à reconnaître la suprématie du roi, et à lui faire hommage de son territoire comme d'un fief relevant de la couronne. Le grand maître s'engagea à en recevoir personnellement l'investiture du roi, et en revanche il fut admis à prendre rang parmi les sénateurs.

La mésintelligence entre la Pologne et la Lithuanie, qui n'avait pris aucune part à cette guerre importante, cessa vers la fin du règne de Kasimir; le parti qui méditait jadis une séparation et l'indépendance de ce duché, renonça à ses projets, effrayé de la puissance à laquelle la Russie s'éleva immédiate-

ment après sa réunion sous les lois d'un seul prince. Les Lithuaniens cherchaient maintenant un appui et des secours en Pologne; mais le roi, occupé d'établir ses fils sur les trônes de Bohême et de Hongrie, se contenta de combattre les Russes par l'intrigue, en soulevant les Tatars contre eux.

En travaillant à soumettre à ses fils des royaumes étrangers, Kasimir oublia d'assurer la succession dans le sien, et une clause de son testament, par laquelle il léguait la couronne de Pologne et le duché de Lithuanie à deux de ses fils, la première à Jean-Albert, le second à Alexandre, — cette clause ne pouvait être obligatoire dans l'opinion des Polonais. Si les Lithuaniens acceptèrent, après la mort du roi, le duc désigné par lui, leur promptitude contribua seulement à augmenter les difficultés du moment. En le nommant sans le concours du sénat polonais, ils blessèrent l'orgueil de ce corps jaloux de ses droits, et aussitôt les propositions les plus opposées se croisèrent dans tous les sens. Plusieurs sénateurs du royaume étaient d'avis de donner la couronne à Wladislas, l'aîné des fils de Kasimir; on objecta l'éloignement de ce prince, qui, roi en même temps de Bohême et de Hongrie, ne pourrait guère s'occuper des affaires d'une troisième monarchie: quelques victoires partielles sur les Tatars parlaient en faveur de Jean-Albert: un autre parti portait Alexandre pour ne pas séparer le royaume d'avec le duché; mais la fierté nationale s'opposa à son élévation; on ne voulait pas faire dépendre le choix de l'aristocratie polonaise du vote de la noblesse lithuanienne. Même Sigismond, le plus jeune des quatre frères, réunit un certain nombre de voix, et le duc de Mazovie se mit également sur les rangs.

Plusieurs de ces prétendants parurent en armes à la diète de Petrikau; il paraît que l'armée de Jean Albert fut celle qui inspira le plus de respect, et il fut proclamé roi de Pologne — 1492.

Malheureusement le nouveau monarque fournit bientôt à ses sujets un nouveau motif apparent de limiter son pouvoir; ou plutôt, par une interprétation forcée, même les choses les moins importantes devinrent pour la noblesse autant de prétextes d'augmenter ses franchises. Le roi, élevé par un italien, Philippe Buonaccorsi surnommé Callimaque, conservait une confiance sans bornes dans son ancien mentor, et on accusait cet étranger d'avoir conçu le projet de rendre à la couronne ses anciens droits. Il est possible qu'en effet Callimaque s'occupât d'une réforme salutaire; du moins le bruit en fut propagé, et les nobles ajoutaient que la république était en danger et qu'il fallait se prémunir contre les téméraires entreprises d'un astucieux Italien. Enfin ils affectaient de défendre les intérêts du pays et leurs anciens privilèges, tandis que, dans le fait, ils ne travaillaient qu'à détruire les restes de la prérogative royale; et tout en se défendant contre un tyran supposé, prêt, selon eux, à envahir les libertés de ses sujets, ils savaient obtenir pour eux-mêmes des droits précieux. A la diète de Petrikau — 1496 — le statut de Nieszawa fut rédigé d'une manière plus précise; il portait qu'il ne serait permis au roi de faire aucune constitution, aucun appel à la guerre, sans avoir préalablement convoqué les diétines et la diète. Ainsi presque tous les droits usurpés d'abord par le sénat furent étendus ensuite à la noblesse en général. Cette noblesse, déjà en possession de toutes les places du gouvernement, se réserva de même les

hautes dignités ecclésiastiques à l'exclusion des plébéiens; les droits du seigneur sur le paysan furent étendus et mieux constatés, et les nobles furent affranchis de toutes les tailles et de tous les impôts en général.

Jean-Albert mourut aussi — 1501 — sans avoir fait élire de son vivant un successeur, et pendant quelque temps la majorité flotta indécise entre ses frères, Sigismond, recommandé par des qualités brillantes, et Alexandre, duc de Lithuanie. Ce dernier l'emporta, favorisé par les circonstances qui exigeaient impérieusement la réunion des deux pays; et les Lithuaniens, dont une partie témoignait naguère le désir de se séparer de la Pologne, travaillaient maintenant avec zèle à cimenter l'union par l'élévation de leur duc.

Quoique le règne d'Alexandre ne fût pas heureux, il est important pour l'histoire intérieure de la Pologne, qui met ce prince au nombre de ses législateurs. Il chargea Jean Laski, chanoine de Krakovie, de recueillir toutes les lois promulguées depuis Kasimir le grand; ces différents décrets mis ensemble forment une espèce de code connu sous le nom de *statut d'Alexandre*. Rédigé sans beaucoup d'ordre, il contient le droit public, la constitution de l'Etat, quelques institutions de droit privé, les lois criminelles, le règlement de la procédure judiciaire, et même des règlements d'administration et de police. Ce code n'aurait rien changé à la constitution du royaume, si l'aristocratie n'avait su à cette époque arracher à un roi infirme, faible d'esprit et de corps, un article nouveau ajouté aux anciennes lois, qui précipita plus tard la Pologne d'abîme en abîme. „Les lois et constitutions étant obligatoires pour toute la nation, — telle était

la teneur de ce fameux article — „il a été arrêté par nous (le roi), tous les prélats, nos conseils, les nonces terrestres, qu'à l'avenir nous n'établirons, sans le commun consentement (*communi consensu*) des nonces terrestres, rien qui soit au détriment et au désavantage de la république, de chaque individu, et de la liberté publique.“ — En apparence ces phrases générales n'exprimaient rien de nouveau, mais, par une négligence fatale, on oublia de dire explicitement, que la pluralité des voix suffirait pour établir ce commun consentement de la diète; personne ne pouvait prévoir alors les suites de cette omission. L'esprit anarchique qui animait la noblesse en profita plus tard pour imposer à la diète l'absurde condition de l'unanimité — pour créer ce *liberum veto* de funeste célébrité; et l'époque à laquelle les fondements en furent jetés rend l'institution encore plus digne de notre attention.

Une ère nouvelle s'annonçait déjà; c'était le moment d'une crise qui changea la face du monde. Arrêtons-nous un instant; jetons un regard sur le reste de l'Europe et sur la marche de l'histoire universelle; examinons surtout si la Pologne était constituée de manière à pouvoir conserver son rang parmi les grandes nations.

Pendant le moyen-âge, c'est-à-dire depuis que l'Europe avait repris des formes plus stables après l'invasion des barbares, on avait sans doute moins de facilité qu'aujourd'hui d'apprendre une langue étrangère, puisqu'il n'y avait ni littérature, ni grammaires, ni dictionnaires; les relations entre des peuples différents d'idiome en étaient plus difficiles et moins fréquentes; bien d'autres entraves les rendaient encore plus pénibles. La navigation, encore dans son enfance, ne per-

permettait presque pas de franchir les mers; et les pays, séparés par des chaînes de montagnes, communiquaient seulement par des sentiers dangereux. On ne commerçait même qu'avec les nations les plus rapprochées, en se passant de proche en proche les produits des contrées éloignées. Les relations des états entre eux se bornaient également aux pays limitrophes, et l'Europe était alors divisée en plusieurs systèmes d'états à-peu-près indépendants les uns des autres. Les Espagnols et les Maures qui se disputaient la péninsule ibérique en formaient un; la France et les Iles britanniques le second, depuis qu'une race de princes normands portait la couronne d'Angleterre, depuis surtout qu'elle réclamait celle de France; les rois d'Allemagne étant en même temps empereurs romains, leur querelle avec les papes remplit l'histoire d'Allemagne et d'Italie. — Au nord les différents peuples de la Scandinavie guerroyaient entre eux; l'ordre teutonique, la Pologne et la Russie formaient également un cercle à part; et les fanatiques de l'Orient combattaient aussi séparément ces habitants efféminés des rives du Bosphore qui, quoique descendus des Hellènes, et portant encore le nom de Romains, ne rougissaient plus de leur dégradation.

Pendant quelque temps les croisades excitèrent un enthousiasme commun chez presque toutes les nations de l'Europe, sans cependant les rapprocher beaucoup. Chacune y prit part isolément; ce n'étaient jamais des entreprises concertées d'un commun accord, et les expéditions d'outre-mer n'influaient pas sur la politique habituelle des états.

Mais vers la fin du quinzième siècle la découverte d'un monde nouveau, l'invention de l'imprimerie, celle

de la poudre à canon qui ne devint vraiment importante qu'alors, en donnant aux Européens la facilité de soumettre des peuples nombreux et des pays lointains; — tant de découvertes simultanées produisirent la révolution la plus grande dont l'histoire nous retrace le souvenir. Les limites de l'univers même paraissaient reculées; un champ plus étendu s'ouvrait à l'esprit d'entreprise, et l'instruction, plus répandue, fournit au courage et à l'intelligence les moyens de s'en emparer. L'activité des nations en devint plus variée, la politique plus compliquée et plus vaste dans ses conceptions; le commerce était plus que jamais un des plus grands intérêts de tous les habitants du globe; les pavillons de tous les peuples se rencontraient sur les mers les plus éloignées, et sur des plages inconnues. Tant de nouveaux motifs d'action amenaient des collisions plus fréquentes — les relations des états se multipliaient à l'infini, et l'Europe ne formait bientôt plus qu'une seule famille d'états.

L'homme isolé et les communautés peu nombreuses ne pouvaient suffire à des intérêts si variés et à tant d'activité: partout on éprouvait le besoin de se prêter un appui mutuel, et de se réunir en grandes masses autour d'un centre commun. L'esprit individuel et local fit place à un patriotisme plus vaste; nous voyons les divisions féodales, sinon abolies, du moins modifiées de manière à ne pas gêner l'action de l'ensemble, et — coïncidence surprenante! — la marche des événements favorisait partout cette tendance universelle.

En Angleterre, la tranquillité et l'union furent enfin rétablies après les guerres sanglantes des deux roses; Ferdinand et Isabelle avaient réuni l'Espagne sous

le même sceptre, et le dernier royaume arabe avait succombé. En France Louis XI venait de réunir à la couronne la plupart des grands fiefs du royaume. Si l'Allemagne était déjà trop morcelée pour revenir à l'unité, les divisions cessèrent du moins dans les dynasties feudataires; plusieurs princes de l'Empire, étendant peu-à-peu leur puissance, préparaient la fondation d'états assez forts pour se maintenir dans l'indépendance, et la monarchie des Habsbourg s'élevait déjà. La Russie, quoique séparée du reste de l'Europe, quoique étrangère à toutes les causes de la régénération européenne — la Russie même subit une crise analogue, et, secouant le joug des Tatars, elle se réunit, comme par instinct, autour du trône d'Ivan Vassilevitch I.

Que faisait la Pologne à cette époque remarquable où partout le pouvoir tendait à se concentrer? — ce fut précisément alors, pendant le règne de Jean-Albert et d'Alexandre, que le pouvoir y fut morcelé de plus en plus, malgré la réunion de la Lithuanie avec le royaume. Les droits de souveraineté, échappés des mains du roi, furent exercés en partie par la diète, puis par les diétines — en très-grande partie par chaque noble individuellement dans ses terres; et l'état manquait plus que jamais d'une autorité centrale capable de diriger tant de volontés divergentes.

En se donnant des lois qui entravaient l'action du gouvernement et la marche de la civilisation, cette république mal organisée se plaçait en dehors des principes de l'Europe moderne; elle pouvait subsister encore tant que le défaut d'harmonie n'était pas trop sensible; mais les progrès de chaque génération devaient contribuer à augmenter ce défaut, et, plus tard, la Po-

logne ne pouvait manquer d'être punie de sa longue faute. Elle a subi sa destinée: qui doit-elle en accuser?

L'élection de Sigismond, surnommé le vieux, frère des deux derniers rois, ne se fit pas d'une manière très régulière; elle faillit causer de nouveaux troubles. Ce prince aspirait depuis long-temps à la couronne dont la noblesse l'avait jugé digne; et, en apparence, rien ne s'opposait à son avènement, que cependant la jalousie de deux nations rivales n'en paraissait pas moins rendre douteux un instant. Les Lithuaniens, craignant l'ambition du prince Michel Glinsky et une guerre avec la Russie, se hâtèrent de le nommer duc, sans attendre le vote des Polonais, qui furent piqués d'un pareil excès d'empressement. Pourtant les qualités personnelles de Sigismond exerçaient trop d'empire sur l'imagination des électeurs; il était d'ailleurs le seul prince de la famille de Jagellon sur qui on pouvait jeter les yeux; et, dans les monarchies électives, les membres de la famille régnante ont toujours une espèce de droit moral à la dignité suprême. Malgré la précipitation imprudente des Lithuaniens, Sigismond fut proclamé roi de Pologne.

Un règne de quarante-deux ans — 1506-1548 — justifia en majeure partie la haute idée qu'on s'était faite de lui; ce prince, s'efforçant en vain d'arrêter le royaume sur le bord de l'abîme, parvint du moins à le rendre comparativement plus fort. Malheureusement il n'était plus possible de rendre à la couronne son antique splendeur, et de réduire le pouvoir exorbitant de l'aristocratie; ce pouvoir même lui donnait trop de moyens de se défendre, et de punir tout attentat con-

tre sa grandeur, surtout depuis le statut de Nieszawa, qui circonscrit avec tant de précision la compétence du roi et du sénat en les soumettant à la diète. Déjà les nobles avaient le droit d'occuper, à l'exclusion même des princes du sang, toutes les places civiles et militaires, administratives et judiciaires. Les hautes dignités ecclésiastiques leur étaient également réservées; exempts eux-mêmes de toutes les taxes ordinaires, ils s'imposaient à volonté dans les cas extraordinaires; et ils réglaient le sort des bourgeois et des paysans, sans les consulter. Ils avaient encore exclusivement le droit de décider sur les questions de guerre et de paix, sur les cessions de territoire, — enfin de toutes les relations d'état; ils possédaient de plus le pouvoir législatif dans toute son étendue, et surtout ils exerçaient une autorité arbitraire et sans bornes dans leurs terres et sur les malheureux qui les habitaient. Le seul devoir dont les nobles n'avaient pas jugé à propos de s'affranchir, celui de défendre le pays, fut limité de manière à devenir une ressource pour eux, et chaque campagne fut payée à prix d'or.

Il était d'autant plus difficile d'opposer une digue à ce torrent de prétentions, que la classe qu'on aurait eu à combattre, était devenue plus nombreuse, la ligne qui séparait autrefois la grande noblesse d'avec l'ordre équestre s'étant peu à peu effacée.

Le sénat existait bien long-temps avant les statuts organiques; l'usage lui donna ses formes que des réglemens positifs constatèrent plus tard, et aucune loi ne déterminait originairement, si les sénateurs y siégeaient par droit de naissance, ou bien en vertu des fonctions d'état qu'ils exerçaient. Dans les premiers temps cette distinction eût été oiseuse, puisque les per-

sonnes auraient toujours été les mêmes, quel que fût leur titre; et depuis l'admission de l'ordre équestre à la diète, l'usage confirmé ne laissa bientôt plus de doute à cet égard. La qualité de sénateur, affectée aux grandes dignités de l'église, et aux fonctions de haute magistrature n'était pas héréditaire; suivant l'apparence chaque noble pouvait y aspirer. Le monarque, ayant le droit de nommer à toutes les dignités vacantes, aurait pu en profiter pour s'assurer un certain ascendant, si toutes ces places n'avaient été inamovibles et à vie. Le roi ne pouvait ni en créer de nouvelles, ni modifier la majorité du sénat: et sa position précaire, plusieurs restrictions, et l'influence des grandes familles, ne lui laissaient guère la faculté de disposer à son gré des charges de l'état.

Grâce à ce nivellement le moindre gentillâtre, et le grand seigneur dont peut-être il pansait les chevaux, avaient les mêmes intérêts à défendre contre le roi ou contre les classes laborieuses; cette égalité imaginaire donnait aux grandes familles la certitude que le monarque ne parviendrait jamais à soulever la petite noblesse contre elles. D'ailleurs, la haute aristocratie avait soin de rétablir dans le fait et très réellement une inégalité qui n'existait plus en théorie; ses richesses et la pauvreté de l'ordre équestre lui en facilitaient les moyens; et les emplois importants du gouvernement devinrent nécessairement le partage exclusif d'un certain nombre de familles, qui tâchaient de s'élever au-dessus de la masse des nobles, en se parant des titres de prince et de comte.

Sigismond ne pouvant rien changer à la constitution du royaume, s'appliqua surtout à améliorer l'état de ses finances; l'ordre et l'économie lui donnèrent les

moyens de racheter des mains des créanciers les domaines de la couronne engagés sous le règne de ses prédécesseurs; cette augmentation de revenus avait une importance bien réelle dans un temps où l'usage des armes à feu commençait à rendre la guerre plus coûteuse.

La Pologne était riche à cette époque en hommes distingués, et le roi sut choisir avec discernement ceux auxquels il accordait sa confiance. Le chancelier Tomicki dirigeait les affaires de l'état; les armées remportèrent plus d'une victoire sous les ordres du prince Constantin Ostrogski, du comte Tarnowski, de Kaminiecki, de Lanskoronski, et de Firley. Si d'un côté Smolensk fut perdu dans les guerres contre les Russes, en revanche la Mazovie fut réunie à la couronne au décès du dernier duc de ce titre, descendant des Piasts, et la Prusse subit un changement qui assura momentanément la tranquillité de ce côté. L'ordre teutonique ne pouvait supporter l'idée de son humiliation; il tenta une dernière fois de se relever, et le grand maître Albert de Brandebourg, à la tête de quelques centaines de chevaliers, brava les efforts de la Pologne entière. Sur le point de succomber, ce prince sauva du moins les intérêts personnels des chevaliers, en sacrifiant ceux de l'ordre comme corporation. Il abjura ses vœux, en adoptant la religion luthérienne; et la paix conclue avec Sigismond lui assura la possession de la Prusse orientale, transformée en duché héréditaire, relevant de la couronne.

Le roi parvint même à faire élire un successeur de son vivant, dans la personne de son fils Sigismond, surnommé Auguste, parce qu'il était né le premier jour du mois d'août. Mais avant de donner leur assenti

ment, les nobles obtinrent à la diète de Petrikau la promesse formelle du roi, que cette élection anticipée ne porterait aucun préjudice à leur droit illimité de disposer de la couronne. Ainsi nous voyons le gouvernement réduit sans cesse à la malheureuse nécessité de sacrifier l'avenir de l'état aux intérêts du moment!

Sigismond s'occupa beaucoup de la législation, et voulant donner plus d'uniformité à l'action du gouvernement, il assimila le statut de Lithuanie à celui de Pologne.

Ce règne, d'ailleurs si bienfaisant, n'en légua pas moins à la postérité de nouveaux éléments de discorde. La doctrine de Luther pénétra en Pologne, où elle trouva beaucoup de partisans, surtout dans la partie la plus éclairée du royaume : la ville de Danzig se mit à la tête du mouvement. Le roi déclara tous ceux qui envoyaient leurs enfants à Wittenberg ou à toute autre école où l'on professait le nouveau dogme, incapables d'occuper un emploi : il exila tous ceux qui s'étaient rendus à ces universités ; ordonnant à tous les employés de la couronne d'user de la plus grande rigueur contre les sectaires. Malgré ces édits fulminants, les habitants de Danzig abjurèrent publiquement la religion catholique. Réformant l'église ils choisirent de nouveaux magistrats, et l'enthousiasme les entraîna même à des excès contre les monastères. Les bourgeois notables s'adressèrent en vain à Sigismond lui-même pour justifier leur conduite. Ce roi visita la ville en personne pour y punir les coupables ; quatorze des principaux habitants subirent la peine de mort, un grand nombre furent exilés. — „*Cependant cette douceur ne fit pas beaucoup d'effet*” — (paroles de

Zielinski) — Danzig n'en embrassa pas moins la religion réformée, et en persécutant d'un côté les adhérents de la nouvelle doctrine, tandis que la politique obligeait pourtant de la tolérer en Prusse, on préparait de nouvelles et sanglantes dissensions.

Bientôt après la Pologne devait être le théâtre de troubles également graves, également funestes dans leurs conséquences, et suscités uniquement par l'intrigue et l'intérêt personnel de quelques ambitieux. Le roi avait épousé en secondes noces, Bone, fille de Jean Galéas Sforce, duc de Milan; cette princesse belle, gracieuse et pleine de finesse, s'efforçait d'acquérir un empire absolu sur l'esprit de son époux, afin de régner sur lui et par lui. Elle eut l'adresse de se former un parti: Pierre Kmita, palatin de Krakovie, et l'archevêque de Gnezne, primat du royaume, lui étaient surtout dévoués. Plusieurs des anciens sénateurs, craignant de perdre leur influence habituelle, se liguèrent contre la reine; leur opposition ne fut pas toujours sans succès. Bone employa la corruption pour renforcer sa faction, et malheureusement la vénalité de la diète polonaise ouvrait un vaste champ à l'intrigue! — Un mécontentement universel, la discorde et la faiblesse en étaient les conséquences inévitables. Sigismond survécut à sa gloire; ses dernières campagnes contre la Russie prouvèrent par leur mauvais succès, qu'il n'y a pas de force là où règne la discorde.

La guerre contre les Valaques traîna en longueur, malgré quelques victoires brillantes, ou plutôt elle recommençait toujours. Le roi convoqua la diète à Krakovie, dans l'espérance d'obtenir des nobles les moyens de la continuer avec plus d'énergie, et d'y mettre un terme par la conquête du pays ennemi. Le grand

chancelier venant à mourir en même temps, Bone demanda les sceaux pour Gamrat, évêque de Przemyśl. Par malheur le parti contraire l'emporta cette fois; Jean Choinski, évêque de Płock, fut nommé. La reine offensée, voulut se venger et montrer en même temps toute l'étendue de son pouvoir, et l'influence de son parti. Elle fit manquer le but de l'assemblée, dans l'intention de prouver à son époux, qu'il devait s'unir à elle, au lieu de contrarier ses desseins. N'ayant pas obtenu de subsides, Sigismond convoqua l'arrière-ban. Mais à sa honte éternelle, cette armée de cent cinquante mille hommes, réunie à Léopol, se montra plus disposée à tourner ses armes contre un roi courbé par l'âge, qu'à combattre les ennemis de la patrie. Au lieu de marcher, cette cohue effrénée fit entendre des murmures, des imprécations injurieuses; on se plaignit des impôts onéreux que la noblesse ne payait pourtant qu'à titre de subsides; on demandait qu'il fût défendu aux plébéiens de tenir en ferme les domaines de la couronne; que la noblesse ne fût pas retenue dans les prisons des bourgeois pour des crimes commis dans les villes, et, non contents de sacrifier ainsi les intérêts les plus chers de la monarchie, et d'insulter à un noble souverain, digne de respect par ses cheveux blancs et sa gloire passée, les partis se querellaient entre eux. L'orgueil de la haute noblesse, l'avidité de l'ordre équestre furent le sujet de rixes éternelles; l'armée se sépara sans avoir témoigné la volonté de combattre, et le vieux roi mourut bientôt, humilié et dégoûté de la vie.

On espérait peu de son successeur Sigismond Auguste, élevé par une mère astucieuse, et livré dès sa première jeunesse à une galanterie sans bornes et

sans délicatesse. Cependant, déployant dès son avènement une grande fermeté de caractère, il trompa l'attente générale et les coupables espérances de sa mère. Les troubles qui signalèrent le commencement de son règne, quoique suscités à propos d'une question spéciale, méritent l'attention de l'historien, parce qu'ils caractérisent l'esprit de la république polonaise, et qu'ils nous font connaître les ressorts de son gouvernement. Quoique Sigismond fût élu depuis long-temps, le sénat le blâma en pleine séance d'avoir occupé le trône immédiatement après la fin de son père, sans attendre une nouvelle décision des Etats, — et, en le saluant roi, la chambre des nonces eut soin de lui rappeler expressément et en termes formels la position subordonnée d'un souverain de Pologne. Il fut blâmé bien plus encore lorsqu'il osa publier son mariage avec Barbe, née Radziwil, veuve du palatin de Troki. Elle était belle, aimable; les liens d'une affection véritable et mutuelle l'unissaient au roi; mais la Pologne ne la jugea pas digne d'en partager le sort; à la diète de Petrikau les sénateurs et les nonces s'agitèrent à l'envi; ils exigeaient d'une commune voix un pénible sacrifice du roi: celui de se séparer d'une compagne chérie, et de former sur-le-champ d'autres noeuds plus utiles à la république. Les raisons d'état ne pouvaient manquer; on disait que la Pologne avait besoin d'alliances puissantes; et on releva surtout le droit qu'avait le sénat de s'offenser d'un mariage conclu sans son intervention. La résolution du roi de disposer librement de sa main fut appelée *despotisme*, et ses adversaires parlaient sans détour de la nécessité de réprimer son audace. Mais la véritable cause de ces murmures presque universels était bien plus simple et plus rap-

prochée ; c'était que Bone, avide de pouvoir, craignait de perdre tout empire sur l'esprit de son fils, et que, voyant dans une épouse aimable et tendre, une rivale trop dangereuse, elle avait résolu sa perte. Aussi étaient-ce les chefs de son parti qui dirigeaient la discussion. Les discours étudiés de Kmita tendaient à prouver la nécessité du divorce, et le primat du royaume s'offrait, au nom du clergé polonais, à prendre le péché sur sa conscience. L'évêque Macieïowski et le brave Tarnowski, les seuls qui osaient prendre le parti du roi, furent accusés de corruption. Enfin tous les nonces se levèrent en masse de leurs sièges ; avec une apparence d'humilité, révoltante dans les circonstances, ils vinrent se prosterner au pied du trône, et prier Sigismond de répudier son épouse. Le souverain reprit avec une noble fierté, que le passé était irréparable, que la parole d'un roi doit être sacrée ; et que la nation elle-même ne pourrait se fier à ses serments, si jamais il violait des engagements pris au pied des autels et à la face de Dieu. Cette réponse ne contenta pas la noblesse ; au lieu de remontrances elle employa maintenant les imprécations les plus amères contre un roi qui osait ne pas lui obéir. Jean Tenczynski s'écria qu'il aimerait mieux voir un Turc couronné au palais, que Barbe Radziwil, et le castellan de Posen rappela qu'autrefois un décret émané du trône avait été déchiré sous les yeux même du souverain. Sigismond, justement offensé d'une pareille audace, imposa silence à Kmita qui venait de prendre la parole, et pour un instant le tumulte cessa ; tous étaient également saisis de surprise. Raphaël Leszczyński, palatin de Brzesc, le plus jeune des sénateurs, interrompit le premier ce calme d'un moment ; il s'a-

dressa au roi pour lui dire, que les Polonais savaient rabaisser la hauteur, et qu'on forcerait bien Sigismond à se soumettre aux volontés d'une république dont il n'était que le premier citoyen. Le bruit recommença aussitôt; le désordre arriva à son comble; tous les factieux frémirent de rage en voyant Sigismond s'occuper des affaires et remplir ses fonctions, sans autres égards pour les réclamations de la diète; et ils résolurent de ne pas le souffrir. Un des jours suivants, lorsque le roi fit appeler les causes portées à son tribunal, Kmita, se levant brusquement, déclara ne pouvoir assister à des jugements illégaux à ses yeux, parce qu'ils n'étaient pas autorisés par la République; après avoir déposé son bâton de maréchal, il quitta sa place et la salle, suivi de ses partisans. Sigismond seul ne paraissait pas ému; il continua d'administrer la justice au milieu du trouble et des cris. La plupart des sénateurs et des nonces s'éloignèrent; la diète fut déchirée: toutes les divisions dont elle avait été le théâtre, on les imputait au monarque, et déjà on parlait hautement d'un interrègne et d'une nouvelle élection.

La résistance du roi n'était pourtant pas imprudente; il avait au contraire calculé ses moyens. Dans l'intention d'expliquer sa conduite, et de rejeter sur ses adversaires l'odieux de ces dissensions, il publia des *universaux*, c'est-à-dire des lettres circulaires; et préparé à tenir tête à l'orage, il convoqua de nouveau la diète à Petrikau. Tout le monde y vint dans l'intention de renouveler des scènes déplorables; on devait même s'attendre à un soulèvement général, et le primat débuta par un discours des plus virulents, en accusant le roi d'avoir calomnié la noblesse dans les universaux. Sigismond n'eut garde d'y répondre; feignant

d'ignorer les dispositions hostiles de l'assemblée, il exposa la nécessité d'abolir certains abus, et de faire revivre quelques lois anciennes, tombées en désuétude; celle surtout qui défendait de cumuler plusieurs dignités et de jouir de plusieurs starosties à la fois. Il ajouta que, par suite d'abus, toutes les charges de l'Etat étaient envahies par un petit nombre de grands seigneurs, et la petite noblesse réduite à vieillir dans une pauvre et honteuse oisiveté.

Cette proposition opéra des miracles; les grands, interdits, se taisaient; l'évêque Macieiowski se démit de la dignité de chancelier; Tarnowski de la starostie de Sandomir; d'autres n'osaient plus irriter le roi, de peur qu'il ne donnât suite à ses desseins. Les nonces de l'ordre équestre s'aperçurent enfin combien cette égalité parfaite, garantie par la constitution, était dans le fait illusoire; ils insistèrent sur les réformes proposées, et Sigismond, parvenu à détourner l'attaque en divisant ses adversaires, se félicita du succès de son stratagème.

La diète se sépara sans avoir rien fait: mais on ne parlait plus de s'opposer à l'élévation de la reine Barbe. L'archevêque de Gnezne la couronna: Kmita se montra le plus assidu, le plus dévoué de ses amis: les sénateurs accouraient en foule pour lui présenter leurs hommages, et Bone elle-même la combla de marques de tendresse! — Jean Tenczynski et le castellan de Posen, résistaient seuls à l'entraînement général; et Raphaël Leszczynski se démit de son palatinat et de la dignité de sénateur, pour se faire élire nonce de l'ordre équestre, et pour se montrer *républicain* à la manière des Polonais, c'est-à-dire ennemi du roi, frondeur turbulent, grand défenseur des privilèges de la

noblesse, grand orateur ayant sans cesse le mot de liberté à la bouche, et despote inexorable dans ses terres!

D'ailleurs, il n'était bientôt plus question de ces réformes auxquelles Sigismond n'avait jamais songé sérieusement; il en avait fait la proposition afin d'obtenir autre chose, mais il savait de reste combien la tâche était au-dessus des forces d'un roi de Pologne. La petite noblesse, revenue d'un premier enthousiasme, renonça bientôt à des espérances chimériques. Attaquer ces grands seigneurs qui balançaient l'influence du monarque, eût été dangereux pour elle-même. D'ailleurs la position de cette noblesse était assez belle; l'égalité était garantie, autant qu'elle peut l'être, par la loi; — et enfin aucun statut, aucun décret ne pouvait neutraliser l'action de l'opulence et des liaisons de familles. Même le bonheur personnel du roi, unique résultat de tant d'efforts, ne devait pas durer. N'osant plus attaquer ouvertement la reine, ses ennemis recoururent à d'autres armes pour la frapper; six mois après, Sigismond la vit mourir dans ses bras, et les symptômes de sa maladie trahissaient les effets du poison.

Cette finesse dont le roi venait de faire preuve, épargna à la Pologne des guerres civiles que le schisme de l'église paraissait devoir amener. La réformation fit des progrès rapides; Raphaël Leszczyński se distingua au nombre des premiers qui osèrent s'avouer disciples de Luther; plusieurs prêtres abjurèrent publiquement leurs vœux; on en vit bientôt de mariés; quelques évêques même approuvaient la nouvelle doctrine. Sigismond qui entretenait un commerce de lettre avec Calvin, ne s'opposa guère aux innovations, sans vouloir toutefois se déclarer ouvertement pour

elles; une pareille démarche eût été dangereuse; les catholiques ne l'auraient jamais pardonnée, et les réformés, trop heureux d'être tolérés, ne l'exigeaient pas. Les évêques, ou du moins la plupart (et ce n'étaient pas ceux dont les mœurs inspiraient le plus de respect) résolurent de combattre un danger imminent: mais au lieu d'employer la persuasion, au lieu de désarmer leurs adversaires par la réforme d'abus manifestes, ils s'arrogèrent un pouvoir arbitraire en tout ce qui a rapport à la religion. Les arrêts cruels de ces tribunaux qu'aucune loi n'avait autorisés, achevèrent de les rendre odieux. Malgré l'illégalité de la procédure, les évêques trouvèrent moyen de faire exécuter leurs sentences; le nombre des victimes s'accrut; un prêtre, nommé Adam, fut brûlé vif, parce qu'il avait communié des laïques sous les deux espèces; une dame Zalassowska subit le même sort pour avoir nié la présence réelle dans l'eucharistie; et de nobles Polonais furent excommuniés, privés de leurs biens et de leurs charges, et bannis du royaume par l'arrêt d'un prélat!

Les dissensions et les inimitiés personnelles empêchèrent encore la Pologne de défendre la cause de l'Europe et la sienne contre les Turcs qui étendaient de plus en plus leurs vastes conquêtes. Déjà la Valachie était tributaire, et le Khan des Tatars de la Tauride vassal du Grand-Seigneur; l'empire ottoman touchait aux limites du royaume de Pologne d'un côté, d'un autre les janissaires envahissaient la Hongrie. Zapo-
lya qui disputait la couronne de ce pays à l'archiduc d'Autriche, les avait appelés à son aide: il s'aperçut trop tard des dangers de cette alliance, et il fit la paix avec son rival en se réservant la Tran-
sylv-

sylvanie. A son décès la guerre se ralluma de nouveau; la veuve de Zapolya et son enfant furent obligés de fuir devant ces Turcs qui prétendaient les défendre en soumettant la Hongrie. Cette veuve infortunée, soeur de Sigismond-Auguste, vint se placer sous l'égide de son frère. Le chancelier représenta à la diète, convoquée encore à Petrikau — 1552 — la nécessité de la secourir et de prendre les armes contre les fanatiques d'orient qui empiétaient déjà sur le territoire polonais. Raphaël Leszczynski se leva aussitôt pour le réfuter. A l'en croire, les infidèles n'étaient pas les ennemis les plus dangereux de la république, et il fallait réformer les abus du gouvernement avant de pouvoir tourner ailleurs son attention et ses armes. En continuant son discours cet orateur zélé dénonça de prétendus flatteurs et favoris du roi; il déclama fortement contre la tyrannie exercée par eux, et il finit par accuser les évêques d'être cause de tous les maux dont la république gémissait; c'étaient eux qui avaient d'abord souillé la foi par des superstitions, et qui persécutaient maintenant les disciples d'une religion plus pure, en s'arrogeant un pouvoir que les lois réservaient exclusivement à la diète. — Kmita, Tarnowski, tant d'autres appuyaient ses réclamations; de toute part on demandait à haute voix qu'il fût défendu aux évêques de prononcer sur la vie et sur l'honneur des Polonais; et Stanislas Orzechowski, chanoine de Przemyśl, vint augmenter le trouble par ses plaintes. Ayant été dégradé, excommunié et banni par son évêque Jean Dziaduski, pour avoir pris femme, il invoqua la protection des lois. Cette fois le bon droit était du côté des évêques; c'était un cas de discipline ecclésiastique. Orzechowski

n'en trouva pas moins des défenseurs au sein du sénat; et les évêques, prévoyant une décision défavorable, se hâtèrent de la prévenir en cassant eux-mêmes le jugement prononcé contre ce prêtre. Il fut réintégré, et on lui permit de garder sa femme en lui imposant la condition de demander l'indulgence du pape. Ainsi les prélats avaient éludé l'intervention de la diète, et maintenu leur compétence; et quoique la défense d'étendre leur juridiction fût généralement approuvée, ils eurent l'adresse d'arracher au roi et aux États une ordonnance par laquelle il fut arrêté que les évêques connaîtraient exclusivement de tout ce qui concerne la religion et ses dogmes. Ainsi, en cédant sur un cas particulier, le clergé gagna sa cause sur le fond de la question; et occupé de toute autre chose, on avait perdu de vue et les Turcs et les dangers du monde chrétien: on n'y songea plus!

L'ordonnance nouvelle ne pouvait avoir rapport à la Prusse orientale, réformée avant d'être réunie à la Pologne; mais les habitants de Danzig et de Torn en furent effrayés: ils songèrent à se donner à l'empereur, et il fallait toute l'adresse de Sigismond pour les maintenir dans la dépendance. Ces villes obtinrent la permission formelle de célébrer les rites de la religion réformée, tandis que les évêques sévissaient ailleurs contre les schismatiques. Les persécutions n'empêchèrent pourtant pas les novateurs de se réunir en synode, et les cruautés du clergé et les réformes jugées nécessaires furent plus d'une fois le sujet d'une discussion animée. Quelques sénateurs professant la doctrine de Luther et de Calvin demandaient que la messe fût célébrée en langue polonaise, le sacrement de la cène administré sous l'une et l'autre espèce, et

le célibat des prêtres aboli. D'autres, portant plus loin leurs vues, voulaient exclure les évêques du sénat, sous prétexte qu'ils n'étaient pas indépendants, puisqu'ils reconnaissaient une autorité étrangère, celle du saint siège. Sans amener un résultat quelconque, ces débats augmentèrent les désordres inévitables dans un état constitué comme la Pologne.

Ce règne mémorable fut signalé surtout par un événement de la plus grande importance, et qui marque une époque dans l'histoire de Pologne; par la réunion complète de ce royaume et du grand-duché de Lithuanie; mesure tant de fois discutée, et jamais accomplie. Réunis sous le même sceptre depuis deux siècles, ces états auraient dû n'avoir que les mêmes intérêts; l'amalgame aurait facilité la marche du gouvernement quel qu'il fût, et pourtant plus d'un obstacle l'avait retardé. Une certaine animosité divisait encore ces deux nations jadis ennemies; des préventions absurdes, et un orgueil qui les excitait l'une et l'autre à vouloir s'élever au-dessus de sa rivale, les empêchaient de se rapprocher, et les rois avaient des raisons particulières pour ne pas aplanir ces difficultés. Les descendants de Jagellon avaient pris l'habitude de regarder la couronne de Pologne comme étant élective; ils la tenaient des nobles, et le vote de ces mêmes seigneurs pouvait l'accorder à quelque rival. La Lithuanie au contraire, était l'ancien héritage de cette illustre famille; quoique certaines institutions y rendissent déjà le droit de succession assez précaire, ils voulaient à tout événement s'en assurer la possession, et ne pas la mettre entièrement à la disposition du sénat polonais. D'ailleurs, ils avaient su conserver dans le duché quelques restes de leur ancienne autorité, quelques prérogatives

dont la réunion des deux états sous la même législation eût entraîné le sacrifice. Afin de paralyser la puissance des ducs ses vassaux, et d'arrêter l'essor de leur ambition trop active, Jagellon avait bien accordé aux Lithuaniens tous les privilèges de la noblesse du royaume; mais partout la loi écrite est modifiée plus ou moins par l'usage. Les ducs s'étudièrent à entraver l'exécution de ce statut, et ils réussirent en partie. A une époque postérieure, depuis Kasimir IV, les rois étaient presque toujours eux-mêmes ducs de Lithuanie, et si auparavant il leur importait d'affaiblir l'influence de ces dangereux vassaux, ils avaient maintenant des intérêts opposés.

Tant de causes d'opposition auraient pu retarder encore une fusion désirable, si le roi avait eu des enfants; Sigismond-Auguste n'en avait pas, et une guerre étrangère amena enfin le dénouement.

L'ambassadeur du roi, envoyé en Livonie pour intervenir auprès du grand-maitre des Chevaliers du glaive en faveur de l'archevêque de Riga, fut tué par un commandeur de l'ordre. Sigismond ne tarda guère à venger cet affront; il marcha à la tête de l'arrière-ban, et l'ordre fut obligé d'acheter la paix à prix d'or. Peu de temps après, les chevaliers étant réduits à l'extrémité par les attaques de la Russie *), le grand-maitre Gottart Kettler implora le secours du roi de Pologne en se plaçant sous sa protection. Kettler vint en personne plaider sa cause à la diète de Krakovie, et il pria les États d'accomplir les promesses du monarque. Jamais guerre n'avait été entreprise

*) Afin d'éviter autant que possible le double emploi, nous avons renvoyé à la seconde partie tous les détails de cette guerre.

dans un but plus utile; on pouvait déjà prévoir que l'ordre ne tarderait pas à être sécularisé; c'était l'occasion d'acquérir une belle province, et de s'ouvrir de nouvelles voies de commerce. Les nobles en jugèrent autrement; les affidés de Sigismond exposèrent en vain les devoirs qu'un traité lui imposait, et les raisons d'état qui auraient dû les engager à lui prêter leur appui; l'éloquence et la finesse du grand-maître furent également vaines; ni lui ni le roi n'obtinrent le concours de l'aristocratie.

Justement irrité, le roi se retira à Wilna où Kettler parut avec lui. Ils y trouvèrent la diète lithuanienne plus disposée à seconder leurs desseins, et même les moyens de faire la guerre préparés d'avance. La Lithuanie était sans cesse exposée aux invasions subites des Tatars, ses alliés, qui l'attaquaient souvent sans le moindre prétexte, et invariablement chaque fois qu'ils éprouvaient le moindre retard dans le paiement de ces *présents* annuels, qualifiés de tribut par ceux qui les recevaient. Le besoin d'avoir constamment sur pied une force armée, capable de repousser ces ennemis perfides, était vivement senti, et depuis plusieurs années on s'était occupé d'y pourvoir. La presque totalité des domaines de la couronne avait passé entre les mains des nobles, à titre de starosties; et l'on convint — 1552 — d'imposer aux starostes, c'est-à-dire à ceux qui en avaient la jouissance à vie, l'obligation de payer la quatrième partie du revenu de ces terres pour l'entretien d'une troupe toujours disponible, appelée *l'armée du quart*. Ainsi le roi obtint, non sans peine, que le quart du moins de ce qui avait formé l'ancienne dotation de la couronne fût employé au bénéfice de l'état, les trois autres quarts restant aban-

donnés à l'avidité des particuliers; et encore le monarque eut à payer le même impôt pour le peu de domaines dont on ne l'avait pas dépouillé.

Autant pour exciter la jalousie des Polonais, que pour récompenser le zèle des Lithuaniens, Sigismond s'empressa d'assurer à ceux-ci la jouissance des privilèges dont les ducs les avaient frustrés en partie. Il fit plus; la Livonie cessa bientôt de former un état indépendant; elle se soumit à ses lois, et il affecta de la réunir — non pas à la Pologne, ou à la monarchie en général — mais à la Lithuanie. Cette démarche produisit l'effet désiré: les Polonais, jaloux et inquiets de voir le duché rival agrandi et illustré, firent quelques démonstrations tardives de dispositions à secourir le roi, et d'après l'exemple de la diète de Wilna, ils votèrent l'impôt du quart des starosties pour l'entretien d'une armée. Enfin ils sollicitèrent cette fusion dont ils avaient naguère repoussé l'idée.

Sigismond n'ayant point d'intérêts de famille à ménager et craignant une séparation des deux états après sa mort, désirait cette union étroite et indissoluble; mais profitant habilement des circonstances, il la fit acheter au prix de quelques concessions; à la diète de Petrikau les possesseurs de starosties furent obligés de les restituer en partie: les États confirmèrent l'institution de l'armée du quart, et malgré l'opposition de quelques seigneurs lithuaniens, l'oeuvre de la réunion fut enfin achevée à Lublin — 1569. Il y fut décidé que la Podolie et la Wolynie, provinces tant de fois disputées, appartenaient en commun à la Pologne et à la Lithuanie. On convint en outre que les deux nations n'en formeraient à l'avenir qu'une seule. Un roi élu par les suffrages confondus des

nobles polonais et lithuaniens, règnerait désormais sur l'un et l'autre pays; les sénateurs et les nonces de tous les deux, également confondus, ne formaient plus dès lors qu'une seule diète, et il n'y avait qu'un seul gouvernement.

Sigismond ne survécut guère à l'accomplissement de son ouvrage; avec lui s'éteignit la dynastie des Jagellons — 1572.

Quoique la monarchie fût élective depuis Kasimir le grand, la force des événements avait ramené la nation aux anciennes habitudes. L'incertitude et la délicatesse des rapports du royaume avec la Lithuanie obligeaient la noblesse polonaise à ménager celle du grand-duché, et à limiter le choix du Souverain aux membres de la dynastie régnante. Cette espèce de droit d'hérédité était devenu plus précaire, et l'influence des électeurs plus positive; mais en totalité, le mode de succession, sous le règne des Jagellons, ressemblait encore à celui qu'on avait observé du temps des Piasts, sinon en théorie, du moins en pratique.

Maintenant le dernier vestige d'un principe héréditaire venait de s'effacer; et, pour la première fois, la noblesse avait à donner la couronne sans se voir influencée par un pouvoir déjà existant, ni même par une obligation morale ou des souvenirs historiques. Pour le moment la souveraineté tout entière lui était dévolue; il n'y avait dans le pays d'autorité que la sienne; elle était maîtresse de stipuler d'avance à quelles conditions elle voulait se donner un roi, et de modifier et façonner à son gré la constitution du pays avant d'y établir le monarque de son choix.

L'aristocratie polonaise profita de cette position dominante pour vendre la couronne, d'abord en masse, à celui qui promettrait le plus d'avantages à la caste, chacun traitant ensuite individuellement de son vote.

Les intrigues, les cabales de toute espèce se multiplièrent en raison des candidats qui se déclarèrent ; la liste en était nombreuse. Ivan Vassilevitch, tzar de Russie, s'annonça des premiers ; quelques seigneurs lithuaniens, qui voyaient dans l'union avec la Russie le seul moyen d'assurer la paix, se montraient portés pour lui. Le duc de Prusse n'était pas sans espérances ; il comptait sur les protestants polonais. L'électeur de Saxe et le margrave d'Anspach se mirent également sur les rangs. Cependant les prétentions de tous ces princes furent bientôt oubliées, et tous les yeux se fixèrent sur trois autres candidats qui méritaient en effet d'attirer l'attention générale.

Jean, roi de Suède, beau-frère de Sigismond-Auguste, proposait son fils Sigismond. Ce jeune prince, neveu du roi défunt par sa mère, avait pour lui le sang des Jagellons qui coulait dans ses veines, et les troubles livoniens rendaient ce choix particulièrement convenable ; la Pologne disputait cette belle province à la Russie et à la Suède ; il fallait s'unir par les liens d'une alliance étroite à l'une de ces puissances ou bien les combattre toutes les deux.

Ernest, archiduc d'Autriche, fut proposé par son père, l'empereur Maximilien II ; la réputation de sagesse et de tolérance que ce monarque s'était acquise, inspirait aux protestants du royaume de la confiance pour son fils.

Enfin Henri de Valois, frère de Charles IX, roi de France, fut introduit sur la scène par l'entremise

d'un protecteur assez extraordinaire. Le nain Krassocki, après avoir amusé la cour de France par ses saillies, s'imagina que lui aussi pourrait donner un roi à son pays; il inspira le premier à quelques-uns de ses compatriotes l'idée d'élire Henri, et à celui-ci le désir de briguer la couronne d'un royaume presque ignoré en France. L'idée de procurer un établissement si brillant à ce prince souriait à sa mère Catherine de Médicis, qui le préférait à ses autres enfants, et qui, d'ailleurs assez portée à l'intrigue, s'occupait d'avancer ses intérêts.

Le nombre des prétendants qui avaient quelques chances de succès, se réduisit bientôt à deux. La France chargea Jean Montluc, évêque de Valence, du soin de travailler à l'élection de Henri; le comte de Rosenberg s'annonça en Pologne comme ministre de l'empereur; et le cardinal Commendon, nonce du pape, avait ordre d'y veiller aux intérêts de l'église, et d'obtenir, s'il était possible, un choix qui lui fût avantageux. Ces trois ambassadeurs traversaient la Pologne dans tous les sens, voyageant de château en château, de réunion en réunion, faisant les portraits les plus séduisants des princes dont ils défendaient la cause, et prodiguant en tous lieux des éloges, des promesses et de l'or. Montluc, qui en avait le moins à sa disposition, payait surtout de soumissions et de promesses, sans trop s'inquiéter si son client pourrait les acquitter jamais.

Durant ce temps la Pologne ne fut pas gouvernée du tout; le cas d'un interrègne, d'une régence, n'était pas prévu dans la constitution; aucune loi, aucune ordonnance ne pouvait servir de règle, et les choses marchaient au hasard. Plusieurs provinces

ayant convoqué des diétines, créèrent une confédération dite *du froc*, en signe de la douleur qu'inspirait la mort de Sigismond. Le but de cette confédération était de maintenir la tranquillité dans l'intérieur, et de défendre les frontières en cas d'attaque. Uchanski, archevêque de Gnezne, primat du royaume, s'arrogeait l'autorité de régent; le grand-maréchal Firley la lui disputait. Ils convoquèrent l'un et l'autre des diètes et des assemblées, sans jamais pouvoir réunir un nombre de sénateurs et de nonces assez considérable pour figurer comme représentation nationale. Cependant la nécessité de sortir de cet état pénible fut généralement reconnue; il fallait évidemment au moins trouver moyen de se réunir, de discuter les affaires du royaume et d'établir un gouvernement quelconque. Le primat l'emporta enfin, grâce à cette nécessité et à son obstination, et les seigneurs de la grande Pologne, réunis à Kaski, fixèrent au 6 de Janvier de l'année prochaine — 1573 — l'ouverture d'une diète préliminaire, appelée *diète de convocation*, qui devait se réunir à Varsovie, régler irrévocablement le gouvernement provisoire durant l'interrègne, subvenir aux besoins de l'état, convoquer la diète d'élection, et statuer sur la manière d'y procéder. Leur résolution eut l'approbation générale; même le parti de Firley n'osa s'y opposer, quoique cet appel ne fût rien moins que régulier. Les diétines, où l'ordre équestre de chaque palatinat choisit ses nonces chargés de ses pleins-pouvoirs, furent tenues le 13 Décembre, jour indiqué par l'assemblée de Kaski, et enfin l'autorité de la diète de Varsovie ne put être mise en doute.

Elle fut ouverte par une discussion des plus vives sur les fonctions des grands-dignitaires durant la va-

cance du trône : mais bientôt le sénat et les nonces y mirent un terme en décidant que la faculté de convoquer les diétines et les diètes, de recueillir les voix, et de *nommer* le roi appartenait au primat ; et, afin de ne pas trop blesser l'orgueil de Firley, on réserva au grand-maréchal de la couronne le droit de *proclamer* le nouveau monarque.

Les affaires ostensibles n'étaient pourtant pas les seules importantes de la diète de convocation ; les ambassadeurs y trouvaient l'occasion d'agir sur une société plus concentrée, de se consulter, de sonder les intentions des uns et des autres, de former des coteries, et de convenir d'avance avec leurs amis de la tactique à suivre à l'époque décisive. Jusque-là Comendoni s'était intéressé au succès de l'Autriche ; mais il s'aperçut enfin que le parti de l'archiduc se composait surtout de Firley et des adhérents du calvinisme, auxquels les massacres de la St. Barthélemy avaient inspiré une aversion très-naturelle pour la France. Prévoyant dès lors qu'Ernest, s'il parvenait au trône, serait toujours dans la nécessité de s'appuyer sur le parti qui l'aurait élevé, et de le favoriser, le cardinal mit tout le poids de son influence du côté de Henri qui paraissait déjà l'emporter.

A côté de ces menées sourdes et de ces manœuvres occultes, la diète procéda avec une certaine régularité dans la partie de son activité qui fut exposée au grand jour. Malheureusement les décisions d'une assemblée qui avait à régler les destinées futures de la patrie, dépendaient assez souvent d'un pur hasard — ou d'un entraînement subit. Ainsi quelque nonce obscur, être insignifiant que personne n'avait remarqué, s'avisa tout d'un coup de demander, en élevant

la voix du sein de la foule, si la diète d'élection serait composée du sénat et des nonces comme toute autre, ou si chaque gentilhomme aurait le droit d'y voter? — Jusqu'alors personne assurément n'avait pensé que c'était là une question à faire; et pourquoi cette assemblée aurait-elle des formes insolites? — Jean Zamoyski, nonce de Belz, fut frappé d'une idée si neuve; jeune, brillant et fougueux, il s'en empara. Il déclara que tous les nobles étant égaux d'après les lois polonaises, tous étant également appelés à défendre le royaume, tous devaient participer aux franchises du pays, surtout au plus précieux des privilèges, à celui de nommer un roi: d'autant plus qu'on pouvait toujours revenir sur les mauvaises décisions d'une diète corrompue, mais non pas sur une élection imprudente. On pouvait donc confier les affaires ordinaires aux soins d'un certain nombre de délégués, mais le droit le plus sacré, chaque membre de la noblesse souveraine devait l'exercer en personne. Son avis prévalut, Zamoyski devint extrêmement populaire, ce fut le commencement de sa grandeur; et pourtant il venait d'ajouter à la constitution de sa malheureuse patrie, de nouveaux éléments d'anarchie et de trouble.

Il s'agissait maintenant de fixer le lieu et le jour de la diète d'élection: plusieurs voix exprimaient le désir qu'elle fût tenue sur les confins de la Pologne et de la Lithuanie; mais, à l'instigation du légat, la majorité se décida pour Varsovie. Dans cette partie centrale du royaume la doctrine de Luther avait fait le moins de progrès, tous les nobles y étaient restés fidèles à l'église catholique, et dans la Mazovie, où la ville est située, on en comptait entre trente et quarante mille. Commendonni calculait que probablement

ils paraîtraient au grand complet, tandis que les nobles réformés des provinces éloignées seraient retenus chez eux en grande partie, parce qu'ils manquaient des moyens de faire un voyage si long. Il comptait à Varsovie plus qu'ailleurs sur une majorité catholique, et même sur une force armée capable de soumettre le parti contraire. Toutes les grandes questions étant décidées, la diète, sur le point de se séparer, s'occupait encore d'expédier à la hâte quelques affaires d'une moindre importance, lorsque Pierre Zborowski, palatin de Sandomir, lui présenta un projet de loi sous le titre de la paix des dissidents. Par cet acte, tous les ordres se seraient engagés à se maintenir mutuellement dans une entière liberté de créance. Cette loi paraissait calculée uniquement pour garantir le repos dans l'intérieur du royaume; elle fut sur le point de passer sans exciter de remarque, et pourtant elle ne tendait à rien moins qu'à anéantir le principe d'une religion d'état par la manière dont le mot de dissidents y était employé. Par ce nom de nouvelle invention on désignait non seulement les protestants et les grecs comme des sectaires qui s'étaient séparés d'une église dominante, mais les catholiques mêmes, enfin toutes les différentes communions de la religion chrétienne, comme égales en droits et dissidentes entre elles. Le primat Uchanski s'aperçut le premier de la portée du décret; cet archevêque, qu'on avait accusé de favoriser la réforme, éleva maintenant sa voix contre l'innovation. L'unité de créance étant à ses yeux la plus sûre garantie de l'unité politique, il appuya fortement sur la nécessité d'une religion d'état; et la proposition de Zborowski n'ayant obtenu qu'un petit nombre de signatures, ne fut pas insérée dans les actes.

Cependant le moment de la crise approchait; l'inquiétude et le malaise universel augmentaient. Le camp d'élection fut marqué dans la vaste plaine de Praga; il reçut d'après sa forme circulaire, le nom de *Kolo* (cercle) qui lui est resté, et chaque palatinat y avait son quartier séparé. Le 5 d'avril, jour de l'ouverture, cette vaste enceinte se remplit d'une multitude brillante et martiale: à l'éclat des armes étincelantes on l'aurait cru rassemblée pour combattre; à la richesse recherchée des vêtements on l'aurait pu croire convoquée pour disputer le prix dans des jeux guerriers. La tente de Sigismond, destinée aux délibérations ministérielles, était déployée au centre *).

On s'occupa d'abord de l'établissement d'un tribunal *du Froc*, appelé ainsi de la confédération du Froc. Les *trois nations* du royaume — la grande Pologne, la petite Pologne et la Lithuanie — y étaient représentées; les deux grands-maréchaux, trois sénateurs désignés par eux, un dans chaque nation, et douze nonces tirés au sort à raison de quatre dans chaque nation, formaient ce tribunal chargé de connaître des délits que les étrangers pourraient commettre pendant le temps de l'élection.

Le duc de Prusse s'attira de nouveaux refus, en sollicitant le droit de prendre part à l'élection: la noblesse souveraine ne voulut pas permettre à son vassal de s'élever jusqu'à elle. Ensuite on donna audience aux ambassadeurs. Le légat du pape parla le premier; il conseilla au nom du Saint-Père d'élire un

*) Une espèce de bâtiment en forme de carré oblong, couvert d'un simple toit de chaume, soutenu par quelques troncs d'arbres et entouré d'un fossé, remplaça par la suite la tente. Il fut désigné par le nom de *Szopa*, hangar.

roi zélé pour l'intégrité de l'église. Les ministres d'Autriche et de France renouvelèrent des protestations tant de fois répétées, et celui de Suède fut de tous le moins écouté. Pourtant ses offres étaient les seules qui eussent rapport au salut de l'état : il promit la cession de quelques villes en Livonie, des secours contre la Russie, et surtout l'assistance d'une flotte suédoise pour bloquer Narva. — Firley et les siens, désireux d'embrouiller la discussion, se proposaient d'introduire quelque nouveau prétendant ; déjà on parlait vaguement de candidats polonais de naissance. Jean Zamoyski sut les écarter par une motion inattendue ; il demanda que ceux-là eussent à se proposer en personne comme les autres, et sans assister aux débats ; aucun ne parut.

Une commission fut nommée pour résumer la discussion et faire un rapport à la diète sur les discours et les propositions des ambassadeurs. L'évêque de Plock parla en faveur de l'archiduc Ernest ; il fit sentir que l'Autriche étant forte et voisine, ayant aussi les Turcs à craindre et à combattre, son alliance avec la Pologne pouvait assurer la supériorité sur l'ennemi commun. Mais Karnkowski, évêque de Kujavie, qui prit la parole pour le prince de Valois, représenta les relations de famille de l'archiduc comme dangereuses pour la république ; l'Autriche pouvait prêter son appui à Ernest et le soutenir par la force. Henri au contraire n'aurait jamais de puissance que celle dont la noblesse voulait bien le revêtir, et il ne pourrait jamais se soustraire à sa tutelle. Cette observation dut faire une grande impression.

Enfin l'heure de la décision avait sonné ; la capitulation que le roi futur devait accepter, fut rédigée ;

les ambassadeurs quittèrent le camp d'élection pour se retirer à Varsovie; le primat recueillit les voix; au dépouillement la majorité se déclara pour Henri de Valois, et Uchanski s'empressa de le proclamer. Firley protesta vivement; accompagné des siens il se retira au village de Grochow, où il fit mine de vouloir se défendre. De toutes parts on courut aux armes pour le réduire par la force, et la couronne faillit devenir le prix d'une victoire. Quelques hommes moins emportés se jetèrent entre les partis; on entra en négociations; Firley se plaignait du primat qui avait proclamé le roi, ce qui ne rentrait pas dans ses fonctions; il demandait qu'on rapportât cet acte illégal, et que la paix des dissidents fut insérée dans la capitulation. On s'arrêta enfin à une espèce de terme mi-toyen: le grand-maréchal proclama Henri comme si la cérémonie n'avait pas encore eu lieu et il fut permis aux protestants de présenter séparément le décret qui devait assurer leur tranquillité.

Montluc signa et jura au nom de son maître tout ce qu'on lui présenta; il ne fit par là que remplir ses promesses antérieures. Les documents sanctionnés par les États et acceptés par lui, étaient au nombre de trois. Par le premier les lois du royaume, les privilèges, les franchises et les immunités de la noblesse étaient confirmés. Le second contenait les stipulations nouvelles, ces articles fameux, connus sous le nom des *pacta conventa*. En voici la substance.

1. „Le roi ne doit ni choisir son successeur, ni le faire élire de son vivant, ni même le proposer aux États sous quelque forme que ce soit, afin que l'élection d'un nouveau roi, après la mort du premier, soit parfaitement libre.” — La noblesse avait joui de sa toute-puissance,

puissance, elle s'était aperçue combien étaient avantageuses pour elle les époques d'inter règne qui lui donnaient la faculté de changer à son gré les lois, et celle de mettre son vote à l'enchère; elle eut soin de s'assurer les mêmes avantages pour l'avenir, et d'écarter tout ce qui pouvait ramener une certaine régularité dans le mode de succession en fixant la couronne dans une famille.

2. „Le roi ne portera plus les titres de maître „et héritier, usités jusqu'à l'époque de Sigismond-Auguste.”

3. „Le roi ne déclarera pas la guerre, il ne „fera pas la paix, il n'imposera pas de taxes, il ne convoquera pas l'arrière-ban, et il n'enverra pas d'ambassadeurs aux cours étrangères sans le concours des „États de la république.”

4. „Il aura à ses côtés un conseil permanent „de quatre sénateurs, relevés tous les six mois; à „cette fin on nommera à chaque diète quatre évêques, „quatre palatins et huit castellans, qui rempliront tour- „à-tour ces fonctions jusqu'à la prochaine convocation „des États.” Dans les intervalles des diètes le sénat avait déjà exercé une espèce de tutelle: maintenant cette surveillance de tous les instants fut définitivement régularisée, et le monarque se vit entouré d'un conseil qui n'était pas de son choix.

5. „Les diètes ordinaires seront convoquées tous „les deux ans et dureront six semaines.”

6. „Les dignités, les charges et les starosties ne „pourront être données qu'aux indigènes.” Article déjà bien souvent confirmé, qu'on jugea cependant nécessaire de rappeler encore à un roi étranger.

7. „Le roi ne pourra ni se marier ni divorcer „sans le consentement du sénat.”

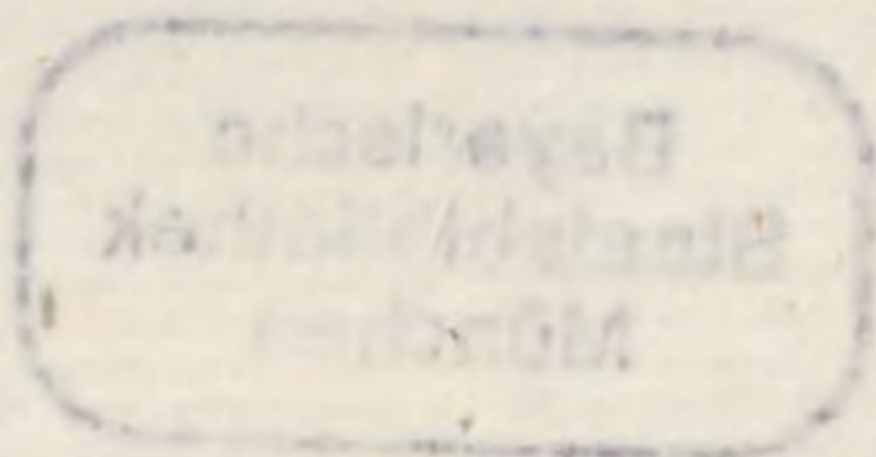
8. „La noblesse aura la faculté de choisir des „juges, tirés de son ordre pour décider les affaires li- „tigieuses.” Le droit d'administrer la justice, la plus ancienne fonction des rois, les souverains de la Po- logne l'avaient conservé jusqu'alors. Des tribunaux subalternes on interjetait appel aux cours palatinales, et de celles-ci au roi. L'indolence de Sigismond-Auguste et l'état chancelant de sa santé lui firent quelque- fois négliger ses devoirs à cet égard, et plus d'une fois l'aristocratie avait demandé la permission d'y sup- pléer par le choix de juges qui prononceraient en son nom; jamais Sigismond n'avait voulu y consentir. Main- tenant il n'y avait personne qui pût s'y opposer.

9. „Dès que le roi contreviendrait d'une manière „quelconque aux anciennes lois, ou à ces nouvelles „conventions, ses sujets seraient par là même déliés „du serment de fidélité.”

Lorsque l'élection de Henri fut décidée, on ajouta les articles suivants: „que Henri dépenserait tous les ans en Pologne 450,000 florins du revenu de son apanage en France; qu'il maintiendrait *à ses frais* une marine française dans la Baltique, et 4000 gascons au service de la Pologne; qu'il paierait *de ses fonds* les dettes de Sigismond-Auguste, et qu'il maintiendrait *à ses frais* cent jeunes gens, fils de nobles polonais à la cour de France, et cinquante ailleurs.”

Le troisième document, c'était la paix des dissi- dents.

Henri de Valois assiégeait la Rochelle lorsqu'il apprit son élévation au trône; il s'empressa de revenir à Paris pour y recevoir les ambassadeurs de Pologne.



Quel dut être son étonnement lorsqu'il eut connaissance des pacta conventa ! s'il prêta les serments exigés, il ne s'y résigna pas sans difficulté ; surtout il fallut expliquer de manière à l'adoucir l'article qui autorisait la révolte de ses sujets. Comment Henri, qui venait de combattre les huguenots en France, pouvait-il donner aux protestants polonais les garanties demandées par eux ? — La discorde qui se manifestait à cet égard au sein de l'ambassade même paraissait l'en dispenser ; mais Zborowski, l'un des envoyés, le tira de son erreur en lui déclarant qu'à moins de jurer l'observation de ces articles aussi bien que des autres, il ne serait jamais roi de Pologne. Henri céda même sur ce point, malgré la protestation de l'évêque de Posen, chef de la mission.

La couronne des Sarmates avait perdu tout attrait aux yeux du prince appelé à la porter, à cause de cette capitulation qui la dépouillait en effet de tout éclat et de toute apparence de dignité. D'ailleurs, la mauvaise santé de son frère autorisait en lui l'espérance de régner un jour sur sa patrie. Il ne s'empressa pas de se rendre dans ses nouveaux états ; et peut-être n'aurait-il jamais quitté la France, si Charles IX qui craignait en lui le favori de leur mère et l'idole d'une faction, ne l'avait pour ainsi dire forcé de se mettre en route.

Henri arriva enfin à Krakovie, dégoûté d'avance de sa position, et les premiers événements de son règne n'étaient pas faits pour lui en donner une idée plus avantageuse. Le couronnement faillit être interrompu par Firley et par les protestants qui se méfiaient des intentions du nouveau monarque. Ils exigeaient de lui des serments renouvelés en présence des

Etats; et sans la présence d'esprit de son ami Pibrac, qui ordonna de continuer la cérémonie malgré les murmures, les cris et les menaces, le sacre n'aurait pas été accompli.

Les Polonais voulaient se débarrasser de la princesse Anne, soeur de Sigismond-Auguste, dont l'apanage leur était à charge, et ils firent au roi la proposition de l'épouser. La princesse avait cinquante ans, Henri en comptait vingt-trois; le mariage n'aurait pas été des mieux assortis! — Henri réclama vivement; il se retrancha derrière les pacta conventa, qui ne lui imposaient à cet égard que des obligations négatives; trouvant de l'énergie dans sa frayeur même il eut la fermeté de ne pas l'épouser, et les Polonais s'étonnèrent de l'excès d'autorité qu'ils avaient laissé à leur roi!

Les éléments de mésintelligence se multiplièrent; une querelle entre Samuel Zborowski et Jean Tenczynski, castellan de Woinicz, amena un combat dans l'enceinte du château. Jean Wapowski voulant séparer les deux partis, tomba sous les coups de Zborowski; les amis puissants de cet homme tué par mégarde, victime d'une aveugle fureur, en portèrent plainte au roi. Zborowski fut condamné à l'exil, mais sans être privé de ses biens ni de ses honneurs. On trouva cet arrêt trop doux; tout le parti des Tenczynski s'en offensa, et les murmures augmentèrent lorsqu'on vit le roi disposer, en faveur du frère de Zborowski, du palatinat de Krakovie, vacant par la mort de Firley.

Presque abandonné des Polonais, Henri se crut déplacé et superflu à Krakovie, où il ne s'occupait que de ses plaisirs et de la France. Enfin la nouvelle tant désirée arriva: Charles IX n'était plus; le royaume de

leurs aïeux rappelait son frère Henri. Ce prince en fit part à quelques Polonais qui lui conseillèrent de convoquer la diète, pour obtenir d'elle la permission de retourner dans sa patrie; mais la France n'était point tranquille, et les délais étaient dangereux; s'il retardait son départ, Henri s'exposait à perdre sa couronne héréditaire pour en conserver une autre qui n'en valait guère la peine. Il aima mieux s'enfuir; des lettres laissées dans sa chambre à coucher expliquaient ses intentions, et un coursier rapide l'emporta de nuit vers la frontière. On s'aperçut bientôt de son évasion; aussitôt des détachements armés se mettent à le poursuivre pour le forcer au retour; Tenczynski ne parvient à l'atteindre qu'en Silésie, et ne peut le ramener ni par la persuasion ni par la force qu'il n'ose employer sur un territoire étranger. Certes un roi qui se dérobe ainsi à l'empressement de ses sujets: c'était un spectacle nouveau!

La diète décréta à Varsovie qu'on procéderait à une nouvelle élection si Henri n'était pas de retour en Pologne le 12 mai de l'année suivante — 1575. — Effectivement, après cette attente devenue inutile, le trône fut déclaré vacant.

Toutes les intrigues de la dernière élection furent renouvelées: le primat Uchanski offrit d'abord ses services au tzar de Russie, et n'ayant pas été encouragé de ce côté, ce vieux prélat fit des propositions à l'Autriche, quoique naguère il se fût montré actif pour la France, à cause de l'inimitié personnelle qu'il avait vouée à Firley. Presque tous les sénateurs portaient l'archiduc Ernest; mais n'étant pas sûrs de la majorité, ils insistaient fortement sur la nécessité de faire appuyer ses prétentions par une armée allemande. Le roi de

Suède promettait encore, sans pouvoir se créer un parti considérable, les mêmes avantages qu'il avait offerts après la mort de Sigismond, — et cette fois comme la première le candidat qui devait l'emporter fut annoncé d'une manière peu commune. Déjà du temps de l'élection précédente, le Sultan Selim avait écrit aux États de Pologne; sa défense formelle d'élire un prince autrichien était accompagnée du conseil de donner la couronne au vertueux palatin de Sandomir, au prince de Suède, ou bien, si les Polonais voulaient le meilleur des rois, à Étienne Bathory duc de Transylvanie, célèbre par sa valeur.

Depuis, l'exilé Samuel Zborowski avait trouvé un asile à la cour de Bathory; l'élection de ce prince pouvait le ramener lui-même dans sa patrie: il en espérait encore d'autres avantages, et il sut attirer sa puissante famille et le parti nombreux qui en dépendait, dans les intérêts d'Étienne. L'éclat de ses victoires parlait en faveur de ce prétendant. Les seigneurs du parti autrichien lui reprochaient d'être tributaire de la Porte ottomane, et indigne par sa position d'aspirer au diadème des Piasts et des Jagellons; mais d'autres, moins orgueilleux et moins jaloux de l'honneur national, voyaient précisément dans ces liens de vasselage les garanties d'une paix constante avec la Turquie; et le parti du prince transylvain gagna bientôt une prépondérance marquée.

Jean Zamoycki, qui exerçait un empire presque absolu sur l'ordre équestre dont il était l'idole, avait songé à faire valoir son influence en faveur de Jean Kostka, palatin de Sandomir, ou de Jean Tenczynski, palatin de Belz. Ils refusèrent l'un et l'autre, protestant qu'ils préféraient l'honneur de disposer d'une cou-

ronne à celui de la porter. Zamoyski, ami personnel de la princesse Anne, s'allia alors au parti des Zborowski, à condition qu'après son élévation, Bathory donnerait la main à cette princesse.

L'élection fut des plus tumultueuses; au milieu du bruit tout l'ordre équestre se déclara pour Étienne et Anne; et malgré les protestations d'Uchanski et de presque tous les sénateurs, le duc de Transylvanie et la soeur de Sigismond-Auguste furent proclamés de la manière la plus irrégulière. D'après les statuts, le roi ne pouvait entrer en fonction avant d'avoir été nommé par le primat et proclamé par le grand-maréchal; mais aucune loi explicite n'imposant à ces grands-dignitaires l'obligation de proclamer le monarque élu par la majorité, ils croyaient pouvoir s'en dispenser. Ils quittèrent le camp d'élection; presque tous les sénateurs les suivirent; et réunis en armes dans un autre endroit, ils nommèrent, non pas l'archiduc d'Autriche, mais l'empereur Maximilian II son père, comme si en appelant au trône un monarque âgé et valétudinaire, ils avaient voulu séduire la petite noblesse par la perspective d'un règne très-court et d'une nouvelle élection prochaine.

Les ambassadeurs de Bathory se hâtèrent de signer les nouveaux pacta conventa. Par cet acte le roi confirmait les lois du pays, les privilèges des nobles, et nommément la capitulation de Henri. De nouveaux articles lui imposaient en outre l'obligation de payer les dettes de la république, de reprendre les villes et les provinces enlevées par les Russes, d'obtenir une paix solide avec la Turquie et le khan de la Krimée, et de racheter à ses frais les nobles polonais qui avaient été faits prisonniers par les Tatars. De plus,

il devait verser 200,000 florins au trésor public, même avant son arrivée dans le pays, et entretenir de ses revenus 1500 fantassins. Il lui était défendu de demander des secours étrangers sans le consentement des États, et d'envoyer hors du pays l'armée de la république.

Zamoyski et les siens se réunirent à Jedrzeiowice, résolus de combattre comme ennemis de la patrie tous ceux qui ne partageaient pas leur opinion; et Bathory, à peine couronné à Krakovie — 1. mai 1756 — à peine marié à une femme beaucoup plus âgée que lui, vint se placer à la tête de cette armée. Le primat céda à la force, et la ville de Danzig osa seule opposer une résistance sérieuse. Les habitants de cette ville tout allemande avaient reçu avec transport la nouvelle de l'élection de Maximilien; craignant alors d'en être punis par la perte de leurs immunités, ils bravèrent les efforts d'Étienne, et les bravèrent avec succès. Le roi, ne pouvant les réduire par la force, signa la paix négociée par l'entremise des princes d'Allemagne; la ville, en payant une forte amende, obtint son pardon et la confirmation de ses privilèges. Pendant ce temps la mort de l'empereur avait délivré Bathory de toute inquiétude; il pouvait songer maintenant à convoquer la diète du royaume, et à étendre les limites de la monarchie.

L'époque convulsive qui s'était écoulée depuis la mort de Sigismond-Auguste, avait servi à développer entièrement la constitution du pays; enfin à lui donner la forme qu'elle a conservée jusqu'à la chute de la république.

En principe, toutes les places du gouvernement étaient purement et simplement honoraires; aucune

charge ne donnait des titres à une rémunération pécuniaire. Il en résultait que, grâce à son opulence, la haute aristocratie pouvait seule aspirer aux grandes dignités; que ministres et sénateurs ne résistaient pas toujours à l'attrait de l'or, et qu'ils ne jugeaient pas même nécessaire de cacher leur vénalité. D'ailleurs, les sénateurs et les nonces connaissaient l'art de se faire payer en starosties.

Deux archevêques, quinze évêques, trente-trois palatins, quatre-vingt-cinq castellans, et un staroste, celui de Samogitie, formaient le sénat; les autres starosties ne donnaient pas le droit d'y siéger. Le primat, archevêque de Gnezne, était le chef de cette auguste assemblée, légat né du saint siège, et régent du royaume durant la vacance du trône. Les palatins, appelés woyewodes dans des temps plus anciens, étaient gouverneurs civils et militaires des provinces; ils y présidaient aux diétines. Les castellans exerçaient les mêmes fonctions dans les subdivisions des palatinats, et ils représentaient le palatin pendant son absence. Autrefois le titre de castellan avait été donné aux commandants des villes royales et des châteaux du monarque, mais à cette époque les villes et les châteaux étaient aliénés sous le nom de starosties.

Le clergé occupait le premier rang au sénat; les palatins prenaient place après les évêques, et les castellans venaient les derniers, excepté celui de Krakovie qui était tout-à-fait hors de rang et le premier des sénateurs laïques; distinction qu'un castellan de Krakovie avait obtenue pour lui-même et pour ses successeurs dans son emploi, à cause d'une victoire qu'il avait remportée après la fuite de son palatin.

Les grands-dignitaires de la couronne, ministres du roi, siégeaient au sénat sans être sénateurs, c'est-à-dire sans y avoir voix délibérative; ils étaient au nombre de dix, savoir: les grands-maréchaux, les grands-chanceliers, vice-chanceliers, trésoriers et maréchaux de la cour, de la Pologne et du grand-duché. Les grands-généraux de la couronne et de la Lithuanie n'avaient pas, comme tels, le droit d'assister aux séances; leurs remplaçants, appelés petits-généraux, et les autres fonctionnaires de la cour, tels que le grand-chambellan etc. ne l'avaient pas non plus. Quoique la Pologne et la Lithuanie n'eussent qu'une seule législation, les armées et les finances des deux pays ne furent jamais confondues, et la loi en déclarait les fonctionnaires publics respectivement indépendants les uns des autres.

Toutes ces places étaient à la nomination du roi et inamovibles; ces cent-trente-six législateurs à vie*) seuls dépositaires de la souveraineté dans les intervalles des diètes, n'avaient pourtant pas le droit d'exercer à eux seuls le pouvoir législatif. La constitution du pays réservait cette faculté à la diète présidée par le roi, et composée du sénat et de la chambre des nonces. Les députés de l'ordre équestre, élus dans les diétines pour une session, choisissaient dans leur sein

*) Pendant le temps où la Livonie était réunie à la Pologne, ce nombre s'accrut d'un évêque, de trois palatins et d'autant de castellans livoniens. En général, il a varié selon l'étendue du territoire, sans jamais excéder de beaucoup le nombre indiqué. — Quoique le roi ne pût ôter leurs emplois aux ministres, la diète s'était réservé la faculté de les déposer en cas de crimes capitaux.

un président appelé maréchal de la diète, les fonctions duquel se bornaient à la même durée. Une seule fois les nonces n'élurent pas de maréchal: ce fut à la première diète de convocation — 1573 — où ils présidaient tous leur ordre à tour de rôle, en se relevant journellement. Quoique le sénat et les nonces fussent réunis dans la même enceinte, on regardait les derniers comme formant un corps politique à part, et ils agissaient souvent comme tels.

Il est inutile de rappeler ici le mécanisme des diètes et des diétines, ou de récapituler les droits et les privilèges que la noblesse exerçait par l'organe de son élite; il en a été question à l'époque de Sigismond-Auguste, et les articles de Henri et d'Étienne Bathory en contiennent le reste.

Depuis ce temps chaque diète s'occupait, immédiatement après l'ouverture, de la lecture des *pacta conventa*, suivie d'une stricte investigation de la conduite du roi; ensuite on examinait les nouvelles propositions, on expédiait les affaires, et pendant les derniers jours on recueillait les voix. Cette marche introduite par l'usage présentait encore de très graves inconvénients; un seul instrument contenait tous les projets de lois, toutes les propositions discutées durant la session, enfin le résultat des travaux de la diète, et un seul vote en décidait. Ce décret devait être accepté ou rejeté dans sa totalité, et pour en écarter un seul article, il fallait annuler toutes les décisions prises.

Il existait encore une autre espèce d'assemblée de noblesse, qu'il n'est pas aisé de définir; c'était *le rokosz*, dont le nom même est une énigme, ou du moins d'une étymologie assez peu certaine. Tout noble était

teu d'y paraître en personne, et nul n'osait s'y présenter sans armes. Apparemment la convocation de l'arrière-ban avait servi à en introduire l'usage; depuis quelque temps déjà cette milice féodale avait pris l'habitude de délibérer au lieu de combattre, si toutefois il est permis de traiter de réunion délibérante une foule d'enragés, occupés à s'accuser les uns les autres, querellant sans cesse, suppléant aux arguments par des coups de sabre — et se séparant à la fin sans avoir pris une décision quelconque. Maintenant une loi expresse appelait tous les nobles à prendre part à l'élection d'un roi, et on avait une idée vague, que dans les grandes crises d'état les intérêts de la nation ne pouvaient être confiés à un nombre limité de représentants, comme dans les temps ordinaires, et que la masse des mandataires eux-mêmes devait s'assembler alors. Aucun statut ne parlait pourtant du *rokosz*, et personne ne savait au juste quel degré d'urgence pouvait en motiver la réunion, ni quelle était l'étendue de sa compétence.

La position des ministres de la couronne paraît encore bien plus singulière que le reste: indépendants de la volonté du roi, ils n'étaient pas ses agents; nommés par lui, et à vie, ils n'étaient pas non plus l'organe d'une majorité parlementaire! — Le monarque ne pouvait agir que par leur ministère, et pourtant il n'avait aucun moyen ni de les forcer à lui obéir, ni de les renvoyer en cas de refus! — D'ailleurs, si les grands-dignitaires n'avaient pas toujours la confiance du roi, on ne jugea pas qu'il dût nécessairement posséder la leur; entre autres droits, le grand-chambellan avait celui de fouiller son souverain quand bon lui semblait.

Le grand-maréchal de la couronne, espèce de maire du palais, exerçait une autorité fort arbitraire dans l'intérieur du château et à trois lieues à la ronde. Le titre des autres fonctionnaires exprime la nature de leurs emplois. Mais il n'est pas également facile de dire quelles étaient les prérogatives du roi, si ce n'est de faire des propositions à la diète; d'administrer quelquefois la justice, avec le concours du sénat; de nommer aux dignités vacantes, sauf à observer toutes les restrictions, toutes les clauses, toutes les conditions qu'on y avait mises; et de commander l'armée dans le cas d'une guerre, en supposant toutefois les grands-généraux disposés à lui obéir. Son pouvoir échappe presque à l'analyse!

Ces privilèges que l'aristocratie exerçait collectivement, n'étaient pourtant que la moindre partie de ses franchises; dans ses terres chaque noble jouissait individuellement des droits de la souveraineté; il y était maître et roi! La législation du royaume ne concernait que lui, que sa classe, et aucun tribunal n'était autorisé à intervenir entre lui et la masse du peuple dont les lois ne s'occupaient point. Si un noble tuait un serf, il mettait quinze florins sur la fosse, et aucune enquête ne pouvait avoir lieu; si la victime appartenait à un autre seigneur, l'honneur obligeait le meurtrier de donner un remplaçant à celui qui en avait fait la perte.

On pourrait dire que la Pologne n'était pas un état, mais une vaste confédération d'une infinité de petits despotes conjurés contre le roi et contre le peuple; et cet étrange système de lois, cette organisation compliquée, machine où tous les rouages étaient calculés pour s'arrêter les uns les autres, paraissait in-

venté uniquement pour empêcher qu'il n'y eût un gouvernement central — un pouvoir régulateur !

Dans son château, chaque grand seigneur s'entourait d'une foule de domestiques et de soldats ; car il tenait à avoir une garde plus nombreuse que le roi, et à l'habiller avec plus de luxe. Ceux qui portaient sa livrée étaient en grande partie des nobles ses égaux d'après la loi ; mais si quelqu'un de ces messieurs avait commis une faute, on lui appliquait des coups de *canchou* comme aux autres ; seulement, par égard pour l'illustre origine du malfaiteur, on avait soin d'étendre un tapis sous ses genoux pendant l'opération. Et pourtant ce même individu, qui s'était vendu aux caprices d'un maître et placé sous sa férule, avait le droit de braver le monarque, et de se soustraire aux lois ; jamais un noble ne pouvait être arrêté avant d'être condamné, quelque crime qu'il eût commis, et fût-il même surpris en flagrant délit.

Quant à la classe industrielle, elle se composait, de tout temps, d'étrangers formant un corps distinct de la nation, et placés, comme les Juifs, sous la protection du souverain. Mais le nombre des villes qui dépendaient directement de la couronne avait diminué au point qu'il n'en restait presque plus. C'étaient maintenant autant de starosties ; les starostes avaient le droit d'y administrer la justice, et le pouvoir de véritables seigneurs. Posséder des villes étant un objet de l'amour-propre des nobles, leur influence y avait bientôt détruit tout ce qui pouvait promettre une prospérité future. L'industrie n'existait pas en Pologne ; les métiers les plus indispensables y étaient exercés par un petit nombre d'étrangers qui venaient s'y établir pour quelque temps et qui retournaient

dans leur patrie dès qu'ils en avaient gagné les moyens.

Les Polonais, fiers de cette liberté dont ils se vantaient, ne voyaient point les dangers d'un tel état de choses; il ne fallait pourtant pas un bien grand effort d'esprit pour se dire qu'on ne saurait arrêter l'histoire, et que la marche progressive du temps ne permet guère à une nation de végéter sans agir. Là, où l'action du gouvernement est paralysée, où toute décision légale est rendue impossible par les lois mêmes, on retombe nécessairement dans l'extrême opposé, et c'est la force brutale qui décide: l'élection d'Étienne Bathory en avait déjà fourni la preuve.

Le sort venait de donner à la Pologne un roi qui pouvait encore modifier ses destins; la valeur d'Étienne, l'énergie de son caractère, et les ressources de la Transylvanie dont il disposait lui en donnaient les moyens; les circonstances l'autorisaient à en profiter: la force l'avait élevé au trône, la force avait soumis l'opposition, et l'inimitié de ses adversaires justifiait des mesures extra-légales.

Bathory trouva le royaume sans finances et sans armée; le trésor épuisé, chargé de dettes; et le *quart* des starosties fixé à un taux si bas, qu'il suffisait à peine à l'entretien de quelques milliers d'hommes indisciplinés. La noblesse refusa de pourvoir aux besoins les plus pressants; le roi, forcé de solliciter ailleurs, obtint du clergé les sommes nécessaires, mais non pas sans lui promettre quelques avantages; et il tint d'autant plus volontiers sa parole, qu'il espérait

trouver dans l'église un appui du trône. Il s'efforça de relever son influence, de renouveler ses relations avec Rome; et afin de rétablir autant que possible l'unité de créance religieuse, il introduisit dans le royaume les Jésuites qui s'emparèrent bientôt de l'éducation de la jeunesse.

A la diète de Varsovie, Bathory voulut remédier aux maux les plus criants. Cette noblesse misérable qui se multipliait à l'infini était un des fléaux les plus accablants; et pour arrêter du moins les progrès du mal, le roi fit passer la loi, qu'à l'avenir nul n'obtiendrait le rang et les privilèges de noble polonais, qu'à la diète et avec l'assentiment de tous les États. Depuis la mort de Sigismond-Auguste la noblesse nommait des juges à son bon plaisir, et sans observer de règle; il en résultait la confusion la plus affreuse; ni la compétence des tribunaux, ni la procédure, rien n'était précisé. Étienne, dans l'impuissance d'arracher à l'aristocratie le pouvoir dont elle s'était emparée, parvint du moins à en régler l'action. D'après une nouvelle ordonnance, chaque grand palatinat avait à nommer deux nobles; les moindres, un seul; ces députés revêtus de l'autorité judiciaire, et réunis en tribunaux suprêmes, à Petrikau pour la Grande-Pologne, à Lublin pour la Petite-Pologne, y prononceraient sur les affaires litigieuses. Le roi se réserva à lui-même, ou plutôt au sénat présidé par lui, les causes concernant l'état, la majesté et les finances, ainsi que le droit d'examiner les arrêts rendus par les tribunaux de la noblesse. Plus tard, des institutions semblables furent établies en Lithuanie.

A la même diète, ce monarque qui savait tour-à-tour se plier aux circonstances, solliciter à propos, et
faire

faire valoir son autorité lorsqu'il en trouvait l'occasion, parvint à obtenir les moyens d'armer contre la Russie. Il exposa du haut du trône la position des affaires: „Les conquêtes de Witolt et la Livonie nous sont ravies, dit-il à l'assemblée; nous avons deux ennemis à combattre, les Tatars et les Moscovites; les uns ravagent nos campagnes, les autres occupent nos provinces; faut-il les assaillir tous les deux? — ou auxquels ferons-nous la guerre? — La Tauride est tributaire de la Porte ottomane; si nous l'attaquons, nous attirons les Turcs sur nous; d'ailleurs, ces brigands sont pauvres, il n'y a rien à gagner avec eux: la Moscovie au contraire est riche et florissante; la victoire en sera plus glorieuse, et la dépouille plus riche.” — Ce discours ne pouvait manquer son effet; ce que le roi ajouta de flatteur, en parlant de la valeur invincible des Polonais, en imputant à la faiblesse et à l'incapacité des rois les pertes qu'ils avaient éprouvées, excita un enthousiasme universel, et Bathory obtint des subsides comme on ne les avait jamais accordés à aucun roi; on décréta un impôt d'un florin par arpent, et la dix-huitième partie du prix des boissons.

Bientôt cependant les victoires d'Étienne inspirèrent à ses sujets des inquiétudes bien plus vives qu'à ses ennemis mêmes; et l'aristocratie, sacrifiant toujours les intérêts du pays à ceux de son ordre, n'applaudissait guère aux triomphes du roi. Un chef tel que lui pouvait agrandir l'état, fortifier les frontières et humilier les ennemis, mais qu'importait à la classe régnante? — brave et victorieux, entouré d'une armée composée en très grande partie d'étrangers soudoyés dont il était adoré, ce monarque pouvait devenir un jour dangereux à la noblesse, et lui commander en

maître au lieu de la flatter et de lui obéir. On le reçut froidement à Varsovie; la calomnie la plus vile n'épargnait pas sa gloire. Déjà des bruits sourds, propagés avec soin, quoique personne n'osât s'en avouer l'auteur, l'accusaient de trahison; à en croire ces bruits, la guerre n'était qu'un prétexte pour amasser des trésors, et le roi se proposait de les emporter, en se dérochant par la fuite au diadème polonais! — Bathory avait l'habitude de faire face à ses ennemis, et la calomnie est toujours lâche; il parut à la diète, parlant et de ses succès et de ses espérances, et nul n'osa élever des plaintes.

La tranquillité extérieure du royaume était à peine rétablie par une paix glorieuse, lorsque la jalousie de deux familles rivales menaça la Pologne d'une guerre civile. Malgré sa fermeté, le roi lui-même ne put arrêter le mal; cette haine, réduite au silence durant sa vie, nous la verrons redoubler de fureur après sa mort. Étienne avait jugé Jean Zamoyski digne de travailler avec lui à l'exécution de ses vastes projets; après lui avoir confié le commandement de l'armée et le bâton de maréchal, il le fit même entrer dans sa famille en lui mariant sa nièce; et les Zborowski, déjà mécontents, conçurent de cette faveur une violente envie. Cette famille ayant puissamment contribué à l'élévation de Bathory, se croyait mal récompensée de ses peines, puisque le roi, au lieu d'en admettre les chefs dans son intimité, choisissait d'autres compagnons de ses travaux et de sa gloire. Trop orgueilleux pour souffrir en se bornant à des murmures les Zborowski tramèrent des complots contre le roi, dans le but de lui ôter une couronne qu'ils croyaient lui avoir donnée. Le frère aîné, Jean, castellan de Gnezne, ne prit au-

cune part à cette conspiration, mais les autres, André, Samuel et Christophe, cherchant partout des amis et des complices, trouvèrent des délateurs! — Bathory fut prévenu de leurs projets par le primat Karnkowski, et un domestique des Zborowski lui livra des lettres qui prouvaient l'intention criminelle. L'audacieux Samuel proférait hautement des menaces contre Zamoyski; celui-ci fit mention alors de la sentence qui exilait l'assassin de Wapowski, sentence encore en vigueur, et il déclara son intention de la faire exécuter. L'impatience ne permit pas à Samuel de différer sa vengeance; il apostâ des gens pour enlever son ennemi sur la route de Krakovie; mais Zamoyski, mieux servi par ses espions, le prévint, et le fit arrêter lui-même à Wlodek. Étienne crut alors qu'il était temps d'agir; sur son ordre Samuel Zborowski fut livré aux tribunaux, condamné à la mort, et après avoir fait connaître ses complices, il subit la peine capitale à Krakovie. Le sénat convoqué à Lublin fut informé du complot, et la cause des Zborowski assignée à la diète à Varsovie.

Cette diète que la Pologne contemplait d'un oeil inquiet, ne présentait guère l'aspect d'une assemblée délibérante; les Zborowski y parurent à la tête d'une armée formidable, le cortège de Zamoyski n'était pas moins nombreux. L'attitude menaçante de chaque parti paraissait provoquer une attaque, et chaque seigneur jugea nécessaire de s'entourer d'une garde. Les nonces, toujours avides d'étendre leurs franchises, demandèrent à prendre part à la décision de ce procès; mais on leur répondit que la constitution réservait exclusivement au sénat le pouvoir judiciaire de la diète. En relevant tout ce que la procédure contre Samuel avait d'irrégulier, les amis des Zborowski tachèrent en

vain d'obtenir du roi la rémission du crime. Bathory ne voulait pardonner qu'après une sentence nécessaire, à ce qu'il croyait, à l'affermissement de son autorité. Malgré les plaidoyers éloquents de ses défenseurs, la sentence de mort fut prononcée contre Christophe Zborowski, qui s'était déjà évadé. La cause de son frère André fut ajournée à la prochaine diète, et le roi n'insista plus, peut-être par prudence!

D'ailleurs des soins plus importants l'occupaient : il avait su établir des liaisons plus positives entre la république et les Kosaks de l'Ukraine; jadis amis assez incertains, ils devinrent à cette époque une partie intégrante de l'état, formant une colonie militaire sur ses frontières.

Dès le quinzième siècle il est question de ce peuple nouveau, inconnu encore à l'histoire, mais destiné à jouer un grand rôle dans les guerres des siècles suivants. Les landes du Don et du Borysthène n'étaient habitées de temps immémorial que par des peuplades errantes. D'autres provinces, jadis cultivées et florissantes, mais ravagées depuis trois siècles par les Tatars, n'offraient plus assez de sûreté à l'agriculteur, et l'ancienne population les avait abandonnées. La fertilité de ces déserts attirait d'autres habitants; des fuyards, des déserteurs de toutes les nations limitrophes les peuplèrent peu à peu, et ce mélange de Russes, de Lithuaniens et de Tatars fut désigné par le nom tatar de Kosaks, c'est-à-dire cavaliers armés à la légère. Ils adoptèrent le genre de vie nomade de leurs voisins en Krimée, trouvant dans ces migrations continuelles les moyens de se soustraire à des recherches importunes, ou bien aux attaques d'un ennemi supérieur; devenus plus nombreux,

ils pouvaient se faire redouter du moment où une même volonté les animait. Au commencement du seizième siècle, Ostafi Daszkiewicz, paysan né dans les terres du prince Ostrogski, d'où il s'était évadé, parvint à organiser une espèce de gouvernement parmi les Kosaks de l'Ukraine, et à exercer sur eux l'autorité d'un chef. Le roi Sigismond-le-vieux sut apprécier à sa juste valeur l'importance de cette république nomade et guerrière; il en attira le chef dans ses intérêts en le comblant d'honneurs et de biens. Dès-lors les Kosaks errant sur les bords du Borysthène, vécurent dans un état de dépendance vague et indéfinie de la Pologne, et en gardant les frontières de la Lithuanie contre les Tatars, ils servaient de guides à ceux-ci lorsqu'il s'agissait d'envahir la Russie.

Étienne Bathory divisa en quatre districts les contrées habitées par les Kosaks; il leur accorda le privilège d'élire un chef. La construction de quelques forteresses et un commencement d'agriculture devaient les accoutumer à des habitations plus fixes. La promesse qu'ils reçurent du roi, d'être traités par la Pologne en alliés plutôt qu'en sujets et d'être secourus par l'armée du royaume dès qu'un ennemi supérieur paraîtrait dans les landes, les engagea à se charger expressément de défendre le pays contre toutes les petites incursions des brigands de la Tauride.

Bathory, persuadé que la bizarre constitution de la Pologne la conduirait tôt ou tard à sa perte, résolut d'y apporter quelques changements, et le rétablissement du principe de l'hérédité de la couronne lui paraissait être la réforme la plus nécessaire et la plus efficace. Afin de l'introduire par degrés il songeait, malgré les *pacta conventa*, à faire élire de son vivant un

successeur; et peut-être avait-il besoin à cet effet de la guerre qu'il méditait contre la Russie; peut-être lui fallait-il l'éclat d'une nouvelle gloire et l'appui d'une armée. Mais une mort prématurée mit un terme à sa brillante carrière, et la Pologne perdit avec lui sa dernière chance de salut — 1586. —

Depuis ce temps la Pologne ne s'est plus arrêtée sur la route qui devait la conduire à l'abîme: elle est tombée de désordre en désordre, et ce qui doit nous étonner, c'est qu'elle ait pu subsister comme état encore si long-temps.

Lorsque Étienne Bathory ne fut plus, personne ne songea à élever son frère Sigismond, désigné par lui. La reine veuve, Anne, voulait faire élire son neveu, le Prince Sigismond de Suède, déjà tant de fois présenté au choix des Polonais. Le parti de Zamoyski, respectant dans Anne le sang des Jagellons, lui était dévoué; les Zborowski portaient l'archiduc Maximilien d'Autriche; et le primat Karnkowski et les seigneurs lithuaniens donnèrent à ces deux prétendants un rival redoutable dans la personne de Féodor (Théodore) Ivanovitch, tzar de Moscou. Le camp d'élection — 1587 — près du village de Wola prit un aspect plus inquiétant même que du temps des deux élections précédentes; les Zborowski y arrivèrent à la tête de dix mille hommes armés; Zamoyski, préparé à les recevoir, se retrancha avec les siens près du village de Powoncze. Il n'était pas question de discuter et d'élire; on voulait combattre, et les plus modérés désespéraient presque de pouvoir empêcher l'effusion du sang.

Étienne Godounof et le prince Troyekourof, ambassadeurs de Russie envoyés par suite de négociations antérieures*), furent priés de s'arrêter au village d'Okuniew, parce qu'à Varsovie, au milieu du tumulte, personne ne pouvait garantir leur sûreté personnelle. Ils étaient chargés de faire des offres avantageuses; d'abord celle d'une alliance éternelle avec la Russie; de plus le tzar voulait s'engager à une guerre combinée contre la Porte ottomane, et si la Moldavie, la Valachie et toutes les provinces sur le bas Danube étaient conquises, elles seraient réunies à la Pologne. Les armées de Moscou, de Kazan et d'Astrakhan devaient être prêtes à défendre le royaume sans recevoir de solde; Féodor promettait même de payer aux troupes polonaises leur solde arriérée, et des terres sur le Don aux nobles qui végétaient dans la misère. On garantissait une entière liberté de commerce entre la Russie et la Pologne, ainsi que les droits et privilèges des États.

Tout paraissait favoriser la réunion de deux peuples issus de la même souche. Après cinq semaines de querelles et de vaines disputes, l'ordre équestre, excédé de tant de brigues, menaça enfin de se révolter contre tous les chefs de partis, et il fallut en venir à une espèce d'élection d'essai. Trois bannières furent arborées dans la plaine; le bonnet moscovite au haut d'une perche marquait l'enseigne de Féodor, le chapeau autrichien celle de l'archiduc, et un hareng celle de la Suède. Chacun fut invité à se placer sous le drapeau de celui qu'il voulait pour roi; une très grande majorité se réunit sous le bonnet.

*) Voir la seconde partie.

Mais l'espérance d'un avenir de paix et de prospérité s'évanouit lorsqu'on en vint à discuter en détail les garanties jugées nécessaires par l'aristocratie polonaise. Les quinze sénateurs chargés de traiter avec les ambassadeurs de Féodor, multipliaient les questions et les difficultés : „La Russie et la Pologne seront-elles réunies à jamais ? — le tzar se fera-t-il catholique ? — voudra-t-il obéir au vicaire de Jésus-Christ ? — et dans ses titres, la Pologne sera-t-elle nommée avant la Russie ?” — Telles étaient leurs demandes que Godounof n'avait guère prévues, et en assurant que Féodor ne voulait ni changer de religion ni placer la couronne de Jagellon au-dessus du diadème de Russie, il offensa ces nobles altiers qui s'écriaient déjà : „Donc le tzar ne veut pas être roi ! il nous promet des armées pour combattre les Turcs : nous avons des bras nous-mêmes ; c'est de l'or qu'il nous faut ! — il en faut même pour renforcer le parti russe à la diète. L'empereur, bien autrement généreux, nous offre six-cent mille florins pour l'élection de l'archiduc, et l'Espagne des sommes plus fortes encore !” — Les ambassadeurs répliquèrent que leur maître n'étant point marchand, n'achetait ni des amis ni des couronnes, et que les Polonais ne devaient guère compter sur Féodor, si, par un aveuglement étrange, ils préféraient l'or au salut de leur patrie et à une paix consolidée entre les nations chrétiennes. Ils s'offraient encore à demander au tzar de nouvelles instructions si on voulait différer l'élection jusqu'au retour d'un messenger. Le Cardinal Radziwil déclara la chose impossible ; la patience de l'ordre équestre était épuisée, il fallait en finir. Quelques seigneurs tâchèrent encore de renouer les négociations ; en secret ils se disaient

même prêts à s'emparer à main armée de Krakovie et de la couronne, si Féodor le voulait; mais en public beaucoup de voix s'élevèrent maintenant contre le tzar; les évêques surtout le décrièrent comme hérétique: la majorité se prononça en faveur de Sigismond, et Godounof n'obtint du sénat qu'une prolongation de l'ancienne trêve.

Les Zborowski et la minorité qui les entourait, ayant proclamé l'archiduc Maximilien trois jours après la nomination de Sigismond, les ministres de Suède se hâtèrent de signer les *pacta conventa*. Par ces articles onéreux le nouveau roi promit une alliance étroite entre la Suède et la Pologne, la réunion de l'Estonie à la Pologne, et la cession d'une partie des sommes napolitaines dont il héritait du chef de sa mère *). Il s'engagea à maintenir à ses frais une marine dans la Baltique, à construire cinq forteresses sur les frontières de la Lithuanie, et à payer les dettes de la république. D'ailleurs les anciennes lois et les privilèges de la noblesse furent confirmés. Sigismond jura lui-même d'observer ces articles, excepté celui qui avait rapport à l'Estonie, et après quelques difficultés la décision en fut ajournée. La couronne de Pologne ne pouvant être obtenue que par le droit du plus fort, ni son élection par la majorité, ni sa promptitude à se plier à presque toutes les demandes, ne dispensaient

*) Bone, veuve de Sigismond-le-vieux, avait terminé ses jours à Bari dans le royaume de Naples; elle avait prêté à Philippe II, roi d'Espagne la somme de 430,000 ducats dont Sigismond-Auguste demanda la restitution. Philippe s'en remit à la décision du tribunal de Naples, qui ne prononça jamais de sentence, et, malgré des réclamations réitérées ces *sommes napolitaines* ne furent jamais payées.

Sigismond de combattre son rival. — Maximilien marcha sur Krakovie; son armée fut renforcée par les Zborowski et leurs amis; mais le sabre du grand Zamoyski anéantit ses titres: battu à Wiélun et à Byczyna, pris lui-même, l'archiduc renonça enfin à ses prétentions pour recouvrer sa liberté.

L'élection du prince suédois aurait pu être avantageuse à la Pologne, si le sénat n'avait détruit toute possibilité d'alliance avec la Suède, en exigeant la cession de l'Estonie. Quant au prince lui-même, il aurait dû prévoir les chagrins et les difficultés qui l'attendaient sur le trône auquel il était appelé. La tâche de gouverner à la fois une nation protestante, jalouse de sa liberté religieuse, et une aristocratie turbulente, un clergé catholique qui s'arrogeait un pouvoir inquisitorial — cette tâche n'était pas facile, lorsque surtout, au lieu de concilier les esprits, on avait eu soin de les aigrir, et d'exciter une méfiance mutuelle par quelques articles des *pacta conventa*. Sigismond s'exposait à perdre sa couronne héréditaire pour satisfaire une vanité imprudente, et ses qualités personnelles le rendaient peu propre à vaincre les difficultés de sa position. Né avec un esprit médiocre, indolent et obstiné par caractère, l'éducation l'avait rendu bigot et intolérant. Une mère dévote qui l'avait élevé dans le catholicisme au sein d'un pays protestant, avait cru ne pouvoir le soustraire à des impressions jugées pernicieuses par elle, qu'en lui inspirant de la haine et du mépris pour la religion de sa patrie.

En encourageant le zèle des prélats polonais beaucoup plus qu'Étienne Bathory, Sigismond ranima cet esprit d'intolérance religieuse que son prédécesseur n'avait probablement pas voulu pousser à un tel excès;

on prit l'habitude de désigner exclusivement par le nom de dissidents tous ceux qui n'étaient point catholiques; et comme les Jésuites dirigeaient l'éducation de la jeunesse, la religion réformée n'eut bientôt plus de défenseurs au sénat.

Sigismond ne tarda guère à s'apercevoir des désagréments de sa position; quelques mois suffirent pour lui faire regretter la Suède. Il était dans la pénurie sur le trône; loin de vouloir lui fournir des fonds, les Polonais s'attendaient plutôt à le voir répandre de l'or étranger dans leur pays. D'ailleurs Zamoyski était accoutumé à disposer de la couronne et à exercer une grande influence sur les affaires du royaume: cet esprit hautain avait pu se soumettre à l'empire d'un roi tel que Bathory, il avait pu se contenter de n'être que le premier ministre d'un homme de génie; mais il lui paraissait tout simple de dominer sur un prince tel que Sigismond, plus jeune que lui, peu distingué par ses qualités personnelles, et qui en quelque sorte lui devait le trône. Zamoyski voulait régner au nom du roi, et quoique ses conseils fussent sages, un ton impérieux ne pouvait les rendre agréables. Cette espèce de tutelle fatiguait Sigismond; dans l'espérance de se soustraire au joug et de se former un parti, il s'abandonna aux conseils des Jésuites et à ceux de Radziwil, grand-maréchal de Lithuanie.

Un an après son couronnement le roi eut à Réval une entrevue avec son père. Son séjour prolongé et des conférences fréquentes inspirèrent des inquiétudes aux Polonais; quelques malveillants accusaient le monarque de vouloir s'évader en cédant la couronne à l'archiduc d'Autriche, et ce bruit, pour être invraisemblable, n'en fut pas moins accrédité. Les murmu-

res obligèrent Sigismond à presser son retour afin de se montrer au plus tôt à la seule nation de l'univers qui fût jamais obligée de garder à vue ses rois pour les empêcher de s'enfuir.

Radziwil engageait le roi à épouser une princesse de la maison d'Autriche; Sigismond désirait lui-même cette alliance, et on lui conseillait de demander à la diète la permission de la former, ainsi qu'il le devait d'après les *pacta conventa*. C'eût été rendre le mariage impossible : Zamoyiski et les siens, contraires à la maison impériale, s'y seraient opposés; le roi aimait mieux agir sans les consulter. Le cardinal Radziwil expédié à Vienne, parvint à conduire la fiancée à Krakovie malgré la vigilance de Zamoyiski et de ses amis, qui gardaient toutes les routes dans l'intention de s'opposer à l'entrée de la reine. Lorsque des noeuds indissolubles contractés à la hâte eurent uni cette princesse à Sigismond, le parti offensé voulut du moins se venger par un affront public, et faire rentrer un roi mutin dans les limites étroites de son pouvoir légal. Une diète extraordinaire fut convoquée à Varsovie : les *pacta conventa* étaient violés ! — Zamoyiski et le primat Karnkowski demandèrent un examen rigoureux de la conduite du roi; ils voulaient le mettre en état d'accusation; ils lui reprochèrent l'un et l'autre dans des discours pleins d'amertume, d'avoir violé ses serments; et parlant avec mépris de sa couronne héréditaire, de son royaume de paysans, ils lui rappelèrent les bienfaits des Polonais et la reconnaissance qu'il leur devait, à eux qui l'avaient élevé au rang de chef d'une république composée de nobles ses égaux ! — enfin ils l'accusaient d'avoir voulu nommer un successeur à la couronne : l'archiduc Ernest

d'Autriche. Des lettres du roi furent produites à l'appui de ces griefs; quoique Sigismond en niât d'abord l'authenticité, il n'insista guère sur ce point: n'osant donner un démenti à un homme aussi redoutable que Zamoyiski, il aima mieux s'humilier, se réconcilier avec lui, et calmer les esprits par la promesse formelle de ne jamais quitter le royaume sans la permission des États, et sans présenter des garants qui répondraient de son retour; et de plus, il s'engagea de nouveau à ne plus violer les lois, et à ne faire aucune démarche en faveur d'un successeur. Zamoyiski, fier de sa victoire, daigna enfin faire hommage à la reine.

Cette aristocratie jalouse de ses franchises, l'était beaucoup moins de l'intégrité de l'état. Les Turcs en envahirent les frontières; Zamoyiski qui savait du moins combattre pour son pays s'il le troublait comme tant d'autres par l'excès de son ambition, — Zamoyiski vola au-devant de l'ennemi à la tête de quelques troupes qu'il entretenait à ses frais, et sa valeur arrêta un instant les progrès des Turcs. La diète, persuadée enfin de l'imminence du danger, vota des subsides assez considérables — qui ne furent jamais payés! — Gorka, palatin de Posen, et plusieurs autres ennemis personnels de l'illustre grand-maréchal forcèrent le primat à convoquer une assemblée à Kalisz; là, on accusa Zamoyiski d'avoir allumé cette guerre dans le but de s'enrichir, et les résolutions de la diète furent annulées d'une manière assez peu légale. Si la Pologne ne fut pas envahie, elle fut redevable de son salut à l'ambassadeur d'Angleterre, qui disposa la Porte ottomane à la paix en la menaçant d'une guerre européenne. Telle fut l'issue peu glorieuse de la pre-

mière guerre que la Pologne eut à soutenir contre la Turquie *).

Presque au moment où Sigismond se liait envers les États par de nouvelles promesses, la mort du roi de Suède son père, les rendait plus difficiles à remplir et sa position encore plus délicate. La cession de l'Estonie, ajournée jusqu'alors, devait être accomplie ou révoquée à cette époque: le moment de décider la question était venu. Si le roi prononçait en faveur de l'un des deux royaumes qui se disputaient cette province, il risquait de perdre la couronne de l'autre; et en gardant le silence il s'exposait à perdre l'empire sur tous les deux. Pourtant il tâcha de louvoyer encore, en s'expliquant d'une manière très vague en public, tandis qu'en secret il réitérait des promesses contradictoires. Le danger même ne lui inspirait ni fermeté ni prudence: un rival redoutable, son oncle, le duc Charles de Sudermanie, qui s'était déjà emparé de la régence, aspirait évidemment au diadème de Gustave Vasa; la réformation, nouvelle encore en Suède, y excitait un zèle d'autant plus ardent, et Sigismond, bien plus occupé de convertir ce royaume que d'y affermir son autorité, n'en eut pas moins l'imprudence de paraître à Stockholm, accompagné d'un légat du pape et de plusieurs Jésuites qui se signalèrent d'abord par une ardeur indiscrete. Le roi blessa l'orgueil et les préjugés de ses nouveaux sujets, par des tentatives inutiles pour se soustraire à la nécessité d'être couronné par la main d'un archevêque pro-

*) Wladislas-le-Varnois avait combattu les Turcs comme roi de Hongrie seulement, et une incursion du temps de Jean-Albert n'ayant eu pour but que le pillage, ne saurait être comptée.

testant; et après avoir excité une méfiance universelle, il fut obligé de céder sur tous les points, de confirmer le duc Charles dans la régence, et de donner tant de garanties au clergé et aux États qu'il ne conservait dans le fait aucun pouvoir. Après son retour en Pologne les États suédois décrétèrent que le roi n'avait pas le droit d'ôter la régence au duc Charles; malgré son apathie Sigismond jugea nécessaire alors de se rendre derechef en Suède pour ressaisir les rênes du gouvernement. Zamoyski lui conseillait d'y paraître à la tête d'une armée formidable; mais cet avis était vraisemblablement plus facile à donner qu'à suivre; il est probable du moins que la diète, étrangère à ces débats, n'aurait jamais consenti à voter des subsides. Sigismond n'en demanda pas même; ajoutant foi aux discours de quelques émigrés de Suède, il croyait les masses disposées en sa faveur; enfin il n'emmena qu'une cour nombreuse et une armée qui ne l'était guère. Le succès de son expédition fut tel qu'il devait être: le roi revint en peu de temps vaincu et fugitif. Les Suédois demandèrent que Wladislas, son fils aîné, fût envoyé chez eux pour y être élevé dans la religion réformée; et après avoir vainement attendu une réponse, ils déclarèrent la déchéance de Sigismond en déférant la couronne au duc Charles.

Obligé de porter ses plaintes à la diète de Pologne, le roi détrôné trouva la noblesse peu disposée à le secourir, quoiqu'il promît maintenant de réunir l'Estonie aux anciens états des Jagellons. Les Polonais pouvaient regarder la querelle du roi comme étrangère pour eux et le projet de reconquérir la Suède comme chimérique, mais peut-être n'en avaient-ils que plus d'intérêt à cette guerre; et certes, l'espérance

de conserver à leur patrie toutes les conquêtes qu'ils feraient dans l'Estonie, en était d'autant plus fondée. Quoi qu'il en soit, les nobles se bornèrent à promettre vaguement quelques secours au roi s'il voulait commencer la guerre à ses frais et à ses risques, et non pas au nom de la république. La Livonie n'était guère attachée à la Pologne; l'établissement d'un évêché catholique à Wenden dans ce pays tout protestant, y avait irrité les esprits: l'orgueil et l'avidité des ministres polonais achevèrent de les aliéner, et, la ville de Riga et le château de Kokenhusen exceptés, Charles, le nouveau roi de Suède, eut bientôt soumis la province entière. Même la perte de cette belle contrée, importante par ses ports de mer, ne décida pas l'aristocratie à s'imposer quelques sacrifices; et quoique Zamoyiski parvînt à reprendre quelques places, quoique Chodkiewicz remportât une victoire brillante près de Kirchholm, la guerre languit pendant de longues années: la Suède manquait de ressources; celles de la Pologne n'étaient pas à la disposition du roi.

Cependant cette même noblesse qui ne voulait défendre ni le roi ni le pays, accourut en foule, et se montra prodigue et d'or et de son sang, lorsqu'il s'agit d'élever un aventurier et la fille d'un seigneur polonais au trône de Russie! — Il est vrai que cette entreprise promettait des avantages personnels; l'appât du gain, des récompenses, et l'espoir d'exercer une espèce d'empire sur le pays conquis attiraient une foule de guerriers.

Bientôt les nobles en s'armant contre le roi lui-même, lui prouvèrent qu'ils savaient combattre lorsque la cause les intéressait: Sigismond s'étant marié une seconde fois contre l'avis de la diète, eut à lutter

con-

contre une faction puissante. Zamoyski avait employé ses derniers jours à détourner le roi de cette alliance; mais à peine ce grand homme eut-il cessé de vivre, que Sigismond donna sa foi à la soeur de sa première épouse, et les troubles éclatèrent aussitôt. Zebrzydowski, palatin de Krakovie, adressa au souverain un de ces discours injurieux trop communs aux diètes polonaises; puni par l'ordre de quitter une maison royale qu'il habitait, il s'écria: „je sortirai de la maison, mais le roi sortira du royaume!” — Plusieurs seigneurs s'unirent à lui, Radziwil surtout, ami jadis de Sigismond, mais offensé récemment par le refus d'une starostie; et la diète de Varsovie fut déchirée par des plaintes et des invectives. On releva surtout quelques mots échappés au primat Tarnowski, qui avait exprimé en riant l'espérance de couronner un jour le fils du roi actuel; on voyait dans cette prétendue désignation d'un successeur, le commencement d'une intrigue! une violation des lois! — Les mécontents formèrent une confédération à Korczyn, Radziwil en fut élu maréchal, et par une espèce de manifeste les conjurés ordonnèrent au roi de mieux observer les pacta conventa, de se corriger et de demander pardon à la république. Le monarque légalement dépouillé de tous les moyens de défense aurait succombé sans doute, s'il n'avait eu un parti; ses amis, les évêques surtout formèrent sous les auspices d'Adam Sieniawski une confédération en sa faveur, et la Pologne devint le théâtre d'une guerre déplorable. Cependant les insurgés, battus par Chodkiewicz et Zolkiewski, se soumirent après deux ans d'une lutte opiniâtre. Radziwil et Zebrzydowski demandèrent, pour la forme, pardon à un roi hors d'état de les punir. Cette guerre devint plus

importante par ses suites que ne l'étaient d'ordinaire des troubles pareils malheureusement assez fréquents en Pologne; l'influence du parti victorieux, c'est-à-dire des prélats, devint alors dominante dans le sénat, et ils se servirent de ce surcroît de forces pour accabler les dissidents. — Sigismond se félicita d'obtenir pour sa part, outre un établissement pour la reine, une explication plus précise et moins susceptible d'une application dangereuse de l'article concernant le refus d'obéissance au roi, et enfin les fonds nécessaires pour attaquer la Russie.

En effet, il ne rougissait plus d'envahir ce malheureux pays *); l'esprit de vengeance qui animait la noblesse lui fournit des armes, et cette guerre injuste fut plus heureuse qu'elle ne méritait de l'être: elle valut à la Pologne la conquête de Smolensk, de Tchernigof et de toute la Sévérie.

Une guerre contre les Turcs, commencée par quelques familles dont les terres touchaient aux frontières de la Moldavie, telles que les Wisniowiecki, les Potocki etc., fut encore glorieuse, quoique marquée au commencement de quelques revers. Celle contre la Suède au contraire accabla tout d'un coup la république. Gustave Adolphe, ce grand roi, le héros de son siècle, parut; son génie rétablit la balance entre trois millions de Suédois, et seize millions de Polonais; il conquit la Livonie à l'exception du seul district de Marienhausen; les Polonais furent battus partout; la Prusse soumise presque tout entière; et tandis que le drapeau aux trois couronnes flottait sur les bords de la Vistule et sous les remparts de Danzig,

*) A l'époque des faux Dmitri. V. la deuxième partie.

la diète passait encore son temps en vaines querelles, en disputes intéressées sur des starosties et sur des privilèges de noblesse; — elle refusait encore des subsides à Sigismond, et même le passage à une armée auxiliaire offerte par l'empereur d'Allemagne. L'aristocratie se méfiait de cette armée, parce que son appui pouvait accroître l'influence du roi! — Le désordre était tel durant ce règne qu'on vit plus d'une fois les armées polonaises former des confédérations, agir dans le royaume comme en pays ennemi, et lever par des contributions arbitraires les sommes qui leur étaient dûes à titre de solde arriérée.

Enfin les États du royaume accordèrent à l'armée impériale la permission de venir au secours de leur pays. Ces troupes commandées par Arnheim se réunirent avec les Polonais, et remportèrent à Sztum une victoire sur le plus grand capitaine de l'époque. Mais le génie de Gustave-Adolphe ne se montra jamais plus brillant; les savantes dispositions de sa retraite, et ses positions bien choisies, éludèrent tous les efforts de l'armée victorieuse: elle ne put reprendre une seule ville, tandis que le roi guerrier trouvant dans son activité les moyens de réparer ses pertes en peu de temps, rendait son armée plus formidable qu'auparavant. Les Polonais déçus dans leurs espérances accusèrent de trahison le général et les troupes auxquels ils devaient le seul avantage qu'ils obtinrent jamais sur Gustave-Adolphe. Découragés, ils désiraient la paix; le héros de la Suède l'offrait depuis long-temps, entraîné déjà vers l'Allemagne par une noble ardeur et par l'espoir d'y cueillir de nouveaux lauriers. Néanmoins le refus que faisait Sigismond de renoncer à ses droits au trône de son père, rendait la paix impossible;

il fallut se contenter d'une trêve de six ans, qui assurait provisoirement à la Suède la possession de toutes ses conquêtes en Prusse et en Livonie. La Pologne ne conserva de cette province que le petit territoire de Marienhausen.

La noblesse s'opposait, comme par système, à tout ce qui pouvait être utile, et le peu d'institutions qu'un règne si long léguait à la postérité étaient toutes en faveur de l'aristocratie. Une loi formelle défendait aux bourgeois des villes d'acquérir des biens fonciers; et les grandes familles, convaincues que c'était surtout l'opulence qui les élevait au-dessus de l'ordre équestre, songèrent à assurer leurs avantages à leurs descendants; plusieurs, les Radziwil par exemple, les Zamoyski etc. établirent des majorats.

Ce qui exerça surtout une influence très importante et funeste sur les destinées futures de la Pologne ce furent les efforts malentendus de Sigismond et du clergé d'y rétablir l'unité de créance. La conversion des protestants présentait de grandes difficultés; quant aux membres de l'église grecque il y avait un moyen en apparence facile de les soumettre à l'influence papale: ce but était atteint si on pouvait les persuader d'adopter les décisions du concile de Florence. L'église latine y avait sanctionné les rites de l'église orientale, en modifiant quelques-uns de ses dogmes. Jusqu'alors le clergé grec de la Lithuanie n'avait jamais voulu transiger; maintenant l'espérance d'être admis à prendre place au sénat séduisait la plupart de ces évêques; ils consentirent à adhérer au concile de Florence et à reconnaître la suprématie du pape; mais leur complaisance fut inutile pour eux autant que funeste à la Lithuanie. Malgré les promesses du roi et la soumis-

sion de ces prélats, l'accès au sénat leur resta toujours interdit, tandis qu'un grand nombre des habitants des provinces russes, une partie du clergé subalterne de l'église grecque, et deux évêques qui blâmaient la faiblesse de leurs collègues, n'accédèrent point à l'union. La population dissidente de ces contrées se divisa dès lors en deux partis : celui de l'église grecque-unie, et celui de l'église grecque indépendante ou désunie. Cette dernière fraction étant devenue moins nombreuse, paraissait d'autant plus facile à réduire par la force ; d'ailleurs la résistance de ces réfractaires avait réveillé la haine des catholiques zélés ; et les malheureux désunis furent en butte à une persécution imprudente et haineuse qui, en réduisant au désespoir une partie de ses habitants, préparait à la Pologne une époque convulsive.

La faute était grande, et les nobles s'empressèrent de l'aggraver dès que la souveraineté tout entière leur fut dévolue par la mort du roi — 1632. —

Les Kosaks de l'Ukraine, fidèles gardiens des frontières, qu'Étienne Bathory avait su attacher à la couronne en leur accordant une liberté presque complète par rapport au détail de leur administration intérieure, avaient été inquiétés depuis quelque temps, par une violation manifeste de leurs droits. Plusieurs seigneurs polonais et lithuaniens qui avaient obtenu des terres en Ukraine, en étendaient les limites au gré de leurs caprices par d'injustes usurpations, s'efforçant en même temps de réduire les Kosaks, habitants du pays, à l'état de servitude. Depuis peu, des persécutions religieuses avaient donné une nouvelle impulsion à ces entreprises vexatoires ; les fréquentes incursions que les Polonais se permettaient sur le territoire des Kosaks, dans le but de détruire les chapelles

grecques, donnaient lieu à toutes sortes de violences. Les opprimés voulaient être considérés comme citoyens de l'état qu'ils défendaient au prix de leur sang; et le roi étant leur protecteur naturel, le choix d'un souverain importait plus peut-être à ces guerriers qui ne pouvaient espérer qu'en lui, qu'aux nobles dont le caprice ou l'intérêt seul mesurait l'obéissance. Les Koksaks réclamèrent donc le privilège de concourir à l'élection; mais la diète de convocation eut soin de leur annoncer le refus le plus net, dans les termes les plus méprisants. Le duc de Prusse et l'armée permanente dite du quart, furent éconduits de même, et à l'avenir comme par le passé, tel petit noble, officier, soldat ou garçon d'écurie au service d'un grand seigneur était appelé à voter au camp d'élection, tandis que celui qui servait son pays en restait exclu.

La diète opposa la même obstination aux demandes des autres dissidents, effrayés par le sort des grecs désunis. Un danger commun cimentait leur union. Christophe Radziwil réclama au nom de tous, non seulement une entière liberté de conscience pour tous les habitants chrétiens du royaume quelle que fût leur naissance, mais encore l'admission des dissidents aux charges de l'état: tous les décrets contraires à la liberté religieuse devaient être annulés, et des peines portées contre ceux qui violeraient la paix publique sous prétexte de la religion. Tous les catholiques s'levèrent contre ces prétentions qualifiées d'exorbitantes; et la minorité les modéra bientôt. Radziwil se borna même à demander des garanties pour la sûreté et la liberté des *nobles* dissidents, et les débats furent ajournés à la diète d'élection ainsi que l'examen des plaintes portées par les grecs désunis qui demandaient

justice des persécutions auxquelles ils avaient été exposés.

Les partis ne se faisaient pas illusion sur la manière dont la question devait être décidée au camp de Wola. Des deux côtés on y parut sous les armes; mais les dissidents au nombre de cinq mille s'y trouvèrent un contre trois; et, dans l'impossibilité de vaincre, ils se contentèrent d'une promesse vague et générale, que le nouveau roi tâcherait de concilier tous les intérêts. Heureusement l'élection était facile cette fois, aucune puissance étrangère ne pouvant s'en occuper; la guerre de trente ans absorbait l'attention de presque toute l'Europe, et dans le fait Wladislas, fils aîné du roi défunt, n'avait point de rivaux. Néanmoins il n'obtint la couronne qu'à des conditions excessivement onéreuses: en ratifiant tous les anciens privilèges de l'aristocratie et tous les statuts précédents, il s'obligea par les nouveaux *pacta conventa* à pourvoir d'armes les arsenaux du royaume, à établir à ses frais une école pour la jeune noblesse, et à reprendre les provinces démembrées, telles que la Prusse et la Livonie. Il promit en outre de ne pas se marier sans le consentement du sénat, de ne point accorder des charges aux étrangers, de fortifier Kamieniec et Puçk, et de construire quatre grandes forteresses sur la frontière. Roi trop riche encore aux yeux de ses sujets, malgré l'exiguité de ses ressources, il fut obligé de céder à la république l'hôtel des monnaies et son revenu, c'est-à-dire le droit de battre monnaie.

Pourtant le règne de Wladislas-quatre, en ne comptant que depuis Wladislas-le-bref, septième de ce nom si l'on date des premiers temps de la monarchie, — ce règne s'annonça sous d'heureux auspices.

Une guerre contre la Russie eut un succès brillant, et par le traité de paix définitif la Pologne conserva les vastes territoires qu'elle avait envahis du temps de Sigismond. Les attaques de quelques Pachas turcs furent repoussées avec vigueur, et la guerre contre la Suède, sur le point d'éclater à l'expiration de l'armistice de six ans, fut prévenue par l'intervention de la France et de l'Angleterre, qui avaient intérêt à retenir les armées suédoises en Allemagne; d'après les stipulations d'une nouvelle trêve de vingt-six ans, la Pologne recouvra la Prusse et la Courlande, en cédant définitivement la Livonie.

Malheureusement la paix à l'extérieur ne pouvait assurer le repos d'un royaume qui portait dans son sein tant d'éléments de discorde: une première révolte des Kosaks préluda à ces guerres sanglantes qui devaient bientôt le désoler. Les Kosaks de l'Ukraine, exaspérés par des vexations infinies, se levèrent en masse, et la forteresse de Kudak, construite au milieu de leur pays pour les maintenir dans la sujétion, fut prise et détruite par eux. Nicolas Potocki, grand-général de la couronne, marcha d'abord contre eux; leur résistance étant trop mal préparée pour avoir du succès, ils se soumirent bientôt, et consentirent même à livrer leur hetman Pawluk aux Polonais, après avoir reçu l'assurance formelle que sa personne serait inviolable. Mais au mépris de la foi publique cet infortuné fut décapité à Varsovie; la diète abolit tous les privilèges des Kosaks; — 1638 — l'exercice de la religion grecque fut interdit, et à l'exception d'une armée de six mille Kosaks, destinée à garder le passage du Borysthène et commandée par un seigneur polonais, toute la population de l'Ukraine devait être

réduite à l'état de paysan, c'est-à-dire à l'esclavage. La diète, prévoyant elle-même de quelle manière ses décisions seraient reçues d'un peuple outragé, chargea une armée du soin de faire exécuter ses ordres. Cette fois les Kosaks, mieux préparés à la défense, s'étaient retranchés sur la rivière de Starcza, et en les attaquant les Polonais s'attirèrent inutilement des pertes très graves. Malgré cette victoire les Kosaks ne réclamaient encore que leurs anciens droits : toujours prêts à se soumettre, ils se dispersèrent sur la simple promesse qu'une prochaine diète remettrait en vigueur les institutions d'Étienne Bathory. Mais les Polonais ne se croyaient engagés à rien par ce pacte : les vexations, les violences, les persécutions de toute espèce recommencèrent dès que la résistance armée eut cessé, et le décret des États qui supprimait les libertés des Kosaks, n'ayant jamais été rapporté, autorisait en apparence tous ces actes tyranniques.

Le roi, voyant les funestes conséquences des divisions religieuses, voulait pacifier tous les esprits et ramener l'union, garante du repos : par malheur il partageait l'erreur de l'époque ; et au lieu d'en chercher les moyens dans la tolérance, il espérait les trouver dans des discussions théologiques, autorisées par lui et qui, terminées sans résultats, ne servirent qu'à aigrir la querelle.

D'autres entreprises que Wladislas méditait, n'eurent pas un meilleur succès. Le pape et Venise l'engagèrent à s'armer de concert avec eux contre la Porte ottomane ; il conçut l'espérance de relever la gloire de son pays, de fortifier ses frontières, et il ne demanda pas même de subsides à la noblesse, parce que la dot de la reine, Marie Louise de Gon-

zague, fille du duc de Mantoue, lui fournit les moyens de lever une armée de quatorze mille hommes. Mais l'aristocratie s'opposa encore à l'exécution de ces généreux projets; toujours exclusivement occupée de ses propres avantages, elle prétendait voir dans cet armement un commencement de conspiration contre ses libertés, et ses clameurs forcèrent le roi de licencier l'armée. Cette condescendance ne suffit point à la noblesse: le danger d'une armée royale mise sur pied pouvant renaître, elle insista sur de nouvelles garanties: Wladislas fut obligé de promettre en son nom et en celui de tous les rois futurs, qu'il ne leverait jamais de troupes, même à ses frais, sans le consentement des États. Il lui fut interdit de déclarer la guerre, d'entrer en alliance avec les cours étrangères, ou de leur envoyer des ambassadeurs, sans avoir obtenu ce consentement, lors même qu'il ne demanderait point de subsides; et jamais il ne devait augmenter sa garde au-delà de douze-cents hommes effectifs. Plus d'un seigneur en avait cinq mille à sa solde!

Ces nobles, qui se refusaient à combattre les Turcs, rallumèrent bientôt après la guerre civile; une injustice criante en fut la cause immédiate. Bogdan Chmielnicki, un chef de Kosaks qui jouissait d'une grande considération parmi les siens, avait obtenu une donation de terres; sous la direction de cet homme industrieux, un village appelé Sobotow, construit peu à peu, des champs cultivés et quelques moulins en augmentèrent bientôt la valeur. Un nommé Daniel Czaplinski, petit gentilhomme de la suite du grand-général, enviait son modeste bien-être; trouvant tout simple de s'enrichir à ses dépens, il s'empara de vive force de la propriété de Chmielnicki, et celui-ci

porta ses plaintes à Varsovie. Non seulement il n'obtint aucune réparation, mais encore Czaplinski le punit par un nouveau forfait d'avoir osé se plaindre : il enleva la famille de son malheureux ennemi ; la femme de Bogdan fut abandonnée à la brutalité des soldats, et son fils Timoféï fustigé en public. Dans l'amertume de son désespoir Chmielnicki osa proférer des plaintes, des menaces ; et tous les nobles polonais, irrités par son obstination, s'étudièrent à le traiter avec mépris, en l'accablant d'insultes réitérées. Mais la créature la plus faible se défend lorsqu'elle est poussée à bout, et Chmielnicki était guerrier ! il n'eut aucune peine à soulever ses compatriotes également malheureux et avides de vengeance. Appuyé des Tatars dont il rechercha l'amitié, il brava bientôt les efforts des Polonais. Étienne Potocki perdit toute son armée dans un premier combat près de Zolte-wody ; l'armée royale fut cernée près de Korsun et presque entièrement anéantie ; les grands-généraux de la couronne et de Lithuanie, tous les autres généraux, et un très-grand nombre d'officiers furent emmenés captifs en Krimée. Quelques fuyards échappés au glaive du vainqueur, vinrent à Merecz pour informer le roi de ces désastres : ils trouvèrent sa dépouille mortelle, entourée d'une pompe funèbre ; la mort l'avait moissonné à la fleur de l'âge et au moment du danger.

Pendant l'inter règne — 1648 — le commandement d'une nouvelle armée fut confié à des chefs sans expérience ; elle ne s'opposa aux insurgés que pour essuyer encore une défaite signalée près de Pilawiecz. Chmielnicki, maître de l'Ukraine, du palatinat de Braclaw, de la Podolie, de la Wolynie et de la Russie-rouge, occupa Léopol et Zamosk, et les cruau-

tés exercées des deux côtés donnèrent à cette lutte le caractère d'une guerre d'extermination. Le Kosak vainqueur s'arrêta à Zamosk pour y attendre le résultat de la diète d'élection; sa lenteur sauva la république.

L'imminence du danger précipita l'élection. Les offres du tzar de Russie ne firent aucune impression : celles de Ragotzy, grand-duc de Transylvanie, furent traitées avec la même négligence : toutes les voix se réunirent en faveur de Jean-Kasimir, fils de Sigismond, et frère du roi défunt; et on oublia même d'ajouter de nouvelles clauses aux anciens pacta conventa.

La carrière de Jean-Kasimir ressemblait à un roman. Ne pouvant comme prince du sang obtenir un emploi en Pologne, il avait servi les Espagnols dans les Pays-Bas, et il voulut se rendre en Espagne pour y accepter un commandement dans la flotte, lorsque la cour de France le fit arrêter à son passage; une captivité de quelques années le dégoûta du monde; à peine remis en liberté, il se fit jésuite : le pape l'éleva bientôt à la dignité de cardinal, et, peu de temps après, la diète polonaise l'appela au trône de ses aïeux. Il obtint du chef de l'église latine les dispenses nécessaires, et son mariage avec la veuve de son frère mit le comble à tant de singularités.

Le premier soin du nouveau roi fut de réorganiser l'armée. Un nouveau corps polonais s'étant aventuré sur les rives du Bog, avait été battu, réduit à 9000 hommes, et renfermé à Zbaras, où il était assiégé par des essaims innombrables de Kosaks et de Tatars. Jean-Kasimir vint en personne au secours

des siens, mais il n'avait pu réunir que 18000 hommes, et même cette armée se révolta au camp de Zborow. Jean Sobieski, qui s'y fit remarquer pour la première fois, réussit à apaiser l'émeute, lorsque les Polonais, formant la moitié la plus remuante de l'armée, s'aperçurent que les Lithuaniens, plus attachés au roi, étaient disposés à prendre les armes contre eux; mais à peine l'ordre était-il rétabli au camp, que déjà Chmielnicki et Islaw-Gherey, khan de la Krimée, le cernaient de toute part. Une partie de leur armée continuait le blocus de Zbaras, la plus grande assaillit avec fureur le camp du roi près de Zborow; et quoi qu'ils essuyassent des pertes immenses, quoique les Polonais soutinssent avec gloire ces attaques qui ne finissaient qu'à la nuit tombante pour recommencer le lendemain, le nombre et l'obstination devaient triompher à la fin. L'armée du monarque se trouvait dans une position extrêmement critique; ses moyens de défense diminuaient à chaque instant, et la valeur ne pouvait plus la sauver. Jean-Kasimir y suppléa par la ruse; ayant su diviser les Tatars et les Kosaks, il conclut d'abord avec les premiers un traité qui pouvait passer pour avantageux dans les circonstances. Le khan promit de quitter le territoire polonais, de fournir même des troupes auxiliaires si on voulait les solder, et la république acheta sa retraite au prix de 300,000 florins qui lui furent payés comptant. Après cette défection, Chmielnicki n'espérant plus la victoire avec la même confiance, se prêta à un accommodement dont les conditions étaient avantageuses aux Kosaks, quoique leur chef consentît à se prosterner devant le roi et à lui demander pardon. En retour de cette complaisance, Jean-Kasimir promit au nom

de la république une amnistie générale à ces guerriers révoltés; il s'engagea à faire observer leurs anciens privilèges, et la milice kosaque, soldée par la Pologne et commandée par Chmielnicki, devait être portée à quarante mille hommes. L'église grecque tolérée dans le reste du royaume, devait être favorisée comme l'église dominante parmi les Kosaks, auxquels le roi promit de ne donner jamais des chefs d'une autre religion. Une clause du traité assurait à leurs chefs le rang et les droits de la noblesse polonaise. Ces articles prouvent à la fois les intentions bienveillantes et pacifiques du souverain, et la redoutable puissance de Chmielnicki.

Pourtant cette république qui n'avait pas su le vaincre, ne voulait point non plus le respecter; les anciennes vexations recommencèrent aussitôt, et tous les grands du royaume excitaient sans cesse le roi à rompre un traité qu'ils blâmaient hautement, et dont plusieurs articles ne furent jamais exécutés. Les Kosaks voyant combien la paix était fragile, se révoltèrent encore une fois; et les Tatars accoururent de nouveau à leur aide. Cette fois cependant Jean-Kasimir parvint à réunir 100,000 hommes de l'arrière-ban, et les chances étant plus égales, Chmielnicki fut défait à Beresteczko. La guerre n'en continua pas moins; on aurait pu la terminer peut-être, si au lieu de profiter de la victoire l'armée polonaise ne s'était dispersée immédiatement après la bataille. Chmielnicki traitant quelquefois pour gagner du temps, évitant les rencontres lorsqu'il était le plus faible, et cherchant des secours à l'étranger, sut éluder les efforts des généraux de la couronne, et même remporter de nouveaux avantages.

Des mesures énergiques pouvaient seules mettre un terme à cette guerre funeste qui menaçait jusqu'à l'existence de la république: Jean-Kasimir convoqua la diète pour aviser aux moyens de rétablir la paix; mais cette diète à jamais mémorable de l'année 1652, eut un résultat tout opposé: elle mit la dernière main à l'oeuvre de la désorganisation, et le seul élément de discorde qui manquât encore dans la constitution polonaise, y fut introduit. Les propositions de la couronne avaient été discutées, la séance approchait de sa fin, et les débats terminés, on procédait à recueillir les voix, lorsque Sicinski, nonce d'Upita en Lithuanie, quitta brusquement l'assemblée en s'écriant: „je n'y consens pas.” — Ce *veto* arrêta tout d'un coup l'activité des États; tous leurs travaux étaient rendus inutiles, une décision impossible; l'on n'avait plus qu'à se séparer. Le motif qui avait déterminé Sicinski, bien peu digne sans doute d'un représentant de la nation, caractérise assez l'esprit de l'époque. Cet homme, irrité par le refus de quelques avantages pécuniaires, avait juré de se venger en paralysant toutes les mesures du roi; mais cette basse rancune d'un individu assez obscur n'aurait pu exercer une influence si fatale sur les destinées de son pays, si l'esprit qui dictait son action n'avait malheureusement animé à-peu-près toute la noblesse polonaise.

D'abord la hardiesse de Sicinski excita l'étonnement de tous, l'indignation de quelques-uns, et on se demandait si son action avait un caractère légal? — Tous se rappelaient ce passage du statut d'Alexandre, portant que les décisions de la république devaient être prises d'un commun accord (*communi consensu*) mais jusqu'alors on avait cru la minorité obligée de

souscrire aux décrets de la diète, et d'adhérer aux résolutions prises à la pluralité des voix. Malheureusement les nobles se ravisèrent bientôt: ils croyaient de leur intérêt de favoriser l'anarchie et tout ce qui pouvait rendre leur position isolée plus indépendante en affaiblissant le gouvernement central. Dans l'ardeur de s'assurer de nouveaux avantages, ils oublièrent que la possession de ceux dont ils jouissaient, ne pouvait avoir de durée que celle de l'état dont ils faisaient partie et qu'ils travaillaient à détruire. Bientôt on expliqua ce passage équivoque du code de manière à sanctionner le droit du *veto*, qui fut déclaré le plus sacré de tous les droits, la base de la constitution, et la garantie la plus sûre des libertés publiques. Les Polonais se persuadèrent qu'il n'y avait point de liberté sans ce privilège; et celui qui eût osé le révoquer en doute, ou en proposer l'abolition, n'aurait pu échapper aux sabres des nonces. L'absurde condition de l'unanimité, qui rendait la minorité et même un individu arbitre du sort de la nation, facilitait l'intrigue: on avait dès lors un moyen d'arrêter les opérations du gouvernement, sans même se montrer en personne, ni s'exposer à l'inimitié des partis, puisqu'il y avait toujours des gentilshommes très pauvres parmi les nonces, et qu'il n'en coûtait guère pour acheter leur vote. Les débats, toujours très peu réguliers, devinrent tout-à-fait indécents, et le monarque à qui les lois ne permettaient pas de s'éloigner pendant les séances, était souvent réduit à feindre le sommeil pour échapper à la nécessité de répondre à des injures grossières. Presque immédiatement après cette époque quatre diètes de suite furent rompues, toujours par l'opposition de quelque nonce

nonce à-peu-près ignoré jusqu'à ce moment, et prêt à servir les caprices d'autrui. Bientôt le nombre de diètes terminées de la sorte excéda le nombre de celles qui arrivèrent à une conclusion: souvent on en vit se dissoudre ainsi le jour même de l'ouverture, et, du temps d'Auguste III, durant un espace de trente ans, toutes les assemblées législatives furent déchirées à l'exception d'une seule!

Mais le temps marche et la société ne saurait rester dans l'inactivité. En Pologne le gouvernement était légalement arrêté à chaque pas; les Polonais cherchaient un moyen de le faire avancer tout en conservant ce veto qu'on ne voulait point abolir, et ils croyaient avoir trouvé la solution de ce problème dans les confédérations de funeste mémoire. Depuis long-temps on avait vu des armées, quelques nobles, ou des provinces entières se confédérer sous différents prétextes, presque toujours en opposition directe avec tous les pouvoirs légalement établis, et dans le but d'exécuter quelque dessein particulier. Maintenant cette manière de procéder, illégale de sa nature, devait servir de remède aux diètes rompues, et aussitôt que la voix d'un nonce avait arrêté l'activité régulière des États, le parti dominant avait soin de se constituer en une confédération dans laquelle on décidait à la pluralité des voix. Rien n'imposait cependant à un parti opposé l'obligation de recevoir la loi d'une pareille assemblée; rien ne l'empêchait même de se confédérer à son tour. Dans ces cas, malheureusement trop fréquents, les deux factions ennemies s'accusaient mutuellement de trahison, et la force décidait là où la loi ne pouvait se faire entendre. L'anarchie était

la suprême loi du royaume et la guerre civile à-peu-près permanente.

Et quelle époque la république avait-elle choisie pour achever sa décomposition? — le moment où la guerre de trente ans venait de développer le système d'une politique européenne et l'art de la guerre! — Aucun état ne pouvait se maintenir désormais qu'autant qu'il avait des finances réglées et une armée forte par sa discipline et toujours prête à le défendre: la Pologne n'avait ni l'un ni l'autre; et si depuis long-temps elle ne marchait plus de front avec l'Europe occidentale, si elle n'avait partagé ni ses destins ni ses progrès, ce défaut d'harmonie devint depuis cette époque plus prononcé que jamais. On doit s'étonner que cet état ait pu végéter encore un siècle et demi en échappant plus d'une fois à la catastrophe que ses lois avaient rendue inévitable; on va de surprise en surprise, cette existence prolongée devient encore plus étrange à l'examen de l'état intellectuel et moral qui était le résultat d'un système si corrompu.

Sans doute, personne ne voudra nier les belles et brillantes qualités des Polonais; tout le monde est d'accord sur la valeur signalée de cette nation belliqueuse, sur l'enthousiasme dont elle est susceptible, sur la facilité qu'elle a d'imiter des modèles aimables et d'acquérir tous les agréments faits pour embellir la vie. Mais les qualités de l'homme devenu citoyen d'un état plus ou moins policé, ne sont plus l'ouvrage de la seule nature: son siècle, son éducation, et le système social dont il fait partie exercent une influence incalculable sur toutes ses facultés, et ses vertus, comme ses défauts, en sont le résultat. En Pologne une constitution vicieuse et de longues époques de

troubles et de licence ne pouvaient avoir influé d'une manière avantageuse sur le caractère national. Les Polonais aimaient fort à se vanter de patriotisme; mais la vérité c'est que jamais peuple de la terre n'oublia plus complètement que l'homme n'est pas sans devoirs envers sa patrie, qu'il y a des intérêts communs à la société en général, et qu'elle a le droit de nous demander le sacrifice de nos intérêts particuliers. Ce qu'ils appelaient patriotisme ne méritait guère ce nom; ce n'était pas le plus beau trait de leur caractère, et rien peut-être n'a autant contribué à la ruine du royaume. La modestie sied bien aux citoyens d'un état arriéré; on aime à les voir avides de s'instruire, fiers des belles qualités de leur nation, mais éclairés sur ce qui manque encore à leur patrie, et travaillant de toutes leurs forces à lui préparer un avenir. La fierté nationale des Polonais ne ressemblait en rien à cet esprit modeste et généreux; ils ne convenaient ni de l'absurdité de leur constitution, ni du défaut de civilisation de leur pays; au contraire, ils le proclamaient, tel qu'il était, le premier de l'univers; son avenir ne les inquiétait point: à cause de ces privilèges aristocratiques compris sous le nom de liberté, son état actuel était le sujet d'un orgueil assez peu motivé, et en dernière analyse ce prétendu patriotisme a toujours empêché les Polonais de devenir ce qu'ils se vantaient d'être.

Chacun réclamait ses droits; nul ne se rappelait ses devoirs; l'esprit d'intrigue minait l'état et la société; et, nommément dans tous les genres d'activité publique, ni les motifs, ni les moyens ostensibles n'étaient jamais les véritables; la vénalité, que l'opinion publique ne réprouvait point, devint universelle, et une

imagination vive que l'idée du devoir n'arrêtait plus conduisait à la dépravation des mœurs : les femmes exerçaient une très grande influence à des titres, peut-être encore plus doux que ceux d'épouse et de mère, quoique moins respectables.

Les Polonais se prodiguent volontiers des éloges, mais en examinant, sans en excepter un seul, tous les auteurs allemands, français, italiens, suédois etc. qui en ont parlé depuis le seizième siècle jusqu'au dix-huitième, on peut se convaincre qu'ils n'étaient point parvenus à faire partager au reste de l'Europe l'idée avantageuse qu'ils avaient d'eux-mêmes. On les jugeait frivoles, superficiels, inconstants, prodigues, avides d'argent, capables de tout pour en obtenir; et leur véracité était un peu suspecte. Quoique les auteurs nationaux accusent les étrangers d'exagération à cet égard, quoiqu'ils prétendent qu'on a souvent jugé les Polonais sans les connaître, ils sont pourtant forcés de convenir d'une très grande partie de ces défauts. Mais ils se réfugient dans le patriotisme; ce grand mot répond à toutes les accusations, et c'est à leurs yeux une compensation plus que suffisante. Encore une fois, on a de la peine à retrouver les traces d'un vrai patriotisme dans ces conspirations sans fin; on ne saurait le voir non plus dans les intrigues d'une noblesse qui déchirait le royaume par des guerres civiles, qui appelait sans cesse les étrangers à son aide, et que le plus offrant trouvait toujours prête à vendre la couronne.

Il est vrai que les nobles aimaient à l'excès leurs privilèges, leur puissance souveraine, leur position avantageuse enfin! — et elle en valait la peine! — il ne fallait pas une bien grande abnégation de soi-

même pour la chérir! — C'est cette position que l'aristocratie honorait du nom de patrie: sans doute elle a fait de grands sacrifices pour la conserver, de plus grands encore pour la recouvrer, mais ses efforts étaient-ils intéressés ou généreux? — que l'histoire réponde à cette question. Toutes ses pages attesteront que la noblesse, prête à tout immoler à son ambition, n'a jamais voulu sacrifier le moindre de ses privilèges au salut de la Pologne! — Faut-il encore d'autres preuves?

Quant à la masse du peuple, il ne saurait en être question; légalement elle ne faisait point partie de la nation, et les lois du royaume, les conditions de son existence l'avaient réduite à un état de stupeur voisin de l'imbécillité; la vie de ces infortunés se composait d'une longue série de souffrances, interrompue par quelques instants d'une débauche grossière. La classe industrielle, si importante ailleurs, n'existait pas en Pologne; la législation en détruisait jusqu'aux moindres germes; et la caste régnante dédaignait de profiter pour elle-même des ressources de l'industrie. Quelques nobles ayant essayé d'échapper à la misère par des entreprises commerciales, la diète déclara aussitôt — 1677 — que le commerce dérogeait à la noblesse, et de peur de déroger, ces gentils-hommes retournèrent à leur ancien état de garçons d'écurie.

Le besoin qu'on éprouvait chaque jour des métiers les plus indispensables, obligeait d'attirer des artisans étrangers dans le royaume. Ceux-ci ne voulaient point partager le sort du serf polonais; mais au lieu de leur accorder l'indigénat, d'en faire une partie intégrante de la nation, et de les attacher ainsi à leur nouvelle patrie, les nobles qui les établissaient

dans leurs terres se bornaient à leur donner des privilèges exceptionnels au lieu de droits politiques, séparant soigneusement les intérêts des colons de ceux de la nation. Les étrangers n'avaient pas de centre commun; chaque colonie formait donc dans l'état un corps séparé, exposé par sa faiblesse à tous les genres d'oppression que les plus forts se croyaient autorisés à lui imposer. Quelquefois les privilèges des colons n'étaient accordés que pour un temps limité; et à l'expiration, lorsque les étrangers avaient employé leurs capitaux à la construction des ateliers et à l'achat du matériel, ou à fertiliser des solitudes incultes, ils avaient l'alternative d'accepter des contrats moins avantageux ou de quitter le royaume en sacrifiant le fruit de leur travail. Partout les nobles qui se lassaient bientôt de voir sur leurs terres une population moins soumise à leur autorité, empiétaient, sans beaucoup se gêner, sur les franchises des colons; l'aristocratie étant juge et parti, l'histoire de Bogdan Chmielnicki peut nous apprendre quel sort était réservé à ces malheureux lorsqu'ils poussaient l'audace jusqu'à vouloir se plaindre, et les annales d'une époque plus rapprochée nous fournissent des détails précieux sur l'étendue de ces vexations: immédiatement après le partage du royaume, les tribunaux prussiens furent assaillis par plus de *trente mille* causes de privilèges de colons violés!

Une régénération de la Pologne était donc impossible; elle n'en aurait pas trouvé les éléments dans son état social: ni le peuple abruti, ni des colons insignifiants n'auraient pu balancer l'influence des nobles qui écrasaient le reste de la nation.

Ce droit du *veto*, si funeste dans ses conséquences, la noblesse l'avait usurpé au moment du danger. A l'instant même où tous les malheurs venaient fondre à la fois sur la république, où le gouvernement avait besoin de toutes ses ressources, les nobles s'étaient plu à le priver de tous les moyens d'agir, et le sort fatal réservé à la Pologne paraissait devoir l'atteindre dès cette époque.

Au lieu de terminer la guerre des Kosaks, la république eut l'imprudence de n'en pas éviter une autre avec la Russie. La victoire se montra partout fidèle aux drapeaux du tzar, et en deux campagnes — 1654-55 — Smolensk, Mohilef, Polotsk, Witepsk, Nevel, Kief, Wilna, et toute la Lithuanie furent perdues.

L'ambitieux Charles-Gustave, qui venait de succéder à la reine Christine sur le trône de Suède, aspirait à la gloire de suivre les traces de Gustave-Adolphe, et d'accomplir la vaste entreprise de ses prédécesseurs : celle d'embrasser la mer Baltique de ses conquêtes, et d'en exclure toutes les nations rivales de son pays. Une guerre contre la Pologne entraînait nécessairement dans ses projets, mais peut-être aurait-il hésité encore à l'entreprendre, si les conseils d'un transfuge n'avaient puissamment contribué à précipiter ses décisions. C'était un noble polonais, Jérôme Radziciowski, qui engageait les Suédois à envahir le territoire de la république ; ayant occupé jadis des places éminentes dans sa patrie, il avait été forcé de la fuir ; le désir de venger un outrage l'en avait banni. Son épouse belle et sensible avait su plaire au roi, et l'amabilité de son illustre amant l'avait emporté sur ses devoirs. Le passionné Radziciowski

n'avait cessé dès-lors de conspirer avec tous les ennemis de l'état, et condamné à une mort infâme, il avait trouvé un asile à la cour de Stockholm. Le jeune roi de Suède, excité par lui, et animé du désir de s'illustrer, profita enfin d'un prétexte pour rompre la paix, que l'ambassadeur de Pologne lui avait fourni en protestant de la manière la plus solennelle contre l'avènement de ce prince, lorsque Christine se démit en sa faveur d'une couronne que Jean-Kasimir osait encore réclamer.

L'armée suédoise avait à peine franchi les limites du royaume, que la noblesse de Posen et celle de Kalisz passèrent de son côté; les troupes du roi de Pologne furent battues à Czarnowo; Varsovie fut occupée sans coup férir, et Krakovie ne résista que deux jours. L'armée du quart, commandée par Lanskoronski, battue à Woynicz, prêta serment de fidélité à Charles-Gustave, préférant une solde de trois mois, offerte par l'ennemi, à l'existence de la Pologne. Dans le fait, ce royaume n'existait plus! il était occupé presque dans sa totalité par les Russes et les Suédois, auxquels l'électeur de Brandebourg, duc de Prusse, venait de s'allier; et Jean-Kasimir dut s'enfuir en Silésie — sur une terre étrangère!

La république aurait cessé dès-lors de figurer parmi les états européens, si la mésintelligence n'avait bientôt divisé des vainqueurs qui ne s'étaient point concertés d'avance. Au moment où quelques seigneurs polonais formaient à Tyszowice une confédération pour la défense du roi qui reparut à Léopol, la Russie accorda une trêve à la Pologne pour combattre elle-même la Suède et les Tatars. Il est vrai que les efforts des confédérés ne furent pas couronnés

de succès : dans une bataille qu'ils livrèrent aux Suédois près de Varsovie, et qui dura trois jours, leur armée fut encore une fois anéantie ; et en même temps de nouveaux ennemis, les Transylvains, envahirent les provinces méridionales. Mais les rapides progrès de Charles-Gustave et son ambition extravagante effrayant tous les états limitrophes, une ligue puissante s'imposa la tâche de restaurer la Pologne. L'empereur d'Allemagne lui envoya une armée auxiliaire ; le Danemarck attaqua de son côté la Suède ; et l'électeur de Brandebourg fit sa paix et même une alliance avec la république. La mort de Charles-Gustave accéléra bientôt après la marche des négociations ; la paix signée à Oliva — 1660 — n'imposait que très peu de sacrifices à la Pologne. Jean-Kasimir renonça seulement à ses droits à la couronne de Suède et à la souveraineté sur la Prusse, qui devint un état indépendant.

La guerre contre la Russie, la seule qui fût continuée, traîna pendant plusieurs années, sans qu'on pût faire d'aucun côté un effort décisif. La peste et les Tatars ravageaient les états du tzar, et des troubles domestiques empêchaient la Pologne de déployer ses forces. D'abord les armées de la république se révoltèrent, réclamant leur solde arriérée : les soldats, après avoir fusillé quelques-uns de leurs généraux, dévastèrent leur patrie sous la conduite de chefs élus par eux, et quelques subsides extraordinaires, joints aux profits sur une monnaie de bas aloi, suffirent à peine pour les satisfaire. Les Kosaks, pacifiés un instant par des promesses trompeuses, avaient bientôt de nouvelles injustices à venger ; et la reine Marie-Louise ayant perdu tous ses enfants en bas-âge, excita de

nouveaux troubles par les tentatives qu'elle faisait afin d'assurer la couronne à son neveu, le duc d'Enghien, fils du grand Condé. Son parti était puissant; et Lubomirski, grand-maréchal de la couronne, qui s'opposait à ses desseins, fut condamné à perdre ses biens, la vie et l'honneur. Mais cet illustre criminel contesta à la tête d'une armée la validité de l'arrêt; après une guerre sanglante le roi fut obligé de lui pardonner, de publier une amnistie générale, et de promettre par écrit qu'il n'aiderait à personne à monter sur le trône.

Le tzar Alexeï se proposait de briguer la couronne de Pologne à la prochaine élection, et presumant la fin de Jean-Kasimir prochaine, il désirait la paix: on convint d'un armistice de treize ans — 1667 — qui, en enlevant à la Pologne son influence sur les Kosaks, lui coûta de plus les conquêtes de Vladislav: Smolensk, Tchernigof et la Séverie. La ville de Kief fut même cédée aux Russes pour deux ans.

Le roi avait attendu avec impatience le moment de la paix, et peu de temps après il exécuta son projet d'abdiquer la couronne. Las de régner en apparence sur un pays que personne ne voulait défendre, où nul ne voulait obéir, et dont il prévoyait la ruine; blessé sans cesse, contrarié en tout, et navré de douleur par la conviction qu'il était impossible de dessiller les yeux aux Polonais et de leur faire comprendre les dangers de leur position, il se crut inutile sur le trône. Les incrédules n'avaient pas voulu écouter sa voix prophétique, et ses paroles mémorables à la diète de 1661 furent traitées de discours visionnaires. „Si vous ne remédiez pas, dit-il aux représentants de la noblesse, à ces calamités, suites inévitables de vos

élections prétendues libres, ce beau royaume deviendra la proie des étrangers; la Moskovie s'emparera du grand-duché de Lithuanie et de la Russie-rouge, — la maison de Brandebourg de la Prusse et de la Grande-Pologne, — l'Autriche de la Petite-Pologne et de Krakovie. Chacune de ces puissances aimera mieux conquérir une partie du territoire, que de le posséder tout entier, avec sa constitution actuelle." — L'impatience gagna de plus en plus Jean-Kasimir; il lui échappa même de dire aux États: „si vous vous ennuyez de mon règne, je m'ennuie bien plus de régner sur vous!" — Néanmoins sa résolution étonna d'abord le sénat, qui fit même quelques efforts pour l'en dissuader. La réponse du roi prouvait de reste que c'était un parti irrévocablement pris, et on eut à s'occuper de la forme et du cérémonial de l'abdication; objets d'autant plus susceptibles de discussion que l'histoire du royaume n'offrait point d'exemple d'un acte pareil. Enfin tout étant réglé, le monarque remit le sceptre à la diète convoquée à cet effet — 30 Août 1668. — La scène, préparée d'avance, ne trahit point les véritables motifs des acteurs; dans le discours du roi, et dans la réponse du maréchal des nonces, il n'était question que de remerciements mutuels, de regrets et de doux souvenirs: on s'attendrit des deux côtés, et les États votèrent à l'ex-roi une pension annuelle de 300,000 florins — qui ne fut jamais payée! Jean-Kasimir, rentré dans les ordres, se vit obligé de vivre en France du revenu de deux abbayes que Louis XIV voulut bien lui donner.

Le droit du veto modifiait d'une manière sensible le caractère des débats, et depuis l'époque qu'il marque dans l'histoire de Pologne, la noblesse donna à

ses efforts, dirigés jusqu'alors contre l'autorité royale, une direction différente. Le roi étant dépouillé de tous ses droits, de l'apparence même du pouvoir, on n'avait plus de concession à lui demander, et les grands seigneurs, sûrs de leur ascendant, remarquaient pourtant que la facilité de rompre les diètes donnait aux nonces, ou à des intrigants isolés, un moyen trop aisé de neutraliser leur pouvoir, et de les empêcher d'agir. Les grands avaient favorisé les prétentions de l'ordre équestre vis-à-vis du trône, mais ils n'étaient pas d'humeur à lui sacrifier leurs propres intérêts. Leurs efforts pour limiter l'influence de la petite noblesse, et la résistance de celle-ci, remplissent depuis ce temps les annales de la république. Cette guerre entre les deux fractions de l'aristocratie, tantôt plus, tantôt moins ouverte, ne pouvait pourtant jamais dépasser un certain degré de violence, ni devenir décisive, parce que les avantages étaient balancés, d'immenses richesses faisant la force des uns, et le nombre celle des autres. D'ailleurs, ni les chefs des familles puissantes, ni cette foule de gentilshommes qui formaient le parti opposé, ne concertaient jamais entre eux de plan conséquent; chacun poursuivait séparément ses vues particulières: les haines de familles, l'ambition individuelle, les intérêts du moment et l'influence des cours étrangères amenaient à chaque instant de nouvelles combinaisons, et quoique cette grande division se reproduise toujours, des intrigues partielles la cachent bien souvent et semblent même l'effacer.

La paix rétablie dans le reste de l'Europe, permettait aux grandes puissances de s'occuper des élections en Pologne. Plusieurs y avaient un intérêt direct: la Russie désirait de réunir les peuples slaves

sous le même sceptre, afin d'éviter les guerres qu'elle prévoyait; l'Autriche voulait élever au trône un prince disposé à la seconder contre les Turcs; et la France avide de s'agrandir sur les bords du Rhin et dans les Pays-Bas, cherchait même à Varsovie quelque moyen d'affaiblir la maison de Habsbourg, opposée à ses desseins. Excitant les Turcs à attaquer cette dynastie, les Hongrois à se révolter contre elle, Louis XIV voulait encore donner à la Pologne un roi ennemi de l'Allemagne. La vénalité venait au-devant de la corruption, et la noblesse du royaume se divisa bientôt en partis: français, autrichien et russe.

Un assez grand nombre de candidats s'annoncèrent d'abord. Le tzar proposait son fils; la France, le duc d'Enghien; mais les intrigues de la reine Marie-Louise avaient rendu ce prince odieux à la nation, et le ton impérieux des chefs de son parti acheva d'indisposer la petite noblesse. Il n'eut aucune chance, quoique le primat Prazmowski, et Jean Sobieski qui était marié à une française — Marie-Casimire de La Grange — et constamment en relation avec la cour de Versailles, se donnèrent beaucoup de mouvement en sa faveur.

L'attention générale se fixa enfin sur deux compétiteurs: le duc de Pfaltz-Neubourg, recommandé par l'électeur de Brandebourg son parent; et le duc Charles de Lorraine, candidat autrichien, devenu si célèbre depuis par ses victoires sur les Turcs. Le premier paraissait devoir l'emporter; la France voyant l'impossibilité de réaliser ses premiers desseins, lui prêtait son appui, dans l'espérance de détacher par ce moyen l'électeur de l'alliance autrichienne; et l'empereur, craignant de perdre cet important allié, lui sa-

crifia les intérêts du duc de Lorraine. Mais l'extrême violence des débats à la diète d'élection — 1669 — déjoua toute prévoyance. Depuis l'ouverture des séances il ne se passait point de nuit qu'on ne trouvât quelques nobles assassinés dans les rues de Varsovie ou au camp de Wola; des désordres plus graves éclatèrent le jour des suffrages. Presque tous les sénateurs et les nonces parlaient encore en faveur du duc de Neubourg, que l'ordre équestre s'obstinait à repousser sans cependant proposer d'autres candidats; et, tout d'un coup, un mouvement d'impatience entraîna cette foule innombrable d'électeurs armés vers la Szopa; ils n'épargnèrent ni les imprécations ni les coups de pistolet; deux sénateurs furent tués, un grand nombre blessés; magistrats et députés, tous tâchèrent en vain de s'enfuir; des scènes d'horreurs enveloppaient le camp. Jean Sobieski, présent malgré les lois qui ordonnaient au grand-général de la couronne de garder les frontières du royaume, parvint enfin à arrêter le massacre par la menace d'appeler l'armée à son aide, et d'opposer la force à la violence. Aussitôt Opalinski, palatin de Kalisz, profita d'un moment de silence pour faire une proposition fort inattendue: „pourquoi dit-il, déférer le sceptre à un prince étranger? — imitons nos ancêtres, élisons un *Piast!*” — C'est-à-dire un gentilhomme indigène: les Polonais, fiers de leurs souvenirs historiques, aimaient à être désignés par le nom de famille de cette dynastie qui avait si longtemps porté la couronne. — La foule surprise se tut d'abord; soudain Stanislas Krzycki, chambellan de Kalisz, proclama pour roi le prince Michel Wisniowiecki, et à l'instant le cri de: „vive le roi Michel” retentit au loin, répété par mille et mille voix; quelques gen-

tilshommes forcèrent le primat, le pistolet sur la gorge, de le nommer dans les formes, et, au grand étonnement de tous les électeurs l'élection était accomplie!

Personne n'en fut plus émerveillé que le prince lui-même, qui s'enfuit du camp dans l'espérance d'échapper à la couronne. Les terres de sa famille ayant été ravagées pendant la guerre des Kosaks, Michel n'avait pour tout bien qu'une pension annuelle de 6000 florins; et encore devait-il ce peu de fortune à la généreuse bonté de la reine Marie-Louise qui lui avait légué cette rente. Faible de corps et d'esprit, peu propre à régner, il n'avait rien pour lui, excepté l'avantage de descendre en ligne directe d'Olgerd, frère de Jagellon. Aussi l'idée de briguer la couronne lui était-elle restée étrangère, quoique l'évêque de Kulm, Olszowski, l'eût proposé dans un écrit sur les candidats; et maintenant même il supplia la noblesse les larmes aux yeux de le dispenser du devoir de régner sur elle. Sa résistance fut enfin vaincue; il jura les *pacta conventa* de Wladislas; on n'y ajouta rien cette fois, hors une loi nouvelle et fort extraordinaire, promulguée déjà à la diète de convocation, portant qu'aucun roi n'aurait à l'avenir la permission d'abdiquer.

Michel était le plus pauvre des souverains; il manquait de tout. Ses amis se cotisèrent pour meubler son appartement; sa cuisine étant également dégarnie, on y envoya des présents en comestibles, et en attendant que son ménage fût arrangé, le roi allait dîner et souper chez quelques nobles de son parti. La grande noblesse, hautaine et fière de son opulence, regardait avec mépris ce chef élevé par l'ordre équestre; elle se plaisait à l'insulter en public, et les grands-

dignitaires refusaient même de remplir leurs offices dans les cérémonies. Malgré les soins de Michel pour se concilier des sujets qui daignaient à peine l'écouter, toutes les diètes furent rompues et les diétines se terminaient en combats.

Enfin Prazmowski forma le projet de détrôner un roi qu'il avait nommé de si mauvaise grâce; seize-cents nobles se liguèrent avec lui; presque tous les grands noms de la Pologne figuraient sur la liste des conjurés, et s'ils cachaient encore leurs desseins, c'était par égard pour la cour de Vienne. Michel venait d'épouser Éléonore princesse d'Autriche; le parti du primat jugea donc nécessaire de prévenir l'empereur Léopold, frère de la reine, de la fâcheuse situation du royaume et de la résolution prise d'y remédier par la révolte. Afin de ne pas exciter le courroux de ce monarque, les conjurés le consultèrent, et ils le trouvèrent en effet disposé à seconder leur entreprise. Léopold consentit au détronement de Michel, pourvu que sa soeur restât sur le trône; espérant obtenir du pape le divorce de cette princesse, il proposa de donner la couronne de Pologne et la main d'Éléonore au duc Charles de Lorraine que la reine elle-même aimait depuis long-temps; et cette princesse prêta d'autant plus volontiers la main à ces intrigues.

Jean Sobieski eut soin de les traverser quoiqu'il fût lui-même du complot; puissant déjà par les emplois de grand-maréchal et de grand-général, et surtout par sa gloire militaire, il aspirait en secret à cette couronne mise à l'enchère. Il travailla à fixer l'attention des conjurés sur un candidat, qui ayant moins de chances de succès, fût pour lui un rival moins dangereux, et le prince de Longueville lui paraissait rem-

remplir ces conditions. Entraîné par Sobieski, le parti conjuré contre Michel se mit en relation avec la France, et en offrant le sceptre à l'un de ses princes, on parlait vaguement d'un projet „de soustraire la république à la sottise tyrannique d'une noblesse plébéienne.” — Ni la cour de Varsovie, ni celle de Vienne ne se doutaient de cette nouvelle trame; mais la précipitation des grands découvrit à Michel les dangers qui l'entouraient. Presque au moment où le jeune guerrier auquel une faction promettait la couronne mordait la poussière au célèbre passage du Rhin — 1672 — ses partisans en Pologne accablaient leur roi d'injures, en lui reprochant à la diète ces dissensions dont il était la victime, et en lui signifiant sans ménagements qu'il eût à descendre du trône.

Michel convoqua aussitôt la petite noblesse, à laquelle il était redevable de la couronne. Plus de cent mille gentilshommes, indignés de la conduite des grands, se réunirent au camp de Golomb où ils formèrent une confédération sous les auspices du roi, jurant de le défendre à outrance. Sobieski, le primat et beaucoup d'autres furent déclarés traîtres, et condamnés à mort, — sentence qui effrayait d'autant moins les coupables qu'elle n'était pas facile à exécuter. La ligue secrète devint alors une confédération publiquement avouée; chaque seigneur accourait à la tête de ses gardes; l'armée de la république resta fidèle à son général, et non pas à son roi; et ces légions, rassemblées au camp de Lowicz sous les ordres de Sobieski, formaient une masse moins nombreuse mais plus aguerrie que l'armée de Michel.

Pendant que la Pologne était déchirée par ces troubles, de nouveaux dangers la menaçaient à l'ex-

térieur, et personne ne songeait à la défendre. Une partie des Kosaks émigrés de l'Ukraine avait trouvé un refuge sous la protection des Turcs : leur hetman Doroczenko, brûlant de reprendre sur les Polonais l'Ukraine, héritage de son peuple, trouva dans le célèbre grand-vizir Kiouprili un allié capable de le soutenir, et toujours prêt à saisir l'occasion d'étendre les limites de l'empire ottoman. Une lettre du vizir, qui exigeait du roi et des États le rétablissement des Kosaks dans leur ancien patrimoine, ne fut presque pas remarquée au milieu du désordre. L'armée turque la suivait de près. Le sultan s'y trouvait en personne, et Kiouprili en dirigeait les opérations, sans pouvoir remporter de nouvelles victoires parce qu'on ne lui opposait aucune résistance. Le palatinat de Braclaw, la Podolie et une partie de l'Ukraine tombèrent au pouvoir des Turcs ; Kamieniec même, place importante, clef du royaume, fut rendue après une défense à peine médiocre, et le sort de Léopol assiégée inspirait de vives inquiétudes. — Sobieski accourut à la défense de ses domaines situés de ce côté ; et s'il n'osa se commettre avec l'armée d'invasion, il dispersa du moins quelques essaims de Tatars qui battaient la campagne.

Michel au contraire ne pouvait absolument rien entreprendre à la tête d'une cohue nombreuse mais indisciplinée, qui, prête à se disperser au moment décisif, ne témoignait pas la moindre envie de combattre ; et si le roi parvenait malgré tant d'obstacles à la mettre en marche : les confédérés de Lowicz ne pouvaient-ils pas fondre sur lui en même temps que les Turcs ? — Désespérant du succès, Michel demanda la paix au Sultan Mahomet ; elle fut signée à Budciacz, et les conditions en furent dictées par l'orgueil

du vainqueur. Moyennant ce traité, Braclaw, l'Ukraine et la Podolie, Kamieniec surtout, furent cédés; les Kosaks passèrent sous la domination des Turcs, et la Pologne s'obligea à payer un tribut annuel de 20,000 ducats! Elle descendit au niveau de la Moldavie et de tant d'autres principautés, tributaires de la Porte ottomane. S'humilier ainsi, c'était en même temps manquer de foi envers la Russie qui demeurerait dès-lors exposée seule aux attaques de l'ennemi commun, malgré une convention récente et la promesse de secours mutuels.

Heureusement l'excès même de l'ignominie contribua à concilier momentanément les partis. Le roi ne cessait de faire des propositions pacifiques: il publia même une amnistie sans insister sur le nouveau serment de fidélité qu'il avait d'abord exigé de la part des confédérés de Lowicz. L'Autriche offrait sa médiation, et probablement l'égalité de force des deux partis inspirait aux grands comme au roi des inquiétudes sur le résultat possible d'une guerre à outrance. La mort du primat facilita encore un rapprochement; Sobieski eut la générosité de vaincre tout ressentiment personnel, peut-être son ambition secrète. Grâce à ces circonstances, la diète de pacification, convoquée à Varsovie, se termina à la satisfaction apparente de tous. Sobieski sut réveiller le courage et la fierté de ses compatriotes; il réussit même à leur arracher quelques subsides; et placé à la tête de l'armée, après avoir fait annuler le traité de Budciacz, il courut en venger la honte. — Michel n'était pas destiné à jouir de la paix intérieure, ni de la gloire des armes polonaises: il cessa de vivre la veille d'une victoire.

Le salut de l'état dépendait essentiellement de Jean Sobieski; tous les yeux se fixaient sur lui, et il ne trompa point l'attente générale: malgré de grandes difficultés, malgré l'inimitié de Pacz, grand-général de Lithuanie, qui le secondait assez mal, ce héros triompha de l'armée turque près de Chocim, place qui fut emportée le lendemain. La mort du roi arrêta cependant les progrès des vainqueurs; les nobles quittèrent en foule l'armée pour se préparer à l'élection; le chef abandonna lui-même son poste, et les ennemis réoccupèrent sans peine Chocim et le terrain perdu.

Si la victoire procurait comparativement peu d'avantages à la Pologne, elle donnait du moins à Sobieski de nouveaux titres à la couronne. Cet illustre guerrier n'eut garde pourtant d'annoncer ses prétentions d'une manière ostensible; au contraire, il se montra actif pour d'autres. Tant de réserve était motivée par un calcul assez juste: les lois interdisaient aux candidats l'accès du camp d'élection, et Sobieski tenait probablement à le surveiller. Il réussit au gré de ses désirs; nommé par surprise comme son prédécesseur, il n'en fut pas étonné comme lui.

Les intrigues les plus opposées entravaient à la diète d'élection la marche des affaires; jamais les puissances de l'Europe n'avaient montré autant d'empressement à y concourir: Alexeï Mikhaïlovitch, tzar de Russie; Charles de Lorraine; le jeune prince de Neubourg, candidat du parti français; Emile, fils de l'électeur de Brandebourg; les ducs de Modène, de Bavière, d'York et de Vendôme; les princes Guillaume d'Orange, Thomas de Savoie, Louis de Soissons et Georges de Danemarck, se surpassaient en promes-

ses quelquefois extravagantes, et l'or fut répandu à foison. Ce grand nombre d'aspirants favorisait les manœuvres occultes de Sobieski, en multipliant les divisions et les difficultés de s'entendre. Il en était d'autant plus vraisemblable que chaque parti, fatigué d'efforts inutiles, et voyant l'impossibilité de triompher, concourrait volontiers à l'élévation d'un prétendant qui du moins ne s'était pas annoncé comme le candidat d'un parti rival. La reine-veuve Éléonore prodiguait l'or et les promesses en faveur du duc de Lorraine; les Pacz soutenaient sa faction, et jugeant l'appui de Sobieski indispensable, elle s'étonna peut-être de ne pouvoir le gagner au prix offert de 200,000 ducats. Sobieski, compté encore parmi les chefs du parti français, affectait de nommer le grand Condé, mais uniquement dans le but de semer de nouvelles divisions. Plus tard, il se déclara prêt à voter pour le prince de Neubourg si la reine l'acceptait pour époux, et le jour des suffrages seulement son ami Jablonski le présenta lui-même à la noblesse réunie. A ce signal cinq palatinats votèrent pour lui; le cri de : „vive le roi Jean! ou nous périrons ou il sera notre roi!” devint bientôt unanime, et les Pacz même qui déposèrent d'abord leur protestation au greffe, accédèrent le lendemain à la résolution d'une imposante majorité — 18 mai 1674.

Les pacta conventa jurés par Sobieski, contenaient toutes les anciennes conventions et quelques articles nouveaux. Le roi promettait entre autres de ne conférer aucune charge aux étrangers, ni à la nouvelle noblesse jusqu'à la troisième génération. Cette stipulation avantageuse aux grands, était balancée par une autre toute en faveur de l'ordre équestre, par la

promesse de ne jamais cumuler deux fonctions sur le même individu. Ni l'une ni l'autre ne furent cependant observées. Sobieski dut encore s'engager à payer des domaines de la couronne le douaire de la reine Éléonore, à construire deux forteresses, et à établir une école militaire; mais on le dispensa de payer à l'armée la solde de six mois, trop légèrement promise avant son élection.

Le zèle patriotique du nouveau roi, qui différa son couronnement pour voler à la défense des frontières, présageait un règne de félicité et de gloire. Ce chef habile, élevé au trône, avait déjà remporté plus d'une victoire sur les disciples de Mahomet: que ne pouvait-on espérer de lui? — Il brûlait de venger l'attentat contre l'indépendance de la république et l'invasion de son territoire; quel fut pourtant le prix de son courage? — il s'épuisa inutilement en vains efforts pour rétablir l'intégrité du royaume! Ses premiers pas, il est vrai, furent marqués de succès, mais les armées turques paralysèrent bientôt son élan; elles gagnaient du terrain; les places assiégées par elles tombaient l'une après l'autre, et le roi, mal secondé de la noblesse qui ne payait pas même les subsides accordés, cédait en gémissant à une supériorité hors de toute proportion. Pacz, son ennemi personnel, n'obéissait jamais à ses ordres, et l'abandonna plus d'une fois au moment décisif, allant avec l'armée lithuanienne où il le jugeait à propos, entrant en campagne quand et comme il voulait, et se retirant de même, sans jamais consulter son maître, qui n'avait aucun moyen de le punir, ni même de l'éloigner du commandement. Enfin la petite armée du roi fut assiégée dans son camp de Zurawno sur le Dnestre; sa perte paraissait imminente,

et elle n'aurait pu y échapper si le nom de Sobieski n'avait encore commandé le respect. Réduit à l'extrémité, mais ferme encore, il obtint un traité qui valait mieux du moins que la paix qu'on avait annulée. La Porte ottomane conserva ses conquêtes, Kamieniec surtout et l'empire sur les Kosaks; mais il ne fut plus question de vasselage ni de tribut — 28 octobre 1676. —

Peut-être l'approche d'une armée auxiliaire envoyée par la Russie avait-elle contribué à rendre les généraux turcs un peu moins exigeants. Quoi qu'il en soit, le tzar se vit encore une fois abandonné au fort de la guerre par ses infidèles alliés, et de plus contraint d'acheter au prix des territoires de Velich, de Nevel et de Sebech, et d'une somme de deux millions de florins la neutralité de ce roi de Pologne qu'il venait de secourir.

La guerre des Kosaks était donc enfin terminée, après avoir duré trente-huit ans presque sans interruption; après avoir changé en un désert couvert de ruines une grande et belle partie du royaume! — La paix, qui guérit ailleurs les plaies les plus profondes, ne pouvait exercer sa bienfaisante influence sur un pays où régnait la discorde; du reste, la Pologne n'en jouit pas long-temps.

Bientôt l'ambition de Louis XIV agita même ce royaume éloigné. Ce prince conquérant, avide d'étendre les limites de ses états sans consulter le bon droit ni les préceptes de l'équité, voulait éloigner les armées autrichiennes des bords du Rhin. Dans ce but, ses agents excitaient les Turcs à la guerre contre l'Empire et la noblesse de la Hongrie à la révolte. Ils ne réussirent que trop: le sultan ordonna des prépara-

tifs immenses, et les Hongrois, conduits par Tékely combattaient avec succès les généraux de l'empereur Léopold. Le marquis de Béthune, ambassadeur de France, pressa le roi de Pologne d'entrer en alliance avec Tékely et les Turcs; Kamieniec, la Podolie et l'Ukraine lui furent promis comme récompense de ses prouesses contre l'Europe civilisée. Sobieski n'était pas sourd à ces sollicitations; dans l'espérance que ses démarches anticipées seraient sanctionnées par une diète prochaine, il rassemblait déjà des troupes sur la frontière, et la maison de Habsbourg aurait eu un ennemi dangereux de plus, si l'épouse de Sobieski n'avait traversé tous les desseins du cabinet de Versailles. Cette femme orgueilleuse et avare exerçait un empire sans bornes sur le roi, qui, plein d'énergie sur un champ de bataille, se montrait souvent faible dans son intérieur. Née en France, elle avait partagé jusqu'alors la prédilection que Sobieski marquait pour ce pays; mais Louis XIV l'avait offensée récemment, et sa fierté ne lui permettait pas de pardonner un affront. D'abord elle avait demandé à la cour de Versailles le titre de duc pour son père Henri d'Arquien, marquis de La Grange, sans pouvoir l'obtenir; ensuite elle avait voulu se montrer à sa famille et à la France, entourée de toute la splendeur royale; mais on lui refusait d'avance les honneurs rendus à la reine d'Angleterre dans une occasion semblable; et sa vanité en fut blessée. A son instigation, les États forcèrent d'abord le roi à licencier ses troupes de nouvelle levée, et plus tard elle sut l'amener lui-même à un système de politique opposé aux intérêts de la France.

Des vues d'agrandissement déterminèrent Sobieski à conclure une alliance avec l'Autriche. Les articles

ostensibles du traité contenaient dans les formes usuelles les conditions d'une alliance offensive et défensive contre les Turcs; les deux puissances contractantes promettaient de ne jamais séparer leurs intérêts jusqu'à une pacification générale, et par un article secret l'archiduchesse Marie-Antoinette fut promise au fils aîné du roi de Pologne. Cette princesse était, du chef de sa mère, héritière de l'Espagne: il n'en fallait pas tant pour séduire Sobieski!

Jamais aucun traité ne fut plus vivement attaqué; un parti puissant s'opposa à son exécution; de toute part on s'écriait que la république était sacrifiée aux avantages personnels du roi et à ceux de l'Autriche; on ne voulait pas souffrir que le sang des Polonais fût inutilement prodigué pour une cause étrangère. Encore aujourd'hui les historiens polonais blâment Sobieski de s'être laissé séduire, quoique ce soit en vertu de ses victoires et de cette alliance, qu'ils réclament pour leur nation le titre de boulevard de l'Europe civilisée, et la reconnaissance des peuples chrétiens. En contradiction avec eux-mêmes, les auteurs le plus souvent cités, tels que Lelewel, Bandtkie, et le poète des „Chants nationaux” Julian Niemcewicz, font un crime à Sobieski de ne pas s'être mis à la solde des barbares, et de ne pas avoir procuré à la noblesse polonaise l'honneur de former l'avant-garde des Janissaires!

Il faut pourtant un aveuglement peu commun pour ne pas sentir que cette ligue avec l'Autriche était indispensable au salut de la Pologne. L'Allemagne avait encore de grandes ressources; elle aurait pu résister sans le secours de Sobieski; mais si Vienne était prise, la puissance de l'Autriche détruite

et celle des Turcs consolidée en Hongrie: qui aurait sauvé la Pologne? — aurait-elle pu se maintenir dans l'indépendance? En se rappelant sa faiblesse et l'histoire antérieure, on a peine à le croire; et les événements de la dernière guerre — la paix de Budciacz, celle de Zurawno, devaient avoir instruit les Polonais de l'insuffisance de leurs propres moyens de défense. „Si Vienne tombe, quelle puissance garantira Varsovie?” — ces paroles que Sobieski proféra à la diète, caractérisent la position de la république.

Comme le traité ne pouvait avoir d'effet à moins d'être ratifié par les États, Monsieur de Forbin, évêque de Marseille, remplaçant du marquis de Béthune à la cour de Varsovie, se flattait encore de pouvoir faire annuler l'alliance; et dans ses lettres il avançait que l'inflexibilité du roi de Pologne ne produirait d'autre résultat, que la nécessité de répandre des sommes plus grandes dans une nation toute vénale. L'or français opérait déjà: un esprit d'opposition s'annonçait dans les diétines, et les instructions des nonces furent dictées par l'ambassadeur de Louis XIV. — Heureusement Sobieski surprit la correspondance de ce diplomate avec André Morsztyn, grand-trésorier de la couronne; il en fit lecture au sénat, qui condamna Morsztyn, convaincu de corruption, à être dépouillé de toutes ses charges, et dès-lors la crainte de paraître également coupables força les chefs de l'opposition de garder le silence. Néanmoins la Pologne ne dut qu'au hasard l'honneur de contribuer à la défense de l'Europe; l'évêque français ne désespérait pas encore, et ne pouvant pas mettre en action un parti imposant, il trouva du moins un nonce prêt à rompre la diète pour quelques

centaines d'écus. Mais il eut la maladresse de le payer d'avance; ce digne législateur subitement enrichi, s'enivra, et au moment décisif un doux sommeil l'empêcha d'exercer le droit du veto.

Sobieski, marchant au secours de Vienne, trouva son généreux rival Charles de Lorraine disposé à lui céder tout l'honneur du succès, et les princes de l'Empire plus dociles à ses ordres que les soldats polonais. Cette expédition l'éleva au rang des héros les plus célèbres, mais le maintien réservé de l'empereur et un accueil assez froid, le dégoûtèrent bientôt du commandement. Il retourna en Pologne pour attaquer l'ennemi commun du côté de l'Ukraine, sans pouvoir y cueillir de nouveaux lauriers; ses campagnes ne servirent qu'à prouver l'inconcevable faiblesse de la Pologne.

Les armées de la république, peu nombreuses, mal payées et mal disciplinées, erraient pendant des années dans les déserts de l'Ukraine ou dans les forêts moldaves, ne pouvant remporter le moindre avantage, quoiqu'elles ne rencontrassent presque point d'ennemis, les forces de l'empire ottoman étant occupées par l'Autriche, celles des Tatars par la Russie. Sobieski convoquait diète sur diète, sans pouvoir jamais arracher quelques subsides à la noblesse, qui blâmait la guerre sans indiquer les moyens de rétablir la paix. Le temps se passait en plaintes contre le roi, en accusations à perte de vue, en querelles indécentes; aucune affaire ne se terminait, et lorsqu'on en venait à recueillir les suffrages, quelque nonce, vil agent d'une puissance étrangère ou d'un parti qui se cachait, arrêtait d'un seul mot l'activité des États. Tantôt c'était la Prusse qui en faisait paralyser la

marche, dans la crainte que le riche héritage de la princesse Radziwil, mariée à un fils de l'électeur, n'y fût confisqué sous prétexte de ses engagements antérieurs avec Jaques Sobieski fils du roi; tantôt c'était l'Autriche qui craignait une décision contraire à ses vues; et le plus souvent le fil de l'intrigue échappe aux recherches de l'historien.

Pendant ce temps l'empereur avait marié à l'électeur de Bavière sa fille Marie-Antoinette, promise autrefois à un fils de Sobieski. Ce roi en fut offensé; mais Léopold sut l'apaiser par l'offre de contribuer à la conquête de la Moldavie et de la Walachie, et d'assurer la couronne héréditaire de ces provinces à la famille Sobieski. Le vainqueur de Vienne et de Chocim eut la faiblesse de s'occuper un peu trop de l'avenir de ses enfants. Afin de retenir la Russie dans la ligue contre les Turcs, il se vit obligé de lui céder définitivement tout ce qui avait été perdu par le traité d'Androussowa.

Quelques premières démarches ayant trahi le désir du roi d'assurer le sceptre de la Pologne à son fils, ce monarque, l'idole de la nation avant d'être roi, devint l'objet de sa haine. On ne lui épargnait ni les libelles, ni les caricatures; les prêtres tonnaient contre lui du haut de la chaire, et à la diète on menaçait de le détrôner. „Ou réglez bien, ou cessez de régner!” lui dit l'évêque de Kulm. Sobieski, poussé à bout, annonça deux fois l'intention d'abdiquer; on lui fit observer alors que les lois ne lui en laissaient pas la liberté. Enchaîné sur le trône, découragé, renonçant à tout autre espoir, il se livra sans réserve à un vice qu'on avait déjà pu apercevoir à travers l'éclat de ses brillantes qualités. Avare dès sa

jeunesse, il montra maintenant une cupidité indécente; la reine partageait ce penchant, et toutes les charges de l'état, les évêchés même, étaient vendus sans pudeur, presque publiquement.

L'armée se lassait à son tour de souffrir; elle se confédéra dans le but d'obtenir la solde arriérée, et dans l'espace de quatre ans elle ne fit pas la moindre opération contre l'ennemi. Une querelle entre Brzostowski, évêque de Wilna, et Sapieha, grand-général de Lithuanie, qui avait mis des soldats en cantonnement dans les villages légalement exempts de l'évêque, comblait la mesure de tant de maux. Le clergé, le roi, et toute la Pologne se déclarèrent pour Brzostowski; la noblesse lithuanienne soutenait le grand-général; l'exaltation du moment changea en haine l'ancienne jalousie des habitants du royaume et de ceux du grand-duché: et la violence des partis s'échauffait de plus en plus. La diète de 1694 précédée de diétines sanglantes, les surpassa encore en rixes meurtrières; la valetaille des nobles polonais et lithuaniens livrait des batailles rangées dans les champs; il y eut des combats dans les rues, des sabres tirés, des rixes dans la chambre des nonces, des soufflets échangés entre sénateurs dans la présence du roi, et un duel dans le cabinet de la reine — si toutefois on peut appeler duel l'attentat de trois hommes qui tombent sur un seul, et en tuent un autre qui veut les séparer. Enfin, lorsque deux officiers de l'armée lithuanienne furent poursuivis par une foule armée jusque dans la chambre des nonces, les députés lithuaniens se retirèrent en protestant, et il n'y eut aucun moyen ni d'arrêter le désordre, ni de punir les coupables!

Jean Sobieski mourut — 1697 — avant d'avoir pu terminer la guerre contre les Turcs. Deux ans plus tard seulement, sous le règne suivant, à la paix de Carlowitz, l'Autriche fit rendre à la république cette forteresse de Kamieniec, ces provinces démembrées, qu'elle n'avait jamais pu reprendre.

Nous sommes entrés dans quelques détails relativement à l'histoire de ce règne, parce qu'elle fournit la preuve, que même un roi doué des plus grandes qualités ne pouvait désormais sauver la Pologne à moins d'être indépendant de la noblesse; et que les victoires éclatantes qui immortalisèrent le nom de Sobieski étaient insuffisantes pour rendre des forces à un gouvernement usé, ou même pour en cacher la faiblesse. Nous passerons plus vite sur le reste, le but de ces feuilles n'étant pas de raconter encore une fois des événements présents à la mémoire de tout le monde et rebattus à satiété, mais plutôt de rappeler des faits antérieurs qui les expliquent.

D'ailleurs, les règnes suivants n'apportèrent aucun changement matériel à la constitution du pays; et quant à l'esprit dont la noblesse était animée, l'histoire de tant de siècles nous l'a trop fait connaître. Le récit de nouvelles conspirations et de guerres civiles ne nous apprendrait rien de nouveau: l'égoïsme de l'aristocratie était toujours le même.

La veuve de Sobieski, excitée par la haine qu'elle vouait à son fils aîné, travaillait elle-même à exclure sa famille du trône; le parti français portait cette fois le prince de Conti; l'empereur d'Allemagne favorisait Auguste II électeur de Saxe; ce dernier, sacrifiant le

bonheur de ses sujets à sa vanité personnelle, voulait être roi n'importe à quel prix. Sa prodigalité envers la Pologne épuisa la Saxe, et fut la cause des maux dont elle souffre encore. Le jour de l'élection, les trois quarts des voix se prononcèrent pour le prince de Conti, qui s'empressa de venir prendre possession du trône, et ne put même aborder à Danzig! — L'or d'Auguste et une armée saxonne avaient déjà triomphé de tous les obstacles; le prince dut retourner en France, et l'électeur fut couronné!

Fidèle aux engagements qu'il avait contractés par les *pacta conventa*, Auguste obtint par l'intervention de l'Autriche la restitution de Kamieniec. Il voulait même reconquérir la Livonie; une alliance avec Pierre-le-grand et le Danemarck rendait le succès de l'entreprise certain en apparence; mais la diète polonaise refusa jusqu'aux moindres secours à l'armée saxonne qui combattait pour la Pologne, et au moment où ce Charles XII de Suède, plus téméraire que Charles de Bourgogne, se présenta victorieux sur les frontières du royaume, la noblesse exigea encore d'Auguste l'éloignement de la seule armée qui les défendait.

Charles XII envahit la Pologne; aussitôt une partie des nobles vinrent s'incliner devant lui, et les bienfaits d'Auguste furent payés d'ingratitude. Dix sénateurs et un petit nombre de nonces le déclarèrent déchu du trône: on procéda à une nouvelle élection; Charles avait vu le jeune Stanislas Leszczyński, il avait dit: „Voici le roi qu'il faut à la Pologne“ — et dociles à la voix du conquérant, ces fiers républicains élevèrent Stanislas au trône! — Malgré une confédération que le parti saxon forma dans la Petite-Pologne, malgré les secours que ce parti reçut de la Russie,

le roi de Suède sut maintenir son protégé; il força Auguste lui-même à reconnaître son rival. Mais dès que ce fol imitateur d'Alexandre fut vaincu à Poul-tava, une nouvelle révolution s'opéra en Pologne; le plus grand nombre des voix se déclarèrent encore pour Auguste, et le seul parti qui restât à Stanislas Leszczyński fut d'abdiquer la couronne, et de s'exiler volontairement.

Sa retraite n'assura malheureusement pas la tranquillité du pays; la noblesse alla jusqu'à se confédérer contre l'armée saxonne, et le sol de la Pologne fut ensanglanté de nouveau! — Enfin la paix fut rétablie par la médiation de Pierre-le-grand; l'armée d'Auguste quitta le royaume: dès-lors la république affaiblie ne put prendre une part active à la guerre contre la Suède qui durait encore, et le traité de paix — 1720 — ne lui procura aucun avantage.

Depuis cette époque l'état tomba dans une apathie complète; une cruelle et sanglante persécution des dissidents, que le roi ne put empêcher, marque la dernière époque de l'activité du gouvernement. De 1726 à 1733 toutes les diètes furent rompues; aucune résolution ne put être prise, et les choses marchaient au hasard!

A la diète de convocation qui suivit la mort d'Auguste — 1733 — les dissidents furent dépouillés de toutes les petites charges qu'ils occupaient encore, et les sénateurs prêtèrent serment de n'élire qu'un Piast. La diète d'élection se termina en combat; Stanislas Leszczyński et Auguste III, électeur de Saxe, furent proclamés presque en même temps, chacun par une faction; celle de Saxe l'emporta par la force, et Stanislas abdiqua de nouveau.

La

La Pologne n'avait désormais aucune importance dans la politique européenne; elle était même hors d'état de s'en occuper. Pendant le règne d'Auguste qui dura trente ans, toutes les diètes furent rompues, une seule exceptée; plusieurs immédiatement après l'ouverture, et avant qu'on eût agité une affaire quelconque. Les diétines même se séparaient souvent sans avoir pu élire des nonces, et les grandes familles du royaume se faisaient la guerre comme au moyen âge.

Le comte Stanislas-Auguste Poniatowski, dernier roi de la république polonaise, fut élevé par la faction des princes Czartoryski, ses parents — 1764. — De son temps l'anarchie, la faiblesse de l'état, l'égoïsme des nobles et la corruption générale amenèrent enfin le démembrement du royaume. Si quelque chose doit nous étonner, c'est que son destin se soit accompli si tard.

Quelques auteurs ont voulu voir dans la constitution du 3 mai — 1791 — qui fut adoptée par la diète, une régénération de la Pologne. Pour pouvoir être de leur avis il faudrait oublier l'histoire antérieure, et les articles mêmes de cette charte; il faudrait oublier surtout que l'exécution de ces nouvelles lois était encore réservée à l'aristocratie. Voici un résumé de cette constitution:

„La religion catholique est la religion d'état; mais toutes les autres confessions chrétiennes seront tolérées; les dissidents pourront être élus nonces terrestres, mais ils ne pourront pas être nommés sénateurs.“

„Tous les privilèges et toutes les franchises de la noblesse sont confirmés ; pourtant le pouvoir arbitraire des starostes sur les anciennes villes royales cesse. Ces villes auront des magistrats élus : elles enverront vingt-quatre députés à la diète, et l'on permettra aux bourgeois d'acquérir des biens fonciers.” — La loi qui leur défendait d'en posséder ne datait que du temps de Sigismond III.

„Les bourgeois seront reçus au service militaire et civil de l'état ; les nobles auront la faculté d'exercer le commerce” ce qui leur était défendu depuis 1677 seulement.

„Les bourgeois auront droit d'être élevés au rang de gentilshommes après avoir été députés à la diète pendant deux ans, ou bien après avoir servi jusqu'au grade de capitaine dans l'armée, ou jusqu'à un grade équivalent dans les autres branches du service. L'acquisition d'une terre payant 200 florins d'impôts donne également le droit d'être reçu membre de l'ordre équestre ; et d'ailleurs les villes auront le droit de soumettre collectivement à chaque diète une demande de titres de noblesse pour trente candidats de leur choix.”

„Tous les habitants du royaume sont sujets au service militaire.” Autrefois la noblesse avait à elle seule l'obligation de défendre le pays.

„Le pouvoir législatif réside dans la diète ; le pouvoir exécutif est confié au roi et au conseil d'état. L'ordre judiciaire en sera indépendant.”

„La diète se compose de la chambre des sénateurs, et de la chambre des nonces. Les nonces seront élus dans les diétines provinciales, auxquelles tous les propriétaires libres du district ont droit de voter.”

C'est-à-dire les nobles qui possédaient effectivement les terres, et éventuellement, les bourgeois qui en achèteraient.

„Chacune des trois grandes divisions du royaume — la Grande-Pologne, la Petite-Pologne et la Lithuanie, — enverra soixante-huit députés à la diète, ce qui porte la chambre des nonces à deux-cent-vingt-huit membres, y compris les vingt-quatre députés des villes. La chambre des sénateurs est formée, comme par le passé, des évêques catholiques, des palatins et castellans, et des ministres. Il n'y a pourtant qu'une seule instance pour tous les projets de lois; si le sénat rejette une proposition approuvée par les nonces, la majorité absolue dans les deux chambres réunies décide. — La majorité décide en tout, le *liberum veto* et les confédérations sont supprimés.”

„Le roi ne peut ni lever des taxes, ni promulguer des lois, ni contracter des dettes, ni déclarer la guerre, ni faire la paix, sans le concours des États; il nomme à tous les emplois, aux évêchés, ainsi qu'aux places vacantes au sénat. Pour celles-ci, son choix est limité à deux candidats présentés par le sénat lui-même.” — Autrefois le monarque avait sous ce rapport beaucoup plus de latitude; les changements apportés à cette partie de la constitution tendaient évidemment à rendre la haute aristocratie indépendante, et du roi et de la petite noblesse.

„Après la mort du roi Stanislas l'électeur de Saxe sera appelé au trône, et la couronne deviendra héréditaire dans sa famille.”

„Le conseil d'état est composé du primat archevêque de Gnezne, et des cinq ministres de la couronne. Le roi les nomme, mais il ne peut les congédier; la

diète seule en a le droit. Le roi ne peut exercer ses fonctions sans le concours de ce conseil, et si les ministres refusent de contre-signer une proposition du roi, il doit s'en désister."

On voit qu'il n'était même pas défendu aux nobles d'avoir des troupes à leur solde! Ils avaient limité le pouvoir de la petite noblesse par l'abolition du *veto*, et restreint l'autorité du roi plus qu'elle ne l'avait jamais été, pour concentrer tous les pouvoirs entre les mains de la haute aristocratie, qui remportait par cette constitution une victoire sur l'ordre équestre.

L'hérédité de la couronne était la seule stipulation qui semblât promettre plus de fermeté au gouvernement. Mais il restait à voir à l'épreuve jusqu'à quel point cet article aurait été observé dans le cas où un roi se serait mis en opposition avec les intérêts de la noblesse. Les mots ne changent ni les temps, ni les hommes, et ce papier ne pouvait rendre la caste régnante, ni moins orgueilleuse, ni moins égoïste, ni moins corrompue.

Quant aux concessions faites à un élément démocratique qui n'existait pas en réalité, elles n'effrayaient personne. L'effet des lois dépend surtout de la manière dont elles sont interprétées à l'application, et l'on ne pouvait guère fonder des espérances sur celles-ci, puisque la noblesse se chargeait elle-même de leur exécution. — Sûrs de régner, à quelque titre que ce fût, les grands seigneurs avaient raison de croire que les droits accordés à la bourgeoisie, seraient tout aussi illusoires que l'égalité imaginaire des nobles entre eux. Où se trouvaient ces riches négociants, ces propriétaires de manufactures, ces capitalistes en état

d'exercer une véritable influence sur la marche du gouvernement? — La constitution pouvait-elle donner d'un seul mot, de la considération, de l'opulence et une meilleure éducation aux misérables artisans, pauvres habitants de villes chétives dont la prospérité était si bien détruite? — La noblesse conservait toujours le pouvoir d'accabler les villes d'impôts, et de s'y soustraire elle-même; vingt-quatre députés des villes ne pouvaient assurément pas entraver ses mesures, et la facilité de s'anoblir, qu'on eut soin de conserver au lieu d'accorder une plus grande latitude aux développements des intérêts industriels — cette facilité avait sans doute beaucoup d'attraits. Il était certain que tout individu tant soit peu marquant passerait dans les rangs de la noblesse, et la classe bourgeoise, ainsi successivement désertée des membres qui pouvaient lui donner quelque considération, n'aurait guère pu se relever. Ces concessions n'étaient donc qu'un vain mot.

Du reste, la Pologne n'avait été rien moins qu'unanime en adoptant cette constitution; pour la faire sanctionner il fallut *surprendre* l'assentiment de la diète, constituée en confédération, et à peine était-elle promulguée, que de plusieurs côtés des réclamations s'élevèrent. La petite noblesse regrettait le droit du veto, le clergé blâmait la tolérance; et plusieurs grandes familles, voyant dans ces innovations l'ouvrage d'une faction, craignaient d'être exclues du gouvernement par des rivaux réformateurs.

On forma des confédérations pour rétablir l'ancien ordre des choses, et la nation, c'est-à-dire la noblesse, ne fit aucun effort pour défendre les nouvelles institutions.

Si la noblesse souveraine eût sérieusement voulu préparer à la Pologne un avenir moins malheureux, si elle était prête à s'imposer de véritables sacrifices, il aurait fallu qu'elle renonçât à ses privilèges, en relevant l'autorité royale, seul pouvoir qui pût sauver le royaume. On fit le contraire! — et certes, tant que cette aristocratie altière était appelée à régner sur son pays, au lieu d'apprendre à obéir, la Pologne ne pouvait espérer un meilleur sort!

Deuxième Partie.

Si même l'empereur de Russie ne régnait sur la Pologne que par droit de conquête: serait-ce bien un reproche? — La plupart des empires n'ont-ils pas été fondés en vertu de ce droit? — C'est par le même droit que l'Angleterre règne sur cette Irlande qui a essayé plus d'une fois de se soustraire à sa domination; et la France, quand a-t-elle rougi de posséder la Franche-Comté, la Lorraine, l'Alsace, une partie des Pays-Bas, etc. — par droit de conquête? — Au contraire, ne sont-ce pas précisément les libéraux qui proclament chaque jour du haut de la tribune parlementaire, qu'il faut conquérir toute la rive gauche du Rhin?

En effet, quand une guerre s'est engagée entre deux nations; si l'une obtient enfin la victoire après de pénibles efforts, au prix du sang de ses braves: n'est-il pas naturel qu'elle exige un dédommagement pour tant de sacrifices? n'est-ce pas là ce qu'elle se doit à elle-même? — La conquête est le résultat inévitable de la guerre; s'il y a sujet de blâme c'est sur l'agresseur qu'il retombe, et en parcourant l'histoire des Russes et des Polonais, nous verrons laquelle de ces deux nations mérite ce reproche.

Tous les auteurs qui se sont efforcés dernièrement de rendre la cause des révolutionnaires de

Varsovie populaire en Europe — tous ces auteurs ont eu grand soin de s'arrêter aux événements les plus modernes. Effectivement, ils ne gagneraient guère à pousser plus loin leurs recherches historiques! Les souvenirs des siècles passés pourraient souvent réfuter les plus éloquents déclamations! — Mais pour prononcer avec équité sur les différents entre la Russie et la Pologne, il faut en suivre le cours depuis leur origine, c'est-à-dire depuis l'onzième siècle.

A cette époque la Russie était infiniment plus civilisée que la Pologne; son histoire même est plus ancienne; elle commence un siècle avant Mieczyslas I. La religion chrétienne y pénétra plus tôt, et de beaux commencements d'une culture naissante paraissaient lui promettre un avenir glorieux.

L'empire de Russie fut fondé par trois guerriers scandinaves, appelés au trône par le vœu du peuple *). Ils restèrent en relation avec leur ancienne

*) On peut affirmer positivement que Rourik, ses frères et ses compagnons étaient issus d'une tribu scandinave, nommée „Rousse,” et cette appellation passa naturellement à l'empire fondé par lui. Probablement Tatichtchef, Lomonosof, Ewers même — ne se seraient point livrés à des conjectures, contradictoires en grande partie au témoignage de Nestor, s'ils avaient eu connaissance de la langue et des traditions des Finnois, de ce peuple intéressant et de tout temps en relations tantôt hostiles, tantôt amicales, avec ses voisins. C'est un fait très remarquable qu'encore aujourd'hui les Finnois appellent les Russes, et en général tous les Slaves, *Vénèdes*; c'est à la Suède qu'ils donnent le nom de „pays russe” — *rouötze-moà* —; un Suédois est désigné par celui d'homme du pays russe — *rouötze-moà-mése*. — D'ailleurs, ce nom de *Vénèdes*, jadis générique, n'est resté qu'aux habitants slaves de quelques villages en Saxe, surtout en Lusace.

patrie, et des rapports de commerce et de politique s'établirent bientôt avec la Grèce. Les rois scandinaves, ces „*rois des mers*”, n'étaient pas étrangers au faste et au luxe; leurs émissaires fréquentaient les marchés de Novgorod et de Kief, pour y échanger les produits de leurs régions glacées contre ceux de l'industrie byzantine. Ces villes, riches et florissantes déjà par ce trafic, prospérèrent surtout lorsqu'elles devinrent les entrepôts du commerce d'épicerie asiatiques que les marchands de l'Allemagne venaient y chercher.

Il est vrai que Mieczyslas I adopta le culte des chrétiens quelques années avant Vladimir, grand-duc de Russie; mais en suivant son exemple, les Polonais lui donnèrent une preuve d'obéissance, peu volontaire sans doute. Un penchant bien vif les attirait encore vers ces autels ensanglantés, vers ces bois consacrés aux anciens dieux de la nation; et presque un siècle plus tard, pendant l'exil de Kasimir I, lorsque le gouvernement ne forçait plus le peuple à suivre les observances de l'église, le paganisme reparut partout, et les victimes tombèrent de nouveau au pied des idoles. En Russie, au contraire, la religion avait fait depuis plusieurs générations des progrès lents mais sûrs; elle y était basée sur la conviction, et non pas propagée par la terreur. Ce fut la conversion d'une grande partie de ses sujets qui amena enfin celle du souverain.

Du temps de Vladimir, Kief et Novgorod avaient déjà une grande, mais dangereuse célébrité; leur opulence pouvait déjà tenter la cupidité d'un peuple ennemi. Les habitants de Kief surtout faisaient des voyages fréquents à Constantinople, où même un grand nombre de marchands russes étaient domiciliés. Kief, alors capitale de la Russie, nous est également van-

tée par les annalistes russes, polonais, allemands et byzantins; quelques-uns l'appellent une seconde Constantinople; tous s'accordent à célébrer l'aménité du site, la beauté, la richesse de ses églises, et l'abondance de ses marchés. Vladimir rapporta d'une expédition militaire à Cherson quelques statues antiques et quatre chevaux en bronze dont il sut apprécier le mérite; ils servirent d'ornements aux places publiques de sa capitale. Ce prince y appela aussi un grand nombre d'artistes grecs, qui dirigeaient la construction des églises qu'il fit ériger, et qui les ornaient de peintures et de mosaïques. Voulant surtout propager les lumières dans son pays, Vladimir établit un certain nombre d'écoles publiques. Yaroslaf, son fils, accorda aux arts et aux sciences qu'il cultivait lui-même, une protection encore plus éclairée; il augmenta le nombre des écoles; des villes, fondées par ses soins, prospéraient par sa faveur; et la capitale fut embellie de nouveaux temples et de monuments. Yaroslaf introduisit dans l'église ces rites majestueux, cette musique harmonieuse, ces cantiques simples et touchants qu'on y admire encore aujourd'hui. Il fonda également une bibliothèque publique à l'usage de tout le monde, et il donna surtout aux peuples soumis à son sceptre, des lois écrites, des lois sages et bien adaptées à l'état social de ces temps. Le code de Yaroslaf ne perdrait pas à être comparé aux lois alors en vigueur en Allemagne, en France et en Angleterre; on y remarque entre autres l'institution du jugement par jury.

Bientôt nous voyons en Russie un commencement de littérature. Nestor, le plus ancien de ses annalistes, devança de tout un siècle les premiers historiens polonais; d'autres marchèrent sur ses traces. Parmi

les poètes, le nom de Boïan, qui consacra sa lyre à la gloire de sa patrie dont il chanta les souvenirs et les guerriers, fut surtout célèbre. Malheureusement, aucun de ses ouvrages n'a pu échapper au naufrage universel; et en général il ne nous reste qu'un seul monument de cette ancienne poésie nationale; c'est *l'expédition d'Igor*, poème épique plein de verve et resplendissant d'images.

Mais des malheurs inouis, des siècles de souffrances, arrêtaient la nation russe dans son essor. On est profondément affligé en voyant de si belles espérances s'évanouir presque dès leur aurore, et pourtant! — c'était là le sort funeste réservé à cette Russie infortunée! — Pendant que le joug des Tatars pesa sur elle, un morne silence s'étendit sur ces vastes régions; les souvenirs s'effacèrent, et lorsque la nation s'affranchit enfin d'une servitude affreuse, son ancienne civilisation avait disparu sans presque laisser de traces. Quelles étaient les causes de tant de désastres? — Les divisions intérieures, les guerres civiles, sans doute; mais l'histoire nous apprend combien les rois de Pologne ont favorisé de semblables divisions, et combien ils en ont profité!

Vladimir mourut — 1014 — regretté par son peuple. De grands souvenirs se rattachaient à son nom; cependant il avait préparé à la Russie des malheurs plus grands encore en divisant le pays. Déjà de son vivant il avait confié à ses fils l'administration de presque toutes les provinces, et nommément Swiatopolk, son neveu et fils adoptif *), avait obtenu

*) La naissance de ce prince était singulière comme sa vie. Une guerre prolongée entre les frères Yaropolk et Vladi-

la ville de Tourof. Malheureusement Vladimir ne s'était pas encore prononcé sur l'organisation de l'ensemble. Il se proposait apparemment de réunir toutes ces différentes principautés, par quelque lien commun, en état fédératif; mais quelle que fût son intention, le sort ne lui permit pas d'achever son ouvrage. Après le décès de ce prince vaillant et sage, Swiatopolk ne prit conseil que de son ambition; aucun des autres fils de Vladimir n'étant alors présent à Kief, Swiatopolk s'en empara par surprise. C'était la capitale de la Russie, et l'autorité suprême sur l'ensemble de ces états divisés paraissait inséparable de la possession de cette ville. Le nouveau maître prodigua les trésors de son père pour acheter à prix d'or une popularité factice; il n'y parvint point, et il en craignait d'autant plus ses frères.

Boris, le fils chéri de Vladimir, envoyé peu de temps avant la mort de ce prince contre les hordes barbares qui ravageaient le midi de la Russie, se trouvait précisément à la tête d'une armée nombreuse. Les boïars qui l'accompagnaient, prévoyant peut-être les malheurs qui frappèrent plus tard la Russie, voulaient entraîner leur chef à marcher sur Kief pour en chasser l'usurpateur. Boris s'y refusa. „Comment leverais-je la main contre mon frère aîné? — leur dit-il, — non! il doit me servir de second père!” Presque en même temps les émissaires du nouveau grand-

mir avait long-temps désolé la Russie. Enfin Yaropolk, coupable lui-même de fratricide, périt, tué par ordre de son frère, et Vladimir épousa sa veuve, qui donna bientôt après le jour à Swiatopolk. A en juger par l'époque de sa naissance, ce prince était vraisemblablement fils de Yaropolk; les annalistes l'appellent „le fils de deux pères.”

duc vinrent lui offrir l'amitié de Swiatopolk et de vastes domaines. Ces offres furent acceptées avec confiance, l'armée licenciée se sépara sans retard — et à l'ombre de la nuit l'infortuné Boris tomba sous le fer des assassins soudoyés par son frère! — Entraîné de crime en crime, Swiatopolk envoie des messagers à son frère Gleb, prince de Mourom, pour lui annoncer la maladie de Vladimir dont il lui cache la mort. Gleb s'empresse de se rendre auprès d'un père mourant; il descend le Dnepr en bateau, et il trouve lui-même la mort sur son chemin! Soudain son esquif est entouré de barques armées; les soldats de Swiatopolk l'attaquent; le malheureux prince expire sous leurs coups, et son corps inanimé jeté sur le rivage, y reste long-temps sans sépulture. Un troisième fils de Vladimir, Swiatoslaf, prince des Drevliens, habitants de la Podolie et de la Wolynie, tomba également victime de l'ambition méfiante de son frère.

Yaroslaf, prince de Novgorod, informé de ces forfaits multipliés, jugeant bien quel sort lui était réservé, voulut le prévenir et venger ses frères; ses vassaux l'accompagnèrent volontiers dans sa marche vers Kief. Swiatopolk était préparé à le recevoir; les deux armées se rencontrèrent près de Lioubetch; la victoire fut disputée avec acharnement, mais enfin Yaroslaf l'emporta. Peu de jours après Kief ouvrit ses portes au vainqueur tandis que Swiatopolk s'enfuyait en Pologne *). Boleslas chrobry, son beau-

*) Voici avec quelle fidélité Zielinski nous raconte ces événements dans son histoire de Pologne: „Ce duc — Vladimir — ayant partagé ses vastes états entre ses enfants, fut la première cause des guerres intestines qui les ravagèrent. A sa mort tous ses fils prirent les armes contre Swiatopolk leur

père, qui régnait alors sur ce royaume, ne lui refusa point les secours qu'il réclamait. L'horreur des crimes dont ce fugitif s'était rendu coupable, aurait pu balancer l'intérêt que Boleslas devait prendre au sort de sa fille et de son gendre : mais ce roi vaillant aimait la guerre ; pour la faire une ombre de prétexte lui suffisait, et jamais la victoire ne lui avait été infidèle. D'ailleurs, une expédition en Russie paraissait lui promettre un riche butin, un grand nombre de prisonniers, c'est-à-dire d'esclaves, et même un agrandissement de territoire. Il espérait surtout que Swiatopolk, remplacé par lui sur le trône de Russie, serait entièrement dans sa dépendance, et il n'hésita guère à diriger son armée vers Kief.

Pourtant l'agression a paru odieuse, et on a cherché plus tard à lui prêter encore d'autres motifs, en parlant vaguement des droits de la Pologne sur quelques villes frontières, que Boleslas aurait voulu faire valoir. Ceci mérite d'être examiné.

Oleg, successeur de Rourik, qui régna de 879 à 912, réunit les deux grands-duchés de Novgorod et de Kief. Ayant soumis dans le même temps le pays des Drevliens, c'est-à-dire la Podolie et la Wo-lynie, habité alors par de petites peuplades indépendantes, il pénétra même jusqu'au Bug, jusque sur la rive occidentale de cette rivière, où plusieurs villes,

frère aîné ; pour se mettre à l'abri de leur fureur ce prince se réfugia en Pologne, et engagea Boleslas son beau-père à soutenir ses droits les armes à la main." Zielinski nous cache les crimes de Swiatopolk, son triple fratricide ! — digne exemple de bonne foi ! — Nous avons cité plusieurs fois l'ouvrage assez superficiel de Zielinski, parce qu'il est plus répandu qu'il ne mériterait de l'être.

formant de petits états isolés, connues plus tard sous le nom collectif de Russie-rouge, furent obligées de se soumettre à ses lois. Tcherven, aujourd'hui un village près de Komarowo, non loin de Zamosk *), et Przemyśl en Galicie, étaient du nombre. Plus tard, on ne sait à quelle époque, mais probablement sous le faible règne de Yaropolk, prédécesseur de Vladimir — 972-980, — ce territoire fut détaché de la Russie, et selon ce que dit Nestor, occupé par les Polonais. Ce n'était pas pour long-temps; Vladimir reprit ces villes qui formèrent de nouveau une partie intégrante de la Russie, jusqu'au moment où Boleslas y porta la guerre. Si ce conquérant fit valoir en cette occasion les prétendus droits qu'une usurpation passagère pouvait donner à la Pologne; s'il profita des divisions de famille, des troubles intestins qui déchiraient la Russie, l'agression était d'autant plus odieuse. Les droits antérieurs que la Russie avait sur ces provinces ne sauraient être révoqués en doute, et même indépendamment du témoignage de Nestor, les faits seuls pourraient servir de preuves. Encore aujourd'hui les habitants de la Russie-rouge ne parlent point la langue polonaise, mais un dialecte de la langue russe, le dialecte de Kief et du midi; ils ne sont pas catholiques comme les Polonais; ils appartiennent à l'église grecque comme les Russes. Leurs véritables relations étaient donc avec Kief, et ils appartenaient naturellement à l'empire de Rourik.

*) Cette ville n'existant plus comme telle, son emplacement même, devenu douteux, a été le sujet de discussions auxquelles les découvertes de Chodanowski ont enfin mis un terme.

Mais en méditant sur les événements de cette époque, on ne peut se défendre d'un doute. Les plus anciens des historiens polonais, Kadlubek, et Martin Gallus, ignorent que la Russie-rouge ait jamais fait partie de la Pologne; ils ne nous disent point que Vladimir l'ait reprise, ils ne savent rien d'une pareille cause de guerre. Il n'est pas davantage question d'une résistance, d'une réclamation même, de la part des Polonais, ni de prétentions renouvelées lors de la guerre entreprise en faveur de Swiatopolk. La chronique russe de Nestor contient seule quelques mots à ce sujet, et les auteurs modernes s'en sont emparés avec avidité, quoique du reste ils n'aiment pas à citer Nestor, et sans parler toutefois de l'occupation antérieure par Oleg. Cependant la Pologne, dont Gnezne et Krakovie étaient alors les villes principales, la Silésie partie intégrante, et la Poméranie tributaire, s'étendait fort loin vers l'ouest, mais guère sur la rive droite de la Vistule. Même suivant les historiens polonais, la Mazovie et le palatinat de Lublin, qui séparent la Russie-rouge de la Pologne proprement dite, n'étaient qu'imparfaitement soumises, et on chercherait en vain dans les annales de ce pays un acte quelconque d'autorité que les rois de Pologne y eussent exercé avant l'expédition de Boleslas chrobry.

On est donc tenté de croire que, au lieu de tomber sous la domination polonaise, les villes de la Russie-rouge avaient recouvré leur ancienne indépendance pendant les troubles qui empêchèrent Yaropolk d'y maintenir ses droits. En ce cas, l'expédition de Vladimir, mentionnée par Nestor, aurait eu le but d'y rétablir l'autorité grand-ducale; elle aurait été dirigée contre des sujets réfractaires, ce qui expliquerait

rait aussi pourquoi elle n'amena pas une rupture avec la Pologne. C'est du reste une hypothèse que nous hasardons sans y attacher beaucoup d'importance; ceux qui connaissent les sources de l'histoire jugeront jusqu'à quel point elle peut être digne d'attention.

Dans tous les cas Yaroslaf ne s'attendait pas à une agression de la part de Boleslas. S'il l'avait crue possible, il aurait pu attaquer la Pologne avec avantage, au moment où une guerre contre l'empereur d'Allemagne occupait sur les bords de l'Oder et de l'Elbe toutes les forces disponibles de ce royaume. L'empereur fit même quelques démarches auprès de Yaroslaf, pour l'engager à une pareille entreprise. Mais le grand-duc de Russie, souverain sage et modéré, refusa de s'armer le premier, peut-être aussi par trop d'amour pour la paix.

Boleslas n'annonça point ses projets tant qu'il eut d'autres ennemis à combattre. Rassuré enfin du côté de l'Empire, il vola sur les rives du Bug — 1018. — Sa marche rapide, et ce que son attaque avait d'inattendu, lui facilitèrent la victoire: les Russes étonnés et surpris n'avaient pas eu le temps de se préparer à une défense vigoureuse; ils furent battus; Yaroslaf lui-même fut obligé de s'enfuir à Novgorod, où il arriva presque seul. Les événements de cette guerre ont été défigurés et fort enrichis par le zèle patriotique de quelques annalistes; et à la distance où nous en sommes, il n'est pas facile de distinguer le vrai du faux dans ces récits contradictoires *). Il paraît pour-

*) Dithmar, évêque de Mersebourg, auteur contemporain et informé des événements par quelques chevaliers allemands qui suivaient l'armée de Boleslas, ne parle que d'une seule ba-

tant qu'après cette victoire, une ville en Wolynie — on ne sait trop laquelle — voulait encore arrêter la marche des Polonais; elle fut prise d'assaut, pillée, mise en cendres; l'esclavage sur une terre étrangère était le sort réservé aux habitants. Kief fut assiégée; d'après quelques auteurs cette capitale se rendit par capitulation; d'après les historiens polonais, elle fut prise d'assaut, incendiée et saccagée. Fiers d'ajouter que jamais cette ville opulente n'a pu recouvrer son ancienne splendeur, les Polonais se vantent en vrais barbares d'y avoir détruit les germes d'une civilisation naissante. Il est certain du moins que Boleslas se prévalut sans réserve des droits que la conquête pouvait donner alors au vainqueur, et il ne rougit point de couronner son triomphe en faisant violence à la fille du grand Vladimir, à la soeur de Swiatopolk son allié!

Swiatopolk paya assez cher le secours des Polonais; en dépit des liens du sang qui l'unissaient à leur roi, il fut dépouillé par ses alliés. Boleslas se réserva la Russie-rouge et une partie du trésor; il

taille sur les rives du Bug. Nestor qui vivait peu de temps après, recueillant les traditions des Russes, raconte les faits à-peu-près de la même manière, et l'accord de ces auteurs garantit leur véracité. Kadlubek, le plus ancien des historiens polonais, mais postérieur de presque deux siècles à ces événements, parle de *deux* victoires remportées par Boleslas; Dlugosz et Cromer, écrivains polonais, vivant, l'un au quinzième, l'autre au seizième siècle, en comptent jusqu'à quatre! — Il est fort heureux que Naruszewicz et Lelwel n'en aient pas fait huit! Au reste nous serions curieux d'apprendre pourquoi ces historiens modernes se sont décidés pour une espèce de *juste milieu* entre Kadlubek et Dlugosz, en fixant à *trois* le nombre des victoires.

licencia une partie de l'armée, mais le reste continuait de vivre aux dépens de la Russie. Des garnisons polonaises occupaient toutes les villes soumises de gré ou de force, pour y maintenir l'autorité chancelante de Swiatopolk, et surtout pour le tenir lui-même dans une dépendance parfaite. Ce prince était cependant trop avide de pouvoir, pour se résigner au rôle de vice-roi polonais; il voulut s'affranchir de cette tutelle, fût-ce par l'ingratitude et la trahison! — La vie des étrangers ne devait pas être sacrée aux yeux de celui qui avait tué ses frères, et il préparait en silence — des vêpres siciliennes! — Déjà les Polonais tombaient partout sous les coups de ses émissaires; leurs représailles irritaient le peuple en général, et les rixes et les combats devinrent de plus en plus menaçants. Boleslas ne se croyant pas assez en forces pour se maintenir à Kief, retourna en Pologne, emmenant un grand nombre de captifs et chargé d'un immense butin. Les annalistes polonais ajoutent que Yaroslaf, accouru de Novgorod, l'attaqua au passage du Bug, et qu'il fut repoussé avec perte. *)

Cependant Swiatopolk avait très mal calculé l'avenir; devenu odieux à la nation par ses crimes, il n'aurait pu être soutenu que par des secours étrangers, et aucune main ne s'arma en sa défense lorsque Yaroslaf marcha contre lui après avoir réparé ses pertes. Obligé de s'enfuir sans avoir pu faire la moindre résistance, Swiatopolk, n'osant plus réclamer l'hospitalité des Polonais qu'il avait trahis, chercha

*) Dithmar et Nestor n'en font pas mention.

un asile auprès des Petchenègues, peuple sauvage, habitant les plaines de la Russie méridionale. Mais ce fut en vain que le prince fugitif souleva ces ennemis cruels contre sa patrie; ils furent battus près de l'Alta, et Swiatopolk ne rentra plus en Russie.

Le désordre qui régnait en Pologne après la mort de Boleslas, et plus encore après celle de Mieczyslas II, son fils, promettait aux Russes une vengeance facile. Des troubles intestins empêchèrent d'abord Yaroslaf d'en profiter; et même quand il eut pacifié ses vastes états, il se borna à reprendre la Russie-rouge, dont les villes avaient encore des garnisons polonaises. Il fit également des incursions dans les provinces limitrophes de la Pologne, d'où il emmena un grand nombre des habitants, non pour en faire des esclaves, mais pour les établir dans des colonies sur les rives fertiles et dépeuplées du Borysthène.

Kasimir-le-restaurateur rentra enfin dans le royaume de ses pères — 1040; — à peine replacé au trône de Pologne, il demanda la paix, que son généreux ennemi s'empressa de lui accorder. La Russie-rouge fut définitivement cédée à Yaroslaf; huit-cents Russes qui avaient gémi dans les fers depuis l'expédition de Boleslas, furent mis en liberté; le mariage de Kasimir avec Marie, soeur du souverain de Russie, devait cimenter leur alliance, et la dot magnifique de cette princesse enrichit le palais des rois de Pologne de quantité d'or, d'argenterie et d'objets précieux. Etranger à toute idée de vengeance, Yaroslaf envoya même des troupes auxiliaires à Kasimir qui s'en servit pour vaincre la résistance de quelques seigneurs insurgés. Cette généreuse et conciliante modération

de Yaroslaf aurait dû assurer la tranquillité des deux empires, en effaçant tout reste de sentiments hostiles.

La paix, basée sur les véritables intérêts des deux nations, ne devait pourtant pas durer. Tant que la Russie demeura forte, la tranquillité ne fut point troublée; mais Yaroslaf qui avait régné en sage, commit en mourant la faute de partager ses états entre ses fils; et Boleslas - l'intrépide, guerrier ambitieux et vaillant, monta presque en même temps au trône de Pologne: dès-lors une nouvelle attaque était à prévoir.

Yaroslaf connaissait par une triste expérience les suites funestes de ces divisions; il avait vu dans sa jeunesse les malheurs qui en résultaient, et pourtant il ne craignit pas d'exposer encore la Russie aux mêmes dangers! Après sa mort elle fut gouvernée par six princes. Les quatre fils puînés de Yaroslaf se sou-mirent volontiers à l'autorité suprême que la volonté d'un père mourant avait accordée à Ysiaslaf leur aîné, grand-duc de Kief; mais leur cousin Vseslaf, prince de Polotsk, n'était pas également disposé à la reconnaître. Descendu d'un frère aîné du grand Vladimir, il prétendait lui-même à la couronne grand-ducale, et il lutta long-temps contre les forces réunies des cinq frères. Désespérant de le vaincre les armes à la main, Ysiaslaf eut recours à la ruse, et même à la trahison. Il proposa la paix, et sous prétexte qu'une entrevue personnelle faciliterait tous les arrangements, il engagea son adversaire à venir le trouver. Le grand-duc eut soin de rendre cette invitation plus

séduisante en ajoutant l'assurance d'une sûreté parfaite; Vseslaf en crut ses serments. Arrivé sans escorte et presque seul au camp d'Ysiaslaf, il y trouva des fers; ses deux fils qui l'avaient accompagné, partagèrent sa captivité; tous les trois furent enfermés dans un cachot à Kief.

Le forfait d'Ysiaslaf ne demeura pas long-temps impuni. Les Polovtsi, peuple nomade et barbare, établi depuis peu dans le pays qu'habitaient anciennement les Petchenègues, ravagèrent les provinces méridionales de l'empire. Le grand-duc ayant marché à leur rencontre, fut battu sur les rives de l'Alta, au même endroit où son père avait remporté jadis une victoire signalée; sa capitale le vit rentrer en fuyard. Une longue suite de succès avait donné aux Russes l'habitude de regarder comme certaine la victoire sur ces hordes indisciplinées, et les habitants de Kief reçurent la nouvelle d'une défaite avec surprise et indignation. On se rassemblait autour des guerriers revenus du champ de bataille; on les questionnait; le peuple s'attroupait au marché, dans les rues, et tous frémirent de rage lorsqu'ils ne purent plus douter de ce revers. D'une commune voix on demanda à Ysiaslaf des armes et un chef pour tenter encore une fois la fortune; mais cet élan subit inspirait des inquiétudes à ce prince faible et méfiant; bien loin de l'approuver, il blâma hautement un mouvement qu'il n'avait pas autorisé. Le peuple irrité par ce refus assiège la maison du woyewode Kosniatchek, favori du prince, qu'il accuse d'en être cause; il brise les chaînes de Vseslaf, le tire de son cachot; Ysiaslaf s'enfuit, peut-être sans une nécessité

absolue, abandonnant ainsi le sceptre à son ancien adversaire.

Ysiaslaf chercha en Pologne un asile et des secours que Boleslas - l'intrépide s'empressa de lui accorder, ou plutôt de lui vendre. Ce prince croyait probablement, que profiter des troubles et des divisions de la Russie était la politique naturelle d'un roi de Pologne; et en promettant son appui à l'illustre fugitif, il ne cachait pas le projet de s'emparer de la Russie-rouge et du trésor des grands-ducs. *)

Marchant sur les traces de son illustre aïeul, Boleslas parcourut bientôt les provinces occidentales de la Russie, où Ysiaslaf rentra avec lui. Vseslaf, déjà sous les armes, vint à la rencontre des Polonais, entouré de ses vassaux et de tout ce qu'il avait pu réunir de troupes. Au moment où l'on découvrit au loin la marche des colonnes ennemies, on s'arrêta des deux côtés, pour se préparer au combat qui devait décider le lendemain du sort de la Russie. Mais à l'aspect d'une armée plus nombreuse et mieux disciplinée que la sienne, Vseslaf manqua de courage;

*) Cromer prête un grand discours à Boleslas, qui l'aurait adressé à ses guerriers au moment de marcher contre les Russes. Ce discours, quoique sans doute de pure invention, n'en est pas moins assez remarquable parce que Cromer attribue à son héros des idées quelque peu surprenantes; il lui fait dire p. ex: „quels que soient ces peuples (les Russes) méritent-ils d'être libres ayant des Polonais pour voisins?" — „leurs trésors doivent être le fruit et la récompense de nos travaux" etc. Les historiens polonais ajoutent que Boleslas avait des droits sur quelques districts de la Russie-rouge, du chef de son épouse, fille d'un prince russe. Les auteurs russes ne connaissent pas cette princesse, et d'ailleurs les femmes n'héritaient point en Russie.

oubliant tout, jusqu'à l'honneur, ce prince s'enfuit vers Polotsk, et l'armée russe n'ayant plus de chef se dispersa découragée.

Rien n'arrêta dès-lors la marche des Polonais. Ils approchaient de Kief, et les habitants de cette ville se voyaient menacés d'un siège qu'ils ne croyaient pas pouvoir soutenir. Dans une assemblée générale ils résolurent de réclamer l'intervention des frères d'Ysiaslaf, ducs de Tchernigof et de Percïaslavle. Les députés de la ville témoignèrent à ces princes au nom de la population entière, le regret qu'ils éprouvaient de s'être révoltés contre leur souverain légitime; et en convenant des torts qu'ils avaient eus envers lui, ils se déclaraient prêts à se soumettre de nouveau à ses lois. „Mais, disaient-ils, Ysiaslaf arrive suivi de ces Polonais dont nous ne connaissons que trop l'avarice et la cruauté; nous ne pouvons les admettre dans nos murs, et c'est contre eux que nous demandons votre appui. Les portes de Kief vous sont ouvertes: fils de Yaroslaf, venez défendre la ville de votre père! Si vous n'exaucez pas nos prières, nous jetterons nous-mêmes le brandon dans nos demeures, nous emmènerons nos femmes et nos enfants, pour chercher un asile au-delà de la Mer noire et loin de la patrie.” — Le duc de Tchernigof tâcha de les rassurer. „Si mon frère arrive parmi vous, accompagné d'un cortège peu nombreux, alors vous n'avez rien à craindre de lui; mais si au contraire il voulait livrer la ville aux Polonais, en ce cas nous sommes prêts à vous secourir et à le combattre comme ennemi de la patrie.” — Telle fut sa réponse, et en même temps il s'empressa d'informer Ysiaslaf quelles étaient les dispositions et les

craintes des habitants de Kief. Ysiaslaf jugea prudent de profiter de l'avis de son frère; il arrêta la marche de l'armée, et promettant de tout oublier, il se présenta aux portes de Kief, accompagné seulement de Boleslas et d'une petite escorte. Par malheur il avait ordonné à Mstislaf son fils, de le précéder pour préparer son entrée. A peine maître de la ville ce prince ne songea qu'à la vengeance; et au mépris des promesses sacrées de son père, punissant tous ceux qu'il jugeait coupables, il immola bien des victimes innocentes. L'ordre et la paix furent rétablis lorsque Ysiaslaf arriva en personne; mais le mal était irréparable; le sang avait coulé à grands flots; des Polonais marchaient à la suite du grand-duc, et son peuple le reçut l'amertume dans l'ame! —

Dès-lors la présence des Polonais n'avait plus de but; ils ne se dépêchèrent pourtant pas de quitter la Russie, où ils vivaient comme en pays conquis. Kief devint pour eux une nouvelle Capoue, et Boleslas s'y abandonna à ces désordres qui causèrent plus tard ses malheurs. Cependant au printemps de l'année suivante, ils retournèrent chez eux; la gravité de l'histoire permet à peine de dire quel fut, selon les annalistes, le motif de leur retraite. Depuis longtemps tous les Polonais en état de porter les armes étaient retenus loin de la patrie par les guerres interminables de Boleslas, et les Pénélopes sarmates se lassèrent enfin d'un veuvage prolongé. Elles choisirent des amants parmi les esclaves; le désordre devint universel; une seule dame resta fidèle à ses devoirs sans être imitée, et cette armée de maris infortunés comprit alors qu'il était temps de rentrer dans ses foyers! Malgré le témoignage unanime de

tous les historiens polonais on n'ose guère ajouter foi à un conte pareil, et le récit de Nestor paraît bien plus vraisemblable. D'après cet auteur, Boleslas jugea nécessaire de se retirer pour éviter en Russie une réaction violente, que plusieurs symptômes annonçaient comme très prochaine.

Après sa retraite de Kief, Boleslas assiégea Przemyśl en Galicie, ville très forte qui lui opposa une résistance opiniâtre. Elle fut pourtant réduite par la famine, et le courage de ses défenseurs puni avec sévérité. C'est un événement étrange dont l'explication n'est pas facile; Przemyśl était une ville russe, soumise au sceptre d'Ysiaslaf: quel motif pouvait engager son ami, son allié, à la prendre de force? — Sans doute Boleslas aspirait à s'emparer de la Russie-rouge, dont cette ville faisait partie; peut-être même la cession de ce territoire lui avait-elle été promise; mais dans ce cas l'occupation aurait dû se faire sans obstacle, et la résistance des habitants prouverait du moins qu'ils n'avaient guère envie d'appartenir à Boleslas. Ce qui rend la chose encore plus incompréhensible, c'est que nous retrouvons, immédiatement après, Przemyśl sous la domination des Russes, dans la dépendance des grands-ducs, et faisant partie de l'apanage d'une branche cadette de la maison régnante, sans qu'il soit dit à quelle époque elle fut reprise, ou de quelle manière elle parvint à s'affranchir. Pour se tirer de ce dédale, il faut supposer que le but de l'expédition de Boleslas était seulement d'imposer des contributions à la ville, ou d'en emporter un riche butin; ou peut-être évacua-t-il la place sans y laisser de garnison, parce qu'elle lui paraissait trop difficile à conserver.

L'autorité d'Ysiaslaf n'était cependant pas bien raffermie, et peu de temps après — 1073 — ses frères, Swiatoslaf duc de Tchernigof, et Vsevolod qui régnait à Péréïaslavle, l'attaquèrent de concert. Les annalistes ne nous apprennent pas quelle fut l'origine de la querelle : ils nous disent seulement que le grand-duc de Kief se vit obligé de fuir encore une fois sans avoir pu se défendre. Ayant emporté des trésors immenses, il espérait acheter de nouveaux secours à l'étranger, et c'est à la Pologne qu'il eut d'abord recours. Cette fois cependant ses propositions ne furent pas écoutées ; Boleslas-l'intrépide accepta bien une partie imprudemment offerte de ses richesses, mais sans vouloir s'exposer aux dangers d'une nouvelle expédition ; et l'infortuné Ysiaslaf, déçu dans son attente, errant de royaume en royaume, cherchant partout des amis, réclama en vain la protection de l'empereur d'Allemagne. Il s'adressa même au pape Grégoire VII auquel il promit de convertir la Russie au catholicisme et de la soumettre à la tiare. Toutes ses tentatives restèrent sans effet.

Au bout de quelques années cependant — 1077 — le sort lui ménagea une occasion de rentrer dans ses états, dont il profita avec succès ; mais les historiens polonais et Nestor sont bien loin d'être d'accord sur les détails de cet événement. Ils diffèrent même au point qu'on ne saurait trouver la moindre analogie dans leurs récits.

Selon Nestor, auteur contemporain vivant à Kief, Ysiaslaf ayant appris la mort de son frère Swiatoslaf, redoubla d'activité. Il leva aussitôt une armée, composée en très grande partie de Polonais, et il est probable que Boleslas facilita ses préparatifs. Bien-

tôt Ysiaslaf pénétra en Russie à la tête de quelques milliers d'hommes, et le succès de son entreprise surpassa ses espérances. Vsevolod, qui l'avait remplacé à Kief, était lui-même inquiété par l'ambition remuante de plusieurs de ses neveux; du prince de Polotsk surtout, qui le menaçait d'une attaque. Pressé ainsi de toutes parts, Vsevolod désirait ardemment une réconciliation parfaite avec son frère. Au lieu de se préparer à la résistance il alla en Wolynie au-devant du grand-duc exilé, et dès leur première entrevue la paix fut conclue entre eux. Ils jurèrent tous deux d'oublier le passé: effectivement rien, depuis ce moment, ne troubla leur amitié, et Ysiaslaf fut replacé au trône par celui qu'il était venu combattre.

Le témoignage de Nestor paraît décisif, et d'ailleurs son récit est confirmé par ce que les annalistes allemands nous disent des voyages d'Ysiaslaf, et par la correspondance du pape Grégoire VII.

Et cependant, malgré tant d'autorités, Dlugosz a osé raconter ces événements d'une manière toute différente; son ouvrage contient une histoire très longue et très détaillée, dûe probablement à la fertilité de son imagination. Nous comprenons sans peine que Cromer ait trouvé de son goût ce récit fabuleux, mais Naruszewicz et Lelewel qui prétendent au titre d'historien ont également suivi Dlugosz! — aveuglément! sans une ombre de critique! — Ceci doit nous surprendre *). On pourrait croire que la vanité na-

*) Il n'est pourtant pas bien difficile de juger jusqu'à quel point Dlugosz peut être digne de foi. Entre autres belles choses il nous apprend que Cracus, fondateur de Krakovie, régnant en Pologne l'an 700 de notre ère, était romain de naissance, et ce qui est bien plus surprenant: c'était un

tionale les a séduits; et sous ce point de vue le conte adopté par Dlugosz mériterait quelque indulgence, si du moins son récit offrait quelque trait qui tournât à l'honneur des Polonais et à la gloire de leur pays. Mais on n'y trouve rien de semblable, et cet auteur doit s'être fait de l'honneur et de la gloire une étrange idée. —

Or donc, à en croire Dlugosz, Boleslas vola au secours de son ancien allié dès le printemps de l'année 1074*). Il envahit la Wolynie, et le siège de Luçk fut sa première entreprise. Après six mois d'efforts employés pour réduire cette place, voyant ses nombreux assauts constamment repoussés, il eut recours à l'or et à la séduction, et dut à la cupidité des assiégés un succès qu'il désespérait d'obtenir par la valeur de son armée. Les autres villes de la Wolynie n'osèrent lui opposer une résistance semblable; Boleslas les occupa au passage en se portant rapidement sur Kief.

Les citoyens de cette capitale voyaient d'un oeil inquiet les progrès de l'ennemi, et rangés sous la bannière de Vsevolod ils avancement au-devant de lui pour arrêter l'invasion. Un combat meurtrier s'engage, et la victoire est valeureusement disputée; un instant la balance penche du côté des Russes; l'aile droite des Polonais fléchit, Vsevolod redouble d'efforts — mais

troisième frère des Gracques qui se réfugia sur les bords de la Vistule après avoir vu périr Tibérius Gracchus etc. — Au reste Kadlubek garde un silence absolu sur cette intéressante expédition de Boleslas.

*) La chronologie seule suffirait pour réfuter son récit, puisqu'il est prouvé par les lettres du pape, qu'Ysiaslaf séjourna en Allemagne pendant les années — 1075 - 1076. —

par une manoeuvre habile Boleslas lui arrache un triomphe qui ne paraissait presque plus douteux : tournée par sa droite, enfoncée, l'armée russe fuit à son tour; Vsevolod lui-même est entraîné loin du champ de bataille.

La nouvelle accablante de ce désastre affligea les habitants de Kief sans les décourager; on ne désespérait pas encore du salut de la ville; vieillards, enfants, tous, même les femmes, s'armèrent pour en défendre l'accès. Les Polonais l'assiégèrent, mais des sorties courageuses, renouvelées sans cesse, retardaient la marche de leurs attaques : Boleslas rebuté par ses pertes, se vit forcé de changer le siège en blocus. Bientôt la famine et une fièvre contagieuse ravagèrent l'ancienne résidence des fils de Rourick; ses murs n'avaient plus de défenseurs; ses rues devinrent désertes, et le petit nombre d'hommes qui erraient encore dans son enceinte silencieuse, dans cette atmosphère empestée, manquaient de forces pour résister davantage. On résolut de se rendre et même à discrétion; cependant Boleslas jugeait lui-même que les vaincus avaient assez souffert : il ordonna sous peine de mort de respecter la vie des malheureux qui avaient déposé les armes; enfin il ordonna à ses troupes de n'assassiner personne. *Touché de cette extrême bonté* (paroles de Zielinski) ce peuple soumis le combla des présents les plus précieux, et les historiens polonais remettent les excès de Boleslas à cette seconde expédition : d'après ces auteurs ce fut alors que les charmanes Kiéviennes soumirent son coeur ardent. Il paraît donc que les inquiétudes et les souffrances d'un siège prolongé, la faim et les maladies avaient singulièrement embelli les femmes de Kief!

Retournons à l'histoire. Ysiaslaf accorda la Russie-rouge comme apanage à Volodar et Vassilko, fils de Rostislaf son neveu. Ces princes choisirent la ville de Halicz pour résidence, et par la suite l'ensemble de leur territoire fut désigné par ce nom de Halicz, Galitch, ou Galicie.

Il serait inutile et fatigant d'entrer dans un détail minutieux de tous les rapports qui existèrent depuis ce temps entre la Russie et la Pologne. L'impulsion était donnée; et d'intervention en intervention, de représailles en représailles, les incursions hostiles se renouvelaient sans cesse. Le plus souvent ces expéditions n'avaient point d'influence marquée sur le sort des deux nations. La Pologne étant divisée maintenant à l'instar de la Russie, ces deux états furent également déchirés par des guerres civiles; ni l'un ni l'autre ne pouvait donc songer à des conquêtes, ou à des entreprises vastes et hardies. C'étaient des guerres entre les princes polonais et russes dont les territoires se touchaient, et jamais les forces totales des deux empires n'étaient engagées dans ces luttes partielles.

Malheureusement la Russie fut divisée et subdivisée à l'infini. La famille régnante devint excessivement nombreuse; chaque prince apanagé partageait ses états entre ses fils; et les fractions des territoires une fois divisés ne pouvaient plus s'agglomérer de nouveau. Le même prince pouvait bien hériter de plusieurs de ces fractions à la fois, mais il les administrait alors séparément, et l'empire manquait d'un cen-

tre commun, d'un principe d'unité. Il est vrai que le grand-duc de Kief devait exercer une espèce de pouvoir souverain sur l'ensemble, mais par malheur il n'était guère plus puissant que tant d'autres; et loin d'être de quelque utilité, cette prérogative attachée à la possession de la capitale, était un mal de plus. Cette suprématie illusoire, cette ombre de puissance qui n'avait rien de réel, n'en devenait pas moins l'objet de l'ambition de tous les princes, et la cause de toutes les guerres intestines. Le mode de succession n'ayant pas été réglé, chaque descendant de Rourik pouvait aspirer à régner sur Kief. Le sceptre ne passait point du père au fils: l'usage et l'opinion commune accordaient plutôt au plus âgé de la famille un certain droit au trône; droit qui pourtant n'était pas toujours respecté. Quelquefois un souverain choisissait lui-même son successeur; dans d'autres occasions, le respect que les vertus d'un prince sage et valeureux avaient inspiré à ses collatéraux et au peuple, l'emportait sur toute autre considération, et bien souvent aussi le diadème devint la proie du plus fort! — Bientôt les inimitiés devinrent héréditaires dans cette famille divisée; deux branches surtout, fondées par Oleg et Vladimir Monomaque, petits-fils de Yaroslaf, se distinguèrent par une haine implacable; et pendant un siècle et demi les descendants d'Oleg ne cessèrent d'attaquer la maison de Monomaque. D'ailleurs, les princes échangeaient souvent une ville contre une autre; ils régnaient tantôt dans le midi de la Russie, tantôt dans les provinces septentrionales, et le peuple prit la malheureuse habitude de changer souvent de maître. Novgorod surtout, cette ville peuplée, riche et florissante par le commerce, qui avait déjà le pri-
vilège

vilége d'élire tous ses magistrats, même son évêque, s'arrogea encore le droit de nommer celui des princes dont elle voulait reconnaître l'autorité.

Même la décadence de la ligne d'Oleg ne put ramener la paix, parce que la famille de Monomaque se divisa elle-même en plusieurs partis, ennemis les uns des autres. Enfin, lorsque le trône de Kief fut occupé par une branche cadette de cette maison, André, qui par droit de naissance aurait dû en être le chef, fonda dans le nord de la Russie un nouveau grand-duché, dont Vladimir, dans le pays de Souzdal, était la capitale; et l'unité de la Russie n'existait même plus en idée. André, portant la guerre dans le midi, renversa le trône chancelant de Kief: malheureusement la monarchie qu'il venait de fonder, fut morcelée à son décès; l'isolement des différentes principautés devint alors complet, quoique les grands-ducs de Vladimir prétendissent encore à cette espèce d'autorité suprême que les souverains de Kief avaient exercée autrefois.

Les descendants de Rostislaf, qui régnaient sur Halicz, se voyaient surtout exposés à bien des attaques. La position de leurs états, éloignés du centre de l'empire, favorisait les entreprises de leurs voisins; et la Russie devenue si faible, ne pouvait plus leur servir d'appui. Ils étaient alliés par plusieurs mariages avec les dynasties régnantes en Pologne et en Hongrie, et les souverains de ces deux pays trouvaient souvent l'occasion d'intervenir dans les affaires de cette principauté.

Entre autres Vladimir, duc de Halicz, chassé de ses états par un prince hongrois et des sujets rebelles,

réclama le secours des Polonais. Il fut rétabli sur le trône par Kasimir-le-juste, et c'est un fait très-remarquable, que ce monarque portant le surnom de *juste* ne songea pas alors à s'approprier cette partie de la Russie-rouge dont les Boleslas de Pologne s'étaient jadis emparés.

Les détails de l'histoire de Halicz nous mèneraient trop loin: il suffit de savoir qu'André, roi de Hongrie, s'en saisit de nouveau lorsqu'il y fut appelé à la défense des princes mineurs de la maison de Rostislaf, qu'il avait promis de protéger. Lesco-le-blanc, souverain de Pologne, moins probe que son illustre père, ne s'opposa plus à cette usurpation lorsqu'il eut obtenu pour sa part de la dépouille la cession de Przemyzle et de Belz. Coloman, fils d'André, épousa la fille de Lesco, et le pape le nomma roi de Galicie. Mais les oppressions de toute espèce, son intolérance religieuse surtout, le firent bientôt détester; et lorsque Mstislaf-le-brave, prince de Novgorod, s'arma pour chasser les étrangers de cette belle partie de la Russie, le peuple le reçut partout comme un libérateur. Les Polonais et les Hongrois réunis furent battus et ces contrées fertiles rendues à la patrie. Malheureusement Mstislaf était aussi mauvais homme d'état qu'intrépide guerrier, et la paix qu'il conclut avec la Hongrie, privait de nouveau la Russie des avantages que les victoires de ce prince lui avaient valus. Mstislaf donna sa fille en mariage au frère cadet de Coloman, et il consentit à promettre à son gendre la succession du duché de Halicz — 1219. —

Ainsi une impulsion irrésistible paraissait entraîner la Russie vers l'abîme. A mesure qu'elle s'affai-

blit et se divise nous voyons des dangers nouveaux surgir autour d'elle. Une grande et belle province était sur le point de devenir la propriété des Hongrois; les habitants de la Lithuanie, méprisés jusqu'alors, devinrent tout d'un coup redoutables; d'autre part, des prêtres et des chevaliers allemands établissaient des colonies sur les côtes de la Livonie, où, en prêchant la croix l'épée à la main, ils soumirent des peuples tributaires des Russes. Mais de pareils sujets d'inquiétude cessèrent d'être importants, lorsque un torrent de barbares s'élança des pays lointains et inconnus de l'Asie centrale, pour inonder la Russie comme un fleuve débordé, et pour y anéantir les germes de la civilisation en lui préparant des souffrances inouïes.

Les événements de cette époque désastreuse appellent ici notre attention sur le berceau du genre humain, sur cette Asie mystérieuse dont l'histoire remonte à des temps bien plus reculés que la nôtre, et dont les peuples sont plus anciens que nos traditions religieuses; elle nous montre en même temps tous les trésors dont la nature peut s'embellir et la désolation la plus effrayante. Deux chaînes de montagnes élevées, l'Altaï et le Taurus, la traversent du couchant au levant, séparant ainsi la partie septentrionale du midi. Au nord, en Sibérie, les fleuves les plus grands du monde ancien roulent majestueusement leurs ondes à travers le silence du désert vers la mer Glaciale. Tout y porte l'empreinte d'une grandeur uniforme et triste. En hiver, une nuit profonde enveloppe ces vastes régions; en été, les rayons impuissants du soleil brillent d'une lueur pâle sur les glaces de la côte, et n'échauf-

fent point le sein de la terre. Les peuplades peu nombreuses, forcées de chercher un asile sur ces rivages inhospitaliers où l'existence n'est plus un bonheur, tâchent de se consoler de la vie, en rêvant un sort plus heureux qui les attend au-delà du tombeau. Leur singulière et touchante mythologie exprime à la fois des espérances et des regrets, en leur promettant au séjour des ombres ce bonheur dont le destin les a privés sur la terre, et en peignant cette félicité future des couleurs les plus brillantes.

Autant la nature s'est montrée sévère en Sibérie, autant elle a été prodigue de ses richesses et de ses charmes envers les belles contrées de l'Asie méridionale. Là elle a étalé tout son luxe; des eaux abondantes y alimentent une végétation vigoureuse, sans cesse reproduite par les chaleurs bienfaisantes des tropiques; la terre généreuse s'y pare d'elle-même de fleurs et de fruits, et des souffles flatteurs agitent une atmosphère embaumée. Tous les produits de la nature y abondent, même ceux auxquels le commerce et l'avidité ont donné une valeur imaginaire; le sein des montagnes et les sables des rivières cachent des métaux précieux, des perles et des pierres étincelantes. Des peuples nombreux habitent cette belle partie du globe; leur civilisation, devenue stationnaire, est fort ancienne, mais ils n'ont jamais été belliqueux: chez eux la vie de l'homme est consacrée à la méditation et à une mollesse voluptueuse. Une partie seulement de ces vastes pays diffère du reste par l'aridité du sol et par le caractère des habitants: ce sont les déserts brûlés de l'Arabie, patrie d'un peuple nomade qui s'est souvent signalé par sa valeur.

Les montagnes au centre de l'Asie renferment des vallées, des plaines parées d'une riche verdure, mais peu propres à l'agriculture à cause de leur position élevée. Deux nations très-différentes d'origine et de langue, quoique semblables par leurs exploits et par les mœurs, les Mongols et les Turco-Tatars, y mènent la vie errante et oisive des pâtres, à laquelle la nature même paraît les avoir destinées. Mais l'agriculture peut seule nourrir une population nombreuse; il faut un vaste espace aux tribus nomades: dès que le nombre s'en était accru dans ces vallées incultes, les pâturages ne suffisaient plus à leurs troupeaux, et une partie des habitants étaient obligés de chercher au loin une nouvelle patrie. D'ailleurs, les richesses du midi ne pouvaient que trop les tenter de quitter leurs agrestes habitations pour trouver au loin les jouissances de la vie, et souvent nous voyons des hommes extraordinaires naître parmi ces barbares: des hommes qui savaient exalter leur imagination et enflammer leur courage; des chefs qui les conduisaient à la victoire en leur promettant l'empire du monde.

Tel fut toujours l'état de l'Asie. Son histoire est monotone: les motifs qui causent les mouvements des nations y ont toujours été les mêmes, et chaque révolution y a produit des événements semblables. Nous y voyons par intervalles les pâtres des montagnes ou les nomades de l'Arabie s'élancer vers les pays fortunés du midi; les peuples énervés qui les habitent, cèdent à la fureur des conquérants; ils sont soumis, et des empires étendus se forment dans un instant. Les barbares n'aspirent qu'à régner et à jouir, ils s'occupent peu de l'organisation sociale; les

nations soumises conservent les habitudes, les lois et la religion qui les distinguent; peu-à-peu le petit nombre des vainqueurs se fond dans la masse des peuples qu'ils ont domptés; ils en adoptent les mœurs en perdant ce courage farouche qui leur avait valu la victoire, et bientôt l'empire tombe dans la faiblesse. Les gouverneurs des provinces éloignées s'en détachent, et sur les débris d'un état morcelé s'élèvent une quantité de petites monarchies, qui se soutiennent jusqu'à ce qu'une nouvelle invasion les renverse en réunissant derechef les nations sous l'empire d'un nouveau maître *).

Les peuples qui se dirigèrent vers l'Europe venant de l'Asie centrale, les Allemands et les Slaves, avaient déjà un caractère différent de celui des Tatars lorsqu'ils y parurent: leur marche était plus lente et plus mesurée, et leurs demeures étaient plus fixes.

Mais au milieu de ces masses d'Allemands et de Slaves qui formèrent la nouvelle population de l'Europe, nous voyons déjà des peuplades d'origine mongole ou tatare s'avancer avec eux vers l'occident. Tels étaient les Huns, les Bulgares, les Avars, les Petchenègues, les Polovtsi etc. — On les reconnaît à des mouvements plus rapides, à des habitations moins stables. Les villes, et les parties cultivées de l'Europe ne pouvaient avoir pour eux les mêmes attraites que celles de l'Asie; ils choisissaient donc de préférence pour demeure les contrées qui favorisaient la vie nomade, leur ancien mode d'existence: les plaines de la Hongrie et les steppes du Don. Lorsqu'ils portaient la guerre dans les pays

*) C'est l'histoire de l'Asie, l'époque macédonienne exceptée.

cultivés, c'était plutôt avec le dessein de s'enrichir de leurs dépouilles et de les rendre tributaires, que pour s'y établir d'une manière solide.

Enfin, après plusieurs siècles de bouleversements, l'Europe avait pris depuis quelque temps des formes plus stables et mieux affermies, lorsque tout d'un coup son avenir, et même l'existence des nations qui l'habitent, furent menacés de nouveau. Un prince mongol, Genghis-Khan, la terreur de l'Asie dont il avait déjà dompté la majeure partie, fit trembler l'Europe en dirigeant des hordes nombreuses vers les rives du Volga. On a beaucoup parlé d'un boulevard de l'Europe civilisée: la Russie, le plus éloigné des états chrétiens et le plus exposé, aurait dû être ce boulevard protecteur; mais hélas! elle était divisée, les guerres civiles l'avaient affaiblie, et personne ne vint à son aide!

Les Polovtsi, fuyant devant les Mongols, réclamèrent la protection des Russes. Les princes de cette nation, convaincus qu'il fallait oublier toute inimitié personnelle pour combattre l'ennemi commun, se résolurent en braves à aller au-devant du danger. Egarés par leur orgueil, par la haine qu'ils vouaient déjà à leurs redoutables adversaires, et par les instigations des Polovtsi, ils firent tuer les ambassadeurs des Mongols; mais ce forfait fut vengé d'une manière cruelle. Une bataille sanglante sur les bords de la Kalka fut désastreuse pour eux; sept princes et la plus grande partie de l'armée y trouvèrent la mort, et la Russie méridionale devint la proie des ennemis — 1224. —

Malheureusement les querelles intestines recommençaient toujours pendant les intervalles entre les

invasions renouvelées des Mongols ; les incursions des Lithuaniens devenaient de plus en plus redoutables ; les Suédois et les Chevaliers du glaive en Livonie attaquaient sans cesse les provinces septentrionales ; une famine et des maladies contagieuses ravagèrent encore la Russie ; et lorsque le successeur de Genghis-Khan détacha Bâti son neveu à la tête de trois cent mille hommes, pour la soumettre, elle n'était plus assez forte pour résister *).

La ville de Rézan fut assaillie la première. Bâti lui offrit la paix au prix de la dixième partie de toutes les propriétés : „Quand nous aurons tous succombé, répliquèrent les habitants, vous pourrez prendre le tout !” et une défense courageuse justifia la fierté de cette réponse. Mais enfin la ville fut prise d'assaut, saccagée, mise en cendres, et aucun être vivant n'échappa au glaive du vainqueur. Partout on se préparait à la défense, mais sans ensemble ; chacun voulait combattre pour ses foyers, mais nul ne voulait quitter sa ville natale, de crainte de l'exposer. D'ailleurs il fallait combattre et les Suédois et tant d'autres ennemis ! on ne parvint nulle part à réunir une armée capable de tenir la campagne, et les villes attaquées les unes après les autres succombaient de même. A Vladimir, les habitants, loin d'être intimidés quoiqu'ils n'espérassent pas la victoire, se préparèrent au trépas par une cérémonie religieuse ; lorsque après une résistance héroïque, la ville était déjà envahie, ils défendirent encore la cathédrale, et ils y

*) Une partie seulement de l'armée de Bâti était composée de Mongols ; des Turco-Tatars soumis par Genghis-Khan en formaient la plus grande partie, et la dénomination de Tatars étant le plus usitée nous l'emploierons par la suite.

trouvèrent la mort dans les flammes. Georges, grand-duc de Vladimir, qui s'arrogeait du moins la suprématie sur la Russie entière, avait enfin rassemblé sur la Site une armée malheureusement trop peu nombreuse. Déjà son fils avait été battu près de Kalomna: il ne fut pas plus heureux; mais s'il ne put sauver la Russie, il sut du moins mourir pour elle. Son armée fut anéantie, et le prince lui-même tué dans la bataille.

Rien ne put arrêter les progrès, ni calmer la fureur des Tatars. La petite ville de Kozelsk, alors apanage du jeune Vassilko, de la famille d'Oleg, fut assiégée. „Celui qui devrait nous conduire et nous défendre, est encore enfant, disaient les citadins, c'est à nous de combattre pour lui!” — et pendant sept semaines ils repoussèrent les attaques des ennemis. Vaincus enfin, ils furent tous massacrés, et le jeune Vassilko fut noyé dans un vase rempli de sang humain! — L'héroïsme des habitants de Kief et de Tchernigof ne les conduisit qu'à leur perte! — Les Russes demandaient en vain des secours aux princes étrangers, au roi de Hongrie surtout: le ciel et les hommes étaient inexorables!

Les Tatars, s'étant emparés de la Krimée et des plaines habitées jusqu'alors par les Polovtsi qu'ils en avaient chassés, établirent leurs camps dans ces prairies; toute espérance de les voir s'éloigner s'évanouit — „Semblable à un monstre altéré de sang, „Bâti détruisait des pays entiers. Les plus braves „de nos princes avaient succombé dans les batailles; „d'autres erraient à l'étranger, cherchant des amis „et n'en trouvant point! fiers jadis de leur richesses, „ils avaient tout perdu! — Les mères pleuraient

„leurs enfants foulés devant elles aux pieds des chevaux tatars; les filles regrettaient l'innocence perdue. „Combien d'entre elles se sont élancées au-devant „de la mort qu'elles préféraient au déshonneur! Les „femmes des boïars, étrangères jadis aux peines de „la vie, parées d'or et de riches étoffes: elles étaient „maintenant esclaves, forcées à porter de l'eau, à „moudre le blé, et à brûler leurs mains délicates „en préparant le repas des barbares! — Les vivants „enviaient le repos des morts!” — Voilà le tableau que les annalistes nous font du sort de la Russie!

Yaroslaf, frère et successeur de Georges, se vit obligé enfin de se soumettre; la Russie devint tributaire! — 1240. —

Depuis ce temps les khans des Tatars désignaient chaque fois celui des princes russes qui devait occuper le trône de Vladimir, et exercer un pouvoir suprême sur l'empire divisé de Rourik et de Vladimir-le-grand. L'autorité de ce grand-duc nommé par les étrangers ne s'étendait pourtant pas sur la Galicie; cette province se séparait de plus en plus de la Russie, afin de se soustraire à la domination des Tatars. Après la mort de Mstislaf-le-brave les Hongrois, maîtres un instant de Halicz, n'avaient pu s'y maintenir. Le petit-fils de l'illustre Mstislaf, Daniel, injustement exclu de la succession par le testament de son grand-père, ce jeune prince avait repris, les armes à la main, l'héritage de ses aïeux. Voyant la Russie asservie, il tâchait de s'appuyer sur

l'Europe occidentale, et afin de disposer le pape en sa faveur il lui fit espérer qu'il adopterait le culte catholique.

Le joug des barbares s'appesantissait sur la Russie. La tente du khan était le tribunal suprême de ce malheureux pays; à chaque instant les princes russes y étaient cités pour répondre de leurs actions, tandis que des émissaires tatars parcouraient les provinces pour y lever des tributs. Ces ministres des conquérants, maîtres du sort des infortunés habitants du pays, inspiraient partout une terreur malheureusement trop souvent justifiée par leurs actions.

Quelle aurait dû être alors la politique de la Pologne? — n'aurait-elle pas dû venir au secours de la Russie pour la mettre en état de secouer un joug odieux? — En contribuant à chasser les Tatars de la Russie, la Pologne aurait éloigné de ses propres frontières un danger imminent, et en prenant les armes pour une cause si juste, elle aurait noblement rempli ses devoirs envers l'Europe. Et qu'ont-ils fait les rois de Pologne? — Suivant les préceptes d'une politique étroite et intéressée, ils ont recherché l'alliance et l'amitié des Tatars, ils ont profité des malheurs et de l'abaissement de la Russie pour s'agrandir à ses dépens! — Certes, si l'Europe n'a pas été envahie, le mérite n'en est vraiment pas aux Polonais!

Mais heureusement les vastes conquêtes de Genghis-Khan cessèrent bientôt de former un seul état; il fut divisé en plusieurs monarchies, et les successeurs de Bâti qui adoptèrent la religion mahométane, fondèrent entre la mer Caspienne et le Borysthène le khanat indépendant du Kaptchak, en conservant

toujours sur la Russie cet empire que la victoire avait conféré à leur aïeul.

Plusieurs grands-ducs, tels que St. Alexandre Nevsky, méritèrent alors par le sacrifice de tout sentiment de fierté ou d'orgueil, la reconnaissance de la patrie et une gloire éternelle. Malgré les humiliations et les dangers auxquels ils s'exposaient en visitant la tente du khan, ils y intercédèrent souvent auprès des maîtres, en faveur d'un peuple trop affaibli pour briser ses chaînes. Des révoltes partielles contre les Tatars éclataient à Novgorod, à Tver, sur plusieurs points; ces nobles souverains, voulant ménager les forces renaissantes de leur pays qu'ils tremblaient de voir prodiguer en efforts inutiles, tâchaient alors de détourner la vengeance des barbares; et plus d'une fois ils préservèrent en effet leurs états d'une nouvelle dévastation.

Malheureusement la Russie eut encore d'autres princes, qui ne rougissant point de s'avilir, s'humiliaient devant les khans des Tatars pour obtenir par l'intrigue et la faveur une espèce de prééminence. Dans les guerres civiles qui ne cessaient presque jamais, quelques-uns d'entre eux s'oublièrent au point d'appeler à leur aide ces hordes redoutables qui les tenaient asservis!

Des guerres à l'extérieur ajoutaient encore aux souffrances de la Russie. Tandis que le pape, dans l'espoir de convertir à la religion catholique les despotes du Kaptchak, entretenait avec eux des relations amicales, il permit de prêcher en Livonie et en Suède une croisade contre les Russes! — Ces malheureux étaient de l'église grecque! c'étaient aux yeux du Saint

père des hérétiques qu'il fallait convertir ou exterminer!

Profitant des circonstances, les souverains de la Lithuanie s'emparèrent avec facilité de la Podolie et de l'Ukraine, ainsi que des ruines de Kief et de Tchernigof; ils trouvèrent ces villes et ces provinces presque entièrement dépeuplées. Dans le nord, les principautés de Pinsk, de Polotsk, de Witepsk, et de Minsk furent également démembrées de la Russie, et réunies aux vastes domaines des grands-ducs lithuaniens.

La perte du royaume de Halicz suivit de près celle de tant d'autres provinces. Le dernier roi d'origine russe étant mort sans enfants, le peuple accepta pour maître Boleslas duc de Mazovie, fils de la soeur du monarque défunt. Ce prince n'avait aucun droit au trône de Halicz; sa mère elle-même n'aurait pu y prétendre, puisque d'après les lois russes et d'après les lois polonaises, les femmes étaient exclues de la succession. A l'extinction des mâles de la ligne de Rostislaf, leur héritage aurait dû être dévolu aux grands-ducs de Russie; mais ceux-ci ne pouvaient malheureusement pas réclamer alors, et ces belles provinces furent perdues. Boleslas, qui avait juré de respecter dans ses nouveaux états le culte grec et les usages russes, tint mal sa promesse; le peuple fut réduit au désespoir par l'oppression, et surtout par l'intolérance religieuse; les uns murmuraient, d'autres songeaient à s'affranchir en se vengeant, et Boleslas mourut empoisonné. Kasimir-le-grand, roi de Pologne, obtint alors — 1340 — des autres princes de Mazovie la cession de leurs droits sur la Galicie, et il sut la réduire en employant tour-à-tour

la force des armes, et des promesses — encore assez mal observées. Bientôt nous voyons la révolte éclater de nouveau; il faut que le joug des Polonais ait été bien pesant, puisque le peuple de la Russie-rouge lui préférerait même celui des Tatars qu'il appela à son aide! — Kasimir soumit encore une fois la Galicie; et une guerre contre les Lithuaniens lui valut même la conquête de la Wolynie dont ces dangereux voisins s'étaient naguère emparés.

Au quatorzième siècle la couronne grand-ducale devint par degrés héréditaire dans la ligne des princes de Moscou. Aucune loi expresse ne leur décernait pourtant cette préférence; ils la devaient uniquement à l'usage qui s'était introduit peu-à-peu. Moscou devint dès lors la résidence du monarque, quoique Vladimir fût encoré egardée comme capitale de l'état.

Dmitri, prince de Moscou, qui mérita plus tard par ses exploits le surnom de Donskoï, monta sur le trône des grands-ducs à l'âge de treize ans — 1363. — Presque enfant il se montra digne de régner et capable de diriger les efforts d'une grande nation. Croyant le moment arrivé de secouer des chaînes indignes, il n'en jugea pas moins nécessaire d'étendre sa puissance dans l'intérieur, et de mieux l'établir surtout avant de tirer l'épée contre les Tatars. Il tâcha donc de réunir plusieurs provinces aux principautés dont il avait hérité, et de faire respecter ses ordres par ses cousins. Malheureusement des obstacles multipliés l'empêchèrent d'exécuter ses projets dans toute leur étendue; les princes apanagés s'y opposèrent, et Michel de Tver devint même ouverte-

ment son rival, croyant ne pouvoir échapper autrement à sa suprématie.

Siméon, un des princes de la branche de Tver, étant mort sans enfants, son frère Vassili et son neveu Michel se disputaient son héritage. L'évêque de Tver, choisi pour arbitre, prononça en faveur du neveu; mais le grand-duc cassa cet arrêt, et adjugea le territoire contesté à Vassili. Bien que cette décision fût en effet plus conforme aux anciens usages de la Russie, elle ne devait sans doute pas satisfaire Michel, qui avec un mérite réel était rempli d'ambition. Animé du désir de se venger, il trouva son puissant beau-frère, Olgerd duc de Lithuanie, disposé à prendre les armes dans sa cause, et il n'hésita point non plus d'invoquer l'intervention du khan des Tatars. L'espérance de renverser du trône grand-ducal ce Dmitri qu'il haïssait comme ennemi personnel, aveuglait Michel sur les dangers auxquels il exposait son pays. Il sut effectivement gagner le khan, qui le nomma par un édit grand-duc de Vladimir. Mais cet ordre qui dépouillait Dmitri du sceptre, ne fut point respecté en Russie, et ce prince sut défendre ses droits par les armes. Michel, malgré les nombreux revers et les difficultés qu'il éprouvait, persistait dans son entreprise, espérant, s'il n'obtenait pas un triomphe complet, pouvoir se soustraire à l'empire de son rival et fonder à Tver un grand-duché indépendant. Malgré les victoires de Dmitri cette guerre causa des pertes très-sensibles à la Russie; les Lithuaniens occupèrent quelques places sur la frontière, qu'ensuite ils gardèrent pour eux-mêmes. Renforcé par les troupes du prince russe de Smolensk, ennemi personnel de Dmitri, Olgerd pénétra deux fois jusque sous les

murs du Kreml; une grande partie des états de Dmitri fut dévastée de nouveau, les habitants furent emmenés captifs, et les Lithuaniens se vantèrent d'avoir surpassé les Tatars! — Enfin, lors d'une troisième invasion, Dmitri parvint à envelopper l'armée ennemie; Olgerd, qui regardait même la paix comme une ruse de guerre, consentit dans ces circonstances à jurer qu'il observerait les articles peu avantageux d'une trêve illimitée, conclue à la hâte. Privé de son appui, Michel fut bientôt réduit à la soumission; il s'obligea, en acceptant la paix, à respecter l'autorité de Dmitri, et en renonçant pour lui-même et pour ses successeurs à toute prétention au trône grand-ducal, il reconnut en termes formels la suprématie des princes de Moscou, ainsi que leur droit exclusif de régner à Vladimir et sur l'ensemble de la Russie. Ce traité important, qui rendait le droit public de l'empire moins vague et moins précaire, termina enfin une lutte sanglante et prolongée, et la tranquillité étant rétablie à l'intérieur, Dmitri put tourner toutes ses forces contre un ennemi plus dangereux encore.

Les circonstances paraissaient favorables. Des troubles domestiques, qui depuis quelque temps avaient affaibli l'empire du Kaptchak, flattaient l'espoir des Russes. Toute la nation, lasse de sa servitude, brûlait de se mesurer avec les Tatars, et la guerre contre eux commença par un mouvement populaire: les émissaires du khan envoyés à Nijni-Novgorod, y périrent victimes de la rage du peuple. Malgré la vengeance cruelle des Tatars qui dévastèrent Nijni et le pays d'alentour, les Russes ne renonçaient point à l'espoir de s'affranchir; leur résistance devint de jour en jour plus déterminée.

Un

Un guerrier plus rusé que brave, Mamaï, était parvenu à rétablir momentanément l'ordre et l'unité dans la monarchie tatare, en élevant Mamant-Sultan à la dignité de khan de la horde d'or; tel était le titre des souverains du Kaptchak. Mamant-Sultan qui l'adopta ne put pourtant s'affranchir de la tutelle de Mamaï, et de fait ce chef exerçait, sous le nom du prince couronné par lui, l'autorité suprême. Il annonça le projet de punir les princes et le peuple de Moscou; mais son courroux n'effrayait plus la Russie. Dmitri, exposé à des attaques gravement menaçantes, les soutint avec fermeté, et quelques premiers revers n'accablèrent point son peuple. Le sort de la ville de Rézan, détruite par ordre du khan, ne fit aucune impression; une victoire que les Tatars remportèrent dans les steppes de Pérévos sur l'armée de plusieurs princes, ne fut pas décisive. Les Russes redoublèrent d'efforts, et bientôt leur persévérance fut récompensée. Une poignée de braves pénétra jusqu'à Kazan; cette ville tatare consentit à payer tribut aux Russes; Dmitri lui-même défit les hordes détachées par Mamaï qu'il rencontra sur les rives de la Vocho; l'espérance et l'enthousiasme renaissaient dans tous les coeurs!

Mamaï, frémissant de rage, s'arma enfin de toutes ses forces contre la Russie, qu'il avait juré d'anéantir. Une multitude innombrable marchait sur ses pas, et il trouva un puissant allié dans Jagellon, grand-duc de Lithuanie, qui fut plus tard roi de Pologne. Mais Dmitri ne tremblait point à l'approche de l'orage: à ses yeux l'heure du danger était l'aurore de la liberté, et un noble élan de la nation secondait son courage. De toute part on courut aux armes; presque tous les princes, ceux même qui avaient été

les ennemis de Dmitri, se réunirent sous ses drapeaux; les bénédictions des prêtres et des vieillards, les prières ferventes des femmes et des enfants accompagnaient ces guerriers que la cause la plus sainte appelait au champ de bataille. Dmitri trouva l'ennemi sur les rives du Don; il se décida à passer ce fleuve et à livrer bataille, avant l'arrivée de Jagellon qu'on attendait sous peu de jours au camp des Tatars. Le 8 de Septembre 1380 devait enfin décider du sort de la Russie; déjà l'armée est rangée en ordre, et Dmitri examine la position de Mamaï du haut d'une colline. Un beau soleil d'automne brille sur les casques de ses braves, et des vents légers déroulent et balancent les drapeaux; saisi d'enthousiasme à l'aspect de ce spectacle imposant, Dmitri tombe à genoux, il élève ses yeux et ses mains vers ce ciel qui attire toujours, et même malgré nous, le regard de l'espérance et les plaintes du malheur, il invoque le Dieu des chrétiens au nom de la religion, au nom de la patrie, et bientôt il s'élance le premier vers les rangs ennemis. La journée fut chaude, et le succès long-temps balancé. Enfin les Russes remportèrent la victoire au prix du meilleur de leur sang; un nombre infini de barbares périt dans le combat, dans la fuite; des cris d'allégresse remplissaient le camp des Russes; des larmes de joie, des actions de grâces succédèrent aux doutes de la veille, et aux pénibles efforts du matin — la Russie pouvait se croire libre!

Jagellon, informé du désastre de ses alliés, retourna en Lithuanie sans vouloir courir les risques d'une bataille, et sa retraite ressemblait à une fuite.

Dmitri-Donskoï s'arrêta sur le champ de bataille au lieu de profiter de la victoire en portant la guerre au centre de l'empire tatar. C'était peut-être une faute et la Russie en fut punie; son malheureux destin n'était pas encore accompli. Au moment même où la monarchie des khans de la horde d'or paraissait affaiblie, où la Russie reprenait son antique valeur pour en triompher, un nouvel empire mongol, fondé par Timour, ou Temir-lenk — que les Européens appellent Tamerlan — s'élevait menaçant au centre de l'Asie!

Tokhtamouich, descendant de Genghis-Khan, expulsé de la horde d'or par Mamaï, demanda des secours à Timour, dont la puissance était déjà fort étendue. Grâce à la protection de ce conquérant, Tokhtamouich parvint à chasser du trône Mamaï, ainsi que le khan nommé par lui; et après avoir soumis l'ancien empire de Bâti, il s'empessa de prévenir le grand-duc de Russie qu'il avait vaincu l'ennemi commun. Ses ambassadeurs furent bien reçus; mais ils reparurent bientôt pour demander les anciens tributs. „Y a-t-il donc si long-temps que nous avons combattu sur les rives du Don? répliquèrent avec indignation les Russes — et le sang des chrétiens a-t-il coulé en vain?“ Les ministres du khan se virent obligés de retourner sur leurs pas sans avoir obtenu d'autre réponse.

Tokhtamouich, qui mûrissait en secret des projets de conquête, ne parut pas d'abord offensé par ce refus. Tout d'un coup cependant il avança rapidement à la tête d'une armée nombreuse vers Moscou — 1382. — Oleg, prince de Rézan, qui déjà n'avait pris aucune part aux glorieux efforts de Dmitri, tra-

hissait maintenant la Russie en servant de guide aux Tatars. Il n'était plus temps de rassembler une armée; on se borna à défendre les places, et plusieurs tombèrent au pouvoir de l'ennemi. Enfin Tokhtamouich assiégea Moscou; la résistance vigoureuse des habitants rendait le succès de l'entreprise douteux, et pour en triompher le khan eut recours à la ruse. En demandant la paix il appela les citadins de Moscou ses fidèles et bien-aimés sujets, et il promit de s'éloigner sur-le-champ, pourvu qu'on lui fît hommage de quelques présents, et qu'on voulût bien l'admettre dans l'enceinte de la ville afin qu'il en pût contempler les palais et les temples. Plusieurs princes russes que la terreur retenait auprès de Tokhtamouich, se firent garants d'un traité qui inspira une funeste sécurité aux habitants de Moscou. Le clergé, les boïars et les citadins se rendirent en procession au camp des Tatars; ils y furent massacrés! Des hordes nombreuses, disposées d'avance, pénétrèrent par les portes de la ville si imprudemment ouvertes; les ennemis trouvèrent les habitants désarmés, le meurtre était à leurs yeux une victoire plus facile; ni les femmes ni les enfants n'échappèrent à leur rage, et les flammes achevèrent l'oeuvre de destruction. Dmitri ne retrouva qu'un monceau de cendres sur l'emplacement de sa capitale, et vingt-quatre mille cadavres mutilés attestaient la fureur des Tatars! Voilà donc ses rêves de gloire et de liberté évanouis! La lutte entre la Russie et Tokhtamouich, fort de l'appui de Timour, eût été trop inégale; Dmitri se résigna à un sort inévitable, et son empire reprit ses chaînes!

La victoire sur les rives du Don avait effrayé les Lithuaniens; pendant quelque temps ils n'avaient

osé attaquer la Russie. Mais dès qu'ils la virent envahie derechef, redevenue tributaire, ils songèrent de nouveau à profiter de ses malheurs. André fils d'Olgerd, duc lithuanien de Polotsk, en avait été chassé par ses frères. Ami de Dmitri et réfugié à sa cour, il avait pris part à la gloire des Russes en combattant sous leurs drapeaux. C'était un crime aux yeux de ses compatriotes; et lorsque André, rappelé par son peuple, parvint à réoccuper son ancien duché, les princes ses frères et cousins vinrent aussitôt l'assiéger dans sa capitale. André vaincu par eux, expia dans les fers la faute d'avoir prêté aux Russes le secours de son bras. Le prince de Smolensk, son fidèle allié, tenta vainement de le venger; il périt à la tête de son armée, et son fils acheta la paix au prix d'un tribut annuel qu'il s'engagea à payer aux grands-ducs de Lithuanie.

Quelle que fût la douleur de Dmitri, en voyant ainsi les provinces les plus anciennes de l'empire devenir la proie des étrangers, il sut dévorer sa peine et la cacher à tous les yeux. Il lui importait avant tout de briser les chaînes de la Russie; c'était contre les Tatars qu'il tournait ses efforts, et ne voulant pas affaiblir son pays par des guerres multipliées, il négligea les intérêts secondaires. Les circonstances paraissaient favoriser une nouvelle tentative: Tokhtamouich qui avait eu l'audace d'offenser son puissant protecteur, se vit menacé d'une attaque de la part de Timour. Dmitri cependant hésitait encore à rompre la paix; il tremblait pour son fils Vassili, retenu comme otage au camp des Tatars. Heureusement Vassili réussit à tromper la vigilance de ses geôliers;

il revint auprès de son père, — pour le voir mourir à la fleur de l'âge, et au milieu de ses armements — 1389. —

Dmitri-Donskoï avait réglé l'ordre de succession par un pacte de famille : le plus âgé des princes n'en était plus le chef, et dorénavant le sceptre héréditaire dans la ligne des princes de Moscou devait passer du père au fils.

Vassili, quoique en bas-âge, succéda donc à son père ; conduit par les conseils des boïars, élevé par eux, il se montra par la suite plus rusé et moins vaillant que Dmitri. Voulant tout obtenir par l'adresse et une politique bien calculée, il évitait la guerre dont il craignait les chances ; si en effet il sut rendre la Russie plus forte et plus unie, il faut convenir qu'en revanche son hésitation attirait quelquefois des pertes sensibles à la monarchie. Comme son père, Vassili voulait profiter des dissensions qui s'étaient élevées entre Timour-lenk et le téméraire Tokhtamouich, mais non pas pour combattre avec avantage ; il croyait au contraire, que dans la position actuelle de Tokhtamouich on pouvait tout obtenir de lui par des négociations, et il ne fut pas trompé dans son attente. Malgré les réclamations du prince Borys de Gorodetz, le khan de la horde d'or autorisa Vassili à s'emparer de la ville de Nijni-Novgorod et des territoires qui en dépendaient, ainsi que de Mourom et de Toroussa.

Vassili parvint ainsi à réunir sous sa domination directe une étendue de territoire qui compose au-

jourdhui sept des gouvernements au centre du pays. Plusieurs princes de la branche de Moscou, frères et cousins du grand-duc, y possédaient des apanages, mais l'exiguité de leurs ressources imposait un frein à leur ambition. D'ailleurs, les droits qu'ils avaient à réclamer, et leurs devoirs envers le grand-duc, étaient si bien précisés par des conventions et des lois, que leurs privilèges ne gênaient pas l'exercice de l'autorité souveraine. Ces provinces formaient donc une masse assez compacte. Mais il n'en était malheureusement pas de même du reste de la Russie; malgré ce titre de grand-duc accordé aux princes de Moscou, leur autorité n'était pas toujours respectée, et l'empire manquait encore d'union et de force. La maison d'Oleg s'étant peu à peu éteinte, les Lithuaniens avaient occupé une grande partie de ses anciennes possessions. Les princes de Rézan, divisés en plusieurs branches, régnaient encore sur un territoire assez étendu; et formant une espèce de confédération séparée, ils avaient souvent, dans leurs différends, recours au khan des Tatars, au lieu de s'adresser au grand-duc. Les princes de Tver et ceux de Smolensk imitaient fréquemment cet exemple. Dans le nord, Novgorod, cette ville riche et puissante, régnait sur de vastes provinces assujetties à ses lois. Quoique depuis quelque temps elle n'exerçât plus le droit de choisir un prince, elle n'en suivait pas moins une politique indépendante, et l'autorité du grand-duc y était toujours mal assurée. La ville de Pskof, moins forte et plus exposée par sa position, se montra aussi plus soumise.

Néanmoins Vassili se flattait d'avoir assuré le bonheur et la tranquillité de l'empire, mais à l'ap-

proche d'un ennemi terrible la Russie eut à trembler encore une fois d'une nouvelle invasion de barbares. Tokhtamouich avait été vaincu; Timour, ayant conféré l'empire du Kaptchak à un prince mongol nommé Koïritchak, avançait par les steppes dans la direction de Moscou. Tout s'y préparait au combat quoiqu'on n'osât presque se livrer à l'espérance de vaincre. Heureusement ces régions septentrionales, les plaines incultes et les forêts profondes n'offraient point d'attraits au maître de l'Inde et de la Perse: Timour retourna sur ses pas pour étendre sa puissance en Asie, et soumettre des royaumes dont la conquête lui promettait autant de gloire et plus de jouissances. Les suites de son expédition furent même heureuses pour la Russie, parce que trois princes, Tokhtamouich, Koïritchak et Timour-Koutlouk, se disputant après son éloignement le trône du Kaptchak — cet empire déjà affaibli par la guerre, le fut encore davantage par la discorde.

Quoique le grand-duc eût épousé la fille de Witolt duc de Lithuanie, ce lien ne contribua guère à consolider la paix entre eux; Vassili dut même s'imposer des sacrifices pour la conserver. Ce prince évitait soigneusement une rupture, et en effet, le souverain d'un pays divisé, mal habité, ravagé d'ailleurs par les Tatars, la peste et la famine, ne pouvait songer sans témérité à combattre un guerrier tel que Witolt. Cet homme vaillant et perfide abusait des avantages de sa position; la violence et la trahison lui servaient indifféremment de moyens de s'agrandir, et la voix de l'honneur ne l'arrêtait jamais. Son ambition fut réveillée par une circonstance nouvelle. Le prince de Smolensk étant mort, ses fils ne pouvaient

s'entendre sur le partage de son duché; Witolt vint leur offrir sa médiation à la tête d'une armée qu'il prétendait avoir levée contre les Tatars. Les princes qui l'acceptaient pour arbitre, s'empressèrent d'aller au-devant de lui: à peine arrivés dans sa tente ils furent chargés de fers. Les Lithuaniens jetèrent aussitôt des brandons dans les faubourgs de Smolensk; ils pénétrèrent par les portes de la ville que personne ne défendait; les habitants paisibles tombèrent sous leurs coups, et après le massacre et le pillage Witolt se fit proclamer maître et souverain de ceux qu'il venait de trahir! — 1395. — Malgré un attentat si noir Vassili ne lui déclara point la guerre.

Il paraît même que Witolt proposa peu de temps après à la Russie une alliance offensive contre les Tatars. Timour-Koutlouk était parvenu enfin à se rendre maître du Kaptchak. Edigheï, un chef habile et vaillant qui l'avait élevé au trône, régnait sous son nom. Tokhtamouich chercha un asile auprès du duc de Lithuanie, et ce prince prit les armes en sa faveur. La Russie avait intérêt sans doute à seconder toute entreprise qui pût affaiblir le khanat du Kaptchak; cependant, si la destruction de cet empire ne devait avoir d'autres résultats que celui d'augmenter la puissance de la Lithuanie et de la Pologne, ennemis bien plus dangereux encore, les Russes ne pouvaient guère s'en applaudir. Certes, rien ne les engageait à se montrer prodigues de leur sang pour l'usurpateur de Smolensk; et d'ailleurs, s'il faut en croire les annalistes russes, une clause secrète du traité entre Witolt et Tokhtamouich portait que le khan de la horde d'or céderait le grand-duché de Moscou au duc de Lithuanie. Si cette assertion n'est

pas une preuve suffisante du fait, elle l'est du moins de la foi qu'on y ajoutait en Russie. La conduite antérieure de Witolt justifiait tous les soupçons. Le danger qu'il y aurait eu à lui confier l'armée russe, explique suffisamment l'hésitation de Vassili. Néanmoins ce prince prêta un secours indirect aux Lithuaniens, en attaquant isolément les Tatars, et pendant que Witolt avançait vers le Don, les Russes pénétraient dans les contrées au-delà du Volga. En Pologne au contraire, où la prise de Smolensk avait été unanimement approuvée, on blâmait hautement l'expédition contre les Tatars. Le roi Jagellon s'efforça vainement d'en dissuader Witolt; et la reine Hedwige, qui prétendait à la connaissance des événements futurs, lui prédit ses malheurs. En effet, la campagne de Witolt fut désastreuse; il essuya une défaite signalée; la plus grande partie de son armée y périt, et il en revint presque seul — 1399. —

Youri, ou Georges, prince exilé de Smolensk, voulait profiter de ces circonstances. Ayant levé quelques troupes dans la principauté de Rézan, il investit son ancienne capitale, et le peuple qui détestait les Lithuaniens, lui ouvrit les portes. Malheureusement les qualités personnelles de ce prince ne pouvaient lui concilier l'affection de ses sujets; il punit avec une sévérité extrême tous ceux qui avaient servi le duc de Lithuanie; le sang coula à grands flots, et les parents des victimes n'attendaient que l'occasion de les venger. Ils la trouvèrent bientôt; après même qu'une première tentative de Witolt de reprendre la place fût repoussée. Georges s'éloigna un instant pour implorer les secours du grand-duc Vassili qui hésitait encore, et pendant ce temps quel-

ques traîtres livrèrent de nouveau Smolensk à l'usurpateur — 1404. —

La guerre entre la Russie et la Lithuanie n'en éclata pas moins quelques années plus tard, lorsqu'un nouvel attentat de Witolt, l'attaque de Pskof, força enfin le grand-duc de recourir aux armes. La peste ravagea la Russie à plusieurs reprises; ce terrible fléau visita surtout cette ville, où il détruisit une très-grande partie de la population. Dans l'espérance de trouver les remparts de Pskof dépourvus de défenseurs, Witolt ne chercha pas même de prétexte pour attaquer une place dont la conquête lui paraissait facile — 1406. — Ses calculs l'avaient pourtant trompé; une résistance courageuse déjoua ses projets, et Vassili ne pouvait refuser aux valeureux habitants de Pskof des secours demandés au nom de la patrie. Contre l'avis des boïars il pria même le khan de la horde d'or de lui prêter quelques troupes auxiliaires. C'était contracter de nouvelles obligations, au moment où les Tatars, affaiblis par les guerres civiles, avaient presque cessé d'exercer leur ancienne autorité sur la Russie. Effectivement, un petit nombre de ces barbares arriva au camp du grand duc, où on aurait pu d'autant mieux se passer d'un semblable renfort, que beaucoup de boïars des provinces envahies par les Polonais vinrent se ranger sous les drapeaux russes. Un traité de paix qui ne changeait en rien l'état actuel des deux pays, mit bientôt un terme à une guerre sans événements; et depuis ce temps l'Ougra, rivière du gouvernement de Kalouga, sépara l'empire de Vassili des états de Witolt. Que de provinces ravies à l'ancienne Russie! la Galicie, la Wolynie, la Podolie, l'Ukraine, Kief, Tchernigof,

toute la Sévérie, Pinsk, Smolensk, Witepsk, Polotsk, Minsk, Veliki-Louki, Toropetz et d'autres territoires encore sur la rive gauche du Borysthène étaient perdus pour elle! — Vraiment, les Polonais et les Lithuaniens avaient su mettre à profit les malheurs de la Russie! Et encore tant de sacrifices n'assuraient pas son repos; si Witolt ne l'attaqua plus ouvertement, il ne cessait pourtant de l'inquiéter par des menées perfides. Novgorod surtout attirait son attention; il aspirait à se faire élire prince de cette ville opulente, et ses émissaires tâchaient d'en séduire les habitants par les promesses les plus brillantes. Ce fut en vain; Novgorod ne voulait point se séparer de la Russie, et Vassili feignit d'ignorer des intrigues qui n'avaient pas réussi.

Witolt ne négligeait aucun moyen de s'affermir dans ses conquêtes. Le clergé des provinces nouvellement acquises dépendait encore de la métropole de Moscou; de semblables relations pouvaient devenir dangereuses; ce lien rappelait sans cesse aux habitants leur origine et leur ancienne patrie; Witolt songea à le rompre, et profitant habilement des circonstances, il érigea le siège épiscopal de Kief en métropole des provinces de religion grecque soumises à son empire.

Les dernières années du règne de Vassili furent marquées par des calamités. Celui de son fils Vassili-l'aveugle (témny) fut encore bien plus malheureux; nous y voyons — 1425 - 1462 — la Russie tour à tour en proie aux incursions des Tatars et aux guerres civiles. Un oncle du jeune prince voulait faire revivre l'ancien droit de succession, et en revanche Vassili tâchait de s'emparer des domaines de

tous les princes de la ligne de Moscou; il y parvint, du moins en très-grande partie, mais par son testament il partagea de nouveau ses états entre ses fils. —

Cette nouvelle division n'eut pourtant pas les suites fâcheuses auxquelles on devait s'attendre. Ivan Vassilevitch qui monta au trône, savait faire valoir, en sa qualité d'aîné, l'autorité suprême dont son père l'avait revêtu; plus heureux que Dmitri, il affranchit son pays; et sous son règne ses frères et ses cousins apanagés qui n'osaient plus prétendre aux privilèges de princes simplement tributaires, ne conservaient dans leurs domaines que les droits de propriétaires fonciers. Enfin, c'est Ivan Vassilevitch qui fonda la grandeur de la Russie renaissante.

Quelle influence incalculable l'énergie d'un seul homme ne peut-elle point exercer sur les destinées d'une nation, et même du monde! La Russie, courbée depuis long-temps sous le joug des Tatars, replongée dans un état de barbarie affreuse, divisée, faible, presque sans défense, et ignorée du reste de l'Europe — cette Russie se relève soudain, grande, forte, et libre! — elle attire l'attention des souverains et des républiques les plus éloignés, dont les ambassadeurs sollicitent son alliance! — L'homme qui médite est frappé d'étonnement, surtout en voyant qu'elle ne s'éleva point par degrés, ou par une suite de pénibles efforts: non! — naguère plus faible que jamais, elle se vit grande et forte du moment où Ivan eut saisi les rênes du gouvernement; sa seule apparition produisit ce phénomène.

Et ce prince lui-même, né à l'époque des troubles, élevé dans un pays qui manquait de culture et de tous les moyens d'instruction : à quelle source avait-il puisé la supériorité de son esprit et de ses lumières ? — de quels moyens secrets la nature s'est-elle servie pour développer son génie ? L'époque à laquelle naquit Ivan, rend son apparition encore plus remarquable : l'Europe se formait alors en grandes masses, et quoique étrangère aux découvertes et à tous les motifs qui en avaient donné l'impulsion, la Russie subit la même loi ! — Est-ce un hasard qui lui donna Ivan Vassilevitch, et qui le fit agir, à son insu, dans le sens général de l'époque ? — ou quel est ce pouvoir mystérieux qui dirige les destinées du genre humain ? — quelle est cette loi immuable de nécessité que la marche de l'histoire paraît trahir quelquefois ? —

L'heureuse révolution qui s'opéra à cette époque en Russie changea aussi en quelque sorte la nature de ses rapports avec la Pologne. La Russie ne manquait plus des moyens de se défendre ; la Pologne n'avait plus sur elle son ancienne supériorité : les chances de la lutte étaient donc plus égales, et les Russes, outragés et dépouillés pendant des siècles, se virent dès-lors en état de prendre à leur tour l'offensive. Cependant le sujet des querelles entre ces deux empires était toujours le même ; les Russes n'aspiraient encore qu'à reconquérir les provinces que Wiltolt leur avait ravies ; et d'un autre côté, le détail des guerres souvent renouvelées, des trêves mal observées ou rompues, en un mot l'histoire de cette mémorable époque, prouvera que les Polonais suivaient toujours leur ancienne politique. Cette histoire nous montrera

les Polonais non seulement résolus de conserver leurs conquêtes, mais encore avides de les étendre, cherchant à nuire par l'intrigue à la Russie, excitant les Tatars à l'attaquer, et toujours prêts eux-mêmes à l'envahir, bien que le peu d'accord qui régnait entre les rois de Pologne et l'aristocratie du royaume, fût souvent échouer leurs entreprises. Nous verrons aussi que quelques hommes éclairés, tant parmi les Polonais que parmi les Russes, conçurent dès-lors l'idée d'une réunion de ces deux peuples sous le sceptre d'un seul monarque.

Mais quoique ces relations diverses avec la Pologne remplissent en très-grande partie l'histoire du règne d'Ivan, d'autres intérêts également importants réclamaient d'abord ses soins. Il était réservé à Ivan d'affranchir la Russie du joug des Tatars; le sort le favorisait, et cette tâche était maintenant moins difficile à remplir. Des guerres civiles avaient affaibli la horde; d'abord le célèbre Edigheï avait maintenu Timour-Koutlouk et ses successeurs sur un trône chancelant, mais les descendants de Tokhtamouich l'emportèrent enfin; ils furent proclamés khans de la horde d'or. Edigheï, forcé de quitter les rives du Volga, fonda en Krimée un khanat indépendant qui devint par la suite tributaire de la Turquie. Peu d'années après — 1437 — Makhmet, khan de la horde d'or, en fut chassé par son frère Kitchim. Accompagné de ses fidèles, il se retira en Asie; maître encore d'une fraction des conquêtes de Bâti, il choisit Kazan pour lieu de sa résidence et pour capitale d'un empire nouveau. Voilà donc le Kaptchak divisé en trois monarchies différentes, jalouses l'une de l'autre; et en outre plusieurs hordes

errantes aux environs de la mer Caspienne, telles que les Nogaïs, avaient profité des circonstances pour se rendre indépendantes.

Ivan hésitait cependant à rompre la paix : le nom des Tatars inspirait encore la terreur ; et malgré leur faiblesse évidente on craignait encore des ennemis si long-temps victorieux et toujours cruels. Le grand-duc ne demanda point la confirmation du khan, il ne lui payait point de tributs, mais il ne l'attaqua pas ; il lui envoyait souvent des cadeaux, et il tolérait même des employés tatars dans ses états. Plusieurs fois la guerre paraissait inévitable ; mais Ivan sut, en la différant, profiter de la discorde de ses ennemis. Lorsque le khan Akhmat de la horde d'or méditait une nouvelle invasion, il fut lui-même attaqué par les Tatars de la Krimée ; et pendant que ces dangereux ennemis s'affaiblissaient ainsi mutuellement, Ivan tourna ses armes contre Ibrahim, souverain de Kazan. Le beau-père de ce prince, Kassim, réfugié en Russie, obtint enfin les secours qu'il sollicitait depuis long-temps ; et pour la première fois les Russes portèrent la guerre chez l'oppresseur. Après plusieurs campagnes, Ibrahim demanda la paix, et il consentit à s'avouer vassal de la Russie, dont ses aïeux étaient naguère les maîtres — 1469. —

D'un autre côté, Ivan travaillait avec succès à étendre son autorité dans l'intérieur. Jusqu'alors Novgorod s'était maintenu dans une espèce d'isolement singulier, bien que le conseil municipal fût présidé par un gouverneur, représentant du prince de Moscou et nommé par lui. La ville payait en outre des tributs au grand-duc, mais du reste les intérêts de cette cité étaient distincts de ceux de la monarchie.

Nov-

Novgorod traitait avec les rois de Pologne, de Suède et de Danemarck, avec les villes anséatiques et les chevaliers Teutoniques, comme de puissance à puissance. Depuis long-temps elle ne demandait point de secours dans ses guerres; on voyait rarement les guerriers de Novgorod sous les drapeaux du grand-duc, et les habitants ne montraient que trop cet esprit mutin, opiniâtre à maintenir des immunités locales, des privilèges exceptionnels, l'ensemble dût-il en périr. Sans porter atteinte aux franchises de la ville, Ivan prit dès son avènement une part plus directe à ses affaires; il venait à son aide dès que le moindre danger la menaçait, et ses lieutenants assistaient régulièrement aux négociations avec les états limitrophes. Une partie des habitants voyait ces rapports avec inquiétude; et les intrigues d'une femme ambitieuse, cause d'une guerre civile, menaçaient la Russie de la perte d'une province importante. Marfa Boretsky, veuve d'un magistrat de la ville, avait conçu le projet audacieux d'assurer à sa famille le gouvernement de Novgorod; voyant dans l'autorité croissante du grand-duc un obstacle à ses desseins, elle voulait donner sa main à quelque prince lithuanien, et régner sur la ville au nom du roi de Pologne. Son immense fortune lui facilitait l'exécution de ses projets, et une faction nombreuse lui était attachée. A son instigation, les employés du grand-duc furent insultés, et ses ordres traités avec mépris. Les émissaires d'Ivan tâchaient encore d'apaiser la population par l'assurance des intentions bienveillantes du grand-duc, et malgré l'intrigue, malgré l'agitation universelle, leurs discours faisaient une profonde impression. Marfa, sur le point de perdre le prix de ses efforts, résolut

de frapper un grand coup; ses fils, ses partisans et une multitude corrompue mirent le désordre dans l'assemblée des citadins; leur violence, des cris confus imposèrent au parti modéré, et malgré l'opposition de l'archevêque et d'un grand nombre des habitants notables, la ville prit la résolution de se donner à Kasimir IV, roi de Pologne et duc de Lithuanie. Kasimir accepta l'hommage des députés de Novgorod; il leur promit sa protection et son aide; mais il était occupé ailleurs, et lorsque Ivan Vassilevitch attaqua la cité rebelle, aucun Polonais ne vint la secourir. Novgorod, réduite en peu de temps à l'obéissance, ne dut qu'à la générosité du grand-duc la conservation de ses privilèges. Les chefs de la conspiration seuls furent punis, et Marfa échappa même au sort qu'elle avait mérité: Ivan avait trop d'orgueil pour ne pas la mépriser.

Cependant Kasimir de Pologne, qui ne voulait pas courir les risques d'une guerre ouverte et loyale, n'en chercha pas moins à nuire par l'intrigue à la Russie, en incitant Akhmat-Khan de la horde d'or à l'attaquer. Heureusement le prince tatar s'aperçut bientôt des changements survenus en Russie; voyant le pays préparé à la défense, il jugea prudent de se retirer.

Dans les querelles qui s'élevèrent plus tard entre Novgorod et le grand-duc, cette ville perdit presque toutes ses immunités; et Ivan, profitant habilement des circonstances, parvint peu à peu à réunir la Russie entière sous sa domination directe. Plusieurs branches de la maison de Rourik venaient de s'éteindre; d'autres princes furent réduits par la force des armes, et le souverain acheta même à prix d'argent

plusieurs territoires. Les princes de Rézan conservaient seuls une ombre de leur ancienne autorité par rapport à l'administration intérieure de leur pays; du reste ils étaient bien réellement vassaux du grand-duc.

Ces améliorations dans l'intérieur de la Russie ne furent pas sans influence sur ses rapports extérieurs: la Russie, oubliée depuis long-temps, attira tout d'un coup l'attention de l'Europe, et c'était presque une découverte. On se demandait quel peuple habitait cet empire éloigné? — quelle était son étendue et son histoire? — Le pape surtout, qui avait projeté une confédération de tous les souverains chrétiens contre les Turcs, s'occupant aussitôt de la conversion du grand-duc, fit offrir à Ivan la main de Sophie Paléologue, nièce du dernier empereur de la Grèce. Cette alliance promettait en apparence de grands avantages à l'église latine; du moins le souverain pontife se flattait de pouvoir engager les Russes à combattre les disciples de Mahomet, et de donner en même temps plus d'étendue à l'influence papale.

Il fut déçu dans son attente: au lieu de vouloir convertir sa nouvelle patrie, Sophie adopta elle-même la religion grecque dès que des liens sacrés l'unirent à Ivan, et ce prince ne pouvait attaquer l'empire des Moslems, puisque ses états en étaient séparés par ceux des Tatars. Mais ce mariage marque une époque heureuse dans l'histoire de Russie; pendant long-temps les princes tributaires qui régnaient à Vladimir et à Moscou, n'avaient point aspiré à l'alliance des familles royales de l'Europe: mais depuis ce moment les grands-ducs de Russie rentrèrent en relation avec elles. Le fils d'Ivan hérita des souvenirs histo-

riques des Paléologues, et Ivan lui-même adopta pour armes l'aigle à deux têtes, ancien emblème des empereurs d'Orient. Sophie unissait à des talents remarquables toute la finesse de la cour de Byzance, et il est facile de suivre dans les événements de ce règne les traces de l'influence qu'elle exerçait sur l'esprit de son époux.

Puisque Akhmat-Khan de la horde d'or était, comme nous l'avons vu, l'allié de la Pologne, Ivan jugeait nécessaire de rechercher l'alliance de Mengli-Ghireï, khan de la Krimée. Quoique mieux préparé que jamais à braver le courroux des Tatars, le grand-duc ne désirait pas d'en venir à une rupture ouverte, et voyant ses ennemis se détruire mutuellement, il espérait voir bientôt son empire entièrement affranchi, sans avoir fait des sacrifices. Le sort en décida autrement; les émissaires polonais excitaient sans cesse Akhmat-Khan à faire valoir, les armes à la main, ses anciens droits sur la Russie; et le roi Kasimir lui fit même la promesse de l'appuyer de toutes ses forces. Enfin une horde encore redoutable de ces cruels ennemis avança sous les ordres d'Akhmat, en se dirigeant sur Moscou. Mais la terreur ne précédait plus sa marche; la nouvelle en était à peine répandue en Russie, que déjà des troupes nombreuses de guerriers pleins de confiance arrivaient des provinces les plus éloignées pour défendre les approches de la capitale, et la victoire que jadis on n'osait presque espérer, ne paraissait pas douteuse. Les deux armées se rencontrèrent sur les bords de l'Ougra, et des deux côtés les chefs hésitaient à franchir cette barrière. Akhmat attendait l'armée auxiliaire que les agents de Kasimir lui

avaient promise, et Ivan de son côté ne pouvait se résoudre à compromettre dans un seul combat le sort de la monarchie; à ses yeux, toutes les chances étaient en faveur de l'ennemi: une victoire aurait pu raffermir l'ancien empire de Bâti, tandis qu'une défaite devait à peine ajouter aux causes qui hâtaient sa ruine déjà imminente. De plus, le grand-duc attendait l'effet d'une diversion habilement dirigée; un corps détaché traversait les steppes; tous les Tatars en état de porter les armes étant à l'armée, la ville de Bâti, sur le Volga, fut surprise sans défenseurs, et les Russes en revinrent chargés de butin. Akhmat, informé de ce désastre, se dépêcha de rentrer dans les steppes, où bientôt après il reçut la mort de la main d'un ennemi plus perfide. Les Tatars-Nogaïs l'attaquèrent à l'improviste; son camp fut surpris de nuit; ainsi que la plupart de ses guerriers endormis, Akhmat fut lui-même massacré avant d'avoir pu tirer le sabre; ses trésors furent la proie des ennemis, ses femmes et ses filles devinrent esclaves. La horde d'or jadis si puissante ne put jamais ni venger sa défaite, ni réparer ses pertes. De toute cette ancienne splendeur, les fils d'Akhmat, errants dans les steppes à la tête d'une peuplade pauvre et peu nombreuse, ne conservaient que le titre de successeurs de Bâti qui flattait leur orgueil.

Pendant ce temps la Russie n'était ni en guerre ni en paix avec la Pologne. Kasimir ne cessait guère d'exciter les Tatars à de nouvelles tentatives contre Ivan Vassilevitch, et en même temps il s'efforçait de séduire le peuple de Pskof. Les agents du roi de Pologne insinuaient aux habitants de cette ville, qu'il la regardait comme une république indé-

pendante et tout-à-fait distincte de la monarchie russe; heureusement ces trames perfides n'eurent pas tout le succès qu'on s'en était promis. De son côté, Ivan engagea les Tatars de la Krimée à envahir la Lithuanie, et prévoyant l'époque où une rupture deviendrait inévitable, il tâchait de se renforcer par des alliances. Des traités d'amitié furent conclus avec Mathias Corvinus roi de Hongrie, et avec Étienne woyewode souverain de la Moldavie. Même l'empereur Maximilien I, dont les projets étaient plus vastes, surtout plus hardis et plus ingénieux qu'invariables et mûris, rechercha pendant quelque temps l'alliance d'Ivan et la main de sa fille; mais ces relations passagères n'amènèrent aucun résultat.

Les sages mesures d'Ivan mettaient la Russie à l'abri d'une attaque ouverte; cependant aucun moyen de lui nuire n'étant illicite aux yeux de Kasimir, sa tranquillité fut encore troublée par les intrigues de ce roi. Plusieurs réfugiés lithuaniens avaient trouvé un asile à la cour de Moscou. Le prince Loukomsky entre autres était venu réclamer l'hospitalité du grand-duc, se disant persécuté par le roi de Pologne, quoiqu'il ne fût dans le fait qu'un vil agent de ce monarque, chargé d'empoisonner l'illustre Ivan Vassilevitch. Heureusement la trame fut découverte, et Loukomsky subit la peine de mort.

Presque en même temps Kasimir cessa de vivre, et à son décès la Pologne et la Lithuanie furent séparées de nouveau; l'un de ses fils, Jean-Albert, fut couronné à Krakovie; un autre, Alexandre, occupa le trône ducal à Wilna. Quoique celui-ci reconnût l'autorité suprême du roi son frère, cette division n'en devait pas moins tourner à l'avantage de la Russie,

et Ivan saisit cette occasion de faire rendre à son pays les provinces dont on l'avait si injustement dépourvu. La ville de Viasma fut prise par son armée, qui pénétra ensuite dans la Sévérie. Le grand-duc y occupa, presque sans coup férir, de vastes territoires; les habitants de ces provinces étaient des Russes, et ils recevaient les ennemis de leurs nouveaux maîtres comme des libérateurs; les princes de Vorotynsk, de Belsk, de Belef, et tant d'autres d'origine russe, et asservis comme eux par l'épée de Witolt, se réunirent à leur ancienne patrie dès qu'ils la virent indépendante et forte. Au lieu de combattre l'armée d'Ivan, ils vinrent la grossir avec leurs vassaux. Alexandre, craignant la défection de tous les Russes soumis à son sceptre, désespérait du succès de ses armes; mais, quoique réduit à demander la paix, il proposa des conditions telles qu'un vainqueur aurait pu les dicter après un triomphe. Il exigeait la restitution de toutes les villes conquises par Ivan, et de toutes les provinces qui s'étaient données à lui; pour le satisfaire, Ivan aurait dû renoncer en outre au titre de souverain de toutes les Russies qu'il avait pris depuis peu. Les boïars moscovites chargés des négociations rejetèrent avec fierté de semblables propositions: „Les provinces recouvrées par le grand-duc ont toujours été l'héritage des souverains russes, disaient-ils; les Lithuaniens, profitant des malheurs de notre pays, les avaient usurpées — mais les temps sont changés!” — Malgré quelques difficultés la paix fut enfin conclue: les contrées reconquises par Ivan lui restèrent, et Alexandre garda Smolensk avec les autres villes russes qui lui étaient encore soumises. Ce prince obtint même la

main d'Hélène, fille d'Ivan, et il consentit à donner à son beau-père le titre qu'il lui avait contesté — 1494. —

Cette amitié apparente ne devait pas être durable: ce même Alexandre qui n'avait pas eu le courage de combattre les Russes, n'eut jamais la prudence de les ménager, et il se vengeait sur sa malheureuse compagne des pertes qu'il avait essuyées. Bientôt il éleva des plaintes contre Ivan, parce que ce prince n'avait pas mis un terme aux attaques de Mengli-Ghireï, dont les hordes inquiétaient encore la Lithuanie. Ivan, en protestant de sa bonne foi, s'engagea à prendre toutes les mesures nécessaires pour amener une pacification complète entre son gendre et les Tatars; mais il se plaignait à son tour de la conduite d'Alexandre, qui, malgré ses promesses, ne permettait point à son épouse de faire célébrer les rites de l'église grecque, et qui ne donnait pas au grand-duc de Moscou le titre de souverain de toutes les Russies, parce qu'il savait que c'eût été reconnaître les droits d'Ivan à la possession de Smolensk et de Kief. Fatigué des réclamations d'Alexandre, entraîné par un mouvement d'impatience, Ivan lui demanda brusquement ce qu'il lui voulait? — et pourquoi il ne pouvait vivre en paix avec la Russie? — „Parce que tu m'as pris des villes qui avaient appartenu à mon père, reprit le duc de Lithuanie; parce que tu es l'allié de mes ennemis. Si tu désires une réconciliation parfaite, rends-moi ce qui m'appartient, et donne-moi un dédommagement pour les années d'occupation illégale.” — Tant qu'Alexandre conservait de pareilles prétentions, tout accord véritable était impossible, et Ivan dès-lors donna lieu à des plaintes mieux fondées en rétablissant ses anciennes relations

avec le woyewode de Moldavie et avec Mengli-Ghireï, qui s'était toujours montré mécontent de la paix signée à son insu. Malgré tant de sujets de discorde, la trêve aurait pu être prolongée encore, si Alexandre avait su temporiser au lieu de renchérir sur ses fautes par une mesure hasardée. Il ne se croyait pas sûr des provinces russes qui lui restaient s'il ne parvenait pas à les convertir au catholicisme, et cette opinion était peut-être juste. Mais une persécution religieuse et la sévérité des agents de l'église latine ne firent qu'accélérer la marche des événements, et devinrent la cause immédiate des pertes qu'on avait voulu éviter. Les villes de Tchernigof, de Novgorod-Séversky, de Starodoub, de Lioubetch etc., et les princes, pour la plupart d'origine russe qui régnaient sur ces contrées, se mirent sous la protection d'Ivan Vassilevitch. Il les prit sous son égide: par cet acte la paix était rompue de fait, et le grand-duc ne tarda guère à exposer dans un manifeste ses griefs contre la Lithuanie et les raisons qui le portaient à l'attaquer — 1500. — Les armées d'Ivan étaient à peine en campagne, que déjà les princes de Troubchevsk se soumirent à ses lois; les villes de Mtsensk et de Serpeïsk arborèrent ses drapeaux; Dorogobouge fut prise après un siège assez mal soutenu. Alexandre n'avait jamais cessé de provoquer son ennemi, et pourtant il avait négligé de se préparer à le combattre: il n'avait point d'alliés, et presque pas d'armée! — Le prince Constantin Ostrogski, célèbre par sa valeur, commandait les troupes lithuaniennes et polonaises qu'on avait pu réunir à la hâte; il rencontra celles du grand-duc près de la petite rivière appelée Védrocha, dans le gouvernement de Smo-

lensk; son armée, inférieure en nombre, fut complètement battue, et les vainqueurs se félicitèrent surtout d'avoir fait prisonnier le prince Constantin lui-même, ainsi que la plupart des chefs polonais.

Une attaque des Tatars de la Tauride mit le comble aux craintes d'Alexandre alors occupé à fortifier ses places, à lever des troupes en Allemagne et à chercher des secours à l'étranger. En effet, ses agents parvinrent à soulever contre la Russie les restes de la horde d'or et les chevaliers Teutoniques en Livonie. Les succès de l'Ordre prouvent jusqu'à quel point les Russes étaient arriérés dans tous les arts, même dans celui de la guerre. L'armée livonienne, quoique peu nombreuse, était bien disciplinée; elle avait une artillerie comparativement bien dirigée, et surtout un chef aussi sage qu'intrépide. Malgré une infériorité hors de toute proportion, le grand-maître Gautier de Plettenberg remporta sur les Russes des victoires signalées. Ceux-ci, qui avaient appris depuis peu à fondre du canon et à s'en servir pour la défense des places, ne savaient pas encore en faire usage sur le champ de bataille, et leur peu d'habileté fut cause de beaucoup de revers.

Le khan de la horde d'or, Schig-Akhmet, ne fut pas également heureux: il se rapprocha en vain des frontières de la Lithuanie; l'armée polonaise qu'on lui avait promise, ne parut point pour s'unir à la sienne, et Mengli-Ghireï triompha de sa résistance, même sans le secours des Russes. Voulant profiter de la victoire, ce chef vaillant et rusé s'acharna sur sa victime, et en poursuivant le successeur de Bâti jusque dans les steppes les plus éloignées, sans lui laisser un moment de répit, il parvint à anéantir les

derniers restes de cette Horde qui avait été si longtemps la terreur de l'Europe orientale. Schig-Akhmet, fuyant devant son vainqueur, arriva presque seul en Lithuanie; il se croyait sauvé au moment où il touchait le sol polonais, mais au lieu d'une réception hospitalière il y trouva des chaînes! Alexandre, qui avait succédé à son frère sur le trône de Pologne, punit Schig-Akhmet d'avoir été malheureux: il fit de lui le jouet de sa politique; un fantôme dont il épouvantait les autres princes tatars, en feignant plus d'une fois de vouloir rendre la liberté et son appui à l'infortuné qui expira dans les fers!

L'éclat du diadème n'ajoutait rien à celui des armes d'Alexandre; les Russes assiégèrent Smolensk, et le roi ne fit rien pour dégager la place. Cette ville, forte par sa position, fut défendue avec courage par George Pacz et Nicolas Solohub; les Russes mirent fort peu d'adresse et de savoir dans leurs attaques, et Plettenberg attirait sur lui une partie de leurs forces: enfin Ivan fut obligé de lever le siège.

Le chef de l'église latine, toujours occupé de rétablir la paix en Europe et d'y former une grande confédération contre les Turcs, offrait depuis longtemps sa médiation aux souverains de Russie et de Pologne; tous les deux se disaient prêts à arrêter l'effusion du sang chrétien. Mais des deux côtés on élevait des prétentions exorbitantes, et il n'était pas facile de trouver un terme moyen. Alexandre exigeait la restitution de son *héritage*, c'est-à-dire de toutes les villes reconquises par Ivan. Le grand-duc de Russie répliquait froidement: „L'héritage du roi de Pologne, c'est la Pologne et la Lithuanie. La Russie est le nôtre; nous garderons ce que nous avons repris

avec l'aide de Dieu, et nous ne cesserons de combattre jusqu'à ce que Kief et Smolensk nous soient rendues." — Dans l'impossibilité de s'entendre sur les conditions d'une paix définitive on convint enfin d'un armistice de six ans, en adoptant pour base l'état actuel des deux empires: chaque parti conservait ce qu'il possédait au moment de la signature; seulement le grand-duc consentit *par égard pour son gendre*, à lui rendre quelques districts peu importants.

Ivan ayant conclu en même temps une trêve de cinquante ans avec l'ordre Teutonique, s'efforçait encore d'engager Mengli-Ghireï à déposer les armes. Cependant quelques annalistes prétendent qu'il ne s'y appliquait pas avec tout le zèle possible; et de son côté Alexandre continuait, malgré l'armistice, à offenser la Russie en arrêtant plusieurs fois les ambassadeurs d'Ivan, et surtout les artistes que ce prince faisait venir de l'Allemagne et de l'Italie.

Ivan ne survécut guère à la ratification de ce traité. Quoique son avènement au trône eût entièrement changé les destinées de la Russie, sa mort — 1505 — n'en arrêta point la marche, parce que son fils Vassili Ivanovitch continua, pour ainsi dire, son règne, en suivant les mêmes principes. Moins tenace et moins heureux que son père, et encore plus circonspect que lui, ce prince n'aurait pas été capable de tirer son pays de l'abîme et d'en briser les chaînes; mais heureusement la crise s'était faite, et il ne s'agissait maintenant que de marcher sur les traces d'Ivan. Vassili, suivant l'exemple de son père, réunit à ses états les derniers apanages dans l'intérieur, et de même que ce monarque qu'il avait choisi pour modèle, il eut à combattre les Polonais et les Tatars.

Quoique la trêve ne fût pas encore expirée, Alexandre commença déjà de nouvelles négociations; dans l'espérance que le jeune monarque serait timide et facile à persuader, il offrait une paix définitive au prix de la restitution des conquêtes d'Ivan. Peu de temps après, le trône de Pologne venant à vaquer par la mort d'Alexandre, Vassili eut l'idée de briguer la couronne des Jagellons. Les Russes voyaient avec regret les drapeaux étrangers flotter sur les remparts de Smolensk et de Kief; ils se souvenaient à quelle époque et par quels moyens ces villes leur avaient été ravies; et, ce qui était bien plus important encore, les voies de commerce les plus précieuses pour eux, le Borysthène et la Dwina, étaient au pouvoir d'un gouvernement ennemi! Il était impossible de souffrir long-temps cet état de choses! — D'un autre côté il était à prévoir que les Lithuaniens ne voudraient jamais consentir à rendre les conquêtes de Witolt. Confondre les intérêts des deux nations, les réunir sous le même sceptre, était donc le seul moyen de prévenir des guerres interminables et sanglantes. Vassili l'avait compris, et il communiqua ses projets à Hélène sa soeur, reine-veuve de Pologne. Malheureusement elle avait trop peu d'influence pour les faire réussir, et c'était trop tard: Sigismond-le-vieux avait déjà remplacé son frère sur le trône. Vassili en fut irrité au point qu'il se décida à rompre la paix même avant la fin de la sixième année de trêve: les prétextes ne lui manquaient pas. Malgré les promesses les plus solennelles Hélène était toujours gênée dans l'exercice de sa religion et traitée avec peu d'égards; les Russes accusaient d'ailleurs les Lithuaniens d'avoir violé leur territoire, et quelques transfuges excitaient

l'une et l'autre nation à une guerre opiniâtre. Constantin Ostrogski, prisonnier depuis la bataille de la Védrocha, avait prêté serment de fidélité au souverain de Russie; engagement sans doute peu volontaire, contraire à ses inclinations. Ostrogski ne tarda point à le violer; il s'évada et fut reçu à bras ouverts par les Polonais. Bientôt après le prince Michel Glinsky vint se soumettre à Vassili; ce seigneur, russe d'origine, qui possédait de vastes domaines en Lithuanie, avait appris le métier des armes sous les drapeaux de l'empereur d'Allemagne. Son orgueil lui avait suscité des ennemis en Pologne, son ambition le fit craindre, et Sigismond - le - vieux l'offensa en lui préférant ses rivaux. Glinsky se vengea par l'assassinat de son ennemi personnel, Jean Zabrziesinski, palatin de Troki, et peu de mois plus tard il pénétra à la tête de l'armée russe jusqu'au centre de la Lithuanie.

Cependant des chances trop égales ne laissant à aucun des deux partis l'espérance d'un grand succès, on songea bientôt à mettre un terme à la guerre: des plénipotentiaires se réunirent à cet effet. Les envoyés du roi Sigismond, après avoir débuté par la demande d'une restitution entière de toutes les provinces que Witolt avait réunies à son duché, se contentèrent à la fin de la reddition de quelques petits districts occupés par les Russes pendant la guerre. Les conquêtes d'Ivan furent définitivement cédées à la Russie par un traité de paix éternelle: et des deux côtés les prisonniers furent rendus — 1508. —

L'état des choses au fond n'était pourtant pas changé; les mêmes causes qui avaient déjà suscité tant de guerres devaient nécessairement amener de nou-

veaux troubles, et effectivement la paix éternelle dura moins que les armistices. Les réclamations recommencèrent presque immédiatement, et nul doute ne pouvait exister sur les intentions hostiles du roi de Pologne. Tant que les successeurs de Bâti conservaient quelque puissance sur les rives du Volga, ils avaient été les fidèles amis des Polonais, et leur alliance avec cette nation avait obligé leurs ennemis, les Tatars de la Krimée, à se liguier avec la Russie. A cette époque les restes même de la horde d'or avaient été anéantis; Kazan était soumise aux princes de Moscou; Astrakhan et les tribus Nogaïs, trop éloignées et trop faibles, n'avaient aucune importance; la Krimée était donc la seule monarchie tatare assez forte et assez rapprochée pour prendre une part directe et décisive à ces querelles toujours renaissantes. Sigismond s'efforçait de détacher Mengli-Ghireï de ses anciennes liaisons avec la Russie, et il parvint en effet à séduire ses fils, qui régnaient déjà au nom de ce vieillard suranné. Il leur promit une pension annuelle de 15,000 ducats, à condition qu'ils attaqueraient les états de Vassili, et ces brigands ne tardèrent pas à envahir les provinces méridionales de la Russie, déjà tant de fois ravagées.

Vassili repoussa avec succès les attaques des Tatars, et déclara en même temps la guerre à la Pologne — plus tôt peut-être que ne s'y attendait Sigismond — 1512. — Les armées russes assiégèrent à deux intervalles Smolensk sans pouvoir la réduire. La troisième fois leur artillerie mieux servie fit plus d'effet sur les remparts, et les habitants, las enfin de tant d'attaques, se levèrent en masse contre la garnison polonaise. L'évêque Varnosophius et le gouver-

neur Solohub essayèrent en vain d'arrêter ce mouvement et de gagner du temps par des négociations; Vassili n'accorda ni trêve, ni relâche, et Smolensk fut rendue sans capitulation: les habitants se réunirent spontanément à la Russie en livrant le gouverneur Solohub aux assiégeants. Ce malheureux fut décapité plus tard par ordre du sénat polonais, qui le punit ainsi de n'avoir pas su défendre la ville contre les citadins — 1514. *). —

Michel Glinsky se flattait d'être nommé prince tributaire de Smolensk; quelques annalistes prétendent même que Vassili lui en avait donné l'espérance. Quoi qu'il en soit, après la prise de la ville il n'en fut plus question, et Glinsky, déçu dans son attente, prouva par sa conduite combien il aurait été indigne d'une pareille marque de confiance. L'ambition et le désir de se venger l'avaient conduit à la cour de Moscou; un motif analogue le décida à trahir la Russie, et il entra en pourparler avec le roi Sigismond. Commandant lui-même l'armée russe, Glinsky engageait les généraux du roi de Pologne à venir l'attaquer, en leur promettant une victoire facile, et à l'approche des Polonais il déserta son poste et l'armée pour s'enfuir dans le camp ennemi. Mais ses projets avaient été éventés; il fut arrêté en chemin, et conduit à Moscou comme prisonnier d'état. Malheureux-

*) La plupart des historiens polonais modernes ne disent mot sur la manière dont Smolensk fut réunie aux états des Jagellons; ils ont grand soin de ne reprendre l'histoire de Lithuanie qu'au moment où elle fut attaquée par Ivan Vassilevitch. On accusait Solohub de trahison; mais s'il avait été coupable, il serait resté au service d'Ivan, comme Glinsky et tant d'autres.

sement il n'était pas facile de trouver un remplaçant également habile; le prince Boulgakof et le boïar Tcheladnin qui lui succédèrent dans le commandement, n'ayant ni ses talents, ni son expérience, attirèrent à la Russie des revers affligeants. Le prince Constantin Ostrogski marchait à eux à la tête d'une armée beaucoup moins nombreuse que la leur. Malgré l'infériorité du nombre ce chef intrépide n'hésita point à attaquer Boulgakof et Tcheladnin près d'Orcha. Son artillerie et l'usage qu'il sut en faire, décidèrent la journée en sa faveur; jamais les Polonais n'avaient remporté une victoire plus brillante; l'armée russe fut dispersée; les deux généraux en chef étaient eux-mêmes au nombre des prisonniers. La nouvelle de cette bataille causa une joie universelle dans toute la Pologne: le roi s'empressa de prévenir tous les souverains de l'Europe du succès de ses armes, et il fit même cadeau au pape d'un certain nombre de prisonniers russes, comme d'un échantillon de l'armée hérétique.

La victoire d'Orcha n'eut pourtant aucune suite, malgré la trahison de l'évêque Varnosophius et de quelques nobles qui s'étaient concertés avec Ostrogski pour lui livrer la ville de Smolensk. Ostrogski parut en effet devant les murs de cette ville; mais à son étonnement une résistance opiniâtre le força à la retraite en lui faisant éprouver une perte sensible. Plusieurs des habitants dévoués à la Russie avaient informé le gouverneur, prince Schouisky, de la correspondance criminelle de l'évêque, et l'arrestation des traîtres fit avorter leurs projets.

Les invasions des Tatars, ces perfides alliés des Polonais, ne pouvaient plus menacer essentiellement l'existence de la Russie, mais elles n'en étaient pas

moins nuisibles à ses progrès. Les provinces du midi surtout, les plus belles et les plus riches de l'empire, étaient sans cesse en proie aux attaques subites et presque toujours imprévues de ces ennemis, qu'une retraite également rapide dérobaît chaque fois à la vengeance des Russes. Vassili travaillait en vain à délivrer son pays de ce fléau; il fit en vain des propositions de paix. Le khan de la Tauride exigeait que la Russie consentît à lui payer un tribut comme la Pologne, car il appelait tribut la pension annuelle que les rois de ce pays lui faisaient. Quoique cette prétention fût rejetée avec indignation, on avait été plusieurs fois sur le point de s'entendre; mais l'or de Sigismond, répandu à foison, l'emportait toujours. Les Polonais entretenaient ainsi continuellement un commerce d'amitié avec les Tatars en satisfaisant leur cupidité, malgré les déprédations commises en Lithuanie par ce peuple sans foi qui n'épargnait pas même ses alliés.

Vassili ne fut guère plus heureux dans ses alliances. Maximilien I, empereur d'Allemagne, lui avait offert son amitié en l'excitant à la guerre. Ce prince désirait agrandir ses états par l'acquisition de la Bohême et de la Hongrie; c'était Wladislas, frère aîné de Sigismond roi de Pologne, qui régnait sur ces deux royaumes, et Maximilien croyait qu'une coalition puissante pourrait seule ravir ces couronnes à la race des Jagellons. Il se ligua donc avec la Russie, et en sa qualité de chef de l'Empire, il promit en même temps des secours aux chevaliers Teutoniques, déterminés à cette époque à faire un dernier effort pour reconquérir l'ancienne indépendance de l'Ordre. Mais aussitôt que le mariage du petit-fils de Maximilien

avec la petite-fille de Wladislas eut assuré à sa famille la succession en Bohême et en Hongrie, cet empereur changea de politique. Dès lors la guerre n'avait plus d'intérêt pour lui, et il ne s'en mêla que pour offrir sa médiation. Quant aux chevaliers Teutoniques, qui avaient également conclu une alliance avec Vassili, ils étaient trop peu nombreux pour lutter seuls long-temps avec la Pologne; vaincus par Sigismond, ils furent obligés de se soumettre de nouveau à ses lois.

Cependant cette guerre fatiguait encore plus la Pologne que la Russie. Malgré la brillante victoire d'Orcha les généraux polonais ne faisaient point de progrès; ils s'efforçaient en vain de ravir aux Russes leurs conquêtes, et Constantin Ostrogski lui-même essuya des revers au siège d'Opotchka. Un instant même Makhmet-Ghireï, fils et successeur de Mengli-Ghireï, abandonna l'alliance de Sigismond pour se rapprocher de la Russie. Il se flattait d'obtenir à ce prix pour son frère Sahib-Ghireï le khanat de Kazan, qui dépendait de la Russie et qui venait de vaquer. Mais Vassili n'eut garde de rétablir ainsi par le fait la monarchie de Bâti dans toute son étendue: bien loin de vouloir accorder Kazan au souverain de la Krimée, il en investit Schig-Alei ennemi de Makhmet-Ghireï. Les princes de la Tauride, avides de se venger de ce refus, s'allièrent de nouveau avec la Pologne; la trahison leur ouvrit les portes de la ville de Kazan, objet de leur ambition; Sahib-Ghireï en fut proclamé tzar, et les deux frères envahirent la Russie à la tête d'une armée formidable. Ils remportèrent quelques succès sur des ennemis surpris; l'incendie et le carnage précédaient partout leur marche, et

Moscou dut trembler encore une fois à l'approche de ces barbares, qui se retirèrent pourtant après avoir dévasté le pays.

Vassili jugea alors qu'un semblable surcroît de forces pouvait rendre les Tatars de Krimée sérieusement dangereux, et afin de disposer contre eux de toute son armée, il mit plus d'empressement à conclure du moins un armistice avec la Pologne. D'abord on demanda des deux côtés l'impossible; mais enfin une trêve fut souscrite pour cinq ans — 1522 — et Smolensk resta à la Russie.

La trêve, renouvelée par intervalles, dura autant que le règne de Vassili. Ce prince avait su se faire redouter: durant sa vie les Polonais n'osèrent plus troubler la tranquillité de l'empire, mais sa mort prématurée — 1533 — prépara de nouveaux malheurs à son pays. Son peuple entier le regrettait, et les Russes voyaient avec attendrissement son fils Ivan Vassilevitch II assis sur le trône de ses pères à l'âge de trois ans! Qui aurait pu se défendre d'un pressentiment sinistre, en voyant les destinées d'une grande nation confiées à un enfant, au moment où des ennemis nombreux guettaient l'occasion de l'attaquer avec avantage! — Hélène, née princesse Glinsky, mère du jeune souverain, avait été nommée régente de l'état par son époux mourant. Ce rang lui était dû, et pourtant cette disposition qui lui conférait l'autorité suprême, n'avait rien de rassurant, puisqu'on ne pouvait supposer à une jeune femme l'énergie et le courage que les circonstances exigeaient. D'ailleurs, ce

nom de Glinsky qui rappelait tant de trahisons, ne pouvait être populaire, et les Russes devaient d'autant moins être tranquilles sur l'avenir, que Michel Glinsky, le déserteur d'Orcha, depuis quelque temps rentré en grâce, fut désigné comme premier conseiller de la régence.

Cet homme trop célèbre paraissait devoir exercer une très-grande influence sur les affaires de la monarchie; mais il n'en fut pas ainsi. Hélène, jeune encore, suivant plutôt les penchants de son cœur que les préceptes de la raison, avait donné sa confiance au prince Telepnef Obolensky, et les avis d'un oncle sévère, qui, peu susceptible lui-même de faiblesse, ne ménageait guère celle de la régente, — ces avis furent bientôt jugés importuns. Glinsky, déchu de sa grandeur, termina dans les fers une existence trop agitée.

Hélène ne pouvait se faire illusion sur l'extrême faiblesse de son gouvernement; elle en était inquiétée, et voulant déployer de l'énergie, elle ne montra qu'une sévérité mal-entendue et propre à trahir cette faiblesse qu'on aurait voulu cacher à tous les yeux. Les deux frères de Vassili, quoique assez insignifiants l'un et l'autre par leurs qualités personnelles, n'en furent pas moins observés avec méfiance par sa veuve, et bientôt Hélène les fit mettre en prison. Ces princes y étant morts peu de temps après, la voix publique accusa la régente d'avoir attenté à leurs jours. Plusieurs boïars tombèrent de même victimes de sa méfiance; d'autres, ou persécutés, ou simplement mécontents de se voir exclus du gouvernement, s'évadèrent en Pologne.

Le roi Sigismond-le-vieux crut devoir saisir ce moment propice, et ses armées pénétrèrent en Russie. Les attaques simultanées des Tatars de Kazan et de

la Krimée n'empêchèrent pourtant pas les Russes de lui opposer une résistance vigoureuse; loin de se borner à une défense passive, ils portèrent la guerre jusqu'en Lithuanie. Si d'un côté le roi parvint à prendre Gomel et à incendier Starodoub, de l'autre les Russes profitèrent de l'éloignement de ses armées pour construire les forteresses d'Ivangorod sur le lac de Sebech, Zavolotchié et Velich, toutes les trois sur le territoire lithuanien. Une guerre opiniâtre et probablement sans résultat n'avait rien d'attrayant pour Sigismond, qui avait compté sur un succès prompt et facile. Mal secondé d'ailleurs par l'aristocratie de son royaume, il fit bientôt des propositions de paix qui furent discutées à Moscou. Selon leur habitude les Polonais demandèrent d'abord la restitution de toutes les provinces qu'ils avaient perdues depuis le règne de Kasimir IV, et en revanche les Russes élevèrent de nouveau leurs anciennes prétentions sur Kief, et sur toute la Russie-blanche. A la fin on convint d'un armistice de cinq ans, conclu sur la base de l'état actuel. Gomel resta à la Pologne, et les Russes gardèrent les trois forteresses construites par eux en Lithuanie. Les mêmes obstacles s'opposaient toujours à la conclusion d'une paix solide; on ne put même s'entendre sur le titre que les Polonais seraient tenus de donner au souverain de Russie, puisqu'ils lui refusaient obstinément ceux de tzar et de monarque de toutes les Russies. Ils affectaient de l'appeler grand-duc de Moscovie, et de désigner ses sujets par le nom de Moscovites.

Quoique l'administration d'Hélène ne fût peut-être pas sans reproche, les titres incontestables qu'elle avait à la régence imposaient du moins à l'ambition:

personne n'osait disputer à une mère le droit de veiller sur les intérêts de son fils, et durant sa vie nul ne pouvait aspirer à lui ravir l'autorité suprême. Malheureusement elle mourut bientôt — 1538 — peut-être empoisonnée; et dès ce moment la Russie fut en proie à un désordre affreux. Les familles les plus puissantes de l'empire, les Schouisky, les Belzky, les Glinsky, s'arrachaient tour à tour le pouvoir pour régner au nom d'un enfant qu'ils maltraiétaient. En accablant de tous les maux qu'entraîne après elle une mauvaise administration cet empire devenu le jouet de leur criminelle ambition, ces seigneurs en compromettaient encore l'avenir par l'influence que leurs actions exerçaient sur l'esprit du jeune Ivan. Les événements de son enfance étaient faits malheureusement pour endurcir le cœur de ce prince. Ivan était beau, brillant; il avait du courage, de l'esprit, une volonté ferme et une vive et prompte intelligence: la nature avait voulu en faire un grand homme; l'éducation en fit le plus inquiet, le plus méfiant, le plus cruel, et le plus malheureux des mortels! Ces régents divers qui gouvernaient le pays l'un après l'autre, ne gênaient point les inclinations vicieuses du prince; il était maître de son temps; on lui laissait maltraiter ceux qui l'entouraient; on lui faisait presque un mérite de la cruauté envers les animaux: mais en même temps ses tuteurs n'hésitaient jamais de persécuter ses amis les plus chers, et sans égards pour ses larmes et ses prières, ils blessaient sans pitié cette âme si jeune, qui aurait été prête à s'ouvrir à tous les sentiments nobles et généreux.

Ivan aimait beaucoup Obolensky, dont la soeur Agrippine l'avait soigné dès sa plus tendre enfance:

après la mort de sa mère les Schouisky arrachèrent de ses bras les premiers amis qu'il avait connus. Obolensky fut mis à mort, et sa soeur enfermée dans un couvent. Les Schouisky, après avoir été éloignés du pouvoir par les Belzky, parvinrent à s'en emparer de nouveau. Le métropolitain Joseph, opposé à leur parti et poursuivi par eux, se réfugia dans l'appartement d'Ivan; mais les partisans de Schouisky y pénétrèrent à main armée, ni la présence ni les prières d'un enfant n'arrêtèrent leur fureur, et ils n'épargnèrent aucune insulte au chef de l'église qui fut emmené comme prisonnier. Le prince Tcheniatef, du parti des Belzky, fut également arrêté dans le cabinet du jeune monarque. Ivan avait trouvé un ami dans le boïar Worontzof: les Schouisky le saisirent, le maltraitèrent sous les yeux du jeune prince; malgré les cris et les larmes d'Ivan ils menacèrent de le tuer, et si enfin ils consentirent à ne pas l'assassiner, ils le bannirent au moins de la présence du souverain. Humilié tant de fois, abreuvé d'amertume, Ivan pouvait-il ne pas haïr et mépriser les hommes? pouvait-il ne pas éprouver le désir de se venger un jour de ces barbares qui avaient insulté à sa faiblesse, qui avaient foulé aux pieds ses droits les plus sacrés et ses affections les plus chères? et la méfiance n'était-elle pas naturelle dans celui qui avait été si long-temps victime de l'égoïsme d'autrui?

Cependant, malgré ces dispositions vicieuses cultivées en lui comme à dessein, le sort lui réservait une époque brillante, une époque de gloire et de bonheur. A l'âge de dix-sept ans il se fit couronner, en prenant le titre de tzar dont on s'était servi autrefois pour exprimer en langue slavonne la dignité impériale

des monarques de Byzance. Plus tard, hélas! on l'avait donné aux chefs des hordes tatares. Le grand-père d'Ivan avait jugé nécessaire de l'adopter lorsqu'il eut affranchi l'empire. Le titre de grand-duc ayant été porté par des princes soumis aux Tatars, ne paraissait plus digne d'un souverain indépendant, et en prenant celui de tzar le monarque libérateur avait voulu marquer le commencement d'une ère nouvelle. Ce titre nouveau était déjà consacré par l'usage de presque un siècle, mais Ivan Vassilevitch II fut le premier des princes russes qui ceignît le diadème en présence de son peuple. *)

Peu de temps après le sacre Ivan s'unit par les liens du mariage avec Anastasia Zakharin, ange de bonté, que ses vertus paraient encore plus que sa beauté. L'influence de cette princesse devait être bienfaisante, et plusieurs circonstances coïncidentes forcèrent à cette époque le tzar de faire un retour sur lui-même. Moscou fut presque entièrement détruite par un incendie violent; les cris du désespoir parvinrent enfin jusqu'au monarque; il vit la misère du peuple, qui, accusant les Glinsky de tous ses maux, fut même entraîné à de coupables excès envers quelques membres de cette famille. Un prêtre vertueux, Sylvestre, sorti du fond de sa retraite, parla à Ivan au nom de la religion; en lui rappelant l'exemple de ses aïeux, il censura hautement sa propre négligence.

*) Les annalistes affirment que la couronne (ou le bonnet d'or comme ils l'appellent) dont on fit usage dans cette cérémonie, et qui est encore celle de l'empire, est la même dont l'empereur Alexis Comnène avait fait don à Vladimir monomaque.

Il fut écouté : Ivan, saisi tout à coup du sentiment des devoirs que la couronne lui imposait, eut la force de les remplir. Il se rapprocha de son peuple, il éloigna ces ambitieux qui l'en avaient séparé, et quoique jeune encore, il se montra digne de régner. Dès ce moment tout lui réussit, et il lui fut permis de jouir d'un bonheur si rare sur le trône, du bonheur de posséder un véritable ami. Le jeune Adachef, qui méritait sa confiance et qui la possédait, n'en abusa jamais. Après les troubles de la minorité la Russie entière bénit ce règne bienfaisant et glorieux.

Même au milieu du désordre les tentatives des Tatars avaient toujours été repoussées victorieusement, et l'empire des tzars s'était agrandi : les Kosaks du Don, soumis auparavant aux khans de la Krimée, étaient venus se placer sous la protection de la Russie. Après le couronnement d'Ivan ses armées marchèrent à des conquêtes plus importantes. Kazan, ville tatare qui s'était révoltée bien des fois, fut prise enfin après un siège prolongé ; le tzar en fit une province russe, administrée par ses gouverneurs. Astrakhan fut également incorporé à l'empire, et la Suède qui avait attaqué les états d'Ivan du côté de la Finlande, se vit forcée d'accepter la paix à des conditions onéreuses. Revenu de ces expéditions heureuses, Ivan redoubla de zèle pour tout ce qui pouvait avancer la civilisation dans l'intérieur du pays. Il publia un code de lois calculé sans doute pour répondre aux besoins de la société d'alors, quoiqu'il ne puisse inspirer que des regrets lorsqu'on le compare à celui de Yaroslaf : il fournit la preuve, que la Russie n'avait pas fait de progrès depuis l'onzième siècle, et qu'elle n'était pas même revenue au niveau de son ancienne gloire !

Le tzar tâchait surtout d'attirer des étrangers dans ses états : des savants, des artistes, des artisans experts ; des écoles furent fondées à Moscou et en différentes villes, et une première imprimerie établie à Moscou multipliait les moyens d'instruction. Le hasard fit aborder quelques navigateurs anglais sur le rivage de la mer Blanche, près du monastère de St. Nicolas, à l'endroit où s'élève maintenant la ville d'Archangel. Ivan, attentif à saisir l'occasion d'étendre le commerce de son pays, accorda aussitôt par un traité de grands avantages aux négociants anglais qui viendraient visiter cette plage.

Les améliorations s'étendirent aussi sur l'organisation de l'armée, et l'établissement du corps de strélitz (arquebusiers) contribua surtout au succès des armes russes. Le tzar avait conçu le projet d'affranchir l'Europe orientale d'un fléau terrible, en domptant enfin les Tatars de la Krimée, qui, malgré leur alliance avec le roi de Pologne, ravageaient la Lithuanie presque autant que la Russie. Ivan proposa dans ce but à Sigismond-Auguste une alliance contre les brigands de la Tauride ; ses offres furent acceptées avec empressement ; le peuple des provinces russes soumises aux Polonais, en témoigna surtout sa joie, et là, partout dans les petites villes et dans les villages les ambassadeurs moscovites chargés de cette mission, furent reçus avec enthousiasme. Ce concert salulaire entre les Polonais et les Russes paraissait devoir mettre un terme à leurs dissensions désastreuses, et l'on pouvait se livrer à l'espérance qu'au lieu de se détruire mutuellement, les peuples slaves réuniraient à l'avenir leurs efforts contre un ennemi commun. Malheureusement cette tentative de rapproche-

ment n'eut point de suites; les querelles livoniennes troublèrent de nouveau les relations des deux états, et cette riante perspective s'évanouit dans un instant!

La Livonie — ou plutôt les trois provinces réunies, la Livonie, l'Esthonie et la Courlande — étaient depuis le douzième siècle le siège de l'ordre des Chevaliers du glaive, incorporés plus tard — 1237 — à l'ordre Teutonique. Ils s'en étaient récemment séparés de nouveau — 1520 — car la Prusse étant déjà soumise à la Pologne, et l'ordre Teutonique sur le point d'être sécularisé, les Chevaliers du glaive avaient racheté leur ancienne indépendance moyennant une somme considérable fournie au grand-maître Albert de Brandebourg; la Livonie était donc redevenue indépendante, sauf les liens imaginaires qui l'attachaient à l'empire allemand. Tandis que c'eût été trop peu des forces combinées des trois provinces pour les maintenir libres au milieu de tant d'états puissants, malheureusement elles n'étaient pas même réunies sous un seul gouvernement. D'un côté, l'archevêque de Riga ne reconnaissait point la suprématie du grand-maître des chevaliers du glaive; de l'autre, les villes de Riga et de Reval n'obéissaient ni à l'un ni à l'autre: membres de la ligue anséatique, elles aspiraient à s'ériger en républiques; enfin, les évêques de Reval, de Dorpat, de Oesel et de Pilten se rangeaient tantôt du côté de l'archevêque, tantôt de celui du grand-maître; et divisée de la sorte, la Livonie formait une espèce de confédération d'états assez mal organisée. Au lieu de s'unir contre ses ennemis elle consumait ses forces en querelles domestiques, et l'existence de l'Ordre et des évêchés devint d'autant plus précaire que la Russie avait de-

puis les temps les plus anciens, quelques droits sur la Livonie. Bien avant l'époque à laquelle les Allemands s'établirent dans ce pays long-temps ignoré, les peuplades finnoises qui l'habitaient, payaient des tributs aux successeurs de Rourik, et la ville de Dorpat y avait été fondée par Yaroslaf, fils du grand Vladimir. Les Russes n'oublièrent jamais ces droits; et le grand-maître Gautier de Plettenberg reconnut la justice de leurs réclamations, même après ses victoires: en concluant avec Ivan Vassilevitch I — 1503 — une trêve de cinquante ans, il s'engagea à payer au tzar un tribut annuel pour la ville de Dorpat et le pays environnant. Cette condition du traité ne fut jamais remplie, et en outre les Chevaliers du glaive donnèrent au tzar d'autres causes de mécontentement. Les Livoniens connaissaient mieux que personne l'étendue et les forces de la Russie: ils craignaient tout ce qui pouvait ajouter à sa puissance, et ils étaient assez éclairés eux-mêmes pour comprendre que des progrès en civilisation la rendraient plus redoutable. Jugeant qu'une libre communication entre les Russes et les nations les plus policées servirait puissamment à développer les forces physiques et morales de ce vaste empire, les Livoniens se faisaient un système de l'isoler autant que possible. Maîtres des rives de la Baltique, maîtres ainsi en quelque sorte du commerce de la Russie, ils trouvaient dans leur position les moyens d'entraver les relations de cette monarchie avec le reste de l'Europe, et ils en profitaient sans ménagements. Jamais les habitants de Riga et de Reval ne voulaient permettre aux négociants allemands de trafiquer sans intermédiaire avec les marchands moscovites; dans toute la Livonie il était défendu de

vendre aux Russes des armes, des métaux même, enfin tout ce qui pouvait servir à la guerre; et surtout le grand-maître apportait des soins extrêmes à arrêter en route les savants et les artistes qu'Ivan appelait à son service, et qui auraient pu propager les lumières dans ses états.

Cependant la trêve venant à expirer — 1553 — elle fut prolongée pour quinze ans. Les Livoniens s'obligèrent encore une fois à payer un tribut annuel au tzar, et même le montant des tributs arriérés. D'ailleurs le commerce fut déclaré libre; enfin le grand-maître céda sur tous les points, excepté qu'il ne voulut jamais promettre d'accorder un libre passage aux étrangers qui voudraient se rendre en Russie.

Les Livoniens signèrent ce traité dans la frivole espérance de le voir casser par l'empereur d'Allemagne, leur chef suprême; ils ne songeaient guère à en remplir les conditions. Au lieu de profiter de ces quinze années si précieuses pour eux, ou pour obtenir une paix solide, ou pour se procurer des alliances puissantes, ils ne s'occupèrent encore que de querelles intestines. En outre, le grand-maître Guillaume de Furstenberg eut la maladresse d'offenser le roi de Pologne. L'archevêque de Riga, prince de la maison de Brandebourg, neveu de Sigismond-Auguste de Pologne, avait choisi un coadjuteur dans la personne du prince Christophe de Meklenbourg. Cette nomination était contraire aux réglemens dont on était convenu depuis peu, qui défendaient formellement d'appeler des princes d'une maison souveraine aux charges de l'état ou de l'église livonienne; elle fut cause d'une guerre civile. L'archevêque et le coadju-

teur, bientôt vaincus, tombèrent eux mêmes au pouvoir de Furstenberg.

Sigismond-Auguste dépêcha aussitôt un gentilhomme de sa cour nommé Lenski, pour demander l'élargissement des deux prélats. Cet ambassadeur voyageant en Livonie sans être muni d'un passeport signé du grand-maître, le baillif de Rossiten qui l'arrêta en route, se crut autorisé à méconnaître son caractère sacré — au point de le faire mettre à mort! — Les Polonais frémirent de rage à la nouvelle de cet affront; ils montèrent à cheval pour le venger, et leur armée était tellement nombreuse, que le plus téméraire des Livoniens dut renoncer d'abord à l'idée de la combattre. Furstenberg, obligé de demander la paix, subit la loi du vainqueur: il promit de mettre l'archevêque en liberté, de lui faire amende honorable, de reconnaître le coadjuteur, et de payer à la Pologne 60,000 écus pour les frais de la guerre *).

Quel que fût cependant l'éloignement que ce traité inspirait aux Livoniens pour la Pologne, ils furent bientôt contraints de réclamer les secours de ceux qui

*) Les historiens polonais prétendent que Furstenberg plaça dès lors la Livonie sous la protection de la Pologne, et les expressions des anciens annalistes — p. e. Koialowicz, Sarnicki etc. — modérés un peu par les auteurs modernes, pourraient même faire croire qu'il en fit hommage à Sigismond. Mais tout cela paraît être de pure invention; aucun des chroniqueurs livoniens, tels que Arndt, Kelch et Gadebusch, n'en fait mention, quoiqu'ils rapportent fort au long les articles du traité; et d'ailleurs, si un lien de cette nature avait uni dès lors les deux états, Gottart Kettler se serait sans doute prévalu de cette circonstance lorsqu'il sollicita les secours des Polonais, et il aurait eu moins de difficulté à les obtenir.

venaient de les humilier. En ne payant jamais le tribut dont on était convenu dans le dernier traité avec la Russie, les Livoniens semblaient provoquer le tzar, et les Russes saisirent d'autant plus volontiers l'occasion de les attaquer, que la conquête de la Livonie était indispensable pour faciliter les progrès de la Russie, et même pour les rendre possibles. Les habitants de ce vaste empire éprouvaient vivement le besoin de sortir de l'état stationnaire où la domination des Tatars les avait plongés. Il leur fallait un rivage et des ports, en un mot les moyens de se rapprocher de l'Europe occidentale, et ils s'en voyaient exclus par des ennemis peu nombreux établis à l'embouchure de leurs fleuves, dans cette Livonie que la nature paraissait avoir destinée à faire partie de la monarchie russe ! Le désir de posséder ces débouchés était naturel, et la Livonie elle-même devait gagner à être réunie aux états du tzar. Cette province peu étendue et mal habitée, ne pouvait prétendre à une existence indépendante depuis que l'Europe s'était formée en grandes masses. Ce n'était plus le temps de s'isoler en se bornant à des intérêts mesquins ; il fallait maintenant, ou descendre à une obscurité extrême, ou bien partager les destinées d'un grand empire. Les Livoniens auraient trouvé dans leur réunion avec la Russie les moyens de prendre une part distinguée aux transactions qui intéressaient l'Europe et l'humanité en général. Même les intérêts les plus rapprochés rendaient cette incorporation désirable : surtout le commerce des villes maritimes de la Livonie en serait devenu plus actif et plus important, et bientôt ces villes auraient été les entrepôts du commerce d'un grand empire avec le reste de l'Europe.

Mal-

Malgré toutes ces considérations nous voyons les habitants de cette province se défendre en désespérés lorsqu'ils furent attaqués par la Russie, et il n'est pas difficile d'en deviner les causes. D'abord, l'idée d'être soumis à un prince d'une religion différente effrayait les Livoniens. De plus, ils avaient sur les Russes l'avantage d'une civilisation plus avancée, et c'était sans doute un motif de craindre une jonction si avantageuse sous d'autres rapports; car s'il est vraisemblable que le barbare reçu au sein d'une société plus cultivée en adoptera volontiers les mœurs et les usages, et sera bientôt fier d'en faire partie, il n'est pas moins vrai que l'homme devenu par son éducation et ses relations sociales supérieur à un peuple arriéré, éprouve à s'unir à lui une répugnance naturelle.

Ce qui ajoutait encore à cet éloignement des Livoniens, c'étaient les bruits désavantageux répandus sur le caractère personnel du tzar. En effet, Ivan n'était plus ce prince généreux et bienfaisant, justement chéri de ses sujets; une crise affreuse avait réveillé en lui les souvenirs de son enfance, et ranimé ces germes de haine et de méfiance qu'il avait eu tant de peine à étouffer. Au printemps de sa vie, au milieu de sa gloire, une maladie dangereuse le priva tout d'un coup de ses forces, et les médecins désespéraient de sa vie. Ivan, prévoyant les troubles qui pourraient survenir après sa mort, exigea des boïars le serment de rester fidèles à son fils unique qui venait de naître. Mais son cousin, le prince Vladimir, crut les circonstances favorables aux projets de son ambition; il brigua la couronne, et une partie des nobles qui craignaient le faible règne d'un enfant, fu-

rent aisément gagnés par lui. Plusieurs d'entre eux refusèrent de prononcer le serment exigé par Ivan, et l'infortuné tzar fut sur son lit de douleur témoin de leurs disputes. Ceux qu'il avait comblés de bienfaits les oubliaient avant qu'il eût expiré! même les amis de son choix, Adachef et Sylvestre, paraissaient incertains, et leur conduite était équivoque. Ivan revint des portes du trépas, mais son coeur était mort dès lors aux émotions bienveillantes; cependant aussi longtemps qu'Anastasia partagea ses chagrins, il se renferma dans un morne silence, et ses passions n'éclatèrent pas. Mais il eut le malheur de perdre bientôt cette vertueuse compagne, et dès lors une méfiance qui devint en lui une maladie de l'ame, l'entraîna à des excès de cruauté qui lui ont valu le surnom de *terrible*.

Les armées russes pénétrèrent en Livonie — 1558. — Narwa, Neuschloss, Dorpat et plusieurs châteaux fortifiés furent pris. Malheureusement les vainqueurs se signalèrent en même temps par la dévastation totale du pays, et ce n'était certainement pas le moyen de se concilier les habitants. Le roi de Suède, et celui de Danemarck, intercédèrent en faveur de l'Ordre, auquel le tzar accorda effectivement une trêve de six mois. Sigismond-Auguste, roi de Pologne, envoya également une ambassade à Moscou, où ses ministres parlèrent vaguement de l'alliance projetée contre les Tatars, quoique leur mission n'eût dans le fait rien de pacifique, puisqu'ils demandaient la restitution de Smolensk. Ils défendaient même aux Russes de continuer la guerre contre la Livonie, en déclarant, sans toutefois produire des preuves, que cette province avait été cédée par l'empereur d'Alle-

magne à la république polonaise. Dès lors Ivan ne douta plus qu'il ne dût avoir la Pologne à combattre, et sans témoigner le désir de renouveler la trêve avec elle, il promit seulement de ne pas la rompre avant le terme.

Au moment où la guerre éclatait, Furstenberg s'était déjà démis de la grand' maîtrise: Gottart Kettler, qui lui avait succédé, ne manquait ni de finesse, ni de valeur, mais on le soupçonnait depuis quelque temps de vouloir livrer la Livonie à la Pologne. Certes, l'exemple de la Prusse pouvait le tenter! Kettler n'est peut-être pas exempt du reproche qu'on lui fait; du moins il serait aisé de trouver dans toutes ses actions des indices d'une politique intéressée, et d'y entrevoir le désir de conduire les choses à un terme où l'impossibilité de se maintenir devenant évidente, il ne resterait plus de moyen de salut que celui de se soumettre à Sigismond.

Le roi de Pologne désirait ardemment l'acquisition des belles provinces soumises aux chevaliers. Kettler qui sollicitait son alliance, obtint en effet la promesse d'un puissant secours, en s'obligeant de payer à la Pologne 600,000 florins pour les frais de la guerre, et en lui cédant pour gage du paiement neuf châteaux fortifiés. Plein d'espérance, ou feignant de l'être, Kettler n'attendit pas même la fin des six mois d'armistice pour tenter de nouveau le sort des armes: il attaqua les Russes à l'improviste, et quelques avantages partiels qu'il remporta devinrent pourtant funestes à la Livonie en y attirant derechef les armées du tzar. Fellin et plusieurs autres places tombèrent l'une après l'autre au pouvoir des Russes, et les secours polonais n'arrivaient point! Les mal-

heureux Livoniens abandonnèrent alors toute idée d'indépendance; Kettler pouvait désormais disposer sans réserve de leur sort, et il sut profiter de leur abatement pour réaliser ses projets. Ce dernier grand-maître conclut avec Sigismond un nouveau traité par lequel l'ordre des Chevaliers du glaive fut déclaré dissous; ses anciennes possessions furent incorporées à la Lithuanie; Sigismond jura de respecter en Livonie les anciennes lois de cette province ainsi que la religion réformée. Kettler se réserva pour lui-même et pour sa famille la Courlande érigée en duché héréditaire relevant de la Pologne.

Malgré les droits que ce pacte donnait à Sigismond sur tout le territoire qui avait appartenu à l'Ordre, il ne put en occuper qu'une partie; et ces provinces déchirées obéissaient dans le fait à plusieurs maîtres. Une grande partie du pays était soumise à la Russie par la force des armes; la noblesse esthonienne et les habitants de Réval, prévoyant le dénouement, n'avaient pas même attendu la dissolution de l'ordre pour se soumettre au roi de Suède, qu'ils préféraient à un maître catholique, et le roi de Danemarck acheta les évêchés de Oesel et de Pilten pour son frère Magnus — 1562. —

La lutte continuait; la Livonie en était à la fois le prix et le théâtre, et on y vit le spectacle extraordinaire de trois puissances — la Russie, la Pologne et la Suède — chacune faisant la guerre aux deux autres! Il y avait même un quatrième parti: celui du prince Magnus, également isolé.

Quoique Sigismond feignît d'offrir encore la paix à la Russie, il eut soin de la proposer à des conditions inadmissibles, et en même temps ses émissaires

excitaient les Tatars à envahir l'empire des tzars. Ivan en fut informé. Harabourda, secrétaire d'état lithuanien, chargé d'une mission en Krimée, tomba entre les mains des Russes, et les lettres dont cet homme d'état était porteur ne laissaient aucun doute sur les desseins du roi de Pologne. Ivan, qui avait pour principe de diviser ses ennemis afin de pouvoir les combattre l'un après l'autre, s'empressa aussitôt de conclure une trêve avec la Suède, pour diriger tous ses efforts contre la Pologne.

Dans le commencement le sort favorisa les armes de la Russie, et ses généraux s'illustrèrent par des conquêtes brillantes; la ville de Polotsk, ancienne principauté russe, grande, riche et importante par sa position sur un fleuve navigable, fut conquise par les troupes d'Ivan. Quoique l'armée polonaise eût l'avantage dans plusieurs combats, elle ne sut jamais en profiter et les Russes gagnaient du terrain. La guerre ne fut pourtant pas continuée avec la même vigueur; mal nourrie des deux côtés elle languit longtemps sans événements. D'un côté, l'empire des tzars, ravagé par la peste et les Tatars, fut encore affaibli par d'importantes défections; plusieurs boïars, entre autres le célèbre prince André Kourbsky, effrayés par la cruauté d'Ivan, ou redoutant son courroux, s'enfuirent de sa cour et vinrent se ranger sous les drapeaux polonais. D'un autre côté, Sigismond-Auguste, malgré tant de circonstances favorables pour lui, ne parvint pas à porter des coups décisifs à la Russie. La noblesse polonaise le secondait trop mal; et indolent par caractère, il renonça bientôt lui-même à l'espérance d'un grand succès. Au bout de quelques années, différentes causes amenèrent un change-

ment dans la politique des deux puissances guerroyantes. Sigismond entrevoyait avec inquiétude la possibilité qu'après sa mort la Lithuanie et la Pologne fussent séparées: jugeant nécessaire de rendre indissoluble le lien qui unissait ces deux états, il désirait de mettre un terme à la guerre, afin de pouvoir s'occuper exclusivement de ce soin. Ivan souhaitait également la paix parce qu'il avait déjà conçu le projet de briguer un jour la couronne de Pologne. Les deux monarques convinrent enfin d'un armistice: Ivan garda provisoirement ses nouvelles conquêtes, et, pour la première fois, les ministres polonais donnèrent au souverain de Russie le titre de tzar qu'ils lui avaient si long-temps contesté — 1569. —

Quelques actes du règne d'Ivan pourraient nous faire croire que sa raison fut altérée; et pourtant il dirigeait encore les relations extérieures avec calcul, et même avec sagesse. Plusieurs étrangers, réfugiés à la cour du tzar, avaient su gagner sa confiance; et deux Allemands, nommés Taube et Kruse, lui proposèrent alors un plan ingénieux, quoique bizarre, qui eut son approbation. Taube et Kruse voyant que les Livoniens, épouvantés par la dévastation de leurs châteaux et de leurs villages, redoutaient plus que jamais l'empire du terrible tzar, jugèrent que ce n'était pas le moment de réunir cette province à la monarchie russe. Ils proposèrent donc au tzar d'en faire un royaume tributaire, placé sous la protection de la Russie, gouverné du reste séparément, d'après ses anciennes lois, et par un prince d'origine allemande. Aucun obstacle ne paraissait d'abord s'opposer à l'exécution de ce projet; Magnus, prince de Danemarck, le plus faible des prétendants, se prêta

au rôle de roi de Livonie, et Ivan lui donna une armée pour conquérir ses états futurs. Magnus, à qui le tzar avait ordonné de respecter la trêve avec la Pologne, tourna ses armes contre l'Esthonie suédoise; mais peu favorisé du sort dans ses tentatives, il fut forcé après trente semaines de travaux et de combats, de lever le siège de Réval, et d'accorder quelques mois de repos à son armée affaiblie. Taube et Kruse qui l'avaient accompagné, n'osaient annoncer ce mauvais succès à un maître dont ils craignaient l'emportement; résolus aussitôt de chercher fortune ailleurs, ils formèrent le dessein de s'emparer de Dorpat, afin de livrer ensuite cette ville, ou au roi de Suède, ou à celui de Pologne, et de s'assurer par ce moyen la bienveillance d'un nouveau protecteur. Mais quoique leur position au service du tzar parût faciliter leur attentat, et qu'ils fussent parvenus effectivement à gagner quelques bataillons allemands qui étaient au service d'Ivan, ils échouèrent pourtant dans leur entreprise. L'émeute suscitée par eux fut d'abord comprimée, et ces aventuriers se virent obligés de s'enfuir seuls en Pologne.

Une autre campagne, entreprise sous les auspices d'Ivan lui-même, valut à la Russie la conquête de Weissenstein, de Pernau, de Habsal, enfin de toute l'Esthonie à l'exception de Réval. Malheureusement le coeur du tzar s'était endurci; il était devenu cruel par habitude, et les excès qu'il laissa commettre sur son passage, firent de ces conquêtes ensanglantées un sujet d'éternels regrets pour la Russie.

A cette époque l'armistice conclu avec Sigismond expirait. C'était précisément après la mort de ce roi, durant la vacance du trône de Pologne; et le gouver-

nement du royaume étant tout-à fait désorganisé, il devenait impossible de traiter même du renouvellement de la trêve. Cependant l'état de paix continuait toujours d'une manière précaire; les nobles lithuaniens priaient le tzar d'attendre sans les attaquer la nomination d'un roi; ajoutant la promesse que le nouveau monarque songerait d'abord à prolonger les relations pacifiques entre les deux états. Leurs représentations firent d'autant plus d'effet qu'Ivan n'était pas sans espérance d'être appelé lui-même au trône de Pologne. Quelques seigneurs lithuaniens, qui voyaient dans la réunion des peuples slaves le seul moyen de rétablir la paix sur des fondements solides, avaient effectivement formé le projet de confier le sceptre de la Pologne au souverain de Russie. Mais, indécis dans leur choix, ils offraient ce sceptre tantôt à Ivan lui-même, tantôt à son fils qu'ils semblaient préférer; et Harabourda, ministre polonais chargé de ces négociations, les rendit plus difficiles en demandant au nom de la république la restitution de Smolensk et de Polotsk, et en prévenant le tzar qu'à moins de changer de religion, il ne pourrait pas être couronné à Krakovie. D'un autre côté, l'éducation qu'Ivan avait reçue, la carrière qu'il avait parcourue, et les idées qui lui étaient habituelles, le rendaient certainement peu propre à présider aux diètes polonaises. Quoiqu'il se déclarât prêt à accepter le diadème, les conditions qu'il mit à cette offre n'étaient guère calculées pour plaire aux Polonais. Il exigeait la restitution de Kief à la Russie, ainsi que la cession de la Livonie jusqu'aux rives de la Dwina; et surtout il demandait que la couronne fût déclarée héréditaire dans sa famille. Ses partisans en Lithuanie trouvè-

rent bientôt sa manière de solliciter trop pressante: ils finirent par demander sans détour de l'or, en ajoutant qu'Ivan ferait bien d'envoyer une armée russe en Pologne, afin d'assurer son élection.

Après la nomination de Henri de Valois, le tzar, outré de se voir rejeté, était d'autant plus disposé à écouter les propositions de l'empereur Maximilien II offensé comme lui. Ce monarque s'exprima avec aigreur sur les horreurs de la St. Barthélemi dont la nouvelle fit alors frémir l'Europe entière, et sur l'alliance étroite qui unissait la France et la Turquie; selon toute apparence la Pologne devait accéder maintenant à cette ligue dangereuse aux chrétiens, et Maximilien somma le tzar de s'armer contre elle de concert avec lui.

Ces négociations n'étaient pas encore bien avancées, que déjà le trône de Pologne vint à vaquer de nouveau par la fuite du roi Henri. Le primat du royaume, Uchanski, archevêque de Gnezne, se mit alors à la tête du parti russe dans le sénat, cherchant de concert avec quelques autres seigneurs à faire déferer la couronne des Jagellons au tzar Ivan. Le chef de l'église polonaise n'exigeait pas même que ce prince se convertît au catholicisme; et les sénateurs attachés à son parti s'empressèrent de donner à Ivan des conseils sur les mesures qu'il devait prendre pour être nommé roi. „*Les Russes et les Polonais étant issus de la même souche*, disaient-ils, *ces deux peuples devraient, en qualité de frères, avoir le même père, le même souverain.*“ — Mais il paraît qu'à cette époque Ivan avait renoncé à ses anciens projets. Il témoigna simplement le désir d'être élu au grand-duché de Lithuanie, si cette province

voulait se détacher du royaume; et il engagea les Polonais à choisir l'archiduc d'Autriche dans le cas qu'il ne fût pas couronné lui-même.

La nomination d'Étienne Bathory, qui fut alors élevé au trône de Pologne au mépris des conseils du tzar, présageait de nouveaux troubles. Une ambassade polonaise fut envoyée à la cour de Moscou; cependant le roi qu'elle représentait, et le monarque qui la reçut, étaient également convaincus qu'il serait impossible d'éviter la guerre. La mission des ambassadeurs n'étant autre que de gagner du temps, ils parlèrent vaguement de paix et d'amitié, et s'en retournèrent sans même avoir fait des propositions positives.

Pendant que des querelles domestiques retenaient encore Bathory devant les murs de Danzig, le tzar redoubla d'efforts contre la Suède. Ses armées assiégèrent derechef Réval; l'héroïsme des habitants triompha de nouveau de leurs attaques; les Russes, abandonnant l'entreprise, se retirèrent; les Allemands et les Suédois envoyés à leur poursuite sévirent, égarés par leur ressentiment, contre les malheureux prisonniers qu'ils firent sur l'ennemi. Ils s'attirèrent une terrible vengeance; et cette guerre fut signalée des deux côtés par des cruautés qu'on s'efforçait vainement d'excuser en les qualifiant de représailles.

Cette campagne faite pendant l'hiver n'ayant pas réussi, des armées plus fortes encore furent rassemblées au printemps de la même année — 1577 — à Novgorod et à Pskof. Les intrépides citadins de Réval se préparaient déjà à leur résister, lorsque les nombreuses légions du tzar inondèrent tout d'un coup la Livonie méridionale, soumise à la Pologne. L'état

de paix entre ce royaume et la Russie n'était garanti par aucune convention positive ; on ne pouvait donc faire à Ivan le reproche d'avoir enfreint les traités lorsqu'il franchit les frontières ; néanmoins les Polonais ne s'attendaient pas à une attaque si subite, qu'aucun manifeste n'avait annoncée : mal préparés, ils ne pouvaient se défendre, et en peu de jours le tzar était maître de la Livonie entière à l'exception de Riga.

Ivan avait oublié cette fois sa politique habituelle : il avait commencé la guerre contre Étienne avant d'avoir terminé celle qu'il faisait à la Suède, et malgré les succès de la première campagne, la précipitation du tzar coûta cher à la Russie. Les Polonais parvinrent bientôt à reprendre Dunabourg et Wenden ; un corps d'armée russe fut battu sous les murs de cette dernière ville par André Sapieha ; et Magnus, ce roi nominal d'un pays disputé, abandonna le parti d'Ivan, quoiqu'il fût marié avec sa nièce. Ce prince danois se méfiait depuis long-temps des intentions de son protecteur ; voyant ses droits imaginaires méconus, et toutes les villes conquises occupées au nom de la Russie, il avait formé le projet de s'allier avec la Pologne. Soupçonné à son tour, et gardé à vue, il parvint encore à s'évader presque seul, mais il se vit privé des moyens de livrer un seul château à ses nouveaux alliés, pour lesquels sa défection ne fut ainsi d'aucun avantage. Magnus, après s'être traîné quelque temps encore à la suite de l'armée polonaise, finit par être complètement oublié.

En se préparant à des entreprises plus vastes on cherchait des deux côtés à se renforcer par des alliances. Ivan sollicita vainement des secours en Danemarck et en Autriche ; Bathory, plus adroit et plus

heureux, se ligua avec la Suède et viola jusqu'aux droits les plus sacrés pour affermir la paix avec la Porte ottomane, sans même attendre que cette puissance l'eût menacé d'une rupture. Un brave Kosak, connu sous le nom de Podkova — fer-à-cheval — s'était élevé au rang d'hospodar de la Valachie, sans le consentement du Sultan; une armée turque fut expédiée contre lui: forcé de s'enfuir, il demanda l'hospitalité en Pologne, et le roi Étienne Bathory s'empressa aussitôt d'envoyer la tête de ce malheureux à Constantinople! Il prétendit excuser ce forfait en disant: „je n'offenserai jamais un souverain redoutable, simplement par égard pour le droit des gens!“ —

Les Tatars de la Krimée, comblés de dons, et par les Russes, et par les Polonais qui les craignaient également, retiraient seuls quelque avantage des querelles entre les nations slaves.

Étienne obtint de la diète de Pologne les moyens de faire à la Russie une guerre vigoureuse, et il sut en profiter. Ses vieilles bandes de soldats transylvains, ses compagnons en mainte victoire, accouraient, guidés par leurs chefs aguerris; des légions nombreuses, bien disciplinées et vaillantes, levées en Allemagne et en Écosse par ordre de Bathory, excitaient l'émulation des Polonais qui formaient la cavalerie de l'armée. Des chefs expérimentés, tels que le Hongrois Bekiesz et le Livonien Fahrensbach, commandaient sous le roi, et Jean Zamoyski se distingua bientôt parmi les plus vaillants.

Le bruit de ces préparatifs et la renommée brillante de Bathory imposèrent au tzar Ivan. Ce prince doutait déjà de la victoire, ou plutôt il s'attendait à des revers; cette méfiance universelle qui rongait son

coeur lui faisait craindre dans chaque soldat un ennemi prêt à le trahir, et il rechercha la paix avant d'avoir tiré l'épée.

Ses ambassadeurs et les lettres qu'il adressa à Bathory n'arrêtèrent pourtant pas la marche de l'armée polonaise — 1579. — Quelques-uns des généraux d'Étienne lui conseillaient de pénétrer en Livonie; d'autres étaient d'avis de porter la guerre sur les rives du Borysthène; mais le roi, plus habile en stratégie que ses subalternes, prouva au conseil de guerre que l'une et l'autre opération serait dangereuse tant que Polotsk restait au pouvoir des Russes, et qu'il fallait avant tout s'emparer de cette clef du théâtre de la guerre.

Le prince Scherbatoï, commandant de cette place, fit tuer quelques prisonniers lithuaniens, et à l'approche de l'ennemi il ordonna d'en jeter les cadavres attachés à des planches dans la Dwina! Son intention était probablement d'effrayer les Polonais par ce spectacle, ou peut-être voulait-il s'imposer à lui-même l'obligation de mourir sur la brèche, en s'ôtant tout espoir d'obtenir une capitulation. Ce crime souilla la gloire d'une défense valeureuse; pendant plus de trois semaines les fortifications de la place construites en bois furent inaccessibles aux Polonais, malgré la vigueur de leurs attaques. Tous les moyens de prolonger la résistance étant enfin épuisés, les magistrats de la ville et les chefs subalternes de la garnison la rendirent par capitulation. La garnison obtint une libre sortie; mais Scherbatoï n'avait aucune part à cette convention: pris dans l'église de Ste. Sophie, il s'attendait au trépas ou à la captivité. Un sort moins dur lui était cependant réservé. Bathory, qui savait

respecter le courage, lui permit généreusement de suivre ses troupes. Peu de temps après, Sokol ayant été prise d'assaut par les Polonais, la garnison fut massacrée, et la ville réduite en cendres; la fureur des soldats d'Étienne s'exerça même sur les corps inanimés des ennemis. Le roi qui aurait voulu ménager le pays, ne put faire respecter ses ordres à cet égard, et deux mille villages incendiés attestaient la cruauté des vainqueurs. Pendant ce temps les armées russes, entassées inutilement à Novgorod et à Pskof, ne quittèrent pas ces lieux: l'hésitation et le silence du tzar ne pouvaient inspirer de la confiance à ses généraux, qui, n'osant agir sans son ordre, se bornèrent à observer les progrès de Bathory.

Dans la seconde campagne ce roi vaillant emporta Véliko - Louki et plusieurs autres villes moins importantes. L'armée russe, immobile dans ses camps, ne se montra nulle part: en revanche les ambassadeurs d'Ivan suivaient partout la marche d'Étienne, assistant à tous ses triomphes pour lui renouveler sans cesse des offres de paix — toujours inutiles! Le roi voyant la terreur qu'inspiraient ses armes, renchérisait chaque jour sur ses prétentions; outre les provinces conquises jadis par Witolt, il demandait maintenant la cession de Pskof et de Novgorod, et des dédommagements en argent pour les frais de la guerre.

Il renforça encore son armée; ses légions, fortes de plus de cent mille hommes, pénétrèrent une troisième fois en Russie — 1581. — La direction de leur marche annonçait l'intention d'assiéger Pskof. Il était réservé aux défenseurs de cette ville de sauver l'honneur des armes russes dans cette guerre

désastreuse; tous avaient juré à la face de Dieu de mourir plutôt que de se rendre; et deux frères, les princes Ivan et Vassili Schouisky, dignes de commander à ces braves, leur donnaient l'exemple du courage, en dirigeant leurs efforts avec sagesse. Le 18 d'Août des nuages de poussière poussés vers la ville, annoncèrent aux habitants l'approche des Polonais. Bientôt les champs sont couverts de leurs tentes, les bois se remplissent de guerriers, et les prairies situées entre le camp et la ville deviennent le théâtre de sorties et de combats incessamment renouvelés. Les travaux du siège avancent, le canon bat les murs et ouvre une brèche entre les tours de Pokrovsky et de Svinsk: enfin le 8 de Septembre Bathory annonce à ses soldats que le chemin de la ville est ouvert aux braves. „Nous souperons au château de Pskof” répondent les chefs assis à sa table, et au son d'une musique guerrière des colonnes nombreuses avancent aussitôt vers la brèche. Les Hongrois y arrivent les premiers, déjà le drapeau du roi de Pologne flotte sur l'une et l'autre tour; mais au lieu de cesser, le combat redouble de chaleur. La tour de Svinsk, minée d'avance, saute en l'air; les lambeaux du drapeau royal, et les corps mutilés des guerriers qui l'avaient arboré sur le faite, sont ensevelis sous les décombres. Le carnage se prolonge jusqu'à la nuit, mais vers la fin du jour les Polonais fléchissent enfin; malgré la valeur éprouvée de Bekiesz, la science de Fahrensbach, le courage chevaleresque de Zamoyski, et le génie du roi, ils sont repoussés et poursuivis au loin. Cinq mille des leurs avaient péri dans la journée, et Bekiesz était du nombre.

Les assiégeants revinrent souvent se faire tuer inutilement sur la brèche; cependant, la saison devenant de plus en plus défavorable, Bathory renonça enfin au mois de Novembre à l'idée de réduire la ville par la force, et le siège fut changé en blocus. C'eût été le moment de faire avancer les armées russes de Novgorod et de Moscou pour écraser les faibles restes des Polonais; les soldats d'Étienne, découragés, mécontents, transis de froid, et dévorés par la faim et les maladies, n'auraient guère pu disputer la victoire. Mais le tzar en jugeait autrement: ne voulant que la paix, il eut même recours à la médiation du pape pour l'obtenir. Grégoire XIII saisit avec empressement cette occasion apparente d'étendre son influence sur la Russie. Son ministre, le Jésuite Antoine Possevin, fit plusieurs voyages de la cour de Moscou à la tente de Bathory, sans être écouté par ce prince belliqueux, jusqu'au moment où sa position critique sous les murs de Pskof lui inspira des idées plus pacifiques. Même pendant que les ministres des deux puissances guerroyantes et ceux du médiateur étaient réunis en congrès au village de Kiverova-Gora, Bathory continuait encore à endurer tous les maux dont il était assailli dans son camp. Malgré les murmures, et les séditions même, des soldats, il était décidé à ne pas le quitter avant d'avoir signé la paix, et par cette résolution il fit preuve de sagesse autant que de courage. Campé devant les remparts d'une ville ennemie, il avait encore l'air d'en continuer le siège, et cette position lui donnait une apparence de succès qui l'autorisait à dicter la loi, tandis qu'une retraite aurait dissipé ce prestige: une

extrême

extrême hardiesse était donc l'unique moyen de cacher ses embarras.

Cette fermeté du roi valut à la Pologne une trêve avantageuse, conclue pour dix ans le 6 Janvier 1682. Ivan céda à son adversaire toute la Livonie et Polotsk; mais toutes les autres villes conquises par Étienne furent rendues aux Russes.

Pendant ce temps les Suédois avaient repris Narva, l'Esthonie entière, et l'Ingermanlande. Subitement abandonnés par le roi de Pologne, ils se voyaient à cette époque exposés seuls aux attaques du tzar qui aurait pu les accabler du poids de son immense supériorité. Ivan aima mieux leur offrir la paix, et elle fut acceptée. Les Suédois gardèrent leurs brillantes conquêtes, et la Russie n'avait plus de rivage, plus de port, excepté Archangel.

Ainsi cette tentative de se rapprocher de l'Europe, qui avait coûté tant de sang à la Russie et tant de larmes à l'humanité, fut abandonnée à l'instant où peut-être un seul effort de plus aurait suffi pour en assurer le succès!

Bathory avait conclu la trêve dans un moment d'embarras, uniquement pour se tirer d'une situation fâcheuse; dès qu'il eut réparé ses pertes, il songea à renouveler la guerre. La diète polonaise n'étant cependant pas disposée à lui fournir de nouveaux subsides, il fallait amener la rupture d'une manière indirecte, et les généraux d'Étienne, commandant sur la frontière, n'oubliaient rien de ce qui pouvait y contribuer. Jamais ils ne consentaient à rendre la liberté à un prisonnier russe, à moins d'en avoir obtenu une

rançon exorbitante; les soldats polonais commettaient des brigandages sur le territoire russe, et lorsque Ivan Vassilevitch eut cessé de vivre — 1584 — la trêve, quoique loin d'être expirée, fut regardée comme n'étant plus en vigueur. Le fils d'Ivan et de la vertueuse Anastasia, Féodor (Théodore) Ivanovitch, qui succéda à son père sur le trône des tzars, était faible, doux, et toujours souffrant. Bathory, voyant en lui un antagoniste peu dangereux, espérait plus que jamais des succès faciles et brillants. Les nouveaux traités proposés par lui dans le but évident de provoquer la guerre, étaient rédigés de manière à devoir être rejetés; il exigeait entre autres conditions que la liberté des prisonniers russes retenus encore en Pologne, fût achetée au prix de 120,000 florins, tandis qu'il prétendait forcer le tzar à mettre en liberté tous les prisonniers polonais sans même demander de rançon! Mais la tiédeur des nobles polonais, la répugnance qu'ils témoignaient pour la guerre, obligèrent le roi à signer une nouvelle trêve, d'abord pour dix mois, ensuite pour deux ans; et bien contre la volonté de Bathory, les seigneurs lithuaniens donnèrent à ces discussions une tournure fort inattendue.

Michel Harabourda, qui, chargé pour ces négociations des pleins-pouvoirs du roi et du sénat, était également initié dans les intentions secrètes des nobles de Lithuanie, profita d'une réunion confidentielle pour parler aux boïars de la nécessité d'écarter toutes les petites querelles, et de passer sous silence les questions secondaires. „Nous sommes tous membres de la même nation slave, leur dit-il; alliés par le sang, nous avons en grande partie la même religion: pourquoi n'aurions-nous pas un seul maître? la réu-

nion des deux états est le seul moyen de prévenir des guerres interminables.“ — Afin d'amener cette jonction désirée, il voulait engager les Russes à assurer d'avance la couronne de Russie à Bathory, pour le cas que Féodor vînt à mourir avant lui, et sans laisser d'enfant. En même temps Harabourda se déclarait autorisé à promettre au nom de la noblesse polonaise, que Féodor serait élu roi de Pologne s'il survivait à Étienne.

Les boïars n'étaient pas préparés à une proposition pareille: incertains si les lois de l'empire permettaient d'accepter ces offres, et si le tzar y consentirait, ils voulaient différer la réponse décisive, et conclure avant tout une paix solide. „La paix est impossible, répliqua l'ambassadeur; Bathory ne la voudra jamais; l'union peut seule nous la donner.” En effet, un état de tranquillité précaire fut prolongé par des trêves plus ou moins courtes, sans jamais conduire à une paix définitive. Les Polonais revinrent encore plus d'une fois à l'idée d'une réunion des peuples slaves; idée tant de fois agitée, et qui n'est, ni si neuve, ni si étrange que quelques écrivains modernes voudraient bien le faire croire. Cependant les ambassadeurs russes envoyés à la diète d'élection après la mort de Bathory, n'obtinrent qu'une trêve de quinze ans*).

Le règne de Féodor fut heureux et paisible; la Russie, tranquille et florissante, eut bientôt réparé ses pertes; son territoire fut même étendu. Après une guerre peu sanglante avec la Suède, l'Ingermanlande fut rendue à l'empire des tzars; la Sibérie fut

*) Voir la première partie, élection de Sigismond III.

découverte à cette époque, et soumise en très-grande partie par quelques aventuriers russes; des villes fortifiées furent construites au milieu des steppes du midi, pour arrêter les Tatars dans le cas d'une nouvelle invasion, et servir d'asile aux habitants des campagnes. Les relations commerciales avec l'Angleterre, protégées par le tzar, devenaient de plus en plus importantes, et la Russie faisait des progrès sensibles. Féodor était aimé d'un peuple reconnaissant; il le méritait par son extrême bonté, mais il manquait d'énergie, et même de force physique: trop faible pour régner par lui-même, il s'abandonnait à la conduite de ses ministres. C'est à eux que la Russie était redevable de sa prospérité, surtout à Boris Godounof, beau-frère et premier ministre du tzar. Boris était un de ces hommes rares, qui réunissent à des vues étendues, à des conceptions vastes, un esprit souple et pénétrant, le jugement sain, et une volonté ferme. Quel dommage qu'un tel homme ne fût pas né sur le trône! quel dommage encore que cet homme fût séduit par l'éclat du diadème, et que l'horreur du crime n'arrêtât point l'essor de son ambition! Malheureusement la grandeur avait encore plus d'attraits pour lui que la gloire; et un enfant, héritier présomptif du trône, enfant que le ciel paraissait avoir destiné à traverser ses coupables desseins, devint dès lors l'objet de sa haine!

C'était le jeune Dmitri, dont le nom réveille tant de souvenirs. Ce Dmitri, frère du tzar Féodor, fils d'Ivan Vassilevitch et de sa septième épouse Marie Nagoï, fut élevé à Ouglitch, loin de la cour. Confié aux soins de sa mère et des parents de cette princesse, il y vivait dans une espèce d'exil; tous les

membres de sa famille y étaient surveillés presque comme des prisonniers d'état. Le sort avait placé ce prince entre le trône et Godounof : ce ministre l'immola à ses criminelles espérances. Déjà des bruits vagues qui accusaient l'enfant infortuné de mauvaises qualités et même d'inclinations condamnables, étaient propagés par les soins de Boris. Cet ennemi cruel s'arrêta un instant à l'idée de le faire déclarer illégitime : mais c'eût été l'offenser sans lui ôter les moyens de nuire ; peut-être même Dmitri, innocent et outragé, n'en aurait-il trouvé que plus facilement des amis généreux ou des défenseurs intéressés. Rien, excepté la mort, ne pouvait l'éloigner à jamais du trône : Godounof prononça son arrêt, et malheureusement l'homme puissant trouve toujours de vils agents, prêts à exécuter ses ordres ! — Le diak (secrétaire) Bitiagofsky, son fils Daniel et son neveu Nikita Katchalof, initiés tous les trois dans les secrets de Godounof, furent attachés à la maison du jeune prince ; sa gouvernante, veuve du boïar Wlokhof, et Joseph Wlokhof, fils de cette femme perfide, étaient depuis long-temps gagnés par l'or du ministre. Une bande d'assassins entourait donc l'intéressante victime, épiant toutes ses actions, et prête à la frapper. Mais une tendre mère veillait sur les jours du prince ; dans la crainte de le perdre, elle poussait la précaution jusqu'à préparer elle-même, et seule, ses alimens, et ne le quittant jamais elle déjoua long-temps les projets sanguinaires des conjurés. Ce fut en vain ! un instant de confiance et d'oubli fut cause du trépas de son fils et des malheurs de la Russie ; cet instant prépara à la mère elle-même d'éternels regrets — un

avenir de larmes et de pénitence. — C'était un samedi — 15 Mai 1591. — Dmitri venait d'accomplir sa huitième année ; Marie et son fils revinrent vers midi de l'église ; leur repas était prêt, mais on attendait encore quelques convives, les Nagoï, frères de la tzarine ; la gouvernante invita Dmitri à profiter de ce retard pour faire encore une petite promenade ; elle l'entraîna, la mère oublia de le suivre, et les assassins le reçurent au haut de l'escalier ! — „Seigneur, tu portes un nouveau collier aujourd'hui !“ lui dit Joseph Wolokhof en lui prenant la main. „Non, c'est l'ancien !“ répondit Dmitri en levant les yeux vers lui avec un sourire de bienveillance ; aussitôt une lame homicide frappa sa gorge, mais le coup porté par une main mal assurée, ne lui fit qu'une blessure légère ; Wolokhof s'enfuit, ses compagnons plus endurcis au crime ramassèrent le couteau échappé de ses mains, et malgré les efforts de la nourrice qui était survenue, ils le plongèrent dans le sein de Dmitri. La mère accourut enfin aux cris de la nourrice, et en arrivant elle vit au loin les criminels qui s'enfuyaient et à ses pieds son enfant chéri qui venait d'expirer ! Ce crime commis au grand jour, souleva en peu d'instants la population d'Ouglitch ; le tocsin et des cris d'alarme l'appelaient à se réunir sur les places publiques ; les assassins tâchaient en vain d'échapper à la vengeance — les portes de l'église leur étaient déjà fermées — ils se réfugièrent en vain à la maison de ville ; en vain Bitiagofsky s'efforça-t-il de persuader au peuple que Dmitri s'était tué lui-même dans un accès d'épilepsie : tous les meurtriers, excepté la perfide gouvernante, subirent la peine de leur

forfait; le peuple les massacra, et leur sang impur se mêla à celui qu'ils avaient répandu.

A Moscou on fut bientôt informé de ces événements, et Godounof n'était peut-être pas fâché de la mort de ses agents qui le débarrassait de témoins dangereux. Le tzar, profondément affligé, ne sut jamais la vérité; on lui rapporta que son frère s'était tué lui-même, et que la faute en était à la mauvaise surveillance des Nagoï. D'après ces récits perfides les Nagoï étaient des traîtres qui avaient calomnié l'innocent Bitiagofsky pour se soustraire eux-mêmes à une punition méritée; ils avaient dénoncé les fidèles serviteurs du trône à la fureur d'un peuple aveuglé! Des commissaires furent envoyés sur les lieux; c'étaient Klechnin, agent intermédiaire de Godounof, qui avait retenu et salarié les bourreaux, et le prince Vassili Schouisky, parent de ce même Godounof. Lorsqu'ils arrivèrent à Ouglitch, le corps inanimé de Dmitri était exposé depuis cinq jours dans la cathédrale; le couteau fatal placé sur sa poitrine et de larges blessures accusaient les assassins: évidemment la faible main d'un enfant ne pouvait avoir porté des coups pareils! Le prince Schouisky n'en eut pas moins l'audace d'adresser au clergé et au peuple convoqués l'étrange question, de quelle manière Dmitri avait mis fin à ses jours? Tous répliquèrent d'une commune voix: „le tzarévitch a été tué par ordre de Godounof!” — et les commissaires se bornèrent par la suite à des interrogatoires secrets. Ils dressèrent un procès-verbal qui confirmait la première relation; et une bien inique punition vint frapper la mère de Dmitri, qui fut recluse dans un couvent où elle prit le nom de Marfa, les Nagoï qu'on chargea de chaî-

nes, et les habitants d'Ouglitch devenus l'objet du courroux et de la constante persécution de Godounof.

Sept ans s'étaient écoulés depuis cette horrible catastrophe lorsque le tzar Féodor Ivanovitch mourut — 1598 — le dernier d'une illustre dynastie. Depuis près de huit siècles les fils de Rourik avaient dirigé les destinées de la Russie; ils en avaient partagé les malheurs et la gloire; enfin, leur nom se mêlait à tous les souvenirs du peuple! Boris recueillit alors le fruit de ses efforts; il avait tâché de faire oublier le crime dont on le soupçonnait, en travaillant avec succès au bonheur de l'empire; et après la mort de Féodor, le vote unanime du clergé, des boïars et du peuple, l'appelaient au trône. Sa soeur, veuve du tzar, lui ordonna d'y monter; l'ambitieux et dissimulé Boris refusa d'abord de se rendre à tant d'instances, et il eut l'air d'accorder une grâce en acceptant enfin le diadème de Monomaque. Il s'en montra digne; la Russie prospéra sous le règne de ce prince éclairé, et les qualités brillantes de Féodor, fils et successeur apparent de Boris, son éducation soignée et même savante, promettaient à la monarchie un avenir heureux.

Godounof n'était pourtant pas tranquille; le souvenir de son iniquité le poursuivait même sur le trône; sa mauvaise conscience était cause des soupçons qui le dévoraient; il se croyait entouré d'ennemis secrets, et surtout il surveillait d'un oeil inquiet les parents de la vertueuse tzarine Anastasia dont le peuple chérissait encore la mémoire. En persécutant injustement l'illustre et innocente famille de cette princesse, Boris s'attira un blâme mérité. D'ailleurs, bien des calamités qui visitèrent la Russie, et que la

sollicitude du tzar ne put prévenir, rendirent les dernières années de son règne malheureuses. Une famine affreuse, et des maladies épidémiques, engendrées par la misère, ravagèrent le pays; ni les soins de Boris, ni sa prodigue bienfaisance ne pouvaient en arrêter les progrès. Le désespoir poussa des hommes affamés au brigandage; réunis en masse, ils se procuraient même par l'homicide une horrible nourriture. Des domestiques, des serfs, chassés par des maîtres hors d'état de leur donner du pain, grossissaient ces bandes qu'il fallut à la fin réduire par les armes et punir avec sévérité. Un grand nombre de ces vagabonds échappèrent pourtant aux poursuites; redoutant un jugement rigoureux, ils n'osèrent rentrer dans leurs foyers, même lorsqu'une récolte abondante y eut ramené le bien-être et la paix. Ils se cachaient dans les déserts du midi, prêts à se révolter encore: il ne fallait donc qu'une étincelle pour embraser la Russie entière, lorsque le faux Dmitri parut. —

Les guerres entre la Russie et la Pologne avaient commencé par une intervention injuste de la part des Polonais. Plus tard, lorsque les Tatars envahirent la Russie, les Polonais s'étaient montrés ardents à tirer avantage de ses malheurs, à l'insulter dans son affliction, et empressés à la refouler dans un état de barbarie. Une troisième époque va nous les montrer encore plus coupables envers la Russie, et moins excusables devant le tribunal de l'histoire. Pendant l'époque à laquelle nous touchons, l'empire

de Rourik fut déchiré par des guerres civiles, et les Polonais en profitèrent avec cruauté.

Un moine fugitif fut cause des malheurs de son pays : c'était George Otrépief, fils d'un officier des Strélitz ; jeune encore, il prononça ses vœux au monastère de Tchoudof que son grand-père habitait depuis long-temps. Cet homme, connu comme religieux sous le nom de Grégoire, avait reçu de la nature un esprit entreprenant, du courage et de l'astuce ; le commerce des moines lui donna l'instruction de l'époque, même une certaine érudition ; et une remarque accidentelle d'un compagnon réveilla en lui une ambition extravagante, bizarre, mais qui s'empara de toute son ame et remplit son existence entière. „Un imposteur hardi, lui dit ce moine, pourrait profiter de la crédulité des Russes et du souvenir qu'ils gardent à l'ancienne dynastie, à l'infortuné Dmitri surtout, pour punir le crime de Godounof.” — Ces paroles restèrent gravées dans la mémoire d'Otrépief ; la témérité même d'une pareille entreprise avait de l'attrait pour lui, et son courage lui était garant du succès. Il eut même l'imprudence de dire en riant à ses confrères : „savez-vous qu'un jour je serai tzar de Moscou ?” De semblables propos, rapportés aux supérieurs, à Boris lui-même, attirèrent au jeune Grégoire une punition sévère : un ordre de Godounof l'exila au désert de Biélo-Ozero. Mais Otrépief, prévenu à temps, parvint à s'enfuir avec deux autres moines. Pendant quelque temps les monastères de la Lithuanie lui servirent d'asile. Il semait partout le bruit que Dmitri vivait encore, et paraîtrait un jour ; et en quittant ces lieux de retraite, il sut persuader Léonidas, autre moine fugitif comme lui, d'adopter le

nom de Grégoire Otrépief, afin de mieux éluder toutes les recherches. Léonidas continuait à déshonorer ce nom par les vices les plus vils, pendant que le téméraire qui l'avait quitté ainsi que l'habit de religieux, partageait, pour s'endurcir aux fatigues et aux travaux de la guerre, la vie errante et dangereuse des Kosaks zaporoviens sur les rives du Borysthène.

Plus tard, Otrépief, admis au service du prince Adam Wisniowiecki, sut attirer l'attention de son maître, en fuyant la société de ses égaux et leurs passe-temps frivoles. Rien, excepté la chasse et les jeux guerriers qui excitaient son enthousiasme, ne pouvait le tirer d'une sombre rêverie, et bientôt une maladie de langueur parut menacer ses jours. „Je meurs, dit-il à son confesseur, rendez à ma dépouille mortelle les honneurs dûs au fils d'un tzar; tant que j'existe mon secret ne m'échappera pas, mais quand mon coeur aura cessé de battre, tu trouveras sous mon oreiller un écrit qui me fera connaître!" Grégoire ne s'opposa pourtant pas aux recherches immédiates de Wisniowiecki, que le prêtre avait informé de ces étranges discours. Wisniowiecki trouva, à sa grande surprise, dans l'endroit indiqué une espèce de certificat, portant que ce jeune homme était le tzarévitch Dmitri, soustrait au glaive des assassins par les soins d'un médecin fidèle. Wisniowiecki, crédule et borné, ne douta plus de la vérité de cette singulière assertion dès qu'Otrépief lui eut montré, comme preuve de sa naissance, une croix précieuse qu'il portait au cou; et depuis le moment de cette découverte, la guérison du malade fit des progrès rapides.

La nouvelle d'un événement si étrange fut bientôt répandue en Pologne. George Mniczech, palatin

de Sandomir, et son gendre Constantin Wisniowiecki, frère du protecteur d'Otrépief, furent les premiers à lui offrir des secours. Grâce à eux, le téméraire qui aspirait au diadème de Monomaque, jouissait déjà d'avance des honneurs dûs à son rang prétendu, et des agréments que procurent les richesses et le luxe. Bien des circonstances suspectes auraient pu éclairer les seigneurs qui s'intéressaient au sort d'Otrépief. Cet homme prétendait que le fils d'un prêtre avait été tué à sa place, et à l'en croire, ce crime s'était commis de nuit. Cependant, nous avons vu que Dmitri fut assassiné à midi, presque en public, par des gens, qui l'ayant vu naître, ne pouvaient guère se tromper de victime; nous avons vu que le corps inanimé de ce prince resta exposé pendant cinq jours dans la cathédrale d'Ouglitch, et la population d'une ville que Dmitri habitait presque dès sa naissance, se serait sans doute aperçue de l'erreur, si l'on avait substitué au tzarévitch un autre enfant. Il est vrai que Godounof avait travaillé à effacer autant que possible le souvenir de cette horrible catastrophe, et ces détails pouvaient ne pas être connus en Lithuanie: mais bien d'autres contradictions dans les récits de l'imposteur auraient pu détromper les Polonais. Otrépief prétendait avoir été caché dans la maison du prince Ivan Mstislafsky en Ukraine: lors de l'attentat d'Ouglitch ce prince Ivan était mort depuis sept ans, et jamais il n'avait habité l'Ukraine; Dmitri aurait eu vingt-deux ans à l'époque où Otrépief parut en Pologne, et cet homme paraissait en avoir une dizaine de plus; on se souvenait encore que le tzarévitch avait ressemblé à sa mère, que des yeux foncés, des cheveux noirs et un teint basané avaient décelé en lui

le sang des Nagoï: Otrépief avait les yeux gris, et les cheveux roux! Mais il avait un bras plus court que l'autre, et on voulut le reconnaître à ce signe, quoiqu'on eût ignoré jusqu' alors que Dmitri avait eu cette défectuosité! D'ailleurs, qu'importait aux Polonais l'identité du prince! les richesses de la Russie attireraient leurs regards avides; ils se persuadaient qu'un tzar élevé et soutenu par eux, ne pourrait refuser à ses amis des récompenses puisées dans ses trésors. De plus, la Lithuanie pouvait être agrandie des anciennes conquêtes de Witolt, et de nouvelles principautés, fondées sur les rives fertiles de l'Ougra et de la Desna, relèveraient alors la fortune des nobles polonais. Otrépief ne manquait pas de finesse; il trouva d'abord le secret d'attacher ses protecteurs irrévocablement à sa cause, en feignant une passion ardente pour Marina, fille de Mniczech. Cette jeune beauté, vive, ambitieuse et légère, ne se montra point cruelle; si Otrépief n'était guère fait pour inspirer des sentiments tendres, auprès d'elle l'éclat du diadème lui tenait lieu d'avantages personnels. La puissante parenté du palatin et des Wisniowiecki, voyant dans Otrépief le gendre futur de l'un, le beau-frère des autres, était prête à le secourir, et l'on n'exigeait pas des preuves bien rigoureuses de celui qui voulait mettre une couronne aux pieds de la belle Marina.

En même temps une société également puissante le prit sous son égide: les Jésuites, à peine informés de son apparition, concurent le projet de se servir de lui pour avancer leurs vastes desseins. Le légat du pape, Rangoni, témoignait surtout du respect et de l'amitié à Otrépief; il lui disait que le ciel l'avait préservé d'une manière miraculeuse pour répandre

par son ministère les lumières de la foi dans les vastes régions de l'Orient. Avec cette finesse qui le distinguait, Otrépief devina à quel prix le clergé catholique voulait lui prêter son appui, et quelle en était l'importance; il se fit aussitôt catholique, en promettant de travailler un jour à la conversion de ses états. Comme ce changement de religion pouvait cependant lui porter préjudice dans l'opinion des Russes, les Jésuites lui accordèrent la permission d'en faire un secret à ses sujets, jusqu'après son couronnement.

Le roi Sigismond de Pologne, influencé par les Jésuites, était assez disposé à contribuer à l'élévation d'Otrépief; il se flattait d'obtenir ensuite de lui la cession de Smolensk; et d'ailleurs, un tzar dépendant de la Pologne pouvait devenir un allié fidèle contre les Suédois. Cependant la crainte d'une nouvelle guerre arrêta encore le roi; il avait de la répugnance à rompre une trêve de vingt ans conclue depuis peu avec la Russie, et scrupuleusement observée par Godounof qui avait résisté aux efforts de la Suède pour l'attirer dans ses intérêts. En outre, les hommes les plus illustres qui entouraient le trône de Pologne, tels que le grand Zamoyski et le brave Chodkiewicz, désapprouvaient l'idée de secourir Otrépief: mais les Jésuites surent aplanir toutes les difficultés. Ils prouvèrent au roi, qu'en protégeant Otrépief sans se déclarer ouvertement contre Boris, il pouvait s'assurer tous les avantages d'une victoire sans courir les risques de la guerre, et Sigismond appela enfin l'aventurier à sa cour. Otrépief y fut reçu avec beaucoup d'égards; Sigismond lui promit une pension annuelle de 40,000 florins, l'autorisant d'ailleurs à accepter les secours que ses amis parmi

les nobles polonais lui offraient, et de concerter avec eux un projet d'attaque contre le tzar Boris.

Otrépief renouvela par écrit les promesses qu'il avait déjà faites à Mniczech; il s'engagea formellement à épouser Marina après son avènement au trône, et les articles du contrat de mariage assuraient à son épouse des avantages inouis. Un million de florins devait lui être payé pour ses frais de voyage lorsqu'elle se rendrait en Russie; il fut stipulé en outre, que les provinces de Novgorod et de Pskof lui seraient cédées sans la moindre réserve, et qu'elle y aurait l'autorité d'une souveraine indépendante. De plus, Otrépief qui garantissait à sa future épouse une entière liberté de pratiquer la religion latine, s'engagea de nouveau à introduire cette croyance dans tout l'empire de Moscou. Par un autre document le faux tzarévitch cédait d'avance à son futur beau-père le duché de Smolensk et la Sévérie entière. Tout étant ainsi réglé, une petite armée réunie aux environs de Léopol sous les drapeaux de Mniczech et d'Otrépief, se mit en marche pour joindre quelques renforts qui l'attendaient sur le Borysthène. C'étaient les Kosaks du Don, trop faciles à tromper, et déjà prévenus de l'arrivée de Dmitri. Leur hetman Korela avait été à la cour de Pologne; il y avait vu Otrépief reçu comme prince par Sigismond et par les grands du royaume: dès lors il ne doutait plus que cet homme ne fût en effet le tzarévitch, et il n'eut aucune peine à en persuader ses compatriotes. Les Kosaks se rangèrent donc du côté de l'impos-
teur, et tous ces vagabonds qui erraient dans les steppes depuis les derniers troubles en Russie, vinrent également grossir l'armée d'invasion.

Boris Godounof, prévoyant l'orage qui le menaçait, employa vainement plus d'un moyen pour le détourner. Ses espions parvinrent à tracer toute la carrière d'Otrépief, depuis le moment où il avait quitté la retraite de Tchoudof. Le tzar en fit publier le récit sans parvenir cependant, ni à détromper ceux qui étaient véritablement déçus, ni à ramener ceux qui prétendaient l'être. Un ambassadeur du tzar se plaignit à Varsovie des seigneurs polonais qui protégeaient Otrépief; il adressa à cet égard des reproches au roi lui-même. Sigismond protesta encore que jamais il n'avait eu l'idée d'encourager les folles entreprises d'un transfuge aventurier: et cependant! dans ce moment même, ses émissaires excitaient les Tatars à s'unir aux légions d'Otrépief! Les Polonais eux-mêmes ne pouvaient se faire illusion sur la perfidie d'une semblable conduite, et quelques-uns la désapprouvaient. Le sénateur Tarpowski entre autres, qui écrivit à son ami Olesnicki au sujet de ces intrigues, termina le récit qu'il lui en fit, par ces paroles mémorables: „Nous espérons tromper Dieu lui-même, en prétendant que ni le roi, ni la république n'ont pris part à cette expédition!”

Pendant ce temps Otrépief faisait des progrès rapides dans la Sévérie, où ses agents avaient disposé le peuple en sa faveur; la ville de Moravsk fut la première à se rendre; Tchernigof suivit cet exemple, et partout où le faux Dmitri dirigeait ses pas, les habitants lui présentaient en signe de soumission du pain et du sel. Boris affectait encore de l'indifférence et du mépris, quoique ce nom de Dmitri qui lui rappelait son crime le fît trembler, quoique la terreur que ce nom lui inspirait le retînt loin du champ

champ de bataille ! Il n'accepta point les secours que le roi de Suède lui offrait, et il n'osa même pousser avec vigueur ses propres armements, de peur de répandre l'alarme et de donner au peuple une trop grande idée du danger. Son armée, rassemblée avec lenteur, se mit enfin en mouvement pour secourir la ville de Novgorod - Seversky dont Otrépief avait formé le siège. La place tenait encore, grâce à Pierre Basmanof qui en était gouverneur ; cet homme vaillant arrêta le premier la marche triomphale du prétendant ; il sut résister aux séductions, aux menaces, et aux armes d'Otrépief. L'armée de Godounof aurait été assez nombreuse pour écraser sans peine les hordes indisciplinées de son adversaire, mais une méfiance, un malaise indéfinissables s'étaient emparés des soldats russes. Ils se demandaient avec inquiétude, si l'homme qu'ils devaient combattre était en effet un imposteur ? s'il ne l'était pas, ils levaient en l'attaquant une main sacrilège contre le sang de Rourik ! Le roi de Pologne, tant d'évêques, tant de nobles, des provinces entières avaient reconnu Otrépief : comment le soldat pouvait-il croire que ce fût par erreur ? — et qui aurait pu rassurer l'armée lorsque Boris lui-même avait perdu son assurance habituelle, lorsqu'il se cachait au fond de son palais, au lieu de défier hardiment l'imposteur à la tête de ses troupes !

Otrépief, contraint de lever le siège pour faire face à l'armée ennemie, montra du courage le jour de la bataille — 18 Décembre 1604 — et malgré son infériorité il se vit sur le point de remporter la victoire. Les nombreuses légions du tzar furent aisément vaincues, excepté un corps de 700 cuirassiers

allemands que Godounof avait à sa solde. Ces Allemands résistèrent à toutes les attaques d'Otrépief, et à la fin une vigoureuse sortie de Basmanof rétablit l'affaire. Les deux armées battirent en retraite, mécontentes l'une et l'autre des résultats de la journée. Les Polonais surtout se décourageaient; ils s'étaient flattés que les Russes se joindraient à eux au lieu de les combattre; ayant vu le contraire, ils désespéraient déjà du succès d'Otrépief. Presque tous l'abandonnèrent dans les revers, et Mniczech un des premiers. L'armée ainsi affaiblie du prétendant ne put résister à une seconde attaque des généraux de Godounof; battue près de Sevsk — 21 Janvier 1605 — elle fut entièrement dispersée, toute l'artillerie tomba au pouvoir des vainqueurs, et Otrépief, échappé à grand'peine au carnage, n'était plus que le chef de quelques hommes désespérés. Son courage fléchit alors sous les coups redoublés du sort; il voulut s'enfuir et cacher sa honte et ses malheurs en pays étranger, mais ses compagnons d'infortune l'arrêtèrent: „Comment, lui disaient-ils, nous t'avons sacrifié tout ce que l'homme possède de plus cher, et tu veux nous abandonner à la vengeance de Godounof pour sauver une existence déshonorée? songe que nous pourrions encore obtenir notre pardon en te livrant toi-même à une mort ignominieuse! tu resteras, tu partageras notre sort quel qu'il soit!” L'imposteur dut renoncer à l'idée d'une évasion; errant au coeur de l'hiver dans des solitudes glacées, privé de toute lueur d'espérance, il ne lui restait qu'à s'élancer au-devant du trépas à la première rencontre — et cependant nous le verrons quelques semaines plus tard monter au

trône de Rourik, et recevoir dans la cathédrale de Moscou l'hommage de la nation russe!

D'abord, quelques Kosaks se rallièrent à lui à Poutivle. Korela et plusieurs braves se fortifièrent à Kromy, tandis que le prince Vassili Schouisky et les autres généraux de Godounof ne savaient guère profiter de leur victoire. Au lieu de poursuivre à outrance Otrépief et les faibles restes des rebelles, ils s'arrêtèrent pour sévir contre les malheureux habitants des villes et des campagnes qui s'étaient laissé séduire. La cruauté de leurs sentences, en irritant le peuple, ôtait encore à ceux qui avaient pris les armes pour Otrépief, l'espoir d'un pardon qui seul aurait pu les ramener. Les mauvais remparts de Kromy que les généraux de Boris vinrent assiéger enfin, résistèrent à leurs attaques; leur armée fut dévorée par des maladies; le mécontentement devint universel, et Boris qui ne savait plus ni vaincre ni pardonner, précipita lui-même le moment de la crise par une tentative honteuse sur la vie de son adversaire. Les assassins chargés par le tzar du soin de le délivrer de son rival, furent découverts, et pendant qu'Otrépief échappait ainsi à tous les dangers qui l'entouraient, Godounof mourut subitement à Moscou. La tradition l'accuse d'avoir mis fin à ses jours par le poison: cet homme illustre et coupable aurait-il eu le courage de voler au devant de l'éternité et de ses mystères, pour se soustraire à la vengeance des hommes?

Son fils et successeur, le jeune Féodor Godounof, était par ses qualités personnelles digne de porter la couronne. Elevé par une mère vertueuse, les conseils de son père avaient formé son esprit; mais le

sort fatal d'un empire croulant l'entraîna vers l'abîme! A peine le peuple et l'armée lui avaient-ils prêté serment de fidélité, à peine le commandement en chef avait-il été confié à Basmanof, que ce guerrier vaillant flétrit la gloire de ses jours passés par la trahison la plus lâche, en se déclarant pour Otrépief! Il jugeait peut-être Féodor trop jeune et trop faible pour se soutenir, ou bien l'espérance d'occuper la première place sous le faux Dmitri l'avait séduit; quel que fût son motif, son exemple décida du sort de la Russie. On crut que l'homme qui avait résisté le premier et avec tant de courage à Otrépief, ne pouvait céder qu'à la conviction; entraînée par lui, l'armée entière se prosterna aux pieds de l'imposteur; ceux même qui doutaient encore de sa naissance se virent forcés au silence. Otrépief pardonna aux guerriers russes de l'avoir combattu. Depuis ce jour sa marche ne fut qu'un triomphe continuel; toutes les villes lui ouvraient les portes au son des cloches et des chants sacrés; à chaque instant son cortège devenait plus nombreux; et cette masse de Russes, de Kosaks et de Polonais, accourus pour prendre part au triomphe, roulait vers Moscou où Féodor et les siens, saisis de stupeur, et ne sachant ni fuir ni se défendre, attendaient l'arrêt du ciel dans l'inaction.

Deux émissaires d'Otrépief, qui s'étaient glissés dans la capitale, enflammèrent aisément par leurs discours le peuple de Moscou déjà disposé à la révolte. A leur instigation, les habitants se levèrent en masse contre le jeune tzar; ce prince, sa mère et sa soeur furent renfermés dans l'ancienne maison de Godounof, et en même temps les députés de la ville allèrent au-devant de l'usurpateur.

Le 20 Juin 1605 Otrépief fit son entrée solennelle à Moscou; les Polonais ouvraient la marche; une garde étrangère et quelques Jésuites entouraient le nouveau monarque! Il remercia Dieu au pied des autels; il s'inclina devant les tombeaux des anciens tzars, et pendant ce temps même ses ordres qui vouaient Féodor et sa famille à la mort, furent exécutés. Quelques hommes assez vils pour servir la haine du faux Dmitri, étranglèrent le jeune Godounof et sa mère, et les corps inanimés des victimes furent exposés dans la rue aux regards d'une curiosité cruelle. Xénia, fille infortunée de Boris Godounof subit un sort plus affreux encore: elle se vit livrée à la brutalité de l'auteur même du meurtre de sa mère! de cet Otrépief qui souillait le trône! Bientôt après un couvent reçut cette malheureuse princesse *).

Les premières mesures de l'usurpateur lui attirèrent une haine universelle, et il est étonnant que cet homme qui avait donné des preuves éclatantes de finesse, de courage et de fermeté, se soit montré dans le bonheur imprudent à l'extrême. Il commença par destituer le patriarche Hiob; un grec, Ignatius, mis à sa place, n'inspirait point de confiance parce que sa réputation était équivoque. Les Jésuites eurent une chapelle dans l'enceinte sacrée du Kreml, et l'ancien

*) Nous ignorons ce qui a pu déterminer Lelewel à dire que le faux Dmitri monté au trône s'en montra digne; ce sont apparemment ces faits glorieux qu'il avait en vue, en parlant de la belle aurore de son règne! Au reste, il est remarquable combien les historiens polonais se sont étudiés à passer légèrement sur l'histoire de cette malheureuse époque; ils savent très-bien que c'est un terrain dangereux pour eux.

conseil des boïars fut changé en sénat, en imitation des formes polonaises : le nouveau patriarche y occupa la première place ; quatre métropolitains, sept archevêques et trois évêques furent appelés à prendre part aux délibérations. En général, Otrépief affectait un mépris outré pour tout ce qui était national, et il ne négligeait aucune occasion de le faire voir. Toujours entouré de Polonais dont il imitait le costume et les manières, il offensait profondément les Russes, en leur reprochant sans cesse leur peu d'éducation, leur prétendue incapacité, et en dédaignant de témoigner le moindre respect pour les cérémonies religieuses. Des fêtes bruyantes se succédaient, et les trésors de l'état qui avaient fourni à Godounof les moyens de secourir le peuple au moment de la disette, furent dissipés avec une prodigalité sans exemple.

Un mois s'était écoulé ainsi, et Otrépief n'avait pas encore vu la tzarine-veuve, Marfa Nagoï, celle qu'il appelait sa mère ! Il ne pouvait ignorer combien ce peu d'empressement devait paraître suspect, mais sans doute la crainte d'être démasqué lui fit différer son entrevue avec celle qui pouvait le perdre d'un seul mot, jusqu'à ce qu'il fût parvenu à la gagner ou à l'intimider. Enfin Marfa vint à Moscou ; l'impos-
 teur alla à sa rencontre ; une tente dressée près de la grande route les reçut, mais personne ne fut présent à leur entretien. Marfa voyait dans Otrépief son vengeur, l'homme qui pouvait punir les ennemis des Nagoï, et rendre à cette famille son ancienne splendeur ; un ami enfin, prêt à lui rendre à la fois la liberté et son rang : pourtant malgré tant de considérations faites pour la séduire, elle se borna à l'embrasser en public, sans rien dire, et c'était une

manière au moins équivoque de le reconnaître. D'ailleurs le faux Dmitri n'osa jamais approcher du monastère de Tchoudof, séjour trop dangereux pour lui; cette circonstance n'échappa point non plus aux Russes dont il avait déjà réveillé la méfiance.

Cependant les bruits désavantageux pour Otrépief se multipliaient; plusieurs personnes se rappelaient maintenant ses traits; et un moine qui se vantait hautement de l'avoir connu dès son enfance et de lui avoir enseigné à lire et à écrire, fut immolé le premier à la sûreté de l'usurpateur. Le témoignage du prince Vassili Schouisky avait bien plus d'importance; ce prince ayant été chargé de l'enquête à Ouglitch et de la sépulture du jeune Dmitri, personne ne pouvait mieux que lui connaître la vérité. Schouisky voyait la disposition des esprits, et peut-être avait-il déjà conçu des espérances vagues, mais séduisantes; indiscret à dessein, il dit plus d'une fois à ses parents et à ses amis que la Russie était aux pieds d'un imposteur. L'état de suspens, l'irritation générale fomentée par tant de doutes, tant de circonstances équivoques, faisaient que le peuple s'informait avec avidité de tout ce qui avait rapport à l'homme extraordinaire et suspect qui s'était emparé de la couronne; et les paroles de Schouisky, répétées bientôt par mille et mille voix, ne pouvaient manquer de faire une profonde impression. Cependant Otrépief était encore entouré d'hommes qui, ne pouvant plus séparer leur cause de la sienne, veillaient sur son salut. Basmanof surtout l'informa des propos audacieux de Schouisky, et ce prince fut appelé à se défendre devant un tribunal très peu régulier, ou plutôt devant une commission nommée à cet effet. Condamné à la

mort il montra autant de courage au lieu du supplice qu'à la torture. Après la lecture de la sentence il se tourne vers le peuple assemblé : „Mes frères, s'écrie-t-il, je meurs pour avoir dit la vérité!" Il pose la tête avec fermeté sur le bloc, et l'arme fatale brille déjà, lorsqu'un messenger du faux Dmitri arrête la main prête à frapper. Grâce aux larmes et aux instances de la tzarine Marfa, la peine de Schouisky fut changée en exil. Cette princesse qui implora pour lui la clémence d'Otrépief, savait que Schouisky ne calomniait point son prétendu fils, et ne put souffrir l'idée de voir répandre son sang.

Cet exemple n'effraya personne. Plusieurs individus se vantaient d'être parents du faux Dmitri; sa véritable mère même se fit connaître comme telle : la mort, la prison et l'exil firent raison de ces importuns. Quelques nobles, entraînés par un zèle imprudent jusqu'à braver en public le nouveau maître, expièrent également leur courage par la mort. Cependant malgré un système d'espionnage organisé avec soin, malgré les exécutions, les tortures, les peines déshonorantes dont chaque jour était témoin, le peuple ne se servait plus que des titres de Grichka *), d'imposteur, ou de moine défroqué pour désigner l'usurpateur. Ses amis même ne croyaient plus à sa naissance; les Polonais le disaient fils illégitime d'Étienne Bathory en se vantant d'avoir donné un maître à la Russie; et Basmanof, questionné avec instance par le pasteur de la commune protestante à Moscou, lui répondit : „S'il n'est pas le vrai Dmitri, il est du moins notre véritable maître, car nous lui avons prêté serment."

*) Diminutif méprisant du nom de Grégoire.

Sur ces entrefaites une ambassade fut envoyée en Pologne au-devant de la fiancée du faux Dmitri. Ce nouveau monarque de la Russie paya d'abord les dettes de son futur beau-père; 200,000 florins que Mniczech avait dépensés pour les frais du premier armement, et 100,000 que le roi de Pologne lui avait prêtés à cet effet, lui furent rendus. La richesse des présents offerts à Marina excitait l'admiration universelle, et des sommes très-considérables furent avancées pour ses frais de voyage. Elle arriva en Russie au commencement d'Avril — 1606 — accompagnée de son père, de ses parents et de 4,000 Polonais armés. L'hommage de ses nouveaux sujets, le luxe étalé à ses yeux et des repas somptueux charmaient les ennuis de la route. Partout les magistrats des villes vinrent au-devant d'elle en lui offrant des présents, et partout l'insolence des Polonais se plut à insulter ceux qui leur donnaient l'hospitalité. Ils traitaient la Russie en pays conquis, et les Russes en esclaves. Arrivés sur les bords de l'Ougra, les Polonais rappelèrent à leurs hôtes que du temps de Witolt cette rivière avait marqué la frontière de la Lithuanie; ils exprimaient l'espérance de réoccuper toutes les provinces perdues; Mniczech ne cessait de parler des promesses que le tzar lui avait faites: — enfin le passage de la tzarine laissa partout des souvenirs pénibles que rien ne pouvait effacer. L'entrée de Marina à Moscou éclipsa tout ce qu'on y avait jamais vu de brillant; la tzarine-veuve la reçut chez elle au couvent; Mniczech occupa le palais de Godounof au Kreml; et les Polonais se logèrent dans les meilleures maisons des environs, après en avoir chassé les propriétaires, des nobles,

des marchands, des seigneurs même, et jusqu'aux Nagoï, prétendus parents du faux Dmitri.

Les Russes croyaient que Marina se préparerait par la prière aux devoirs d'épouse et de mère; tel était du moins l'usage. Il n'en fut pas ainsi: des chants, le son des instruments et les éclats de rire réveillaient les échos du cloître jadis silencieux; les visites d'Otrépief, des danses assez libres, des orgies somptueuses, et les plaisanteries bouffonnes des jongleurs et des nains occupaient les loisirs de la jeune épouse. Elle ne changea pas de religion; étrangère à l'église grecque, elle fut conduite au temple, élevée au trône, couronnée même, avant d'être unie à l'imposteur. Dans les discours qui lui furent adressés on la disait appelée à régner sur la Russie, et ce ne fut qu'après cette cérémonie tout-à-fait inusitée que le mariage eut lieu. Les Polonais qui la voyaient maîtresse de la Russie, devenaient chaque jour plus hardis. En promettant parfois leur protection, leur bienveillance aux Russes, ils se permettaient tous les excès imaginables. Souvent, lorsqu'ils rentraient au milieu de la nuit excités par le vin et la débauche, ils maltraitaient les infortunés citadins qu'ils rencontraient dans les rues. Les femmes surtout étaient exposées aux outrages; quelquefois les Polonais les arrachaient de leurs voitures; d'autres fois ils forçaient de nuit les portes des maisons, d'où ils tiraient par force les femmes et les filles des bourgeois et même des nobles, pour les renvoyer le lendemain déshonorées. Les plaintes se multipliaient, et l'excès du mal força enfin Otrépief à condamner un soldat polonais à la mort. Les camarades du coupable le délivrèrent aussitôt, en tuant l'homme chargé d'exécuter la sen-

tence. La loi n'existait point pour eux, et le faux Dmitri ne songeait qu'aux plaisirs du moment, ou à la fête du lendemain *).

Mais la vengeance inévitable l'avait suivi par tous les détours de sa bruyante carrière. Otrépief avait eu l'imprudence de rappeler Vassili Schouisky à sa cour. Ce prince sut feindre de la reconnaissance; il se montra soumis, et même assidu, surtout auprès de Marina et de tous les Polonais. Mais en même temps une vaste conspiration fut organisée par lui, et quoiqu'il fallût confier le secret à une infinité de gens de toutes les classes, il ne fut point trahi: preuve que l'usurpateur était universellement détesté. Les chefs du complot se réunissaient souvent de nuit dans la maison de Schouisky; l'armée presque tout entière fut aisément gagnée par eux, et comme s'il n'avait pas suffi des véritables sujets de mécontentement, ils tâchaient encore d'exciter le peuple contre Otrépief par des bruits en partie absurdes, répandus à dessein.

Pendant la nuit qui précéda le dernier jour d'Otrépief, le silence et le repos enveloppaient en apparence Moscou. Cependant 18000 hommes, des strélitz, qui sur l'ordre de l'usurpateur auraient dû se rendre au rendez-vous d'Eletz, pour envahir ensuite la Tauride, arrivèrent sans bruit dans la capitale, où les chefs de la conspiration les avaient appelés. Ils s'emparèrent de toutes les portes de la ville; en même temps des magistrats subalternes, allant de rue

*) L'exiguité du cadre ne nous permet pas de rapporter tous les détails qu'on trouve dans les récits des témoins oculaires: du Suédois Petrejus, de l'Allemand Baer, et du Français Margeret.

en rue, de maison en maison, ordonnaient aux habitants de se tenir prêts : ils ne disaient pas à quel effet, mais on les comprit ! Dès que le jour fatal commença à poindre — 17 mai 1606 — le tocsin donna le signal ; les nobles, l'armée, tous les habitants parurent sous les armes ; Vassili Schouisky se plaça à la tête de cette foule excitée, et Moscou secoua le joug de l'imposteur. Le tumulte approcha du palais des tzars. Basmanof courut en avertir le faux Dmitri ; un jeune homme pénétra avec lui dans le cabinet d'Otrépief qu'il somma de paraître sur la place publique pour y rendre compte de son usurpation et de ses crimes ; Basmanof tua ce téméraire d'un coup de sabre. Une masse de nobles et de gens du peuple parcouraient déjà les salles du palais : Basmanof, fidèle au maître de son choix, se précipita au-devant d'eux et succomba sous leurs coups. Cinquante Allemands et une trentaine de Polonais qui gardaient la porte du cabinet de l'imposteur furent désarmés ; Otrépief, abandonné et poursuivi, voulant encore s'enfuir, sauta par une fenêtre qui donnait sur une cour du Kreml. Blessé et étourdi par sa chute il fut trouvé par quelques strélitz de garde en cet endroit, et qui n'étaient pas du nombre des conjurés. Ces soldats le relèvent, lui apportent de l'eau fraîche, et lui témoignent de l'intérêt ; il les conjure de lui rester fidèles ; déjà la foule grossit autour d'eux ; des voix altérées par la rage demandent le sang de l'imposteur, mais les soldats le défendent en disant : „Que la tzarine-veuve vienne parmi nous ; s'il est le fils de Marfa, nous mourrons pour lui ; mais si elle le désavoue — que la volonté du ciel soit faite !” — Marfa paraît enfin, appelée par les boïars ; dans ce moment

terrible elle déclare au peuple que le tombeau de son fils est à Ouglitch, qu'Otrépief lui est étranger, que la crainte seule lui avait fermé la bouche jusqu'à ce moment : — et elle en atteste le ciel ! Les Nagoï, ses parents, sommés comme elle de rendre témoignage, désavouent de même le faux Dmitri.

Otrépief lui-même n'osa répondre, et aucune voix ne s'éleva en sa faveur. Il fut porté au palais ; les boïars commencèrent à l'interroger ; mais ses réponses ne pouvaient être entendues au milieu des questions sans fin et des cris de rage. „Portez-moi sur la grande place, je vous dirai la vérité !” dit Otrépief, et ce furent ses dernières paroles. La foule impatiente força les portes : „a-t-il avoué ?” demandèrent les furieux ; on répondit qu'oui ! — „meurs traître !” s'écrièrent-ils aussitôt, et deux coups de fusil terminèrent les jours du téméraire usurpateur !

Comme il arrive toujours dans ces moments de convulsions, ceux qui avaient excité les passions du peuple n'en étaient plus les maîtres. Ce peuple était armé, on l'avait appelé à la vengeance : emporté par la rage il voulait punir enfin les audacieux qui l'avaient outragé. Les Polonais, poursuivis dans les rues, dans les maisons, expiraient sous le glaive vengeur de ces Russes qu'ils avaient insultés et maltraités la veille, qu'ils trouvaient sourds maintenant aux prières les plus abjectes, aux larmes et aux promesses ! Scènes d'horreur ! qui inspirent de profonds regrets, quelle qu'en fut la cause !

Enfin, après quelques heures, l'ordre et la tranquillité furent rétablis. La moitié des Polonais avait péri ; le reste, Mniczech surtout, Marina et les Wisniowiecki échappèrent à la vengeance du peuple, et

la sûreté des ambassadeurs du roi de Pologne n'avait pas même été menacée pendant le tumulte.

Tous les pouvoirs étaient concentrés alors entre les mains du prince Schouisky : le diadème seulement lui manquait encore, et il redoubla d'efforts pour s'assurer le prix de ses travaux et des dangers qu'il avait courus. Plusieurs boïars parlaient de la nécessité de convoquer les députés de toutes les provinces, et du caractère d'indubitable légalité qu'il fallait donner à l'élection d'un nouveau maître; mais Schouisky objecta les dangers de tout délai. Impatient de s'emparer de l'autorité suprême il négligea ce qui aurait pu la rendre solide, et le surlendemain de la mort d'Otrépief, il fut proclamé tzar de Russie.

L'intrépidité de Schouisky avait effacé pour le moment des souvenirs qui lui étaient moins avantageux; il mit dès lors tout en oeuvre pour s'affermir dans ce pouvoir souverain qu'il avait en quelque sorte conquis au milieu des troubles. Ce fut en vain! une triste expérience devait bientôt lui faire regretter sa précipitation à s'emparer de la couronne.

Ses premières mesures étaient cependant dictées par une politique éclairée. Le patriarche Ignatius, créature de l'usurpateur, fut d'abord destitué, de même qu'il avait été élevé, sans beaucoup de cérémonie, et sans trop d'égards. Le vertueux Hermogène, métropolitain de Kazan, fut appelé à lui succéder, et la Russie entière approuva un choix si heureux. En même temps un ambassadeur fut envoyé par Schouisky

à la cour de Pologne, pour y annoncer l'avènement du nouveau tzar et pour assurer la république de ses intentions amicales. Le prince Wolkhonsky, chargé de cette mission, avait ordre de s'exprimer avec une réserve discrète sur la part que les Polonais avaient prise aux troubles de Russie; dans tous ses discours il devait supposer que les alliés de l'imposteur, réellement déçus par lui, n'avaient jamais eu un motif moins pur de défendre sa cause. Mais ce ministre ne fut pas même admis à la cour de Sigismond; ce roi et les sénateurs ne surent même guère dissimuler leur dépit de voir leur ouvrage détruit. La masse des nobles polonais, informés que leurs compatriotes qui se vantaient naguère d'avoir asservi la Russie avaient été immolés à la fureur d'un peuple provoqué par cette jactance, trahissaient à chaque instant un aveugle ressentiment, et le désir de se venger perçait malgré eux. Il était plus que probable que ces dangereux voisins épiaient déjà le moment de frapper des coups mieux dirigés. Le tzar Schouisky jugea alors nécessaire de garder comme otages les Polonais que le sort avait épargnés à Moscou, Mniczech, Marina, et même les ministres de Sigismond, accrédités jadis auprès d'Otrépief.

En général, un pressentiment assez juste, quoique inutile, paraissait diriger tous les pas du nouveau monarque; comme s'il avait prévu les troubles suscités plus tard par une effronterie et une crédulité également sans exemple, il s'efforçait de multiplier les preuves, et de la mort du jeune Dmitri, et de la fin de celui qui en avait usurpé le nom. Schouisky fit ouvrir la tombe qui renfermait les restes du jeune prince à Ouglitch; son corps conservé au sein de la

terre fut trouvé intact. Aucun Russe ne pouvait contempler les traits inanimés de cet enfant sans une émotion profonde; les souvenirs de huit siècles planaient sur son cercueil; bien des malheurs avaient accablé la Russie depuis que Dmitri lui avait été ravi, et son avenir même paraissait sombre et menaçant! — La prière se mêlait involontairement aux souvenirs et aux larmes; bientôt les regrets du peuple élevaient Dmitri au nombre des saints — et en effet: qu'y aurait-il de sacré à nos yeux si l'innocence et le malheur ne l'étaient plus? L'église ne s'opposa point à un entraînement si naturel, et Schouisky eut soin de se prévaloir de cet élan qui servait si bien ses désirs. Il fit entourer les reliques du prince de toute la pompe des cérémonies religieuses, et des fêtes annuelles consacrées à sa mémoire devaient habituer les Russes à l'idée que Dmitri veillait du haut du ciel sur les destinées de sa patrie. Le tzar se flattait que cette idée, universellement répandue, ôterait tout espoir à l'imposture.

En même temps la vengeance poursuivait Otrépief, même après sa mort; son corps mutilé fut exposé pendant plusieurs jours sur une place publique; tout habitant de Moscou pouvait l'y voir et se convaincre de l'identité. Dans un petit ouvrage publié et distribué en outre par ordre du tzar, Otrépief était représenté comme un monstre; dans l'ardeur de le dénoncer à la haine et au mépris de la nation, on jugea même nécessaire d'ajouter dans cet écrit à tous les reproches fondés quelques accusations absurdes et puériles.

Malheureusement tant de précaution était encore insuffisante. Déjà des nouvelles alarmantes, calculées
 autant

autant pour sonder les dispositions des masses, que pour les préparer à des secousses réitérées, étaient répandues dans les provinces éloignées de la capitale, surtout le long de la frontière lithuanienne et parmi les Kosaks. Otrépief, disait-on, ou le tzar Dmitri, comme on l'appelait encore, était parvenu à se soustraire aux poursuites des conjurés. D'après ces récits trois chevaux manquaient à l'époque de l'insurrection dans les écuries du monarque: preuve que Dmitri s'était enfui avec deux hommes affidés! Quant au cadavre exposé en public, des gens qui se disaient venus de Moscou prétendaient l'avoir reconnu pour le corps d'un capitaine des strélitz, à barbe noire et touffue, et ne ressemblant en rien à celui qu'ils désignaient sous le nom de Dmitri. Malheureusement les auteurs de ces bruits trouvaient des complices parmi les Russes mêmes; plusieurs nobles qui n'avaient pas concouru à l'élévation précipitée de ce Schouisky naguère leur égal, voyaient sa grandeur d'un oeil d'envie, et saisirent avec empressement l'occasion de lui nuire, de le renverser peut-être.

Ce nouveau prétendant, annoncé avec tant d'ostentation, ne parut pourtant pas encore, laissant par ce retard à un troisième aventurier le temps d'exploiter la crédulité d'un peuple facile à tromper, et même de terminer sa coupable carrière. Le héros de cet épisode était un jeune homme appelé Ilia, serf fugitif d'après les uns, fils d'un officier selon d'autres. Ayant pris le nom de Pierre Féodorovitch, fils du dernier tzar de l'ancienne dynastie, il s'était montré parmi les Kosaks du Don dès l'époque d'Otrépief. Ce tzar Féodor, dont Ilia se disait fils, n'avait eu qu'une fille, morte peu de mois après sa naissance;

mais Ilia n'en affirmait pas moins que la tzarine avait donné le jour à un fils, que Godounof avait enlevé cet héritier du trône, en lui substituant la fille qui était morte bientôt après, et qu'il était lui-même le tzarévitch né alors, et sauvé, Dieu sait par quel miracle! Du reste, Ilia ne se donnait pas la peine d'expliquer quel protecteur avait pris soin de son enfance; qui lui avait découvert le secret de sa naissance, ni même par quel hasard il se trouvait parmi les Kosaks. Au fait, c'eût été superflu; sans entrer dans tous ces détails, il n'en persuada pas moins des gens déjà habitués au désordre et prêts à embrasser sa cause, simplement parce que ce prétexte de faire la guerre leur convenait aussi bien que tout autre. Malgré l'absurdité de sa fable, Otrépief n'avait osé le traiter d'imposteur; ce mot ne sortit jamais de sa bouche! il lui importait trop de faire respecter ce genre d'erreur, et de propager l'idée que même le récit le plus extravagant ne suffit pas à autoriser l'incrédulité. Il s'était donc borné à sommer son rival de venir à Moscou pour y produire ses preuves, promettant de lui céder la couronne si elles étaient jugées valides. Ilia n'eut garde de se rendre à cette invitation; une vie errante dans les solitudes du midi lui paraissait beaucoup plus sûre, et il sut s'y maintenir, en se procurant par des incursions dans les provinces mieux cultivées et par le pillage des caravanes les moyens de subsister. Renforcé après la mort d'Otrépief par d'autres bandes et par une foule de mécontents, voyant d'ailleurs le tzar Schouisky mal affermi sur le trône et menacé du côté de la Pologne, il brigua des succès plus décisifs. Quelques avantages obtenus par Ilia l'amènèrent presque sous

les murs de la capitale; il s'établit à Toula, — 1607 — et il fallut réunir des forces imposantes pour réduire cette ville. Vaincus enfin, Ilia et quelques autres chefs subirent la peine de mort; du reste, Schouisky pouvait d'autant moins sévir contre la masse des égarés, qu'un orage plus menaçant s'élevait déjà sur sa tête. Ce tzar se voyait exposé à des attaques plus redoutables au moment même où le succès passager d'un téméraire venait de trahir la faiblesse du gouvernement.

Déjà durant ce siège de Toula qui occupait toutes les forces disponibles du tzar, deux jeunes étrangers avaient paru à Starodoub, ville de la Sévérie, assez rapprochée des frontières de la Pologne. Aucune affaire ostensible ne les amenait, et on ne savait pas d'où ils étaient venus. L'un se faisait appeler André Nagoï, l'autre Alexeï Roukin. Ce nom de Nagoï, choisi à dessein, était bien fait pour attirer l'attention, et la réserve mystérieuse de celui qui le portait contrastait d'une manière assez singulière avec l'activité remuante de son compagnon. Nagoï avait l'air de se dérober à l'observation; Roukin faisait semblant de se trahir involontairement, quoiqu'il le fît bien souvent, et toujours en public. D'après ses récits la providence avait sauvé Dmitri une seconde fois, et la Pologne lui avait encore servi d'asile. Roukin laissa entrevoir en outre, qu'il possédait les secrets du tzar Dmitri, et qu'il connaissait le lieu de sa retraite. Un conte si vague et qui laissait deviner tant de choses, dut échauffer l'imagination de ceux que des bruits plus vagues encore avaient inquiétés depuis long-temps; ce malaise d'une curiosité à peine satisfaite à demi s'empare de toute la popu-

lation : on entoure l'étranger, les questions se multiplient, on insiste, et Roukin s'étudie à enflammer ce zèle naissant par des réponses évasives. Il résiste même à de mauvais traitements; rien ne peut d'abord lui arracher son secret. Mais lorsque l'exaltation générale est arrivée au plus haut degré, lorsque des protestations réitérées ne laissent plus le moindre doute sur la disposition des esprits, Roukin cède enfin aux menaces des habitants, déclarant que l'infortuné Dmitri se cache dans la ville même sous le nom de Nagoï. L'enthousiasme de la population, préparé avec tant d'art, éclate aussitôt; on se réunit, on court aux armes; le son des cloches annonce au loin un événement si important, et atteste la joie des habitants de Starodoub qui se prosternent aux pieds de l'imposteur.

On n'a jamais pu savoir au juste quelle fut l'origine de ce nouveau prétendant: les uns le croient juif; d'autres en font un diacre lithuanien; d'autres encore disent qu'il avait été maître d'école à Sokolna dans la Petite-Russie; d'où, à les en croire, un grand seigneur polonais l'aurait tiré, parce qu'il le jugeait capable de remplir avec intelligence le rôle qu'on lui destinait. Probablement cet homme était né dans une des provinces russes, soumises à la Pologne; ce qui doit le faire croire, c'est que cet imposteur parlait la langue russe quoiqu'on ne l'eût jamais vu en Russie, où nul ne se rappelait ses traits. Cependant, si l'ombre du mystère couvre sa naissance obscure, nous savons du moins quelle main lui fournit des armes, et qui avait organisé un complot si noir: c'étaient les Polonais et leur roi Sigismond! Ce monarque, n'osant encore prendre une part ostensible dans ces troubles, prétendait ne pouvoir s'opposer aux

entreprises des nobles polonais. Cette seconde tentative qu'ils faisaient d'élever un imposteur au trône de Russie, était certainement beaucoup moins excusable que la première. Si Otrépief les avait séduits par des récits peu vraisemblables, ceux qui faisaient semblant d'y ajouter foi trouvaient du moins une excuse dans l'éloignement des temps et des lieux, et Godounof s'étant efforcé d'effacer le souvenir de l'attentat d'Ouglitch, les Polonais pouvaient feindre au moins d'en ignorer le détail. D'ailleurs, Otrépief avait agi de son propre mouvement: son successeur au contraire, choisi exprès, et instruit par quelques nobles polonais, était entièrement leur ouvrage. Le conte mal inventé de cet homme pouvait à peine en imposer à la classe la moins instruite: aucun homme capable de se rendre compte des choses ne pouvait embrasser son parti sans rougir. La voix de l'honneur aurait dû arrêter ses protecteurs: mais elle ne fut pas écoutée, et plus tard, lorsque ce second faux Dmitri eut déjà fait quelques progrès, Jean Sapieha, grand seigneur polonais, s'oublia au point de trahir au milieu d'un festin les projets de ses compatriotes. Après avoir vanté la valeur des Polonais, il termina un long discours en disant: „Nous avons déjà élevé un vagabond à la dignité de tzar, ce qui a fait rire tout le monde; maintenant nous donnons encore aux Russes un maître dans la personne d'un supposé Dmitri; déjà nous avons conquis pour lui la moitié de leur pays, l'autre moitié ne nous échappera pas; les Russes en crèvent de dépit, mais il n'en faudra pas moins que notre volonté soit faite!”

En effet, ce nouveau prétendant, secouru d'abord en secret, était aisément parvenu à lever une petite

armée dans les villes frontières de la Russie, et ayant battu les troupes du tzar envoyées à sa rencontre, il pénétra jusqu'à Kozelsk. Cependant, après la reddition de Toula, lorsque Schouisky put enfin tourner ses armes contre ce faux Dmitri, celui-ci n'osa l'attendre; abandonnant ses conquêtes sans les défendre, il se réfugia à Novgorod-Seversky, ville dont les habitants l'avaient reconnu comme souverain. Mais au lieu de le poursuivre à outrance, le tzar licencia en grande partie son armée peut-être mécontente, certainement fatiguée d'une guerre civile et des cruautés dont elle est nécessairement accompagnée. Ce moment de répit accordé à son adversaire, devint funeste à Schouisky. A Novgorod l'armée du prétendant fut renforcée par tous les vagabonds du pays, par des brigands, des Kosaks, par quelques Tatars même, et par les restes du parti d'Ilia. Les Polonais lui envoyaient en outre des secours bien plus importants; des légions nombreuses levées en Pologne accouraient à la défense de l'imposteur, sous la conduite de plusieurs chefs aguerris dont l'expérience pouvait suppléer à celle de l'aventurier. Les illustres auteurs de l'entreprise n'osaient encore se montrer en personne; on avait donc choisi pour conduire ces troupes auxiliaires, des hommes moins distingués par leur nom, mais d'une valeur éprouvée. L'hetman Lisowski, qui était de ce nombre, engagea l'imposteur à reprendre l'offensive au coeur de l'hiver. Ce conseil fut suivi avec un plein succès: les troupes peu nombreuses que le tzar avait alors sur pied, furent surprises dans leurs cantonnements et vaincues sans peine. En outre, le faux Dmitri employa un moyen atroce pour étendre ses conquêtes: il promit les terres des nobles qui lui résistaient, à

ceux qui les tueraient ! Tout lui réussissait ; supérieur bientôt à Schouisky lui-même, il écrasait sans efforts des rivaux moins redoutables. Un jeune homme qui avait commis le crime de suivre son exemple en se disant comme Ilia fils du tzar Féodor, fut livré par les Kosaks du Don au faux Dmitri, et mis à mort par son ordre.

La belle saison — 1608 — facilita encore les progrès de l'imposteur, qui vint établir son camp près du village de Touchino, à deux lieues de Moscou. Renforcé par une nouvelle armée polonaise sous la conduite de l'hetman Rugynski, il se vit en état de se maintenir dans cette position avantageuse.

L'état moral du pays favorisait singulièrement son entreprise : depuis peu d'années les Russes avaient vu tant de révolutions, tant de changements, tant de chefs qui invoquaient tour à tour les droits les plus sacrés ! et n'en voyant pas le terme, ils se décourageaient. Désespérant du salut de la patrie, soumis sans espoir, ils se résignaient en silence à suivre l'impulsion du moment. Les troupes des deux partis, battant sans cesse la campagne, forçaient les nobles à s'enfuir de leurs terres, et à chercher un refuge dans les villes, où ils attendaient dans l'inaction et l'abattement les décisions du sort ou du hasard. Les seuls qui se montrassent actifs, c'étaient les agents des étrangers, quelques aventuriers, quelques nobles corrompus cherchant sans remords dans les malheurs du pays les moyens de s'élever. Cette apathie profonde, symptôme d'un désespoir trop juste, fut appelé inconstance, esprit de vertige ; on en cherchait les causes dans le caractère national, et les étrangers qui fomen-

taient ces discordes civiles, qui causaient les maux de la Russie, en accusaient encore leurs victimes!

Schouisky lui-même n'était guère fait pour résister à l'orage; irrésolu, manquant d'assurance, il revenait sans cesse sur les mesures qu'il avait tantôt jugées nécessaires. Dans l'espérance de désarmer la Pologne par une concession tardive, il fit mettre en liberté tous les Polonais retenus encore à Moscou comme prisonniers, nommément Mniczech et sa fille. Pour toute rançon il exigea d'eux la promesse d'engager le roi Sigismond à ne plus protéger le faux Dmitri; et cette démarche, l'espoir surtout fondé sur une base si fragile, caractérisent assez l'état de détresse auquel le tzar se voyait réduit. Une escorte eut ordre d'accompagner ces Polonais jusqu'à Smolensk, mais le faux Dmitri, informé de leur marche, fit attaquer en route les troupes du tzar; l'escorte fut dispersée; les Polonais tombés au pouvoir de l'imposteur obtinrent tous la permission de continuer leur voyage sans retard, excepté Mniczech et Marina, qui furent conduits au camp du prétendant. Présentés à l'imitateur d'Otrépief et voyant en lui un inconnu, ni Marina ni son père ne purent supprimer un mouvement de surprise. Cette contrainte involontaire, cette froide hésitation dut paraître suspecte dans une jeune épouse qui retrouvait, à ce qu'on supposait, après une longue séparation, l'homme qu'elle aimait; la surprise témoignée par elle pouvait éclairer ceux mêmes parmi les Russes du peuple, et parmi les Kosaks, qui étaient de bonne foi attachés à la cause du faux Dmitri, et cet imposteur devait en redouter les suites. Mais Marina ne tarda guère à réparer sa faute; voulant régner, fût-ce au prix de sa honte, elle prétendit

bientôt reconnaître son époux dans le faux Dmitri, et cette fille orgueilleuse d'un palatin polonais ne rougit point de se donner à un vil malfaiteur, à un homme qu'aucun lien légitime n'unissait à elle!

Vers la même époque, Jean Sapieha, le premier des puissants protecteurs du faux Dmitri qui osât se montrer au grand jour, amena des renforts nombreux au camp de Touchino, et suivant les conseils de cet homme habile, l'armée de l'imposteur redoubla d'activité et d'efforts. Pourtant les rebelles et leurs alliés ne se croyaient pas assez forts pour assiéger en règle une place aussi vaste que Moscou; ils se bornèrent à la bloquer; des divisions de l'armée, établies sur les grandes routes, arrêtaient tous les convois de vivres destinés pour la capitale; des colonnes mobiles, circulant sans cesse autour de cette ville, saisissaient jusqu'aux moindres transports, et dans une infinité de combats plus ou moins importants, amenés par les fréquentes sorties des assiégés, la victoire se déclarait presque toujours en faveur des Polonais et des partisans du faux Dmitri.

En serrant ainsi de plus près la capitale, ils ne négligeaient point de s'étendre de plus en plus dans le reste du pays. Le midi était déjà soumis à l'imposteur, et des détachements de son armée s'emparèrent dans le nord de Souzdal, et de quantité d'autres villes. Les habitants de Rostof, place qui n'était pas tenable, ne songeaient, lorsqu'ils se virent menacés par l'approche d'un corps polonais, qu'à se soumettre ou à fuir, et surtout ils exhortaient le métropolitain de la ville à se mettre en sûreté. Mais ce pasteur fidèle ne voulait point abandonner son troupeau au moment du danger, ni désertier le

temple confié à sa garde. Cet homme illustre, né au sein des grandeurs, l'honneur de son pays et destiné à y jouer un rôle important, avait été formé à l'école du malheur. C'était Féodor Nikititch Romanof, proche parent de la vertueuse tzarine Anastasia Zakharin, de cette princesse chérie du peuple, même dans ceux qui tenaient à elle par les liens du sang. Boris Godounof, voyant dans ce chef de la famille Romanof un rival dangereux par sa naissance, plus encore à cause de ses vertus et de sa popularité, en avait fait l'objet de sa haine et d'une persécution injuste et cruelle. Féodor Romanof, séparé de ses enfants, de son épouse, privé de ses biens, arraché au lieu de sa naissance, avait été enfermé dans un monastère par ordre de Godounof; forcé d'y prononcer les vœux, il avait pris le nom de Filarète. Un arrêt injuste lui ayant ainsi imposé des devoirs sacrés que même un enthousiasme spontané saurait à peine rendre faciles, il eut le courage de les remplir avec honneur, avec zèle: aucune plainte ne trahissait les souffrances de son ame, et ses larmes ne coulaient que dans la solitude. Otrépief, qui avait intérêt à signaler les injustices de Godounof en les réparant, éleva Filarète au rang de métropolitain dont ses vertus le rendaient digne. Maintenant que Rostof était menacé par les alliés du faux Dmitri, Filarète exhorta la population de cette ville à rester fidèle au serment prêté à Schouisky, et à ne pas sanctionner par une lâche soumission la honteuse entreprise d'un imposteur. Lorsque les Polonais pénétrèrent dans l'enceinte de la ville, ils ne purent arracher le moindre signe d'approbation aux habitants; aucune voix ne proclama le faux Dmitri, et ses alliés s'en vengèrent par un carnage

affreux; ils tuèrent dans les rues et dans les maisons un grand nombre de ces malheureux citadins qui n'avaient pas même pris les armes. Après avoir brisé les portes de la cathédrale, les Polonais arrachèrent Filarète des marches de l'autel, et ayant déchiré avec mépris ses habits pontificaux, ils l'emmenèrent comme prisonnier au camp de l'imposteur.

Ces progrès multipliaient les ressources du prétendant, tandis que Schouisky, réduit à l'extrémité, trouvait la nation sourde à sa voix. Découragés par tant de revers, les Russes voyaient en lui un homme réprouvé de Dieu, et craignaient, s'ils défendaient sa cause, de s'attirer le courroux du ciel. Chaque jour était témoin de nouvelles défections; une émeute éclata à Moscou même, et si la marche en fut encore arrêtée sans peine, elle le fut pourtant uniquement par la noble fermeté du patriarche Hermogène. Les chefs de l'émeute ayant traîné cet illustre père de l'église sur une place publique, lui ordonnèrent d'absoudre le peuple du serment de fidélité prêté à Schouisky; mais, malgré leurs menaces, Hermogène somma au contraire ce peuple de se montrer fidèle à ses devoirs et au tzar, et la foule, saisie d'un sentiment de respect, se dispersa en silence.

Cependant, quoique Schouisky se maintînt encore à Moscou, il perdait rapidement son empire sur le reste du pays. Tver fut occupée par les Polonais; le tzar ne pouvait plus se fier aux habitants de Novgorod et de Pskof; pressé ainsi de toutes parts, il cherchait des secours à l'étranger. Cette alliance que Charles IX roi de Suède avait vainement offerte à Boris Godounof, fut à cette époque acceptée avec empressement. Le prince Michel Schouisky-Skopin,

neveu du tzar, et gouverneur de Novgorod, signa — 28 Février 1609 — au nom de son oncle, un traité d'amitié avec la Suède, par lequel cette puissance et la Russie s'alliaient à perpétuité contre les Polonais. Les deux parties contractantes promettaient de refuser toute proposition d'une paix séparée. Le roi s'engageait à envoyer en Russie une armée auxiliaire de 3000 fantassins, et de 2000 chevaux; le tzar à payer 32000 roubles par mois pour leur entretien. Les villes que les Suédois reprendraient sur l'ennemi, devaient être restituées aussitôt aux Russes; en revanche le tzar renonçait à ses prétentions sur la Livonie, et par un article secret il céda même la ville de Kexholm à la Suède.

L'espérance qu'un empire croulant serait raffermi par quelques milliers d'étrangers, paraissait bien frivole. Certes, des secours si faibles étaient insuffisants pour modifier le sort d'une grande nation qui désespérait de sa propre cause. Il est vrai cependant, que ces troupes suédoises étaient bien disciplinées; d'ailleurs, le comte Jacques De-la-Gardie, leur chef, homme intrépide, célèbre par ses exploits, avait appris l'art de la guerre à la meilleure école de l'époque: sous les ordres des princes d'Orange. Mais ces soldats étaient des mercenaires qui avilissaient le métier des armes; des aventuriers de tous les pays, toujours prêts à vendre leurs bras au plus offrant, et le roi de Suède lui-même ne pouvait guère compter sur eux, puisque rien, excepté l'espoir du butin, ne les retenait sous ses drapeaux. Déjà pendant leur marche sur Moscou ces troupes murmuraient sans cesse, et des disputes s'élevèrent entre eux et les Russes. Pourtant ils remportèrent quelques avantages sur des détache-

ments polonais, mais arrivés enfin près de la capitale, ils n'osèrent attaquer l'armée nombreuse de l'imposteur qui en formait le blocus. Ils se fortifièrent donc au bourg d'Alexandrova, à 20 lieues de Moscou, pour observer de là les mouvements de l'ennemi.

A cette époque le désordre était arrivé à un tel point, que l'apparition de trois nouveaux prétendants qui se montrèrent successivement aux environs d'Astrakhan ne pouvait presque le rendre pire. L'un de ces imposteurs voulait passer pour fils du tzar Ivan Vassilevitch; un autre, pour fils du prince Ivan Ivanovitch, frère du tzar Féodor, mort avant leur père; et le troisième n'avait pas même le mérite de l'invention: il répétait la fable d'Ilia. Leur carrière ne fut pas longue; tombés l'un après l'autre au pouvoir du faux Dmitri, ils furent mis à mort par ordre de cet homme plus coupable que ses victimes. Cependant, si leur existence n'avait fait presque aucune impression, leur catastrophe ne tranquillisa pas non plus le pays. D'autres chefs de brigands qui ne cherchaient pas à couvrir leurs entreprises d'un prétexte spécieux, et qui n'adoptaient pas un de ces grands noms, n'en échappèrent que plus facilement à la vengeance. Des hordes de Kosaks, et des détachements de Polonais dévastaient ainsi à l'envi cette Russie jadis si florissante!

Et pourtant la mesure de ses maux n'était pas encore comblée! tant de malheurs ne valurent à la Russie aucun secours généreux; au contraire, de nouveaux ennemis, voyant ses peines avec une joie cruelle, se préparaient déjà à un triomphe aisé. Tout en se vantant de leur supériorité, ces ennemis ne renon-

çaient pas même aux avantages que peut donner la perfidie.

C'étaient les Polonais qui jetèrent enfin le masque pour tomber sur une proie en apparence facile. Quelques sénateurs et les Jésuites représentaient au roi Sigismond que l'expédition du prétendant avait rempli son but, et que le temps était venu désormais de profiter d'une manière plus directe de l'affaiblissement de la Russie. D'ailleurs, quelques troubles en Pologne étant à peine apaisés, une guerre propre à occuper les esprits encore agités paraissait presque nécessaire au salut de l'état. D'accord cette fois avec la noblesse de son royaume, Sigismond pénétra en Russie à la tête d'une armée nombreuse — Août 1609 — occupant les provinces qu'il envahissait au nom de la république. Il n'est pas facile de dire à qui la Pologne prétendait faire la guerre. Ce ne pouvait être à la Russie; il s'en fallait de la moitié que la trêve conclue avec Godounof ne touchât à son terme. De plus, ce faux Dmitri que les Polonais affectaient de regarder comme le souverain légitime de ce vaste empire, était leur allié; du moins la république lui avait prêté des secours, bien que le roi ne l'eût pas reconnu dans les formes. Si c'était contre le tzar Schouisky seulement, que la Pologne se levait en armes : alors les conquêtes de Sigismond auraient dû être faites au nom du prétendant, puisque rien n'autorisait le roi à dépouiller son allié. Mais ni le roi, ni ses conseillers ne se souciaient d'expliquer tant d'énigmes; ils croyaient peut-être que la facilité du succès était une justification suffisante! Cependant, Smolensk étant d'abord attaquée par eux, la résistance

héroïque de cette ville dut surprendre ceux qui avaient espéré une victoire aisée.

Ces Polonais qui avaient formé jusqu'alors la meilleure partie de l'armée du faux Dmitri pouvaient être employés désormais d'une manière plus utile pour la république. Le célèbre Zolkiewski eut ordre de les rappeler, et son arrivée au camp devant Moscou y causa une fermentation générale. Il y avait dans ce camp quelques Russes corrompus, devenus étrangers, au milieu de ces troubles, à toute idée d'honneur et de probité. Ne respectant aucun devoir, ces hommes songeaient uniquement à conserver leur propre existence en suivant toujours le courant, et en changeant de parti selon les circonstances. Croyant prévoir dès lors la chute inévitable du faux Dmitri, ces traîtres jugèrent nécessaire de se mettre en rapport direct avec le roi de Pologne. Dans ce but ils firent aux Polonais, par l'organe de Michel Saltykof, l'étrange proposition de livrer l'imposteur à Sigismond, si le fils de ce roi voulait accepter le diadème de Monomaque. Le faux Dmitri, ayant deviné ce projet, profita de la nuit pour s'enfuir à Kalouga, accompagné de quelques hommes seulement : le lendemain de son évasion le camp présenta un spectacle inoui. Ceux mêmes parmi les Russes qui, tout en suivant les drapeaux du prétendant, ne voyaient en lui qu'un imposteur, étaient beaucoup trop compromis pour espérer le pardon du tzar Schouisky. Ignorant pour la plupart les négociations commencées par Saltykof et sa coterie, réduits au désespoir en se voyant subitement privés de leur chef, les Russes accablèrent de reproches ces Polonais qui avaient suscité la rebellion et secouru le parti du faux Dmitri, pour l'abandonner ensuite à l'heure du danger

et au bord du précipice où ils l'avaient eux-mêmes conduit. Les Polonais, plus nombreux que les Russes, peu endurants, et avides de butin, s'offensèrent de ces accusations; ils tombèrent à l'improviste sur leurs alliés, ils en massacrèrent un grand nombre, et après avoir dépouillé ceux qu'ils épargnèrent, ils les chassèrent du camp. Chargés d'un butin honteux, ces Polonais commencèrent ensuite leur retraite vers Smolensk, qu'ils ne parvinrent pourtant pas à effectuer sans perte. Atteints dans leur marche par De-la-Gardie et le prince Skopin, ils essuyèrent un échec, et plusieurs prisonniers emmenés par eux, entre autres le métropolitain Filarète, furent dans cette occasion délivrés par les Russes.

Moscou étant ainsi dégagée, Schouisky voulait affranchir Smolensk, encore assiégée par Sigismond; sur son ordre De-la-Gardie s'achemina dans la direction de cette ville à la tête de ses Suédois et d'une armée russe. En marche déjà, les Suédois demandaient à grands cris leur solde arriérée. Les ministres du tzar prétendaient avoir rempli à cet égard toutes les conditions du traité d'alliance; De-la-Gardie au contraire affirmait que ses caisses étaient vides! Il est difficile de décider laquelle de ces assertions contradictoires était plus conforme à la vérité. La bonne foi du général suédois est du moins suspecte; on pourrait supposer qu'ayant déjà conçu les vastes projets qu'il tâcha de réaliser par la suite, il voulut semer à dessein la discorde entre les Suédois et Schouisky, afin de paralyser les efforts de ce prince. Dans ce cas, le succès du stratagème passa du moins son attente.

Zolkiewski marchant avec un corps détaché par Sigismond contre une armée si mal disposée, fut prévenu

venu par quelques traîtres qu'il pouvait en approcher sans crainte, et qu'il n'aurait que les Russes à combattre. En effet, au moment où les deux armées se rencontrèrent près de Klouchin, un grand nombre des mercenaires suédois passèrent du côté des Polonais : ceux qui restèrent encore sous les drapeaux de Schouisky voulurent forcer leurs chefs à capituler avec Zolkiewsky ; De-la-Gardie ayant refusé d'y consentir, ses soldats tombèrent sur les bagages, et après les avoir pillés, ils passèrent presque tous à l'ennemi. Les Russes stupéfaits furent aisément vaincus par Zolkiewski ; victimes de cette trahison, ils n'essayèrent presque pas de se défendre. Le général suédois, abandonné des siens, à 400 hommes près, se vit forcé enfin de signer un traité honteux proposé par les Polonais, et par lequel il s'obligeait à ne plus servir la maison Schouisky. Bien des obstacles s'opposaient à la retraite du comte De-la-Gardie, devenue nécessaire ; il eut beaucoup de peine à se soustraire à la vengeance du peuple russe, justement irrité contre les Suédois ; pourtant l'adresse et le courage du général en vinrent à bout. De-la-Gardie ramena heureusement sa petite troupe aux rives de la Baltique, et il sut même s'établir à Ladoga, petite ville du territoire de Novgorod, de laquelle il s'empara.

Pendant ce temps Zolkiewski occupa Mojaïsk, ville située à vingt lieues de Moscou. Cependant, malgré ces progrès, les Polonais s'aperçurent qu'ils avaient commis une faute en privant entièrement le faux Dmitri de leur secours. Si le droit de régner en Russie n'était plus disputé à Schouisky, si l'empire pouvait réunir toutes ses forces sous les ordres d'un

monarque dont l'autorité n'était plus disputée, les chances du combat menaçaient de devenir plus égales; la résistance de Smolensk l'avait déjà prouvé. Il fallait donc nourrir en Russie ces discordes civiles, fomentées avec tant de soins. Convaincu de cette nécessité, Sigismond encouragea derechef le faux Dmitri à reprendre l'offensive; grâce aux secours du roi, cet imposteur reparut en effet dans son ancien camp de Touchino, accompagné de Sapieha, de quelques autres Polonais, et d'un parti encore assez nombreux.

Pour surcroît de malheur Schouisky précipita lui-même sa chute par une tentative hasardée, propre à le rendre odieux; il appela les Tatars de la Tauride à son secours. Les cruautés commises en Russie par ces perfides auxiliaires achevèrent d'aliéner au tzar les affections de son peuple. Parmi plusieurs villes qui lui refusaient déjà l'obéissance, Rézan devint surtout le foyer d'une opposition constante. Prokofy Liapounof, gentilhomme que rien ne distinguait, si ce n'est la haine qu'il vouait à son souverain, avait su y organiser un parti dont il était lui-même le chef. Quoique les moyens dont Liapounof pouvait disposer fussent limités, il savait les faire valoir par une activité surprenante. Ses discours et ses lettres répandaient partout le mécontentement, et il cachait si peu ses desseins, qu'il s'adressa sans détour au prince Skopin pour l'engager à s'emparer de la couronne. Ce prince en informa le tzar, qui ne put pourtant ni punir l'audacieux Liapounof, ni même le forcer à l'inaction. Enfin celui-ci envoya son frère Zakhar à Moscou où tous les mécontents se réunirent autour de lui; à son instigation, ils entrèrent en pour-

parler avec les partisans du faux Dmitri. Promettant de leur côté de détrôner Schouisky, si de l'autre on voulait abandonner l'imposteur, Liapounof et ses adhérents proposaient qu'après avoir écarté ainsi les deux chefs opposés, les deux partis se réunissent pour disposer de la couronne de Russie par une nouvelle élection. Sapieha était sans doute dans le secret de ces négociations; Zolkiewski, en relation avec lui, en fut du moins informé: ni l'un ni l'autre ne s'opposa pourtant à la conclusion de cette espèce de traité. A peine les conditions en étaient-elles ratifiées des deux côtés, que déjà Zakhar Liapounof parcourait les rues de Moscou à la tête d'une masse de rebelles armés. S'étant présenté dans la réunion des boïars, il força ce conseil à déclarer Schouisky déchu du trône. Plusieurs des boïars étaient préparés à ce coup; d'autres cédaient à la terreur, et Hermogène fut le seul qui osât élever sa voix contre cette violation des droits les plus sacrés; il parla encore au peuple de ses serments, mais il ne fut plus écouté! L'armée presque tout entière et une foule de nobles s'armaient contre le tzar, ceux mêmes qui auraient dû le respecter, du moins à titre de parents; le prince Ivan Vorotynsky entre autres, fier jadis d'être allié à la famille du monarque, se mit au moment de la crise à la tête de la révolte. Schouisky fut tiré de la demeure des tzars; il fut enfermé dans la maison qu'il avait habitée avant son élévation, et les habits de moine dont on le revêtit, les préparatifs d'une cérémonie religieuse, lui annonçaient l'intention des conjurés d'élever une barrière insurmontable entre le monde et lui. Quoique Schouisky ne fût pas exempt de tout reproche, on ne pouvait l'accuser de manquer

de courage, et se voyant trahi, il fit preuve d'une admirable fermeté; aucune violence ne put lui arracher ces paroles irrévocables qui l'auraient à jamais séparé de sa famille et du reste des vivants; et malgré les menaces et les mauvais traitements de ses ennemis, il ne prononça point ces vœux qui devaient le lier pour toujours. A la fin, le prince Toufiakin récita la formule au nom du tzar; on feignit de croire que cette cérémonie dérisoire imposait en effet des devoirs sacrés à Schouisky, et on se promettait bien de les lui faire observer! Hermogène, toujours ferme, toujours fidèle à ses devoirs et à la vérité, ne voulut jamais reconnaître un acte pareil; et pour témoigner à chaque instant à quel point il le désapprouvait, il ne cessa jamais de traiter le prince Toufiakin de moine. Ce prince avait prononcé les vœux, et si les paroles proférées par lui pouvaient avoir quelque effet, c'était lui seul qu'elles liaient!

Les adhérents du faux Dmitri, informés aussitôt de la déchéance de Schouisky, et sommés de remplir à leur tour les conditions du traité, répondirent par des plaisanteries amères, taxant de trahison ceux qui avaient détrôné le tzar, tandis qu'ils se vantaient eux-mêmes d'un dévouement sans bornes pour Dmitri, l'illustre descendant du grand Vladimir! La Russie était donc, après cette catastrophe, plus faible, plus divisée que jamais! Les espérances que les Polonais avaient fondées sur ce rapprochement illusoire des deux partis opposés, s'étaient réalisées.

La Russie n'avait plus ni souverain, ni gouvernement; elle était sans défense, en proie aux dissensions, et aux attaques de ses ennemis. Une responsabilité immense pesait donc sur le conseil des boïars, chargé dans ces circonstances de réorganiser l'empire et de lui préparer un avenir moins malheureux. Un grand nombre de ceux qui avaient contribué à la destitution de Schouisky, étaient des hommes probes qui avaient cru agir dans l'intérêt de la patrie; jugeant ce tzar peu propre à arrêter la ruine de l'état, ils se rappelaient encore tout ce que le mode de son avènement avait eu d'irrégulier; enfin, séduits par l'espérance de réconcilier tous les partis, ils avaient commis l'erreur de croire qu'une mesure injuste en elle-même pouvait devenir salutaire. L'espoir de rétablir la paix intérieure s'étant évanoui, ces boïars, ces nobles, ces guerriers dont l'erreur avait été causée par l'amour de leur pays, cherchaient avec empressement quelque autre voie de salut; et l'idée de réunir la Russie et la Pologne sous la domination de la même dynastie se présenta de nouveau comme le seul moyen d'arrêter l'effusion du sang. La couronne de Pologne avait été offerte plus d'une fois aux tzars de Moscou; maintenant le trône de Monomaque était vacant; il paraissait naturel d'y appeler un fils du roi de Pologne, et cette élection devait conduire au même but: à la réunion des peuples slaves. Les ennemis personnels de Schouisky ne s'opposèrent pas à un choix pareil, et quelques nobles vendus à la Pologne travaillaient de toutes leurs forces à le faire agréer.

Quoique animés par des motifs si différents, plusieurs partis concouraient donc à la nomination d'un prince polonais, et un mois après les derniers trou-

bles, Wladislas, fils aîné du roi Sigismond, fut proclamé successeur de Schouisky. Cependant son élection était conditionnelle; on eut soin d'y mettre quelques clauses, et Zolkiewski signa, au nom du nouveau souverain, la capitulation suivante, proposée par les Russes :

„Wladislas se fera couronner après son arrivée à Moscou, ainsi que l'usage l'exige, et avec tous les rites usités; il respectera la religion grecque, les saintes images, l'église, ses propriétés et le clergé. Sa conversion éventuelle sera le sujet d'une négociation ultérieure; dans tous les cas, il n'introduira nulle part le culte latin. Wladislas respectera également les lois du pays; il n'accordera les emplois et les dignités qu'aux indigènes; il ne gardera aucun Polonais à sa suite, et aucun Polonais n'entrera à Moscou avant l'arrivée du prince. Toutes les villes russes au pouvoir des Polonais ou de l'imposteur seront restituées à la Russie; le siège de Smolensk sera levé incontinent. D'ailleurs, le commerce sera libre entre la Russie et la Pologne, alliées à perpétuité, et ces deux états combineront leurs efforts contre tout ennemi qui attaquerait l'un ou l'autre.” — Si, malgré le désir bien sincère d'amener une réconciliation parfaite, ces articles trahissent une certaine méfiance de la part des Russes, la conduite antérieure des Polonais l'avait justifiée d'avance!

Cet acte devint funeste d'abord au faux Dmitri, désavoué même de ses alliés. Zolkiewski ordonna à Sapieha, au nom de la république, de quitter le camp de Touchino, et aussitôt l'armée du prétendant se dispersa presque entièrement. Les Polonais qui en avaient fait partie, s'en allèrent à Mojaïsk pour y

joindre l'armée de Zolkiewski; les Russes vinrent en partie à Moscou, où ils se réunirent à l'ancienne armée de Schouisky dont le conseil des boïars dirigeait à cette époque les mouvements. Quelques-uns de ces Russes s'empressèrent même de se rendre au camp de Sigismond devant Smolensk, pour y briguer les faveurs d'un nouveau maître, après s'être avilis aux pieds d'un fourbe. Les Kosaks du Don seulement, moins attachés à la personne du faux Dmitri qu'à la licence qui régnait dans son camp, lui restèrent fidèles, et grâce à eux, l'imposteur, bien que devenu insignifiant, se maintint encore quelque temps à Touchino.

Les Russes ne songèrent pas d'abord à le déloger: des soins plus pressants les occupaient. Une ambassade partit de Moscou pour annoncer à Wladislas son élection, et l'engager à se rendre au milieu de ses nouveaux sujets. Le vertueux Filarète et le prince Vassili Gallitzin étaient chargés de cette mission; le roi Sigismond les reçut assez bien dans son camp, mais lorsqu'ils parlèrent du prince et des espérances que la Russie fondait sur lui, ils n'obtinrent, à leur grand étonnement, aucune réponse satisfaisante, ou simplement compréhensible. Cette réserve mystérieuse des Polonais qui surprit les ambassadeurs, avait pourtant plus d'un motif. Sigismond n'aimait guère ce fils élu par les Russes, et dans son ardeur de propager la religion catholique, les garanties demandées pour l'église grecque devaient lui déplaire. D'un autre côté, les nobles polonais ne se souciaient guère non plus d'élever le prince Wladislas au trône des tzars, surtout à des conditions qui leur ôtaient l'espoir d'exploiter la Russie à leur profit. Son élection ne pou-

vait donc avoir leur approbation, et ils répétaient sans cesse qu'il valait mieux profiter d'une manière plus directe de la faiblesse de l'empire russe, en lui arrachant ses plus belles provinces. Le roi et les nobles étaient donc résolus de ne pas permettre à Vladislav d'accepter la couronne de Monomaque : mais un refus avait aussi de graves inconvénients ; il aurait appris aux Russes qu'ils n'avaient rien à espérer des Polonais ; le désespoir pouvait relever leur courage ; la lutte pouvait devenir opiniâtre, et les Polonais désiraient plutôt ce triomphe plus facile qu'on obtient sur une victime enchaînée. Le roi et ses conseillers convinrent en conséquence, de ne donner aux Russes aucune réponse positive ; et quoique le prince Vladislav envoyât déjà des ordres même dans les provinces les plus éloignées de la Russie, en se qualifiant de tzar, les hostilités ne cessaient point, et le siège de Smolensk fut continué. En suivant cette conduite perfide, les Polonais voulaient tenir la nation russe en suspens ; on espérait que, respectant un maître dans le prince Vladislav, cette nation n'oserait se défendre contre une armée qui comptait le prince au nombre de ses chefs, et qu'il serait d'autant plus aisé de la dépouiller. L'intrépide Scheïn, qui défendait Smolensk avec tant d'obstination, gênait l'exécution de ces projets ; Sigismond ordonna donc aux ambassadeurs russes d'employer leur autorité pour lui faire livrer la ville. „ Quand votre fils sera couronné comme tzar, répondit Filarète, il règnera sur la Russie et sur Smolensk ; mais votre intention ne peut être de démembrer ses états ! ” — Cette réponse courageuse lui valut la reconnaissance de son pays, et le courroux du roi qui croyait devoir punir tant d'audace. D'ail-

leurs, si ces ministres russes retournaient à Moscou, ils pouvaient faire connaître en Russie la duplicité des Polonais; il paraissait urgent pour cette raison de s'assurer de leur discrétion, et on jugea que le moyen le plus simple d'y parvenir était de les mettre en prison au mépris du droit des gens. Filarète et Gallitzin furent chargés de chaînes: emmenés en Pologne, ils languirent pendant neuf ans dans un cachot, et les agents de Sigismond se plurent à aggraver par toutes les privations les souffrances de cette longue captivité.

Pendant ce temps Zolkiewski sut se rendre maître de la capitale où ses agents le servaient au gré de ses désirs. Michel Saltykof surtout, dévoué à la Pologne après avoir servi et trahi les deux faux Dmitri, montra autant de zèle que d'adresse dans le service de ses nouveaux maîtres. S'étant rendu à Moscou, il accusa le peuple d'être en intelligence avec le faux Dmitri, quoique une longue résistance eût prouvé le contraire, et feignant d'étranges inquiétudes, il parla de la nécessité d'appeler les Polonais à la défense de la ville; c'était, à l'en croire, le seul moyen de la mettre en sûreté. De plus, il alléguait qu'on ne devait point se méfier de Zolkiewski, puisque ce général servirait son maître en défendant la capitale du prince Wladislas! Enfin, malgré les traités, malgré sa parole donnée, Zolkiewski occupa Moscou; ses troupes s'emparèrent de tous les postes importants, et son premier soin fut d'en éloigner l'armée russe: il l'expédia vers Novgorod, sous prétexte que les Suédois menaçaient cette ville.

Le faux Dmitri, informé de cet événement, quitta sur-le-champ son camp de Touchino pour s'enfuir à

Kalouga, où un dernier crime fut puni par sa mort. Ayant conçu depuis quelque temps des soupçons contre Ourmamet, prince tatar qui s'était rangé sous ses drapeaux, l'imposteur profita d'une partie de chasse pour l'assassiner. Le prince Ouroussof, ami d'Ourmamet, jura de le venger, et sut tenir ses serments; l'imposteur, surpris en sortant de la ville pour aller à la chasse, tomba sous les coups d'Ouroussof que la rapidité de son cheval déroba aussitôt à toute poursuite. Mais malheureusement le parti du faux Dmi-tri ne se dispersa pas encore; Marina donna le jour à un fils posthume de ce prétendant, et toujours prête à se jeter entre les bras de tout homme qui pouvait servir son ambition ou sa haine, elle gagna un chef des Kosaks en lui prodiguant ses faveurs. Le hetman Zaroutsky, devenu le mari ou l'amant de cette femme criminelle, engagea sans peine les hordes du Don à continuer la guerre au nom du fils de Marina, héritier des prétendus titres de son père.

Moscou était à cette époque plus malheureuse que jamais. Zolkiewski, libre enfin d'y agir en maître, croyait qu'il n'était plus temps de feindre, et que l'époque des ménagements était passée. Il s'empara d'abord du trésor des tzars; une moitié en fut prodiguée aux Polonais, l'autre employée à fortifier leur parti par la corruption. Après avoir confié le commandement à Gosiewski son collègue, Zolkiewski retourna en Pologne, chargé de richesses, et traînant à sa suite l'infortuné czar Schouisky. Cet homme extraordinaire, élevé de l'échafaud au trône pour expirer dans un cachot, ne survécut guère à ce dernier coup du sort. Il mourut après avoir été promené en triomphe aux yeux de la populace de Varsovie, et un

monument fastueux élevé sur sa tombe annonçait par une inscription pompeuse que le roi de Pologne s'était couvert de gloire en se montrant cruel envers un malheureux qu'il n'avait pas vaincu!

Gosiewski continuait à régner à Moscou par la terreur, et ses exactions, quoique exorbitantes, étaient encore le moindre des maux dont les habitants gémissaient; les soldats polonais, agissant en maîtres, pillaient les maisons et les bazars; nulle retraite n'était sacrée à leurs yeux, et les malheureux Moscovites, en butte à tous les outrages, ne savaient plus comment soustraire leurs femmes et leurs filles aux poursuites d'une licence brutale. Malgré le silence de Wladislas, on ne pouvait plus entretenir l'espérance qu'il voulût accepter la couronne, du moins aux conditions prescrites: afin de prolonger l'état d'incertitude, Gosiewski força les boïars à écrire encore à Sigismond, pour offrir de nouveau le diadème à son fils, sans se réserver cette fois les moindres garanties, et en se soumettant aveuglément à ses volontés. Mais rien ne put décider le vénérable patriarche à signer cette lettre dictée par un ennemi orgueilleux; les Polonais ne parvinrent à le fléchir, ni par la persuasion, ni par les menaces et les mauvais traitements, et même Saltykof lui ayant mis le poignard sur la gorge, Hermogène répéta encore sans effroi sa réponse négative. Depuis long-temps son courage et sa popularité avaient rendu ce chef de l'église odieux aux ennemis de la Russie. C'était lui qui soutenait le courage du peuple, qui l'exhortait à ne pas se livrer au désespoir. L'intérêt de la Pologne exigeait donc son éloignement. En général, la destruction de l'église grecque aurait été avantageuse aux Polonais; aussi le peuple

les soupçonnait d'y travailler, et comme on les connaissait peu scrupuleux dans le choix des moyens d'avancer leurs projets, des nouvelles alarmantes qui se répandirent dans la ville ne furent point révoquées en doute. Ces bruits accusaient les Polonais de vouloir profiter d'une cérémonie religieuse — de la procession du dimanche des rameaux — pour fondre, sous quelque prétexte qu'il leur était facile de faire naître, sur le peuple désarmé, pour massacrer surtout le clergé, son chef, et tous ceux qui oseraient prendre sa défense. Il est possible que ce soupçon ne fût pas entièrement dénué de fondement; les événements du lendemain paraissent du moins le prouver. Quoi qu'il en soit, les Russes n'osèrent célébrer les rites sacrés de leurs aïeux; le jour de la fête fut passé dans une morne et profonde tristesse, — et pourtant les scènes de sang et d'horreur, retardées par tant de précautions, ne l'étaient que d'un seul jour!

L'histoire ne nous apprend pas quelle fut la cause immédiate du carnage affreux qui désola Moscou le lendemain de cette fête silencieuse — 30 mars 1611. — Les esprits étant irrités, le moindre accident pouvait amener une semblable catastrophe, et comme il arrive souvent, le désordre ne permettait bientôt plus d'en tracer l'origine. Les chroniques russes accusent les Polonais d'avoir été les agresseurs; il est certain du moins que les premières victimes de la journée furent quelques prêtres de l'église grecque. Une résistance partielle, opposée à l'insolence des soldats polonais, en fut peut-être la cause. Mais quelle qu'en fût l'origine, un combat engagé d'abord entre les soldats et un certain nombre de gens du peuple, devint en peu de temps très important.

Les Russes n'étaient point préparés à un soulèvement général; ils n'avaient point de chef, ils ne suivaient aucun plan, mais ils n'en couraient pas moins aux armes. Excédés de tant de maux, transportés de rage et de désespoir, ils se jetèrent en aveugles sur les lances des ennemis; ils ne songeaient qu'à vendre chèrement la vie depuis long-temps sans attraits pour eux. Le tumulte allait toujours croissant; les Polonais, voyant combien la lutte devenait opiniâtre et dangereuse, jugèrent nécessaire d'employer un moyen atroce pour diviser l'attention et les efforts des Russes: ils lancèrent des brandons dans les demeures des malheureux citadins! Soudain des colonnes d'une fumée épaisse s'élèvent à la fois dans plusieurs quartiers de la ville, des flammes percent les toits, et bientôt un incendie immense embrase la cité entière. Les plaintes des femmes, les cris des enfants se font entendre à travers le vacarme du combat; ces femmes infortunées quittent des habitations croulantes, entraînent leurs enfants et tâchent de s'enfuir; mais la fumée les égare, et des décombres ardents arrêtent partout leurs pas! Une partie des Russes sont détournés du combat par le désir de sauver les jours de ceux qu'ils chérissent; les Polonais redoublent d'efforts et de hardiesse; ils triomphent enfin d'une résistance déjà moins forte, et frappent sans pitié ces Russes malheureux qui ne songent plus qu'à arracher aux flammes un père ou une épouse. Les sabres des Polonais n'épargnent ni l'âge ni le sexe; les portes des églises sont enfoncées; les Polonais arrachent les vases sacrés de l'autel, l'or et les pierreries des saintes images, et rassasiés de carnage, satisfaits de la dépouille des temples, ils se retirent au Kreml que

des murs épais et très-élevés mettent à l'abri de l'incendie. Pendant qu'ils se partagent là, en sûreté, le prix de cette honteuse victoire, l'élément destructeur achève leur ouvrage. Peu à peu les cris cessent — la flamme s'éteint — les victimes expirent, et le silence de la mort plane sur des ruines fumantes.

Plus de cent mille Russes avaient péri dans cette horrible journée, et presque aucune maison n'était restée debout. La Russie pleurait des pertes inouïes, mais heureusement le sort avait épargné les jours de son héros. Le prince Dmitri Mikhaïlovitch Pojarsky, dont nous admirerons plus tard les exploits, avait combattu avec sa valeur accoutumée; couvert de blessures il tomba privé de sentiment, mais quelques hommes dévoués l'emportèrent hors de la ville.

De son côté, le roi Sigismond ne désapprouva pas les mesures énergiques de ses agents; au contraire, il ordonna de punir le patriarche Hermogène d'avoir résisté aux ordres de Gosiewski. Hermogène, privé alors de son rang et de sa liberté, fut enfermé au monastère de Tchoudof, et l'indigne Ignatius, créature d'Otrépief, le remplaça de nouveau à la tête de l'église russe.

Cependant les Russes ne se soumettaient pas encore; Prokofy Liapounof qui avait contribué le plus à destituer Schouisky, s'efforçait surtout de ranimer leur courage. Cet homme était coupable, mais non pas sourd à tous les sentiments généreux; voyant les maux dont la Russie était accablée, il en gémissait; sa conscience lui reprochait d'en être en partie l'auteur, et cette voix secrète lui imposait le devoir de réparer sa faute, ou de l'expier par une mort glorieuse. De Rézan, lieu de sa retraite, il sollicita les villes du pays

environnant, de combiner leurs efforts contre l'ennemi commun. Vladimir, Souzdal, Kalouga et plusieurs autres se liguèrent en effet contre les Polonais, et l'armée levée par ces villes parut devant Moscou vers la fin du printemps — 1611. — Zaroutsky jugea l'occasion favorable; pourvu qu'on parvînt à chasser les étrangers il ne désespérait pas encore d'élever Marina et son fils au trône de Russie. Trop faible d'ailleurs pour combattre séparément, il vint se réunir aux Russes confédérés, et ceux-ci ne se croyaient malheureusement pas assez forts pour se passer de pareils secours. Le commandement suprême fut confié au prince Dmitri Timofeyevitch Troubetzkoï et à Liapounof; mais ces chefs ne s'entendaient guère; les subalternes n'obéissaient qu'autant qu'ils le voulaient; les disputes continuelles dont le camp était témoin, faisaient mal augurer du succès de l'entreprise, et les Kosaks profitaient de la confusion générale pour ravager le pays qu'ils prétendaient défendre. Liapounof insistant sur la nécessité d'une meilleure discipline, voulant surtout réprimer l'audace des Kosaks, s'attira la haine de leur chef Zaroutzky, qui le fit assassiner. Une armée ainsi composée ne pouvait pas obtenir de grands avantages, et quoique sa présence gênât le ravitaillement de Moscou, les Polonais faisaient même des progrès. Sapieha entre autres, s'empara de Péréïaslavle, et ses courses hardies effrayaient au loin les habitants du pays.

Smolensk aussi, ce boulevard de l'empire, tomba enfin au pouvoir de l'ennemi — 13 Juin 1611. — Après une résistance de vingt mois, la place fut prise d'assaut; ses défenseurs dont la disette et les maladies avaient éclairci les rangs, trouvèrent presque tous la mort, ou sur la brèche, ou dans les rues; réservé à un

sort encore plus funeste, le brave commandant, l'héroïque Scheïn, se trouvait au nombre des prisonniers, et malgré leur caractère chevaleresque, les Polonais ne respectèrent pas cette fois le courage malheureux. Le roi Sigismond fit appliquer Scheïn à la torture pour lui arracher des aveux qu'il était probablement impossible de faire; il voulait le contraindre à déclarer des trésors cachés qui selon toute apparence n'existaient pas. Mais Scheïn montra sous la main des bourreaux ce même courage qui ne l'avait jamais abandonné sur la brèche, et après avoir épuisé en vain toutes les ressources de l'art, les Polonais l'emmenèrent dans leur pays, où l'attendait une longue et dure captivité.

Tant de maux paraissaient ne pouvoir être aggravés, et devaient pourtant l'être encore! La Russie était désormais une proie trop facile; l'excès de ses malheurs réveilla chez toutes les nations limitrophes le désir d'en profiter, et ses convulsions, son agonie étaient pour ses voisins le sujet d'un calcul froid et intéressé. Jacques De-la-Gardie conçut le projet audacieux de lui donner un prince suédois pour maître: il pensait qu'une alliance étroite avec l'empire des tzars assurerait alors à sa patrie une supériorité imposante sur la Pologne sa rivale; et l'idée de disposer ainsi d'une couronne flattait l'orgueil de ce vieux soldat. L'exécution de ses desseins semblait d'autant plus facile, que l'influence polonaise ne s'étendait guère au nord de la Russie. Les habitants de Novgorod et de Pskof se bornaient à suivre de l'oeil la marche des événements au centre de l'empire et les progrès des Polonais; chaque nouvelle du théâtre de la guerre ajoutait à leurs cruelles inquiétudes. De-la-Gardie proposa à ces provinces d'élire pour tzar un fils de
Charles

Charles IX de Suède; c'eût été en effet un moyen d'opposer la Suède à la Pologne; pourtant les Russes, effrayés par une triste expérience, ne pouvaient s'y résoudre, le premier choix d'un prince étranger n'ayant servi qu'à déchirer l'état. D'ailleurs, les habitants de Novgorod et de Pskof ignoraient jusqu'à quel point il leur serait permis d'agir au nom de la nation entière, et dans aucun cas ils ne voulaient séparer leur sort de celui du reste de la Russie. Leurs réponses étaient donc évasives; ils parlaient surtout des garanties nécessaires par rapport à la religion, et De-la-Gardie, bientôt persuadé que ces négociations n'avanceraient jamais ses projets, recourut à d'autres moyens. Une marche rapide et secrète conduisit ses troupes aux portes de Novgorod; au milieu de la nuit des cris d'alarme réveillèrent en sursaut les habitants de cette ville; des bandes armées parcouraient les rues, c'étaient les Suédois, naguère les alliés, les amis des Russes! On se demandait quel dessein pouvait les amener? — En les voyant à la lueur de l'incendie qu'ils avaient allumé, massacrer les habitants, forcer les églises, piller les maisons et les bazars, les Russes ne pouvaient plus douter que ces alliés ne fussent devenus des ennemis cruels! — Comment se défendre? où trouver un point de réunion? — Ceux qui sortaient des maisons, tombaient isolément au milieu des Suédois; les chefs militaires montrèrent de la faiblesse, et les soldats étourdis ne songèrent qu'à s'enfuir. Un grand nombre des nobles de la ville parvinrent néanmoins à se retirer au château; mais sans chefs capables de les conduire, dénués de vivres et de munitions, ils n'étaient pas en état de résister à leurs perfides vain-

queurs, et ils furent bientôt contraints de souscrire une capitulation imposée par la force.

Les articles de ce traité portaient qu'une paix perpétuelle et une alliance offensive et défensive contre la Pologne uniraient à l'avenir la Suède et la Russie, et que les habitants de Novgorod demanderaient en leur nom et en celui des habitants de Moscou et de Veliki-Louky, dont on supposait le consentement, au roi de Suède un de ses fils, Gustave-Adolphe ou Charles-Philippe, pour l'élever à la dignité de tzar. En attendant l'arrivée de ce prince, les citadins de Novgorod promettaient d'obéir en tout au général suédois, de lui faire remettre toutes les places fortes de la province, et de pourvoir à la solde de ses troupes. De-la-Gardie de son côté garantissait la liberté de religion, l'intégrité de l'empire et la sûreté des propriétés privées.

Certes, jamais transaction pareille n'avait été désignée par le nom d'élection ! Et pourtant De-la-Gardie jugea peu de temps après nécessaire de limiter encore le choix laissé aux Russes. Charles IX étant mort, ce général ordonna aux Novgorodiens d'offrir la couronne expressément au prince Charles-Philippe. Le général suédois prévoyait peut-être que Gustave-Adolphe ne voudrait pas accepter la couronne d'un empire dont le siège était si éloigné de ses états héréditaires ; d'ailleurs il savait que la reine-veuve, dont l'influence était grande en Suède, chérissait de préférence Charles-Philippe, le plus jeune de ses fils, et il espérait que cette princesse seconderait volontiers une entreprise propre à élever son favori. En effet, Gustave-Adolphe, zélé protestant et occupé d'autres projets, n'aspirait guère à être nommé souverain d'un pays lointain et presque inconnu ; mais il ne voulait pas

non plus prodiguer ses ressources dans une entreprise qui ne lui promettait qu'une gloire stérile : celle d'avoir conquis une couronne pour son frère. Il trouvait plus simple et plus avantageux de réunir Novgorod et l'Ingrie au royaume de ses aïeux ; poursuivant ce dessein, il ne donna aucune réponse aux députés de Novgorod envoyés en Suède, tandis que ses troupes continuaient à étendre leurs conquêtes dans la Russie septentrionale.

Au milieu de ces troubles l'apparition d'un nouveau prétendant ne fut presque d'aucune importance, quoique les habitants de Pskof eussent mieux aimé d'abord le croire que de se soumettre aux Suédois. Cet imposteur qui prétendait être le même Dmitri échappé à l'attentat de Godounof, à la rage des Moscovites et à la vengeance d'Orousof, eut même la témérité de se rendre au camp devant Moscou. Il y fut bientôt reconnu ; c'était un diacre nommé Sidor. Après cette découverte il fut condamné par un conseil de guerre, et un supplice honteux mit fin à ses jours.

Cette tentative de désunir encore la nation, fut la dernière : le moment où la Russie se releva de ce profond abaissement, où le désespoir fit place à un enthousiasme qui brisa ses chaînes, était enfin venu. L'humble demeure d'un artisan à Nijni-Novgorod était le lieu où se préparait un élan si noble, et la voix d'un simple bourgeois réveilla dans tous les coeurs bien nés les sentiments d'un patriotisme vrai et généreux.

Quoique assaillie plusieurs fois, Nijni-Novgorod avait toujours repoussé les Polonais ; mais cette résistance partielle, bien qu'heureuse, n'avait pu modifier le sort de la Russie. Un bourgeois de cette ville encore libre, Kozma Minin, boucher de son métier, songea le premier à rappeler aux Russes leurs

devoirs, et à leur montrer la possibilité de les remplir. Quoiqu'il fût saisi plus que tout autre d'une douleur profonde en réfléchissant sur les malheurs de l'époque, il était le seul qui ne désespérât pas du salut de son pays. Jusqu'alors sa vie avait été obscure, sa probité n'était connue que de ses amis, sa valeur n'avait été aperçue que de ceux qui combattaient à ses côtés; il paraissait devoir descendre au tombeau sans tache, mais ignoré: et pourtant une place dans l'histoire, une gloire éternelle et pure lui étaient réservées! Il rassembla ses concitoyens sur une place publique; il leur fit entendre ces accents de la vérité qui persuadent toujours; il leur montra la Russie, avilie, foulée aux pieds par des ennemis perfides: mais il ajouta que cette Russie était forte encore, qu'elle pouvait encore rejeter de son sein tous ceux qui l'avaient trahie, si chacun de ses fils s'armait en sa défense; il ne fallait que la volonté bien ferme de ne jamais céder et de tout sacrifier. Kozma lui-même apporte le premier le peu qu'il possède, les épargnes modiques d'une vie laborieuse; sa main, quoique séchée par l'âge, saisit encore un glaive; malgré ses cheveux blancs il veut encore combattre au premier rang, et il exhorte ceux qui sont plus jeunes et plus riches que lui à s'imposer aussi quelques sacrifices.

Un cri d'enthousiasme s'élève soudain vers les cieux; une noble ardeur enflamme tous les coeurs; les hommes courent saisir des armes, les vieillards livrent leurs richesses, et les femmes pleurent de n'avoir que de vains ornements à offrir. Toute autre activité cesse, tous les intérêts individuels disparaissent, et Minin ne cherche plus qu'un chef pour cette armée qui se forme sous ses yeux. Il se rappela alors que

le prince Dmitri Pojarsky habitait une de ses terres dans les environs, où il s'était retiré pour attendre la guérison de ses blessures. Minin avait vu ce prince au champ de bataille; il l'appela maintenant à prendre son rang à la tête de ses braves concitoyens. Le généreux Pojarsky oublia ses peines; quoique faible encore et souffrant il vint à la ville, et l'enthousiasme de l'armée lui fit partager cette confiance que sa valeur éprouvée inspirait aux guerriers.

Les ressources n'étaient pas encore abondantes; une seule ville s'était armée! Mais Pojarsky adressa des lettres circulaires à toutes les villes, à toutes les communes de la Russie, les conjurant en termes simples et vrais de prendre part à la plus noble entreprise: „Si vous quittez, leur dit-il, Marina et son fils, si vous quittez tout autre imposteur, l'union fera notre force, et les Polonais seront forcés d'évacuer nos provinces. Si vous persistez au contraire à diviser vos efforts, les Polonais dévasteront toutes nos villes et nos champs; la Russie, notre mère commune, deviendra un désert sans nom, et tous les peuples de la terre nous accuseront de l'avoir trahie. Nous vous en prions les larmes aux yeux, ayez pitié de votre malheureuse patrie; ayez pitié de vos femmes, de vos enfants, de vous-mêmes, et venez joindre nos drapeaux!“ — Tous les coeurs répondent à cet appel; toutes les provinces rivalisent de sacrifices et s'imposent des contributions; Minin est chargé de recueillir et de distribuer ces fonds. Les marchands livrent leurs magasins; les étoffes destinées au commerce servent à vêtir les défenseurs de la patrie, et chaque fer devient une arme; les nobles marchent à la tête de cohortes levées à leurs frais, et ceux qui n'ont qu'un

bras à offrir jurent du moins de donner l'exemple du courage. L'armée s'avance et grossit de jour en jour : dans chaque village où elle passe quelques renforts viennent la joindre avec des cris d'allégresse.

Cet élan subit effrayait les Polonais. Connaissant l'empire qu'Hermogène exerçait encore sur tous les esprits, ils lui ordonnèrent d'écrire à Pojarsky, de désapprouver son entreprise, et de le sommer de s'en désister. Cet ordre était accompagné d'offres séduisantes et de menaces également inutiles ; le vénérable patriarche, toujours fidèle à son caractère et à ses devoirs, dédaigna même de sauver ses jours par une réponse équivoque. Les chefs polonais, irrités par son refus, le condamnèrent à mourir de faim, et cette cruelle sentence fut exécutée.

Marina aussi, et son fidèle Zaroutzky, trop certains que Pojarsky ne voudrait jamais se déshonorer par l'adoption de leur cause, voyaient ses progrès avec inquiétude. Ils tâchèrent d'entraver la marche de l'armée nationale, mais en vain ! Les détachements de Kosaks envoyés à sa rencontre furent dispersés, et une tentative d'assassiner Pojarsky, ourdie par Marina et son amant, ne réussit pas mieux. Enfin Zaroutzky, accompagné de Marina, quitta le camp russe devant Moscou où il n'y avait plus rien à gagner pour lui ; des ruines et la mort marquaient ses pas fugitifs, et ses hordes errantes sur les rives du Volga furent encore pendant quelques années la terreur d'Astrakhan et du midi. Les Kosaks ne le suivirent pourtant pas tous ; un grand nombre de ces guerriers restèrent auprès du prince Troubetzkoï, qui ne parvint jamais à plier ces élèves de l'anarchie à une discipline plus sévère.

Pojarsky ne voulut pas d'abord réunir son armée à celle de Troubetzkoï; précisément parce qu'il craignait la contagion du désordre et les rixes que la licence amène toujours. Quelques premiers différends entre ces généraux en chef menaçaient de devenir d'autant plus funestes qu'une nouvelle armée polonaise avançait vers Moscou sous la conduite de l'illustre Chodkiewicz, vainqueur de Kirchholm. Néanmoins, malgré un reste de méfiance qui divisait encore les chefs des Russes, il fut convenu entre eux, que Troubetzkoï continuerait le blocus de la capitale pendant que Pojarsky se jetterait au devant du capitaine ennemi qui venait la dégager. Les Polonais, repoussés avec perte dans une première affaire, s'aperçurent avec regret que les Russes ne se défendaient plus sans espoir, qu'ils combattaient au contraire avec cette assurance qui est déjà garant de la victoire, et Chodkiewicz lui-même hésitait à courir les risques d'une bataille générale. Enfin, le troisième jour, les deux armées se déployèrent sur les rives de la Moskwa, — 24 Août 1612. — La lutte engagée dès l'aube du jour flottait encore indécise lorsque le soleil achevait presque son tour. Dans ce moment Chodkiewicz se plaçant lui-même à la tête de sa cavalerie, prit en flanc celle des Russes qui fut enfoncée et précipitée dans la rivière; à peine l'infanterie put-elle résister à ce choc, et malgré la valeur de Pojarsky, malgré l'exemple de Minin, les Polonais se croyaient déjà assurés du triomphe, lorsque Troubetzkoï vint au secours de son collègue. Il avait eu de la peine à se faire obéir des Kosaks qui n'aimaient ni Pojarsky ni sa discipline; mais au moment du danger il avait employé tour à tour la persuasion et l'autorité. Ne

laissant au camp qu'une garde, entraînant le reste de l'armée sur ses pas, il vola au champ de bataille; son attaque vigoureuse décida enfin la journée; les Polonais s'enfuirent en désordre; dans la poursuite les Russes entrèrent avec eux dans leur camp, et s'emparèrent de tout le matériel de l'armée.

Chodkiewicz ne s'arrêta qu'en Pologne. Il n'avait pas même réussi à ravitailler Moscou, et après leur victoire Pojarsky et Troubetzkoï attaquèrent de concert cette place. Moscou ne pouvait résister longtemps, quoique défendue vaillamment par une garnison nombreuse, par quelques Russes même que la terreur retenait encore au service des Polonais, et par ces transfuges de tous les partis qui n'étaient plus dignes de partager les travaux ou la gloire de Pojarsky. Plusieurs quartiers de la ville furent emportés d'assaut; et la pénurie de vivres qui se fit sentir à Moscou augmentant à chaque instant, devint bientôt une famine accompagnée de toutes ses horreurs. Le gouverneur polonais ordonna alors de chasser de la ville les femmes, les enfants, tous ceux enfin qui ne pouvaient contribuer à la défense. Pojarsky ne s'opposa point à leur sortie, quoiqu'il sût que la défense en serait d'autant plus prolongée. Généreux lui-même, il jugeait la cause de son pays trop belle pour la flétrir par un acte de cruauté, et au lieu de repousser ces femmes infortunées vers les remparts de la ville, il vint au-devant d'elles; s'efforçant de les consoler, de soulager leurs peines, il confia leur sort aux amis et aux parents qu'elles trouvaient dans son armée.

Après avoir épuisé toutes les ressources, les Polonais furent contraints de se rendre à la merci du

vainqueur — 22 Octobre 1612 — qui promit seulement d'épargner leurs jours. Les Kosaks, habitués au désordre par une longue impunité, haïssant d'ailleurs les Polonais qui les avaient trahis après les avoir excités à la révolte, murmuraient même de cette promesse; à l'instant où la garnison quittait l'enceinte du Kreml, ils s'élancèrent conjointement avec quelques Russes sur ces Polonais qui ouvraient la marche. Déjà plusieurs victimes avaient succombé sous leurs coups; mais Pojarsky accourut; sa présence arrêta le désordre, et sa voix imposa un frein même à la rage. Michel Saltykof et le prétendu patriarche Ignatius, sachant eux-mêmes combien ils étaient indignes d'un généreux pardon, s'étaient évadés. Ces hommes étant presque les seuls qu'il aurait fallu exclure de l'amnistie générale, aucun acte de rigueur ne marqua l'entrée des Russes dans leur antique capitale, et partout Pojarsky songeait plutôt à consoler des malheureux qu'à punir les coupables.

Au milieu de la joie universelle, une lettre interceptée apprit aux chefs de l'armée russe que Sigismond, ignorant la chute de Moscou, conduisait en personne les nombreuses légions qui devaient en faire lever le siège; il avait déjà poussé jusqu'à Viazma. Les Russes n'avaient pas eu le temps de remplir les magasins, ni de se préparer à la défense d'une ville à peine conquise; le prix de tant d'efforts paraissait donc compromis de nouveau. Des messagers coururent aussitôt sur toutes les routes, pour chercher au loin des vivres et des secours, tandis que Pojarsky avançait sur la route de Smolensk pour arrêter la marche du roi. Ce nouveau danger s'évanouit bientôt; les Polonais informés de la prise de Moscou, et

voyant l'enthousiasme des Russes, perdirent eux-mêmes toute assurance. D'ailleurs leur avant-garde fut battue, et la petite ville de Voloko-lamsk, quoique à peine en état de défense, résista à leurs attaques trois fois renouvelées. Découragé par ces revers, Sigismond rebroussa chemin; la disette et le froid rendirent sa retraite désastreuse, et les faibles débris de l'armée qui revinrent de cette expédition pouvaient attester en Pologne que la Russie était affranchie.

Elle l'était! et selon les apparences son libérateur Pojarsky pouvait disposer de l'autorité suprême. Mais cet homme généreux ne connaissait point l'ambition commune, celle de Godounof et de Schouisky, celle qui avait fait tant de mal au pays. Pojarsky avait combattu au nom de la Russie entière, et non pour s'élever au trône, ni pour asservir cette patrie qu'il venait de sauver! Son premier soin fut d'annoncer par des lettres circulaires aux provinces le succès des armes russes, sommant les représentants de la nation de se réunir pour le choix d'un souverain.

Conformément à cet appel 3 métropolitains, 3 archevêques, 2 évêques, 16 archimandrites, 14 igoumènes, 12 prêtres de différents degrés, 17 boïars, 48 fonctionnaires publics, 55 nobles sans emplois, issus de grandes familles, 3 princes tatars, tributaires de la Russie, et 44 députés des villes parurent à Moscou, où Pojarsky et l'armée gardaient le lieu de leur réunion, prêts à exécuter leurs ordres. L'élection était difficile, parce que la funeste influence des troubles s'était fait sentir jusque dans l'intérieur des familles. Tout homme qui avait pris une part active aux événements de l'époque, avait dû froisser bien des intérêts particuliers, si même sa conscience ne lui reprochait aucune dé-

marche équivoque, aucune erreur; et, élevé au trône, il aurait été exposé à l'inimitié de ceux dont il avait autrefois traversé les desseins. Il fallait donc adjuger le diadème à l'innocence; le nom du nouveau monarque devait être étranger aux malheurs de son pays. Tous les yeux se tournèrent bientôt vers cette illustre et malheureuse famille de Romanof, que Godounof avait redoutée parce qu'il la savait digne de la couronne. Des vœux sacrés élevaient Filarète au-dessus des grandeurs mondaines; d'ailleurs, captif encore en Pologne, il était retenu loin de Moscou; on ne pouvait donc le proposer au choix de la nation. Mais son fils Mikhail Féodrovitch Romanof donnait les plus belles espérances. Innocent et jeune encore, il avait connu le malheur, et au sein de la retraite la plus profonde ses parents lui avaient enseigné à gémir des maux de la Russie plutôt que des siens. Toutes les voix se réunirent en sa faveur. Quelques provinces éloignées n'étant pas représentées à Moscou, on y envoya des émissaires pour y recueillir les suffrages des habitants; ces provinces votèrent également pour Mikhail, et la Russie entière se livra à la joie la plus pure en recevant la nouvelle de cette nomination, qui promettait un règne de douceur et de paix.

D'abord la mère du jeune tzar ne voulait pas consentir à son élévation; elle voyait le trône entouré d'abîmes; le sort de Godounof et de Schouisky l'effrayait — mais elle céda enfin aux prières du peuple et à la voix des ministres de la religion.

Cet esprit d'inconstance dont naguère encore on accusait les Russes, avait disparu. La nation se réunit autour de son jeune souverain, prête à le dé-

fendre et docile à sa voix. Le bonheur visita enfin ces contrées désolées, et l'espoir d'un avenir heureux aurait pu faire oublier le passé, si les ruines, les plaies saignantes encore ne l'avaient rappelé sans cesse. Quels pénibles souvenirs ! que de crimes avaient entaché ces jours sombres ! Et pourtant les Russes pouvaient être fiers de l'essor qui les avait sauvés ! Leurs enfants ont toujours béni l'élection qui mit un terme à tant d'infortunes — et aucun Russe ne peut prononcer sans une émotion profonde les noms sacrés des prêtres Filarète et Hermogène, du guerrier Pojarsky, et du bourgeois Kozma Minin.

Le nouveau tzar, élevé au trône à l'âge de dix-huit ans, se voyait entouré d'ennemis ; les Polonais et la Suède attaquaient son empire, pendant que les partisans de Marina en ravageaient quelques provinces. Il était difficile de résister à tant d'adversaires à la fois, et le premier soin de Mikhail fut de chercher à désarmer quelques-uns de ses ennemis.

La Suède n'avait pas même un prétexte pour lui faire la guerre, et quoique occupée sans relâche d'étendre ses conquêtes, elle ne s'était jamais avouée ennemie de la Russie ; aucun manifeste n'avait précédé ses attaques. Une ambassade informa maintenant Gustave-Adolphe de l'avènement de Mikhail ; feignant d'ignorer les intentions hostiles de ce roi, le tzar le priait de ratifier le traité d'alliance conclu entre Charles IX et Schouisky. La réponse du roi fut évasive et vague ; il parlait de dédommagements qu'il avait à réclamer, ajoutant

qu'au besoin il saurait faire valoir ses droits les armes à la main, et en même temps ses généraux proposaient aux habitants de Novgorod de se séparer de la Russie pour former un état à part, soumis à la Suède et régi par un vice-roi. Les opprimés ne consentirent pourtant pas à se rendre complices de l'oppresseur, et la guerre fut continuée.

D'autres envoyés russes, chargés d'annoncer à la république polonaise l'élévation d'une nouvelle dynastie, furent encore plus mal reçus. Le prince Wladislas, réclamant alors des droits imaginaires sur cette couronne de Monomaque naguère dédaignée, alléguait en faveur de ses prétentions son élection antérieure, sans faire mention ni du silence qu'il avait gardé lorsque le sceptre lui fut offert, ni de la guerre qu'il avait continué de faire à ses prétendus sujets! Sans doute il n'espérait plus d'obtenir le diadème des tzars, il ne le désirait pas même; ce langage lui fut dicté par un autre motif, peu difficile à deviner: il se flattait de pouvoir diviser encore les Russes, de fomenter de nouvelles discordes entre eux, et de leur faire la guerre avec d'autant plus de succès. Mikhail ne fut point reconnu par la Pologne, et la Russie, voyant la nécessité de combattre encore, reprit à regret les armes.

Troubetzkoï, ayant repris la ville de Gdof sur les Suédois, obtint d'abord quelques avantages sur eux. Mais les Russes, affaiblis par tant de désastres, étrangers surtout aux progrès que l'art de la guerre avait faits en Europe, ne pouvaient guère se mesurer en bataille rangée avec les phalanges formées par Gustave-Adolphe et commandées par De-la-Gardie; ils furent battus près de Bronitzky — 14 Juillet 1614. —

Gdof et Staraia-Roussa tombèrent de nouveau au pouvoir de l'ennemi, et encouragé par des succès si brillants, le roi de Suède renchérissait à chaque instant sur ses anciennes prétentions. L'Angleterre et la Hollande, craignant que la Suède ne s'emparât à elle seule de tous les débouchés et du commerce de la Russie, offrirent leur médiation, que les demandes excessives de Gustave-Adolphe rendirent long-temps inutile. Ce prince voulait que l'Ingrie, le territoire de Novgorod, toutes ses conquêtes enfin lui fussent cédées; il exigeait en outre des sommes énormes pour les frais de la guerre, et la cession de Pskof jusqu'à l'acquittement de ces sommes! Gustave-Adolphe, se fiant à ses armes plutôt qu'à ces négociations, vint en personne mettre le siège devant Pskof, — 1615 — place qu'il se flattait de prendre sans peine. Mais ces Russes, tout ignorants qu'ils étaient dans l'art de manoeuvrer en rase campagne, savaient du moins mourir sur une brèche. Trois mille braves sous les ordres de Morozof défendaient avec succès les remparts de la ville assiégée; des assauts souvent renouvelés ne servaient qu'à éclaircir les rangs des Suédois, et à la fin la mauvaise saison força le roi à lever le siège. Pskof n'a jamais été conquise, et cette ville peut se vanter d'avoir résisté à trois des plus grands guerriers de tous les siècles: à Witolt, à Étienne Bathory et à Gustave-Adolphe.

Quoique après cet échec les Suédois se montrassent un peu moins exigeants les négociations n'en traînèrent pas moins encore quelque temps, et la paix conclue enfin au village de Stolbova, était très-onéreuse pour la Russie. Le tzar crut devoir l'accepter

parce que l'avantage de pouvoir réunir les forces de l'empire contre la Pologne balançait bien des sacrifices. Il céda par ce traité l'Ingrie à Gustave-Adolphe; renonçant d'ailleurs à ses droits sur la Livonie, il promit encore de payer à la Suède une somme de vingt mille roubles, satisfait d'obtenir à ce prix la restitution de Novgorod et de son territoire — 27 Février 1617. —

Déjà un peu avant cette époque, les hordes de brigands qui désolaient la Russie au nom du fils de Marina, avaient été anéanties. Marina elle-même, son amant et son fils, vaincus et prisonniers furent amenés à Moscou. Le coupable Zaroutzky y subit la peine dûe à ses forfaits; l'enfant dangereux dont les ennemis de l'état auraient pu se servir un jour, fut mis à mort, et Marina mourut peu de temps après en prison: nul ne pleura son sort!

Pendant ce temps l'illustre Pojarsky qui servait toujours avec le même zèle sa patrie et son jeune maître, luttait péniblement contre les forces supérieures des Polonais, sans pouvoir les empêcher d'assiéger et de prendre plusieurs villes. Leur but n'était pourtant pas toujours de gagner du terrain, et le plus souvent le caractère même de leurs entreprises rendait la défense presque impossible. Une marche rapide les conduisit plus d'une fois jusqu'au coeur de l'empire, où ils dévastaient des provinces entières; les villages sans défense, atteints par eux, étaient livrés aux flammes; les habitants chargés de chaînes étaient emmenés au-delà du Borysthène dont les Polonais regagnaient bientôt les bords, et les Russes qui accouraient au secours de leurs compatriotes, arri-

vant d'ordinaire trop tard, ne trouvaient partout que des solitudes dépeuplées.

Au moment où la paix de Stolbova permettait à la Russie de disposer de toutes ses forces, les Polonais préparaient aussi une expédition décisive. Wladislas, commandant lui-même leur armée, pénétra encore une fois en Russie; après avoir pris Dorogobouge et Viazma, il fut repoussé devant Kalouga par Pojarsky, qui l'obligea également à lever le siège de Mojaïsk. Les drapeaux polonais n'en reparurent pas moins encore une fois sous les murs de Moscou. Wladislas se flattait de pouvoir s'en emparer par surprise; ses colonnes s'approchèrent au milieu de la nuit des portes de la ville qu'un pétard fit sauter. Mais les Russes étaient sur leurs gardes; l'imminence du danger les fit redoubler d'efforts; ils opposèrent à une attaque vigoureuse une résistance plus vigoureuse encore, et ce fut en vain que les Polonais revinrent plus d'une fois sur des monceaux de cadavres jusqu'au pied de ces murs ensanglantés; ils se virent enfin forcés à la retraite. Les pertes sensibles que cette attaque avait attirées à l'armée polonaise, la découragèrent ainsi que son chef, qui ne poursuivit plus ses desseins avec la même résolution. Repoussé encore avec perte devant plusieurs petites villes, et battu à Bielo-ozero, il se montra plus accessible aux offres de paix.

Les ministres des puissances guerroyantes, réunis en conséquence au village de Devoulino, près du grand monastère de la Trinité, y convinrent d'un armistice de quatorze ans et six mois — mais cette trêve, la Russie ne l'obtint qu'à un prix exorbitant. Smolensk et son vaste territoire, Novgorod-Seversky, Tcherni-

Tchernigof, toute la Sévérie, et les districts de Sebech, de Velich et de Toropetz, furent cédés à la Pologne; cette république garda toutes ses conquêtes, à l'exception des plus récentes seulement, de Mojaïsk, de Viazma, de Kozelsk et de Vechtchovsk, qui furent restituées aux Russes — 2 Décembre 1618. —

Que ces sacrifices étaient pénibles! La Russie avait perdu ses ports sur la Baltique et une belle partie de son territoire; elle était mutilée, coupée de nouveau du centre de l'Europe et de la civilisation; le prix de ses plus glorieux efforts lui était encore une fois ravi, son essor retardé d'un siècle! Le temps pouvait seul réparer de semblables pertes, et le règne bienfaisant d'un souverain sage et pacifique assurait heureusement à l'empire ce repos dont il avait tant besoin.

En regrettant des pertes si sensibles, les Russes se réjouissaient du moins du retour de bien des braves et malheureux compatriotes, dont le sort des armes les avait séparés depuis long-temps. Les prisonniers dont le traité stipulait l'affranchissement, revinrent enfin dans cette patrie que de longues souffrances leur avaient rendue plus chère, et le jour où Filarète entra à Moscou fut un jour de fête pour la Russie entière. Mikhail, qui retrouvait son père, voulait faire partager sa joie à son peuple, et même à ceux que les lois avaient condamnés: les portes des prisons furent ouvertes, et un ordre du tzar rappela tous les exilés. Tant de clémence annonçait un règne de douceur, et des années heureuses remplirent les promesses d'un jour si beau.

Filarète fut élevé à la dignité de Patriarche; bien loin d'être aigri par ses malheurs il était toujours prêt

à soulager les peines d'autrui et à pardonner à l'erreur. Il devint l'appui le plus ferme, le conseiller le plus influent de son fils, et le peuple reconnaissant le chérissait comme un père!

Les Polonais avaient commis la faute d'insulter la Russie, de la dépouiller, et de s'attirer ainsi la haine d'un peuple trop puissant pour pouvoir être détruit; cette faute ne pouvait rester impunie. L'empire des tzars revenait peu à peu de son état d'épuisement, et il n'était pas permis de croire que les Russes ne chercheraient jamais à venger tant d'outrages, qu'ils verraient toujours avec résignation des usurpateurs en possession de leur héritage, et Smolensk, la clef de l'empire, au pouvoir de ses ennemis. Non! les Russes se promettaient un jour de réparations, et le tzar Mikhaïl Féodrovitch le croyait venu, lorsque la mort frappa Sigismond, précisément à l'instant où la trêve conclue avec lui touchait à son terme.

Une armée russe forte de plus de quarante mille hommes avança aussitôt vers Smolensk sous les ordres du même Scheïn, qui en avait autrefois défendu les remparts; quelques premiers succès enflèrent les espérances du tzar. Mais Scheïn était vieux; imbu de préjugés, peu accessible aux conseils, il n'écouta pas ceux des ingénieurs étrangers qui l'accompagnaient, et le siège de la place se prolongea outre mesure. Le jeune roi de Pologne Wladislas eut, grâce à cette lenteur, le temps de réunir une armée. Quoique moins fort que les Russes il sut les bloquer dans leur camp, en occuper tous les débouchés, et à la

fin le défaut de vivres força Scheïn à accepter une capitulation honteuse : il se rendit à discrétion !

Le tzar voyant alors qu'il avait entrepris trop tôt la conquête des provinces démembrées, eut recours aux négociations ; une paix définitive fut conclue à Viazma — 15 Juin 1634. — La cession des provinces envahies par les Polonais fut confirmée, Mikhail renonça de nouveau à ses droits sur la Livonie et l'Estonie ; en revanche il fut reconnu comme souverain de la Russie par Wladislas, qui ne renonça qu'alors au titre de tzar. Des deux côtés les captifs furent rendus.

Les événements de cette guerre avaient démontré que la Russie se ressentait encore des suites d'une époque désastreuse : le tzar consacra dès lors le reste de son règne au soin de les faire disparaître, en protégeant le commerce et les commencements d'une industrie à peine naissante. Cependant des revers si peu attendus avaient irrité les Russes, et Scheïn dont la conduite paraissait inexplicable, fut accusé de trahison. Cet homme avait combattu jadis avec une valeur signalée ; il avait subi avec courage des peines et des souffrances affreuses : faut-il croire que sur ses vieux jours il fût devenu infidèle à l'honneur ? — Il paraît bien plus probable que l'âge et de longs malheurs avaient glacé son courage et affaibli ses facultés intellectuelles. Quoi qu'il en soit, l'opinion commune et ses juges décidèrent également que des erreurs si graves ne pouvaient être que volontaires, et il fut condamné à la peine capitale.

La mort prématurée de Mikhail — 1645 — exposa la Russie aux troubles dont une longue minorité est d'ordinaire accompagnée, et la Pologne paraissait

vouloir en profiter. Du moins un imposteur qui venait de paraître sous le nom d'Ivan, fils du tzar Schouisky, trouva une réception bienveillante à la cour du roi Jean-Kasimir. La position précaire de ce monarque polonais explique en quelque sorte sa conduite; une longue suite d'actes tyranniques avait soulevé les Kossaks de l'Ukraine contre la Pologne: *) craignant de voir ce peuple secouru par la Russie dont il implorait la protection, Jean-Kasimir se flattait peut-être d'imposer au tzar par la menace de prêter son appui à ce nouveau prétendant au trône de Monomaque.

Alexeï Mikhaïlovitch, fils et successeur de Mikhaïl, était cependant trop sûr de son droit et de sa puissance pour redouter les entreprises d'un aventurier qui promenait sa fable assez incohérente de cour en cour, et qui lui fut livré quelques années plus tard par le duc de Holstein **). Néanmoins le tzar avait droit de se plaindre de l'accueil amical que le roi de Pologne avait fait à cet imposteur; de plus, les Polonais omettaient toujours dans les lettres officielles plusieurs des titres du tzar, et comme si on avait voulu provoquer ce prince, quelques livres, pleins d'invectives contre la Russie, furent publiés à Varsovie du consentement des États. Tous ces griefs devinrent le sujet d'une négociation inutile. Malgré l'état de faiblesse auquel une guerre civile avait à cette époque réduit la Pologne, elle eut l'imprudence de ne pas satisfaire aux demandes d'Alexeï. Le sénat polonais

*) v. la première partie.

**) C'était un nommé Timochka Aukoudinof, d'origine ukrainienne; comme tant d'autres il expia son effronterie par la mort.

voulait bien excuser l'omission des titres ainsi que l'apparition de ces écrits injurieux, mais sans en punir les auteurs; et même lorsque le tzar se déclara prêt à renoncer à toute autre satisfaction, pourvu qu'on accordât sur sa prière une amnistie entière aux malheureux Kosaks, la république ne jugea pas à propos d'y consentir.

La cour de Moscou s'attendait probablement à ce refus: à peine en eut-elle reçu la nouvelle, que l'armée du tzar entra en campagne. En même temps Alexeï accepta l'hommage si souvent offert des Kosaks de l'Ukraine — 1654. — La Sévérie et Kief dont ce peuple s'était emparé, furent aussitôt livrés aux Russes, et la victoire suivait partout leurs drapeaux. Le grand-général Radziwill fut battu à Szklow; Smolensk fut prise après un siège de deux mois; la conquête de Mohilef, de Polotsk, de Witepsk et de Nevel suivit de près celle de cette place importante. Un échec que les Kosaks renforcés par un corps russe essayèrent à Human en Ukraine était comparativement peu important, et la campagne de l'année suivante — 1655 — ne fut pas moins avantageuse pour les Russes; elle leur valut la conquête de Minsk, de Wilna et de Grodno.

A la même époque Charles-Gustave de Suède, ayant envahi la Pologne, la soumit presque tout entière. Ses succès et son ambition inquiétaient également le tzar, qui voyait d'ailleurs avec peine ses états privés par la Suède de toute communication avec la mer Baltique, et ses sujets exclus par là du commerce européen. Ces considérations décidèrent Alexeï à attaquer les Suédois sans même avoir conclu une trêve avec la Pologne qu'il jugeait trop affaiblie pour la craindre.

Encore une fois la Russie, la Suède et la Pologne se disputaient la victoire, chacune faisant la guerre aux deux autres. Le succès de cette nouvelle entreprise ne répondit pourtant pas aux espérances du tzar : après s'être emparé d'abord de Dunabourg, de Kokenhusen et de Dorpat, son armée se consumait en efforts inutiles devant Riga, sans jamais pouvoir réduire cette ville. La retraite devenue enfin nécessaire ne se fit pas même sans perte — 1656. —

Le tzar conclut alors un armistice avec le roi Jean-Kasimir, afin de pouvoir s'occuper exclusivement de cette guerre contre la Suède que la peste ne permettait pourtant pas de pousser avec vigueur, et bientôt la face des affaires changea entièrement. L'empereur d'Allemagne, le roi de Danemarck et l'électeur de Brandebourg, ligüés à cet effet, chassèrent de la Pologne ce Charles-Gustave qui l'avait tenue enchaînée; les armées suédoises étant ainsi occupées au loin, la république polonaise pouvait à l'expiration de l'armistice disposer de toutes ses forces contre les Russes. Déjà les Tatars, ses fidèles alliés, redoublaient d'activité en sa faveur, et même les Kosaks de l'Ukraine, mécontents de quelques mesures du gouvernement russe, furent gagnés en partie par les promesses spécieuses des agents polonais.

Ces mesures dont les Kosaks se plaignaient, prouvent en effet combien on était encore peu éclairé sur les lois naturelles du commerce. Du moins le moyen que le gouvernement russe avait choisi pour remédier à l'épuisement de ses finances, était propre plutôt à détruire le crédit public. Ce moyen n'était autre que de frapper de la monnaie de bas aloi, et de lui donner un cours forcé. Les Kosaks ne voulurent pour-

tant jamais la prendre, et leur hetman Bogdan Chmielnicki étant mort précisément à l'époque de leur mécontentement, Wihowski, homme peu favorable à la Russie, fut nommé par eux pour lui succéder. Alexeï, désapprouvant ce choix, désigna d'autres hetmans, qui furent effectivement reconnus par un nombre considérable de Kosaks; mais une grande partie de ce peuple n'en accepta que d'autant plus volontiers les offres avantageuses des Polonais. Par les articles d'une convention conclue à Hadciacz entre la république et les Kosaks, Wihowsky fut élevé au rang de palatin de Kief; les starosties de Lubar et de Bar qui lui furent données, devaient être héréditaires dans sa famille: faveur dont il n'y avait pas d'exemple! En outre, tous les anciens privilèges des Kosaks furent ratifiés, et on leur donna même l'espérance d'une indépendance entière.

Les Russes ayant en vain offert la paix, soutinrent la lutte avec honneur: quoique l'une de leurs armées fût battue par Wihowski et les Tatars, une autre remporta la victoire sur Gosiewski, grand-général de Lithuanie — 1658. — Cependant, lorsque tous les intérêts contentieux entre le roi de Pologne et celui de Suède eurent été réglés par la paix d'Oliva, ces deux souverains également ennemis de la Russie auraient pu s'allier contre elle. Cette crainte décida le tzar à abandonner entièrement ses projets sur la Livonie. Un armistice conclu d'abord avec la Suède fut bientôt changé en une paix définitive, par laquelle les anciennes limites des deux empires furent rétablies — 1661. —

Dès lors la Russie et la Pologne se trouvaient seules opposées l'une à l'autre. Un instant le sort

parut favorable aux Polonais, qui remportèrent l'une après l'autre les victoires de Polonka et de Cudnowo; mais ils ne purent reprendre les places fortes qu'ils avaient perdues, et depuis ces batailles la guerre ne fut plus marquée d'événements d'un intérêt majeur. La peste, l'épuisement des finances, les incursions des Tatars et quelques troubles parmi les Kosaks du Don entravaient toutes les mesures du tzar, et d'un autre côté, une guerre civile et la révolte de ses armées arrêtaient les efforts du roi de Pologne, qui se vit encore affaibli par une nouvelle défection des Kosaks de l'Ukraine.

Ce peuple se persuada bientôt que la convention de Hadciacz ne serait jamais observée; Wihowski qui osa réclamer les privilèges promis à ses compatriotes, fut fusillé par ordre du sénat polonais, et cette cruelle injustice souleva de nouveau ces tribus tant de fois agitées. Les Kosaks se soumirent pour la plupart derechef à la Russie; plusieurs cependant, réunis sous les ordres de Doroczenko, chef de leur choix, demandèrent un asile à la Porte ottomane.

Malgré ce renfort Alexeï désirait une réconciliation avec la Pologne; une trêve conclue pour treize ans au village d'Androussova, près de Smolensk, assura enfin quelque repos aux deux états belligérants. Par ce traité, Smolensk et son territoire, la Sévérie, Tchernigof, Dorogobouge, Bélaïa, Nevel, Sebech, Krasnoï et Velich furent restitués à la Russie; toutes les autres villes conquises par les armées d'Alexeï furent rendues à la Pologne, excepté Kief, que la république céda pour deux ans au tzar. On convint en outre de partager l'Ukraine, en adoptant le Borysthène pour limite entre les deux états. Les Ko-

saks habitant la rive gauche de ce fleuve, devaient être à l'avenir soumis à la Russie; ceux de la rive opposée, à la Pologne. Les deux états s'engageaient de plus à accorder la plus grande liberté au commerce, se réservant seulement les taxes introduites depuis long-temps; la Pologne surtout promit de ne point gêner la navigation sur la Dwina, si importante pour les habitants du territoire de Smolensk. Enfin les deux parties contractantes s'engageaient à se porter des secours mutuels contre les Turcs et les Tatars; et leurs plénipotentiaires devaient se réunir de nouveau, d'abord au bout de deux ans, et puis encore en 1674, pour transformer cette trêve en paix définitive. Pour le cas où ces ministres ne parviendraient pas, même à la seconde réunion, à aplanir toutes les difficultés, on se réservait la faculté de réclamer la médiation d'une puissance neutre.

Dès qu'ils furent informés des conditions de ce traité, presque tous les Kosaks, errants encore sur la rive polonaise du Borysthène, émigrèrent, les uns pour s'établir sous l'égide du tzar, d'autres pour renforcer les tribus qui reconnaissaient l'autorité suprême du Sultan, et ce peuple ne figura plus parmi les sujets de la république polonaise.

La paix était rétablie pour le moment, mais Alexeï ne se faisait pas illusion sur l'avenir; il prévoyait que la Pologne ne se désisterait jamais de ses prétentions sur les anciennes conquêtes de Witolt, et que la navigation sur la Dwina deviendrait inévitablement le sujet de nouvelles disputes. Comme plu-

sieurs de ses prédécesseurs, Alexeï comprit qu'un seul moyen, la réunion des deux états rivaux, pouvait prévenir de nouveaux troubles; convaincu de la nécessité de cette jonction, il proposa son fils pour roi aux électeurs polonais.

Après avoir échoué dans ses tentatives d'élever son fils au trône de Pologne *), il ne s'en montra pas moins prêt à s'unir à cette république, pour combattre les Turcs de concert avec elle. Les Kosaks soumis à la Porte, annonçaient à cette époque le projet de s'emparer de l'Ukraine dans toute son étendue; ils menaçaient donc à la fois la Russie et la Pologne, et ces deux états tâchèrent de se prémunir contre leurs attaques par une alliance — 1674. — En vertu d'un nouveau traité conclu alors, il fut permis aux Russes de garder Kief jusqu'à la paix définitive, et les deux empires se promettaient des secours mutuels dans le cas d'une guerre.

La guerre contre les Turcs, qui éclata en effet peu de temps après, prouva que la Russie ne devait guère se fier à de semblables promesses. Michel, ce faible roi de Pologne, jugeant impossible de se défendre contre les Turcs, oublia ses engagements; l'ignominieuse paix qu'il accepta à Budciacz, exposa la Russie à essuyer avec ses seules forces les attaques des Turcs et des Tatars. Il est vrai que la Pologne reprit bientôt après les armes, et que Sobieski ramena pour un instant la victoire sous ses drapeaux; mais assiégé enfin dans son camp de Zurawno, il subit à son tour la loi des Turcs. En acceptant la

*) V. la première partie, élections de Wisniowiecki et de Sobieski.

paix de Zurawno la Pologne abandonna une seconde fois le tzar. Quoique Sobieski, élevé depuis peu au trône des Jagellons, eût été redevable alors à l'approche d'une armée russe envoyée à son secours, des conditions moins onéreuses qu'il obtint des vainqueurs, il n'en mit pas moins le renouvellement de son alliance avec la Russie à un prix exorbitant. Sobieski déclara que rien ne pourrait l'engager à prendre de nouveau les armes contre la Porte ottomane, excepté la cession de toutes les provinces que Witolt et Wladislas IV avaient ravies autrefois à la Russie. Le tzar Féodor Alexévitch, qui succéda vers cette époque à son père Alexei — 1676 — eut même à craindre une attaque de la part de Sobieski, et ne put s'assurer de sa neutralité que moyennant quelques sacrifices. Par un nouveau pacte l'armistice d'Androussova fut prolongé pour treize ans — jusqu'en 1693. — Le tzar garda encore Kief en payant un million de florins à la Pologne, et en lui cédant Nevel, Sebech et Velich.

Heureusement le Sultan ne songeait guère alors à attaquer la Russie; son ambition l'attirait vers l'Allemagne, et il souscrivit volontiers à une trêve de vingt ans, négociée entre lui et le tzar par l'entremise du khan des Tatars. Par cet acte la Porte reconnaissait les droits de la Russie sur la plus grande partie de l'Ukraine — 1680. — La Russie ne put pourtant pas rester étrangère à une guerre qui embrâsa bientôt après toute l'Europe orientale. Les Turcs avaient paru sous les murs de Vienne; l'Autriche et ses alliés s'efforçaient, après avoir sauvé cette capitale, d'éloigner à jamais le danger en humiliant la Porte ottomane. Le concours de la Rus-

sie paraissait nécessaire à cet effet, et l'empereur d'Allemagne, Venise et la Pologne sollicitaient à l'envi l'alliance de cet empire. C'était la tzarevna Sophie, fille d'Alexeï, qui régnait après la mort du tzar Féodor au nom de ses jeunes frères Ivan et Pierre. Elle objecta d'abord la trêve conclue depuis peu; mais les ambassadeurs autrichiens et polonais répondirent que les Tatars, dont les incursions ne cessaient jamais, l'avaient déjà rompue. Ces ministres triomphèrent enfin par leurs instances des scrupules de la princesse. Sobieski, moins exigeant qu'auparavant, consentit même alors à céder définitivement à la Russie Smolensk, Tchernigof, la Sévérie, et Kief même, l'ancienne capitale des successeurs de Rourik. En revanche, la tzarevna s'engagea à payer à la Pologne un million et demi de florins. Une paix perpétuelle fut conclue à ces conditions, et les armées russes marchèrent aussitôt vers la Krimée — 1686. —

Cette expédition, commandée par Vassili Gallitzin, donna de l'occupation aux Tatars; elle eut donc l'effet d'affaiblir les Turcs sur le Danube, en Ukraine et en Morée, mais elle ne fut d'aucun avantage immédiat pour la Russie. Ses armées nombreuses mais mal disciplinées se consumaient sans combattre dans des solitudes incultes, tandis que les Tatars trouvaient un asile dans les montagnes de la Tauride. Gallitzin, ayant pénétré jusqu'à l'isthme qui rattache cette presqu'île à la terre ferme, jugea les remparts de Pérékop qui en défendaient l'accès, trop redoutables pour oser les attaquer; il recula, se bornant ensuite à une guerre défensive.

Le tzar Pierre, jeune encore, avait désapprouvé cette guerre, et pourtant il lui était réservé de la

conduire et de la terminer avec gloire. Il n'avait pas encore voyagé en Europe pour y puiser les lumières et l'instruction qui manquaient encore en Russie, mais déjà son génie lui faisait découvrir de nouvelles ressources, et même ses premières entreprises portaient ce caractère de grandeur qui était le sien. Quoique la trahison d'un ingénieur allemand que Pierre avait pris à son service, fît manquer sa première tentative sur Azof, la seconde lui valut la conquête de cette ville, et la Russie eut dès lors un port sur la mer Noire — 1696. —

Quelques troubles intestins et les voyages du tzar Pierre l'empêchèrent par la suite de pousser la guerre avec la même vivacité, et ses alliés, moins occupés de ses intérêts que des leurs, conclurent sans le consulter, à Carlowitz la paix avec la Porte. Ces alliés croyaient s'être acquittés de toutes leurs obligations envers la Russie, en négociant une trêve de deux ans entre les Turcs et le tzar, qu'ils abandonnaient du reste à ses propres forces. Bientôt après Pierre obtint de la Porte une trêve de trente ans, par laquelle Azof lui fut cédée — 1699. —

L'apparition de Pierre-le-grand opéra un changement prodigieux dans les destinées de la Russie. Ce prince devina le secret de ses forces, ignoré d'elle-même, et d'un seul effort heureux il éleva sa patrie à une hauteur dont elle ne devait plus descendre.

Depuis long-temps les Russes éprouvaient le besoin de se rapprocher de l'Europe occidentale;

quoique repoussés par la Pologne et la Suède, ils faisaient des progrès, mais lentement. Pierre sut accélérer la marche du siècle en triomphant de tous les obstacles.

Depuis la malheureuse époque des faux Dmitri, les strélitz, corps semblable sous plus d'un rapport aux janissaires, avaient acquis une influence dangereuse; surtout dans les temps de troubles ils dominaient souvent par la terreur. C'étaient les strélitz qui avaient appelé la tzarevna Sophie à régner au nom de ses frères, et cette régente dépendait plutôt de ce corps qu'elle ne lui commandait. Mais Pierre, à peine sorti de l'enfance, brisa les chaînes que cette milice indocile et la faction de la régente lui préparaient, et une dernière révolte des strélitz ne conduisit qu'à l'anéantissement de ce corps.

Après cette révolution le faible Ivan se contentait, comme auparavant, de l'honneur de partager le trône, laissant à son frère Pierre-le-grand la direction des affaires. Aussi la mort d'Ivan ne fut-elle presque pas remarquée.

Des régiments disciplinés à l'européenne remplacèrent alors ce corps mal organisé, ces strélitz si souvent rebelles; une activité sans exemple régna dès lors dans les écoles, dans les ateliers, au champ d'exercice. Mais l'empire n'avait encore avec l'Europe que des communications indirectes et précaires; il lui fallait des ports, un libre accès à la mer, et Pierre tourna ses yeux vers l'Ingrie si injustement ravie à la Russie à l'époque de ses malheurs. Il n'était pas difficile de trouver un prétexte pour attaquer la Suède: en passant par Riga pour se rendre en Allemagne, le tzar avait été offensé par

le gouverneur de cette ville; il demanda une satisfaction à la cour de Stockholm, et ne pouvant l'obtenir, il prit les armes pour venger cet affront.

Presque en même temps le roi de Pologne et celui de Danemarck s'allièrent avec le tzar pour humilier Charles XII de Suède. Cependant le succès ne répondit pas d'abord à leur attente. Le Danemarck, envahi par Charles, fut bientôt réduit à accepter la paix que lui imposa le vainqueur. Une armée russe, mal conduite, et manquant de confiance dans sa nouvelle discipline, fut battue près de Narva, malgré une très-grande supériorité de nombre, et le roi de Suède envahit la Pologne où une partie de la noblesse se rangea aussitôt sous ses drapeaux. Tant de désastres ne découragèrent pas le tzar. Redoublant d'efforts il eut bientôt réparé ses pertes, et tandis que Charles courait au loin à de folles entreprises, le héros de la Russie aguerrit ses armées par la conquête de l'Ingrie. Bientôt on vit une flotte, créée par lui, croiser dans la Baltique; St. Pétersbourg, nouvelle capitale de l'empire, s'élevait à l'embouchure de la Néva, et le drapeau russe flottait sur les remparts de Narva et de Dorpat, conquises par Pierre-le-grand.

Au lieu de revenir à la défense de ses états, Charles voulut renverser d'un seul coup son redoutable adversaire; il pénétra en Ukraine dans l'espérance que les Kosaks viendraient se joindre à lui sous les ordres de leur hetman Mazeppa. Mais ce chef parut presque seul au camp de l'armée suédoise, et la bataille de Poultava flétrit à jamais les lauriers du roi de Suède. Son armée y fut anéantie, et il se vit lui-même obligé de s'enfuir en Turquie.

Après cette victoire il ne s'agissait plus que de partager la dépouille du vaincu; le Danemarck, la Prusse et le Hanovre accédèrent de nouveau à l'alliance contre la Suède. La Russie s'empara de l'Esthonie et de la Livonie entière; Reval, Riga et Wyborg en Carélie tombèrent l'une après l'autre en son pouvoir. Charles XII ayant engagé la Porte ottomane à rompre la trêve de trente ans, une armée russe pénétra en Moldavie sous la conduite du tzar. Malheureusement elle fut dévorée par les maladies, et de plus égarée par les perfides conseils du hospodar de Moldavie; elle s'avanca trop loin, et Pierre se vit tout d'un coup enveloppé sur les rives du Pruth: des hordes innombrables entouraient ses bataillons; il n'y avait point de retraite; il fallait se rendre ou vaincre une armée six fois plus forte. Pierre offrit dans ces circonstances la paix à la Porte, faisant en même temps ses dispositions pour attaquer l'armée turque si ses offres n'étaient pas acceptées; et une ordonnance expédiée à Moscou défendait aux Russes de respecter les ordres que leur tzar pourrait être forcé de signer dans la captivité. L'épouse de Pierre, Kathérine, qui avait suivi l'armée, sut alors gagner le grand-vizir par le don de ses diamants, et la paix fut conclue sur le champ: la Russie l'obtint en sacrifiant Azof. On dit que Kathérine sauva l'armée et Pierre-le-grand: peut-être le priva-t-elle d'une victoire! Les vainqueurs de Poultava auraient pu triompher malgré leur infériorité; on peut le croire au moins lorsqu'on se rappelle Munich à Chocim, et Roumiantzof sur le Kagoul.

Depuis ce temps l'empereur de Russie, — car le tzar avait pris ce titre — n'étendit plus ses conquê-

tes dans le nord, mais il continua de prêter un vigoureux secours à ses alliés. Ayant réinstallé sur le trône Auguste, roi de Pologne chassé de ses états par Charles XII, il sut même rétablir la paix entre les différentes factions qui déchiraient la république sarmate. Mais il n'en dut pas moins se méfier dès lors de ces alliés qui lui devaient la victoire. La puissance de l'empire russe leur inspirait déjà des inquiétudes, et ils travaillaient aussitôt à une paix avec la Suède dont ils prétendaient exclure la Russie. Pierre, informé de ces intrigues, conçut alors le projet de conclure lui-même, s'il était possible, une paix séparée avec ce royaume. Les négociations qui devaient y conduire étaient cependant à peine commencées, lorsqu'un coup de fusil termina la carrière agitée de Charles XII, et cet événement changea tout-à-fait la face des affaires. La paix fut conclue aussitôt entre la Suède d'un côté, et la Prusse, le Danemarck et le Hanovre de l'autre; toutes ces puissances conservaient les conquêtes faites sur la Suède, en s'engageant à ravir les siennes à Pierre-le-grand. Cependant l'intrépidité de ce héros, et quelques nouveaux succès de ses flottes, découragèrent bientôt ses ennemis, et Ulrique-Eléonore, héritière de Charles XII, lui céda par le traité de Nystädt — 1721 — la Livonie, l'Esthonie, l'Ingrie et une partie de la Carélie. Ces agrandissements de territoire étaient le prix d'une guerre de vingt-et-un ans, dans laquelle la Russie, quoique alliée du roi de Pologne, eut souvent à combattre des Polonais ennemis de leur souverain.

Depuis lors la Pologne ne prit presque plus de part aux grandes transactions de la politique euro-

péenne. La Russie, outragée et dépouillée autrefois par cette république ennemie, était enfin devenue à son tour la plus forte, et ses griefs n'étaient pas encore vengés! D'ailleurs ces voies de commerce si précieuses pour la Russie, la Dwina et le Borysthène se trouvaient toujours en grande partie au pouvoir des Polonais, ainsi que de vastes provinces, usurpées lorsque l'empire de Rourik gémissait sous le joug des Tatars: l'Ukraine occidentale, la Wolynie, la Podolie, la Russie-rouge, Polotsk, Witepsk etc. Ces provinces étaient encore habitées par des Russes fidèles à la religion grecque, et persécutés à cause de cette religion. Ces Russes réclamèrent souvent la protection des empereurs de Russie!

Ces appels ne restèrent pas sans suites: l'impératrice Kathérine II, venant au secours des dissidents, occupa quelques-unes de ces anciennes provinces russes; une grande partie resta pourtant encore soumise à la Pologne; mais les troubles qui éclatèrent dans ce royaume, surtout les vices de sa constitution auxquels il était impossible de remédier, amenèrent plus tard le partage de la Pologne, prévu depuis plus d'un siècle! C'était la suite inévitable de tant d'égarements!

Près de quarante ans se sont écoulés depuis cette dernière catastrophe, et naguère encore une entreprise insensée nous a montré que l'aristocratie polonaise, ou du moins une faction, celle qui se dit patriote, *n'a rien appris et rien oublié*; qu'elle était toujours prête à sacrifier sa patrie à l'ambition de sa caste; que l'esprit qui l'animait encore est le même qui avait précipité la Pologne du haut de sa grandeur.

Il n'est que trop vrai: cet esprit incorrigible de caste que l'histoire entière de ce malheureux royaume nous a fait connaître, nous le retrouvons dans la conduite que les nobles ont tenue pendant ces dernières quarante années.

D'abord, lorsque le roi de Prusse régnait sur la Grande-Pologne, la noblesse mécontente ne tint aucun compte à son gouvernement, des grandes routes construites, des fleuves rendus navigables, des écoles élémentaires établies dans tous les districts, ni de la protection accordée au commerce et à l'industrie. Elle se plaignait hautement de la magistrature, — parce qu'il y avait de la justice même pour les plébéiens, et qu'on obligeait les nobles à payer leurs dettes! — choses de tout temps inconnues en Pologne.

Napoléon réunit une partie de l'ancienne république sous le nom de grand-duché de Varsovie; quel fut à cette époque le sort de ce malheureux pays? — toutes les améliorations s'arrêtèrent; les commencements d'industrie disparurent; les écoles furent fer-

mées; aucune route, aucun canal ne fut achevé. C'était à tel point que, huit ans plus tard, les ponts, les bâtiments, toutes les constructions commencées sous le gouvernement prussien, furent trouvées exactement dans l'état où ce gouvernement les avait laissées, excepté que le matériel — le bois de construction etc. — acheté alors et négligé depuis, avait pourri dans les dépôts. Pendant toute cette époque la Pologne fut exploitée au profit de la France; une conscription devorante la privait de laboureurs; les soldats polonais trouvaient la mort en Espagne et en Italie, en combattant pour une cause qui n'était pas celle de leur patrie; on les envoyait même aux îles mourir victimes d'un climat auquel on n'osait exposer des régiments français! Mais Napoléon flattait les espérances de l'aristocratie, en promettant vaguement de rétablir *l'ancienne* Pologne dans toute sa splendeur et avec ses institutions; il permettait en attendant à la noblesse d'administrer le pays à son gré, et cette caste était contente: que lui importait la ruine du pays, si elle pouvait racheter à ce prix son ancienne souveraineté!

Enfin Napoléon envahit la Russie à la tête de l'armée la plus nombreuse des temps modernes, et les légions polonaises arrivèrent à Moscou à la suite des aigles françaises. Ni cette masse de forces, ni le génie militaire de Napoléon n'imposèrent aux Russes: la fermeté de leur souverain et le dévouement de la nation sauvèrent l'empire et l'Europe. L'armée d'invasion périt en se retirant, et la Pologne, qui avait pris part à cette guerre, appartenait dès lors à la Russie par droit de conquête. Les Polonais ne paraissaient point redouter son empire; au contraire, une

députation de la noblesse suivit alors le quartier-général de l'empereur Alexandre, le priant avec instance de prendre le pays sous sa protection, de se rappeler que les Russes et les Polonais *avaient une même origine*, et de ne pas abandonner la Pologne à une domination étrangère. C'était le chef de la députation, ce même prince Adam Czartoryski qu'on a vu depuis à la tête de la révolte, qui tint alors ce langage!

Lors de la pacification générale à Vienne, personne n'osa élever des doutes sur le droit qu'avait la Russie de garder ses conquêtes; c'était elle qui avait brisé les chaînes de l'Europe entière au prix du plus précieux de son sang; on se rappelait encore ces cendres de Moscou, plus glorieuses que des trophées. L'Europe affranchie lui devait un dédommagement de ses sacrifices.

Une réunion dont l'histoire avait démontré la nécessité était donc enfin accomplie; les empereurs de Russie régnaient sur l'ancienne rivale de leur patrie. Et comment ont-ils vengé les outrages des siècles passés? — En comblant de bienfaits la Pologne! Grâce au gouvernement russe, les routes les plus belles et des eaux navigables la traversent aujourd'hui dans tous les sens; les écoles se multipliaient; l'industrie puissamment protégée prit un essor brillant *). Les Polonais les plus fanatiques n'osent le nier; mais en faisant cet aveu, tel *patriote*

*) Entre autres les produits des manufactures polonaises ne payaient qu'un p. C. de droits d'entrée aux douanes russes; les fabrications russes au contraire payaient quinze p. C. à la frontière du royaume de Pologne.

débitera gravement et les larmes aux yeux, que cet état florissant de l'industrie ruine le pays en affaiblissant le *patriotisme* ! En effet, la classe industrielle que les révolutionnaires ont soin de désigner par le nom d'Allemands, n'a pris aucune part à l'insurrection, et pendant les troubles elle a été en butte à de cruelles persécutions.

L'empereur laissa aux Polonais une armée nationale, preuve qu'on se fiait à leurs serments ; tous les emplois furent donnés aux indigènes, et les formes du gouvernement rappelaient les anciennes institutions.

N'y avait-il pas de la générosité à tendre ainsi la main à une réconciliation parfaite ? et n'était-ce pas ingratitude que de la repousser ? — De vrais patriotes, ceux qui désiraient le bien-être de leur pays, n'auraient-ils pas dû s'attacher à l'empire protecteur, et chérir un souverain magnanime ?

Malheureusement une coupable ambition n'a point respecté cette prospérité, ce bonheur, — l'espérance des siècles à venir ! On a eu la douleur de voir, qu'une faction ne se contentait pas de vivre sous ces lois, et ne songeait qu'à s'en faire des armes contre son roi ! Mais espérons que le temps des illusions et des erreurs est irrévocablement passé ; espérons que les peuples slaves apprendront à réunir leurs efforts et à avancer de front, au lieu de se détruire mutuellement ; espérons que l'exemple de l'Angleterre et de l'Ecosse ne sera point perdu pour la Russie et la Pologne !

L'auteur n'a pas cru devoir charger ces feuilles de citations qui eussent nécessairement été trop nombreuses. Qu'il lui soit permis d'attester que c'est avec la plus scrupuleuse exactitude qu'il a puisé les faits aux sources les plus dignes de foi, et il osera invoquer sur ce point le témoignage des savants auxquels ces sources sont connues.

Erata.

Pag.	1	l.	6	elle	lisez	elle
-	2	-	24	an	-	au
-	3	-	29	nn	-	un
-	4	-	14	quelqnes	lisez	quelques
-		-	16	avéré,	-	avéré.
-	7	-	21	renfermaint	lisez	renfermaient
-	8	-	27	eonsulté	lisez	consulté
-	12	-	3	Uu	-	Un
-	19	-	32	lenr	-	leur
-		-		seconrs	-	secours
-	20	-	28	snr	-	sur
-	21	-	1	fnrent	-	furent
-		-	3	presqne	-	presque
-	23	-	32	snr	-	sur
-	24	-	7	ambassadenrs	lisez	ambassadeurs
-	27	-	3	cruanté	-	cruauté
-		-	14	Lenezycja	-	Lencyça
-	29	-	20	réeliement	-	réellement
-	30	-	33	dé-sordres	-	dés-ordres
-	33	-	1	le feu et le sang, marquaient-partout-	lisez: le	feu et le sang marquaient partout
-	35	-	25	Hongric	lisez	Hongrie
-	40	-	28	fnt	-	fut
-	45	-	12	a	-	à
-	47	-	10	résistarnce	-	résistance
-	56	-	1	tons	-	tous
-	73	-	20	nohlesse	-	noblesse
-	96	-	14	fut	-	fût
-	129	-	26	que, au	-	qu'au
-	222	-	16	encorer egardée	lisez	encore regardée
-	278	-	16	fut	lisez	fût
-	289	-	9	et ailleurs Ingermanlande	lisez	Ingrie
-	-	-	5	1682	lisez	1582.

Ns 1295

Knorring, Th. <<de>>,

La Russie et la Pologne esquisse historique

Berlin 1834

J.publ.e. 633 t

urn:nbn:de:bvb:12-bsb10558298-4